

هكزان الأجل

«Espace européen»

Le Monde



15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14927 - 7 F -

SAMEDI 23 JANVIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les grands dossiers du nouveau président

M. Bill Clinton hésite à relancer fortement l'économie

L'héritage irakien

Le président des États-Unis n'est jamais totalement maître de ses ordres du jour. La surpuissance de l'Amérique - plus étonnante que jamais depuis la disparition de l'URSS - le renvoie sans cesse à son rôle de leader mondial, source de tracas mais aussi de prestige. Sauf à se réfugier dans un isolationnisme difficilement concevable aujourd'hui, il ne peut échapper aux crises et aux conflits internationaux qui s'imposent à lui, au bousculement de son agenda.

M. Bill Clinton a eu un avant-goût de cette rude évidence dès sa première journée présidentielle, qu'il avait pourtant voulu - très symboliquement - consacrer tout entière à ses compatriotes, en les accueillant à la Maison Blanche, dans un joyeux désordre. La guerre d'usure entre Bagdad et l'Occident, reçue en héritage de son prédécesseur, s'est rappelée au bon souvenir du nouveau maître des lieux. La fête n'en fut pas ternie pour autant.

L'ACTIVATION d'un radar anti-aérien irakien, à l'origine de la nouvelle attaque américaine jeudi 21 janvier, ressemble plus, à première vue, à une « bavure » qu'à une provocation. Car dans l'épreuve de force en cours depuis dix jours elle survient, à contretemps, dans une phase d'apaisement. Bagdad, s'est d'ailleurs empressé de réaffirmer la validité de la trêve qu'il avait décrétée la veille. Et les inspecteurs de l'ONU, autorisés à se rendre en Irak pour y contrôler la destruction des armes chimiques, seront bientôt de nouveau à pied d'œuvre.

Dans l'immédiat, cet incident aura rendu service à M. Clinton en lui offrant l'occasion de rappeler, à peu de frais, qu'il était prêt à relever avec fermeté les éventuels défis de M. Saddam Hussein. Mais cette résolution américaine, certes indispensable au maintien de la sécurité régionale, ne peut, à long terme, tenir lieu de politique face à l'Irak. Car, au petit jeu des crises à répétition, le dictateur irakien risque - presque à coup sûr - de l'emporter.

M. SADDAM HUSSEIN ne peut d'autant plus se permettre d'offrir un « round d'observation » au nouveau président américain, qu'il vient de marquer des points. Il a pu constater, avec satisfaction - ne serait-ce qu'en lisant les propos de M. Roland Dumas - que la coalition anti-irakienne n'était plus ce qu'elle était. En fait, la politique de « riposte graduée » aux provocations de Bagdad a montré ses limites. Elle renforce l'essai politique de M. Saddam Hussein, qui peut poser au « martyr » tout en exhortant son peuple à la résistance nationale. Surtout, elle lui laisse l'initiative d'un affrontement où l'Occident se contente de « réagir » avec plus ou moins d'efficacité. Quitte à prendre quelques temps de réflexion, M. Clinton doit maintenant se fixer une stratégie irakienne, l'expliquer clairement aux Américains, et s'y tenir. Il lui faut notamment préciser quels engagements il attend de l'Irak, et à quelles conditions, si ceux-ci sont tenus, la communauté internationale mettra fin aux sanctions prises contre Bagdad. La manière dont M. Clinton abordera l'irritant dossier irakien sera le meilleur test de son intelligence politique.

M0147 - 0123 0 - 7.00 F



Les ressources pétrolières de l'Etat menacées

La guerre civile s'étend à l'ensemble de l'Angola

Le conflit se généralise en Angola. Partout, des combats, ou au moins les accrochages qui les précèdent, sont signalés. Après la prise de la ville pétrolière de Soyo par les combattants de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angole (UNITA), la bataille pourrait maintenant se déplacer plus au nord, vers l'enclave de Cabinda, d'où provient plus de la moitié de la production pétrolière angolaise.

LUANDA

de notre envoyé spécial

M. Savimbi avait prévu qu'il frapperait les intérêts économiques de son adversaire. Après la conquête des zones diamantifères du nord, puis, il y a trois jours, du centre pétrolier de Soyo - où une partie de la production a été arrêtée - les milieux gouvernementaux craignent qu'il ne se lance bientôt à l'assaut de Cabinda. La bataille n'est ni commencée, si encore moins jouée. Mais, si les armes étaient, une fois de plus, défavorables aux troupes gouvernementales, le coup serait sévère pour le gouvernement, dont 90 % des recettes proviennent de l'exportation du pétrole.

C'est dire l'importance de l'enjeu et l'effort que ne manquera

pas de fournir le pouvoir pour éviter une nouvelle défaite. Selon des sources militaires, six mille à sept mille combattants gouvernementaux - une partie d'entre eux ayant fait retraite à partir de Soyo - sont déjà à pied d'œuvre. Ils ne seraient pas de trop pour contenir une éventuelle offensive de l'UNITA, qui paraît, pour l'instant, avoir l'initiative.

L'armée gouvernementale n'est en effet pas au meilleur de sa forme. Son moral est faible et ses difficultés logistiques se révèlent très importantes. Le 17 janvier, à Soyo, cent cinquante membres de la police anti-émeutes (unité d'élite qui constitue le fer de lance des troupes gouvernementales) ont abandonné le champ de bataille.

GEORGES MARION
Lire la suite page 6

Un entretien avec le chef de la diplomatie polonaise

M. Skubiszewski dénonce l'étroitesse de vues de la CEE.

page 3

Le Conseil constitutionnel freine le contrat d'union civile

Les neuf sages ont annulé l'une des dispositions relatives au transfert de bail, qui représentait un pas vers l'institution d'un contrat d'union civile.

page 10

Bilan d'une législature

Neuf terminons la présentation du bilan de cinq ans de travail du Parlement en mettant l'accent sur les mesures prises en faveur de l'égalité sociale.

page 11

SANS VISA

■ Nantes et le bois d'ébène. ■ Le Liban par temps de paix. ■ Canal du Midi : les échues de l'oubli. ■ La Provence avant son mariage.

pages 25 à 32

Le sommaire complet se trouve page 24

Un missile de croisière à la française

Depuis l'emploi du Tomahawk américain dans le Golfe les états-majors plaident pour une arme comparable en Europe

par Jacques Isnard

Le bombardement, au moyen de missiles de croisière, de cibles irakiennes près de Bagdad, le 17 janvier, est de nature à relancer, en France, le débat sur ce type d'armement. La France aurait été, en effet, incapable de participer à une telle action, car elle ne dispose pas de l'instrument militaire adapté, qui permet de tirer sur un objectif lointain en demeurant à distance de sécurité. Le Tomahawk, lancé du sol, depuis un navire ou par un avion, est une exclusivité américaine.

A l'état-major des armées, le camp des adeptes du missile de croisière s'est renforcé, avec l'argument que le missile dit intelligent, parce qu'il s'autoguide et

qu'il est censé être précis à l'impact, permet de maîtriser davantage, sur le double plan politique et militaire, les destructions recherchées sur le terrain et réduit les pertes alliées. « La technologie, dit l'amiral Jacques Lanxade, chef d'état-major des armées, épargne le sang », sous-entendu celui des alliés.

Durant la guerre du Golfe, précisément, il a été tiré plus de 18 000 missiles, toutes catégories confondues, dont quelque 300 missiles de croisière Tomahawk par les Américains. Contre Bagdad, la semaine dernière, il a été lancé 45 Tomahawk, dont 8, semble-t-il, s'ont pas eu le succès escompté pour des raisons qui tiennent plus à des défauts de fonctionnement qu'à la précision de

des interceptions par la défense irakienne. La France, qui a conçu des missiles balistiques pour sa force de dissuasion nucléaire, s'a pas de système d'armes comparable qui soit à l'échelle costinestale. Le Tomahawk a une portée qui varie de 450 à 2 500 kilomètres en fonction de l'emploi qu'on lui attribue. Il coûte, à l'unité, entre 1,5 million de dollars (pour un missile à tête classique) et 2,4 millions de dollars (pour le même missile armé d'une charge nucléaire). Ce qui, pour les États-Unis, fait du Tomahawk, quelle que soit la version choisie, une munition acceptable financièrement si même son utilisation devait être intensive.

Lire la suite page 13

Trente ans de coopération franco-allemande



Lire l'article de HENRI DE BRESSON page 3 et notre supplément « Espace européen » pages 7 à 9

Kobo Abe, visionnaire

Le grand écrivain japonais, auteur de « la Femme des sables », est mort vendredi 22 janvier à soixante-huit ans

par Philippe Pons

Les écrivains japonais sont plus connus pour leur sensibilité à rendre des émotions qu'à jouer sur l'abstraction. Kobo Abe, mort vendredi 22 janvier, était, de ce point de vue, une exception. Il segmentait la vie en séquences sans rapport entre elles, s'attachait aux détails. Avec une fantaisie parfois grinçante, parodique ou onirique, il fut l'un des grands écrivains visionnaires de sa génération. Son nom fut mentionné à plusieurs reprises pour le Prix Nobel. Abe fut notamment l'auteur de la Femme des sables, peut-être l'un des romans japonais les plus connus à l'étran-

ger par ses traductions et le film qui en fut tiré.

Né à Takysu en 1924, Kobo Abe passa son enfance en Mandchourie. De retour au Japon après la défaite, il commença des études médicales et devint membre du Parti communiste (il en sera exclu en 1962). Pour gagner sa vie comme beaucoup d'étudiants à l'époque, mais aussi par rejet de l'université (il fut néanmoins diplômé en médecine mais n'exerça jamais), il devint marchand ambulant et se mit à écrire des poèmes. Ses premiers textes imprimés à compte d'auteur, Poèmes anonymes, paraissent en 1947.

Lire la suite page 6

« Toutes les formes de persécution subies par les juifs de France pendant quatre années, racontées avec une rare précision. Annette Kahn a enquêté avec la méticulosité d'une archiviste et l'entêtement d'une journaliste soucieuse de vérité. »

Jacques Duquesne/Le Point

ROBERT LAFONT



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRO ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 320 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 300 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 15 KRS ; Suède, 1,90 PG ; USA (hors NY), 2 \$; USA (New York), 2,50 \$.

AU COURRIER DU Monde

SIDA

Mieux défendre M. Fabius

M. GÉRARD MILLER, psychanalyste, lance des imprécations contre M. la société française coupable, à ses yeux, de persécuter M. Fabius (le Monde du 23 décembre). Le zèle de M. Miller est excessif. Certes M. Fabius subit - selon toute probabilité injustement - une dure épreuve. Sans commune mesure cependant avec le malheur qui frappe les malades du sida et leurs familles. M. Fabius sera vraisemblablement blanchi et pourra reprendre le cours de sa carrière. Le désespoir des victimes du sida n'aura pas de fin. Cette constatation devrait inciter les « amis » de M. Fabius à la décence. M. Miller va jusqu'à jeter l'ombre d'un procès stalinien sur les futurs magistrats et parlementaires de la Haute Cour. Il devrait admettre qu'en France aujourd'hui il est raisonnable, et convenable, de présumer l'intégrité des juges, même politiques.

Notre démocratie est certes imparfaite, mais elle s'honore quand elle redonne vie au principe public de la responsabilité pénale des plus hauts dirigeants. C'est, en l'état actuel des choses, grâce à un procès, une catharsis, que les victimes du sida, enfermées aujourd'hui dans leur désir de vengeance, pourront peut-être accéder à une appréciation plus sereine des fautes éventuellement commises au niveau gouvernemental. La tranquillité future de M. Fabius et de sa famille en dépend grandement.

La campagne féroce de M. Miller n'est pas digne de M. Fabius, homme estimable, qui mérite de meilleurs défenseurs.

JACQUES DE LA FERRIÈRE
Paris

CULTURE

La mémoire de Joseph Czapski

DANS votre numéro du 15 janvier vous signalez la mort de Joseph Czapski avec toute l'émotion que méritait ce grand peintre et ce grand humaniste. Ayant eu l'honneur de l'aider il y a quelques années par l'intermédiaire de nos amis polonais de *Kultura*, j'aimais souligner un lien entre différents faits que vous évoquez, qui peut intéresser vos lecteurs.

Vous rappelez comment Joseph Czapski, prisonnier de l'armée rouge avec toute l'élite polonaise, 15 000 officiers et sous-officiers, est promis au monstrueux massacre de Katyn par l'URSS, puis vous citez dans ses œuvres *Proust contre la déchéance*. C'est dans ces camps de l'horreur, où il est prisonnier des bourreaux du NKVD, que Joseph Czapski organise pour ses codétenus des conférences sur Marcel Proust, pour sauvegarder leur dignité et ne pas désespérer. C'est particulièrement impressionnant de survie par l'esprit.

Joseph Czapski aurait été ému par un autre cas semblable, celui de l'actuel président de l'Assemblée albanaise, qui a survécu à vingt ans de camp de concentration en apprenant le français. Sans aucun manuel bien sûr, mais à partir du

seul livre dont il disposait, *Guerre et paix* de Tolstoï. Dans le texte de Tolstoï, les conversations de la bonne société russe sont en français. Les éditions modernes en donnent la traduction russe en notes. Il suffisait, si j'ose dire, de comparer le texte et les notes pour reconstituer toute la langue française. Dans un camp de concentration en Albanie, à partir des propos du prince André et des lettres de Natacha...

JEAN-FRANÇOIS DENIAU
de l'Académie française

BOSNIE

Où sont les brigades internationales

J'ai lu avec intérêt les propos de Bernard-Henri Lévy dans le Monde du 5 janvier au sujet du comportement des grandes puissances sur le problème yougoslave en général et de Sarajevo en particulier. Dénouant la situation actuelle, il la compare à plusieurs reprises au scandale de la non-intervention en Espagne en 1936-1937. Mais il ne retient de ces années que ce qui conforte ses propos. Il oublie notamment de signaler que, pour protester contre cette non-intervention, de nombreux intellectuels de tous les continents sont allés se battre contre les franquistes dans les brigades

internationales et autres milices, montrant par là qu'il convenait de mettre en accord ses paroles et ses actes.

Tous les « va-t-en-guerre » qui s'expriment régulièrement dans les médias en ce moment ont-ils jamais envisagé de s'engager personnellement dans les combats en Croatie ou en Bosnie ?

JEAN FAUCHÉ
Bedoin (Vaucluse)

RÉFUGIÉS

Le nouveau rideau de fer

LES droits de l'homme ? La France en est toujours le champion toutes catégories, bien sûr ! Mais alors, cette chute libre des demandes, cette avalanche de réjets par retour de courrier ? Eh bien, depuis la levée du rideau de fer, il y a eu plus de réfugiés. Le réfugié vient du froid. Les autres sont des « faux », et la France, nous le savons, ne peut accueillir toute la misère - tous les péchés - du monde. Les accords de Schengen ont restauré le visa impossible à obtenir pour les réfugiés. Si je comprends bien, le rideau de fer est mort, vive le rideau de fer ! Qui, mais le nouveau est démocratique.

Et les clandestins, les gros bras

qui ont creusé le tunnel sous la Manche, édifié Albertville et l'arche de la Défense, parviennent-ils à franchir le nouveau mur métallique ? Officiellement non. Dans la pratique, les entrepreneurs français nécessaires font souffler aux oreilles des candidats à l'immigration : « Gibraltar ! ». Onze kilomètres, ce n'est pas la mer à boire, même si certains risquent la noyade.

Aujourd'hui, les personnes victimes de persécution ont le droit de rester chez elles. La Convention de Genève doit être appliquée sur place, *in situ*, jusqu'à ce que mort s'ensuive. Pénitent les hommes plutôt que les principes.

Gilles ROSSET
Paris

SOLIDARITÉ

Une pitié sélective

ENTRE les journaux et la télévision, le surinformant dont nous sommes aujourd'hui l'objet m'affole. Dois-je pleurer sur la Bosnie-Herzégovine ou sur le massacre des paysans indiens du Guatemala ? Dois-je m'affrayer du conflit israélo-palestinien ou de la famine en Somalie ? Comment, juger du combat des Géorgiens contre les séparatistes abkhazes, de

la reprise de la guerre civile en Angola, des violences entre communautés hindoues et musulmanes à Bombay, de la destruction de la mosquée d'Ayodhya, des problèmes kurdes et arméniens, ou des massacres du Pérou ? Et l'Irlande où ça n'en finit pas de saigner, et le Cambodge et ses horribles Khmers rouges, et Haïti, et le Nicaragua, et le Pakistan, et les touaregs, et... et...

Où donner du cœur ? A qui ? Et pourquoi à l'un plutôt qu'à l'autre ? Au fil des jours, dans mon courrier quotidien, des appels constants. Mais à côté des bonnes, il y a la Terre, l'Ozone, la pollution, tout ça. Fera-t-il mouche pour l'équipe Cousteau ou pour Greenpeace ?

Trop, c'est trop. Il faut choisir. Je viens de prendre ma retraite. Je dispose de moins de moyens qu'auparavant, et je me pose des questions. C'est affreux, envisager, mais ma charité doit devenir plus sélective. Qui me dira l'éthique de la charité, de la pitié sélective ?

Peut-on mettre en parallèle un éléphant et un enfant, une forêt et une baleine, un myopathe et un oiseau ? Les images défilent, souffrances, injustices, misères, drames de toutes sortes à n'en plus finir. Comment avoir tout cela ? Ou à mal aux hommes, on a mal à la Terre.

ERIC WESTPHAL
Paris

RÉVISIONNISME

L'histoire tronquée

C'EST avec une grande surprise - et une non moins grande indignation - que j'ai appris que M. Bernard Nottin, qui affiche des thèses révisionnistes (négation de l'existence des chambres à gaz), était réintégré à l'université Lyon-III.

En tant que professeur d'histoire, cette nouvelle m'a profondément choquée : notre rôle est d'enseigner l'histoire telle qu'elle est et, n'en déplaise à certains, non pas comme on voudrait qu'elle fût. De nombreux professeurs d'histoire défendent avec la dernière énergie le maintien de l'histoire du vingtième siècle dans les programmes de première et terminale : il est scandaleux que de tels universitaires aient la possibilité de déformer l'histoire à leur gré en toute impunité.

Nous avons déjà suffisamment de mal à enseigner l'histoire du III^e Reich, de Vichy, à faire découvrir aux élèves l'horreur du génocide juif et tsigane, dans un monde plein de tensions et de résurgences d'idées de propagande raciste, antisémite, et du nationalisme le plus virulent. Les historiens sont attachés à la notion de mémoire, de tolérance, d'histoire objective, valeurs balayées par les discours révisionnistes.

CHRISTINE GUIMONNET
Lyon

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Réponse sémantique

A la suite de la leçon de sémantique à propos de la Bohême-Moravie de M. Louis Rey, dans votre édition du 16 janvier, je ne peux résister à la tentation d'une petite et modeste correction.

Outre que la Bohême ne se dit pas en tchèque *Cesky*, qui veut dire tout simplement tchèque (adjectif), mais *Ceska* (substantif pluriel), il n'est employé dans le pays que pour désigner la province de Bohême proprement dite.

La désignation Bohême-Moravie, qui évoque le protectorat établi en 1939-1945 par les Allemands, n'est certes pas employée pour nommer le pays par ses habitants, pas plus que quelque équivalent de *Tchéquie* (*Cesko*) ou *Cesky* (= Bohême).

C'est le terme de République tchèque qui est spontanément préféré, comme la Tchécoslovaquie, à la chute de l'Empire austro-hongrois, s'était formée de l'association des « pays tchèques », qui englobaient de tout temps la Bohême-Moravie, d'une part, et la Slovaquie, d'autre part.

MANUEL DEVILLERS
Paris

UN LIVRE

Au bord de l'abîme

TOUS LES DRAGONS DE NOTRE VIE...
de Guillemette de Saligny
Payot, 360 p., 120 F.

« Ça n'arrive qu'aux autres... » Jusqu'à aujourd'hui la foudre vous atteint, vous, et que votre vie bascule : un accident, un vol, la mort ou la disparition d'un proche, la naissance d'un enfant handicapé, la perte brutale d'un emploi... Il n'y a pas alors de mots assez forts pour décrire l'effroi, la souffrance, la révolte ou la désespérance, brusquement, vous égarant.

Guillemette de Saligny a interrogé des personnes, connues ou inconnues, qui ont ainsi chuté de l'abîme. Elles racontent les circonstances de leur drame, l'avant, l'après, et les leçons qu'elles en ont tirées. Ces témoignages sont complétés par des entretiens avec plusieurs « spécialistes » (un psychologue, un neurobiologiste, un sociologue, un moraliste...) qui donnent toute sa dimension à ce beau livre sur la vie, l'amour et la mort.

Dès le premier chapitre, tout est dit. La téléphonie sonne. Geneviève Jurgensen, trentenaire, femme comblée, décroche et apprend que ses deux fillettes, qu'elle avait quittées le matin même, ont été tuées dans un accident de la route. Pleurer ? Crier ? Se laisser mourir ?

Ce cauchemar, partagé avec son mari, va durer des semaines et des semaines. Un jour, enfin, la vie reprendra le dessus : *Le monde ne se réduit plus à la mort de mes deux petites filles*. Geneviève Jurgensen en aura d'autres enfants. Elle fondera la Ligue contre la violence routière. Aujourd'hui, elle en vient à dire que son drame aurait pu être pire...

Il arrive, en effet, que la souffrance pousse sur le devant de

la scène et conduise à des actes créateurs, voire à de véritables exploits. Le peintre Hugues de Montalambert, rendu aveugle par un jet d'acide en pleine face, deviendra écrivain, escaladera une montagne, fera de la natation et du cheval, en attendant de reprendre le parachutisme. Mais tout le monde ne s'en sort pas aussi bien. Certains drames peuvent démolir définitivement une vie.

La traversée de l'enfer

Personne, en tout cas, ne sort indemne d'un violent traumatisme. Généralement, la traversée de l'enfer permet d'être un peu plus soi-même : il y a en quelque sorte un recensement sur l'essentiel. *Cette épreuve m'a nettoyé l'âme*, affirme Jean-Paul Kauffmann, ancien nageur au Liban. *L'épreuve ne change pas un homme : elle le révèle à lui-même*, constate Guillemette de Saligny.

Nous vivons en moyenne plus longtemps que jadis, avec des rapports sociaux beaucoup plus nombreux. Cela multiplie le nombre des traumatismes potentiels. Notre société doublement rend-elle plus fragile face aux épreuves ? Ce n'est pas sûr, remarque le sociologue Gérard Dornu. En nous protégeant, en nous libérant de besoins primaires - être nourri, logé, soigné - elle a élargi notre univers. Face à une épreuve, on peut se « reprogrammer », faire fonctionner d'autres ressorts de son être, refuser d'être à vie « la veuve Untel »...

Ces souffrances-là ne se soignent pas à coups de tranquillisants. On ne doit surtout pas s'en laisser déposséder. *Les drames, il faut les vivre pour les dépasser*.

ROBERT SOLÉ

PRIX DU JEUNE ÉCRIVAIN 1993

BNP

AVEC Le Monde ET la Région

Vous avez entre 15 et 23 ans, vous écrivez des nouvelles, des romans, des pièces de théâtre. Vous voudriez être lu(e), voire édité(e) : Le prix du Jeune Écrivain vous est destiné. Il suffit d'envoyer votre texte (de 5 feuillets dactylographiés minimum à 100 maximum) en deux exemplaires avant le 27 février 1993 à :

Prix du Jeune Écrivain
6, route de Labarthe
31600 MURET FRANCE
Tél. : 61-56-13-15

Le jury du prix du Jeune Écrivain 1993 est composé de Dominique AUTIÉ, Christiane BAROCHE, Claude BER, Henry BEULAY, G.O. CHATEAU-REYNAUD, Aris FAKINOS, René GACHET, Christian GIUDICELLI, Odette JOYEUX, Luba JURGENSON, Jean-Marie LACLAVERINE, Pierre LEPAPE, Jean-Noël PANCAZI, Marie ROUANET, Marc SEBBAN, Roger VRIGNY.

Attention : Votre texte devra être titré et ne porter ni nom ni signature. Joindre à votre envoi :

- un chèque de 60 F à l'ordre de l'Union laïque de Muret, ainsi que deux enveloppes (110 x 220 timbrées à 4 F) libellées à votre adresse.

Indiquer également votre numéro de téléphone et le nom et l'adresse de votre établissement scolaire ou universitaire.

Le prix sera remis le 28 mai 1993 à Muret.

MONNAIE

Un franc solide

LES pourfendeurs habituels du traité de Maastricht, au nom de la défense de la souveraineté nationale, se rejoignent à nouveau, pour préconiser la rupture du lien entre le franc et le deutschemark, au motif qu'il n'existerait d'autre moyen de récupérer la maîtrise de nos taux d'intérêt sous un régime identique, on retrouve l'objectif de démantèlement des pouvoirs de la Communauté en matière économique, monétaire et financière mis en échec par la victoire du « oui » au référendum.

Vouloir faire flotter le franc n'a pas d'autre sens. Le SME ne saurait survivre à sa sortie, venant après celle de la livre et de la lire. Ainsi la Communauté serait réduite à ce qu'elle était au début de 1979. La politique agricole commune, dont les jours sont comptés dans sa forme actuelle, représenterait l'unique système institutionnel communautaire encore opérationnel.

De la dynamique d'un marché ouvert rassemblant 380 millions de citoyens-consommateurs, ne subsisterait qu'une union douanière où l'Allemagne verrait la réalisation du rêve de Bismarck et où la France, responsable de l'échec, se retrouverait isolée, isolée et privée de la protection d'une armée capable de s'imposer hors de ses frontières, une monnaie forte aurait été le seul rempart.

Ce n'est pas un hasard si, des trois économies dominant la scène mondiale, la première, les États-Unis, dispose d'une devise ayant un pouvoir libérateur universel l'exonérant de toute contrainte de change ; les deux autres, le Japon

et l'Allemagne, se sont également exondés de cette contrainte en se dant de monnaies recherchées par l'épargne internationale, autrement dit de monnaies fortes.

Pour la première fois depuis 1914, le franc, avec une inflation maîtrisée, une compétitivité en progrès constants et des échanges extérieurs excédentaires, ne présente aucune des caractéristiques d'une unité monétaire surévaluée et se trouve sur le point de gagner ses pièces de monnaie forte. A cet égard, le résultat de la bataille en cours va être décisif. Encore quelques semaines et l'évidente dégradation de son économie ne laissera d'autres choix à la Bundesbank que de réduire ses taux. Si entre-temps la France n'a pas baissé pavillon face aux pressions de la spéculation internationale et aux attaques intérieures, ce sera la première fois, depuis plus d'un demi-siècle, qu'une campagne d'emergence contre notre monnaie se sera terminée sans altération de sa parité.

Avec sa solidité ainsi démontrée, le franc rejoindra, dans l'opinion mondiale et sur les marchés, la petite cohorte des monnaies dites fortes. Cette victoire, en restituant à notre pays une grande part de sa souveraineté monétaire, permettra à son économie, désormais adossée à une monnaie indiscutable, de disputer à nos concurrents les parts de marché indispensables pour retrouver le chemin de la croissance et de la prospérité.

PIERRE HAAS
Président d'honneur
d'une holding bancaire

مكتبة الامم المتحدة

هكذا من الأخبار

ÉTRANGER

Ouverture du huitième sommet de la CEI à Minsk

Comment sauver les apparences d'une Communauté d'États indépendants ?

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Ni progrès substantiel ni effondrement dramatique : alors que s'ouvrait, vendredi 22 janvier à Minsk, le huitième sommet de la Communauté des États indépendants (CEI), nul ne se faisait beaucoup d'illusions sur les chances réelles de voir les chefs d'État des dix pays participant à cette réunion (les cinq pays d'Asie centrale, la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, l'Arménie et la Moldavie à titre d'observateur) aboutir à un accord substantiel.

L'Ukraine, par exemple, a d'ores et déjà fait savoir qu'elle n'accepterait même pas de signer le projet de statuts devant régler le fonctionnement de base de la Communauté. Kiev, en effet, juge beaucoup trop « supranational » ce document. M. Boris Eltsine a pour sa part déclaré, vendredi matin à Moscou, avant de prendre l'avion pour la capitale de la Biélorussie, que « s'il est nécessaire de signer ces statuts », il est impossible de le faire sans

la participation de l'Ukraine. Le président russe a aussi évoqué la possibilité d'un retrait en bloc des cinq pays d'Asie centrale, qui reprochent son inefficacité à la CEI et qui, réunis le 4 janvier dernier à Tachkent, avaient évoqué la possibilité de créer une structure propre.

Proposition d'une banque centrale

Pour tenter de sauver au moins les apparences d'une Communauté créée en décembre 1991 sur les débris de l'ex-URSS, les participants pourraient, une nouvelle fois, prendre un certain nombre d'engagements, mais pas de décisions, dans le domaine économique et commercial. Le président du Kazakhstan, M. Noursoultan Nazarbaïev, proposera ainsi la création d'une sorte de banque centrale pouvant permettre la régulation des échanges entre les pays du noyau dur de la CEI, qui ont décidé de rester à l'intérieur de la zone rouble.

Le sommet de Minsk aura aussi à son ordre du jour la dé-

claration d'une position commune des quatre pays nucléaires de la CEI (Russie, Ukraine, Kazakhstan, Biélorussie) concernant la propriété des forces stratégiques stationnées sur leur territoire.

La réunion préparatoire, jeudi à Minsk, du comité de défense stratégique de la CEI, qui groupe les ministres de la défense des quatre pays concernés ainsi que le maréchal Evgueni Chpoubovitch, le commandant en chef des forces armées de la Communauté, n'est pas parvenu à un accord.

Si le ministre russe de la défense, le général Pavel Gratchev, a affirmé que toutes les forces nucléaires de l'ex-URSS devaient revenir à la Russie, conformément au protocole déjà signé par les trois autres pays, le ministre ukrainien a indiqué une nouvelle fois que son pays souhaitait garder la direction administrative des forces stratégiques situées sur le territoire ukrainien.

J.-A. F.

A Bonn

MM. Kohl et Mitterrand ont célébré le trentième anniversaire du traité d'amitié franco-allemand

BONN

de notre correspondant

Français et Allemands ont célébré en commun, jeudi 21 janvier, en Allemagne le trentième anniversaire du traité d'amitié conclu en 1963 par le général de Gaulle et le chancelier Adenauer. Dans une Europe inquiète, en proie à l'Est, aux bouleversements de l'après-communisme, à l'Ouest aux résistances à l'intégration, le chancelier Helmut Kohl et le président Mitterrand ont réaffirmé, au cours d'une cérémonie au nouveau centre des arts de Bonn, l'importance de l'entente franco-allemande comme point d'ancrage, de stabilité. Plus que jamais, les dirigeants actuels, en France comme en Allemagne, se déclarent persuadés de la nécessité d'approfondir les liens entre leurs deux pays.

Un nombre important de députés allemands, tous partis confondus, a pris part à la cérémonie. Le Bundestag avait tenu à marquer lui-même cet anniversaire par une séance spéciale. La commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, saluée à son

arrivée par des applaudissements, avait été invitée par son homologue allemande à une réunion symbolique commune. Le chancelier Kohl a souhaité au cours de son allocution que les deux Parlements renforcent leur coopération. Il a suggéré la tenue régulière de sessions communes et la constitution d'une commission mixte.

Le chancelier a proposé également que, dans chaque ville de plus de 200 000 habitants, des lycées puissent conduire aussi bien au baccalauréat qu'au baccalauréat allemand. Enfin, il a indiqué qu'il serait favorable à ce que le futur corps d'armée franco-allemand recrute des appelés des deux pays lorsqu'il sera opérationnel en 1995.

La brigade rend les honneurs

Un accent spécial a été mis jeudi au cours des cérémonies sur la contribution franco-allemande aux balbutiements de la politique de défense et de sécurité européenne. Une unité mixte de la brigade franco-allemande a rendu les honneurs à l'arrivée de M. Mitterrand à la présidence de la République alle-

mande, où il était accueilli par le président Richard von Weizsäcker. MM. Kohl et Mitterrand ont l'un et l'autre insisté sur l'importance pour l'Europe de la mise en place du corps d'armée franco-allemand et d'une perspective de défense commune.

Cette insistance suscite toujours des résistances dans la gauche allemande, hostile à tout ce qui pourrait déboucher sur une capacité d'intervention extérieure de l'armée allemande. Le Parti social-démocrate a refusé pour ces raisons jeudi au Bundestag une déclaration commune avec les partis de la majorité, marquant ainsi une nouvelle fois ses divergences avec le Parti socialiste français. M. Mitterrand, qui avait déjà pris le contrepied des sociaux-démocrates en venant soutenir en 1983 au Bundestag le déploiement des Pershing américains, n'a pas caché qu'il souhaitait voir l'Allemagne franchir rapidement son débat sur sa participation à des opérations militaires internationales.

HENRI DE BRESSON

Pologne : le « coup de gueule » de M. Skubiszewski

Dans un entretien au « Monde », le chef de la diplomatie de Varsovie dénonce l'étroitesse de vues de la CEE

En Pologne, M. Krzysztof Skubiszewski est l'un des hommes politiques les plus populaires ; sa distinction un peu « vicieuse », ses névroses papillonnaires, sa parfaite connaissance de plusieurs langues étrangères (dont le français) et son intégrité font de lui, aux yeux de ses compatriotes, un représentant dont ils n'ont pas à rougir. Ses collègues européens, quant à eux, apprécient la modération de ce spécialiste de droit international imprégné de culture occidentale.

Membre du premier gouvernement non communiste en Europe de l'Est formé il y a trois ans et demi, M. Skubiszewski, seul ministre des affaires étrangères à avoir résisté à toutes les instabilités gouvernementales dans la région, fait figure de doyen vis-à-vis des Occidentaux. Cela lui confère sans doute une sorte d'autorité morale, au nom de laquelle il s'insurge aujourd'hui, dans un entretien qu'il nous a accordé à Paris le 18 janvier, contre l'étroitesse de vues et l'égoïsme de la CEE face aux nouvelles données du continent européen.

Le bout du tunnel

C'est, bien sûr, un « coup de gueule » très diplomatique, en termes pesés et choisis. Mais le message est clair : attention, dit en substance M. Skubiszewski aux Européens de l'Ouest, nous, vos voisins, nous existons et nous pouvons être utiles, ne nous négligez pas, cela vous coûte déjà très cher dans l'ex-Yugoslavie.

S'il se permet cet avertissement, c'est d'abord parce que la Pologne commence, semble-t-il, à entrevoir le bout du tunnel en matière économique, au prix d'immenses efforts, et que certains signes laissent prévoir un début de croissance. Pour un pays qui s'est fixé comme « but stratégique de sa politique étrangère » l'adhésion à la CEE, c'est une évolution encourageante. Même si, admet M. Skubiszewski, « pour l'instant, nous ne sommes pas prêts à nous unir à la CEE. Cela doit se faire par étapes. Nous avons conclu un traité d'association avec la CEE, comme lo

Hongrie et la Tchécoslovaquie. L'association ouvre des perspectives, qu'il faut exploiter ».

Cela posé, la CEE doit aussi balayer devant sa porte. « L'Occident nous a beaucoup aidés au moment de la chute du communisme, reconnaît le ministre polonais. Mais il se contente de régler à des événements précis. Ce qui fait toujours défaut, c'est une stratégie à long terme (pour cette partie du monde). L'association à la CEE s'inscrit dans le cadre d'une telle stratégie : mais elle ne concerne que quelques pays, il y a encore l'Europe orientale, et nous ne sommes pas au niveau des Douze, nous pouvons en revanche tout à fait nous insérer dans la coopération politique. Je ne vois pas quelles difficultés s'opposent à ce que la Pologne participe à certaines consultations. Cela commence, mais c'est lent ! »

La Yougoslavie : l'échec de l'Europe

A trop se pencher sur ses propres problèmes, la Communauté a ignoré ce qui se passait à ses portes. Pour M. Skubiszewski, le conflit yougoslave est « incontestablement, l'échec de l'Europe ». Car il était clair, au moins depuis 1989, au début des bouleversements en Pologne puis en Europe centrale, que la Yougoslavie ne resterait pas à l'écart de ces tendances. Dès la mort de Tito, les difficultés de fonctionnement du fédéralisme yougoslave étaient visibles. Mais l'Europe n'a rien fait, elle n'a pas cherché à aider la Yougoslavie à trouver une solution à ces problèmes.

Cette solution existait-elle ? Je l'ignore, mais il fallait au moins faire l'effort ! Or il n'y a rien eu, on s'est mis à réagir quand les combats avaient déjà commencé. Si la menace contre la Slovénie a été levée, ce n'est pas grâce à l'activité européenne, mais parce que Belgrade en a décidé ainsi pour pouvoir se concentrer sur la Croatie. Et au moment des combats en Croatie, on savait que viendrait le tour de la Bosnie-Herzégovine. Et là, martèle M. Skubiszewski, « on n'a rien fait, rien fait ».

« Nous pouvons apporter une contribution »

Pourquoi cette inaction ? « Par manque d'imagination. Parce que l'Europe était concentrée sur ses propres problèmes. Et je dirai par manque de responsabilité. La CEE, c'est une unité très forte, et quand on est fort, on a des responsabilités. Mais lorsqu'on surgit le problème yougoslave, l'Europe occidentale a tourné le dos. La conférence de La Haye, l'activité de la présidence néerlandaise, c'était très positif, mais c'est venu trop tard. La diplomatie préventive, ça existe ! Mais on ne s'en est pas servi ».

Comme le président bulgare Jelou Jeleu, qui nous déclarait en novembre avoir tenté en vain d'alerter ses interlocuteurs occidentaux sur ce qui se tramait dans les Balkans, le chef de la diplomatie polonaise s'est ouvert de ses préoccupations à ses collègues occidentaux. « Mais, regrette-t-il, ce n'étaient que des mots... L'Occident ou ses propres conseils. C'est pour cela qu'il me semble important de nous faire participer à certaines consultations, et notamment à celles sur la sécurité ». Les représentants d'Europe centrale ont une vision, une connaissance particulière de la région - l'ancien premier ministre polonais Tadeusz Mazowiecki l'a montré, lorsque la communauté internationale l'a sollicité sur l'ex-Yugoslavie.

« L'Occident possède une connaissance énorme, une immense richesse de sources d'information, admet M. Skubiszewski. Mais nous, nous avons une connaissance pratique de l'Europe balkanique, de l'Europe orientale, qui peut être

utile. Je n'exagère pas, je suis conscient de nos limites... La Pologne ne prétend pas se comparer à la France ou à l'Allemagne. Mais nous pouvons apporter une contribution ».

Dans la foulée, le ministre regrette aussi que la CEE ne songe même pas à donner de l'espoir aux candidats à l'adhésion. « Il nous faut une perspective, implorait-il, et ce serait un facteur de stabilisation en Europe centrale. Si nous savons que notre adhésion à la CEE n'est qu'une question de temps, de préparation, cela change nos perspectives, à la fois intérieures et à l'égard de nos voisins ». Or pour l'heure, « les Douze sont très sceptiques sur la date, non pas de l'adhésion, ce qui serait compréhensible, mais du début des négociations sur l'adhésion ! Moi, je crois qu'on peut discuter de cette date ; il me semble qu'on pourrait envisager 1996, par exemple, pour entamer ces négociations... Je veux bien être réaliste, mais nous voudrions au moins parler des critères d'adhésion, des conditions, des prémisses... Il faut ouvrir un tel débat, cela aurait un effet salutaire sur nos politiques économiques intérieures ».

Au passage, M. Skubiszewski n'aura pas manqué de répondre, du haut de son fiacre, au fougueux premier ministre tchèque, M. Vaclav Klaus, qui fait savoir haut et fort ces temps-ci que la République tchèque n'a plus l'intention de s'embarasser du « groupe de Visegrad », initiative régionale regroupant depuis 1990 la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie, pour faire antichambre à l'entrée de la CEE. « Vous savez, rétorque le ministre polonais, les candidats à la CEE doivent remplir certaines conditions. Ni les Tchèques, ni les Slovaques, ni les Polonais, ni les Hongrois ne sont prêts. Quant à la capacité de maîtriser la transition économique, c'est plutôt en Pologne qu'on la voit. Nous ne disons pas pour autant que nous serons les premiers à adhérer à la CEE, il est trop tôt, et d'ailleurs quelle importance ? Ce ne sont pas des Jeux olympiques, il n'y a ni médailles d'or ni médailles d'argent... »

SYLVIE KAUFFMANN

DANEMARK Les sociaux-démocrates cherchent à former une coalition majoritaire

COPENHAGUE

de notre correspondant

Pour la première fois depuis plus de vingt ans, le Danemark est en voie d'être dirigé par une coalition majoritaire. Mais il n'est pas facile, dans ce royaume habité aux gouvernements minoritaires, de réunir sous la même bannière quatre partis différents, tels que les sociaux-démocrates, les socialistes-démocrates, les chrétiens et les radicaux, qui veulent chacun imposer leur propre politique. Le président du Parti social-démocrate, M. Poul Nyrup Rasmussen, s'en est rendu compte dans les négociations qu'il a menées ces derniers jours pour constituer un nouveau gouvernement.

« Nous approchons du but, a-t-il lancé, jeudi 21 janvier, confiant et assuré de voir son parti (il siège sur 179 au Parlement) revenir au pouvoir après une traversée du désert de dix ans. Mais la nouvelle coalition majoritaire réunie tout juste 92 députés, y compris ceux des Iles Féroé et du Groenland. M. Nyrup Rasmussen semble décidé à tenir son pari : rompre la politique de bloc et gouverner au centre. Mais aucune révolution n'est à attendre dans un programme gouvernemental qui ressemble à s'y méprendre à celui du cabinet sortant du conservateur Poul Schlüter, soulignant encore les trois partis du centre : M. Rasmussen a tenu à respecter les

accords passés par le gouvernement démissionnaire sur la loi de finances 1993, et à poursuivre la même politique. Néanmoins, note un proche du chef de la social-démocratie, « un changement sera sensible en 1994 », soit l'année où devrait avoir lieu les élections législatives.

A l'extrême gauche, les Socialistes du peuple (communistes dissidents) ne sont pas dupes : « Nous aurons un gouvernement qui choisira de naviguer dans une zone grise, fortement poussée par les vents bourgeois », constate M. Steen Gade, chef de leur groupe parlementaire, en se déclarant déçu que les sociaux-démocrates n'aient pas osé aller à leur rencontre. S'il n'est pas question de faire tomber le futur gouvernement, assure-t-il, les socialistes ont quand même choisi de ne pas les associer à la majorité parlementaire. - (Interim.)

○ RÉPUBLIQUE TCHÈQUE et SLOVAQUIE : élections présidentielles le 26 janvier. - L'élection du président tchèque par la Chambre des députés aura lieu le 26 janvier, a annoncé jeudi 21 janvier le président du Parlement. Le même jour, les députés de Bratislava procédaient au premier tour de l'élection du président de Slovaquie. - (AFP.)

Au bord de l'abîme

○ ALLEMAGNE : manifestations contre l'extrême droite. - Des manifestations ont été organisées dans une cinquantaine de villes allemandes, jeudi 21 janvier, pour protester contre les violences d'extrême droite. Selon la police, environ 20 000 personnes se sont réunies devant la mairie de Francofort. D'autres manifestations, rassemblant au total près de cent mille personnes, ont été organisées par des partis politiques et des associations dans le Land de Bade-Wurtemberg - (AP.)

○ IRLANDE DU NORD : un homme tué par balles à Belfast. - Un homme a été tué par balles par deux hommes masqués, jeudi

21 janvier, à Belfast, alors qu'il regardait la télévision avec sa fiancée, a annoncé la police. Selon des témoignages locaux, il s'agissait d'un protestant, qui n'avait aucune relation avec les groupes extrémistes. Les agresseurs ont forcé l'entrée de la maison dans laquelle se trouvait leur victime et ont fait feu, a précisé la police. - (AFP, Reuters.)

○ ITALIE : découverte de la « cache » de Toto Riina. - La « cache » dans laquelle Toto Riina, le chef de la Mafia sicilienne, a vécu dans la clandestinité pendant une vingtaine d'années, a été découverte, jeudi 21 janvier, aux portes de Palerme, au milieu de

vergers, a indiqué la police. Les carabinieri, épaulés par des parachutistes arrivés en hélicoptère, se sont présentés devant un domaine du nom de « Sammaritano Gelsomino ». Derrière le portail, une vaste propriété agricole où se mêlent vergers et potagers, six petites fermes, des poules et des animaux de basse-cour. Les carabinieri ont perquisitionné les six bâtiments, reliés entre eux par des tunnels, et retrouvé le terrain à l'aide d'excavatrices. Le domaine, situé dans une banlieue populaire, jouxte le périphérique où Toto Riina a été arrêté. - (AFP, Reuters.)

○ PRÉCISION. - A la suite de l'entretien qu'il nous a accordé (le

Monde du 21 janvier), le président de la commission anti-Mafia du Parlement italien, M. Luciano Violante, tient à apporter des informations complémentaires sur deux points qui pourraient donner lieu à des interprétations ambiguës : « On ignore pourquoi le juge Carnevale n'a pas présidé le Cour de cassation lors du maxi-procès de la Mafia : les enquêtes menées sur lui et son transfert sont venues après », indique M. Violante, qui précise aussi que « les votes mafieux en 1948 sont allés à la démocratie chrétienne, mais aussi à d'autres partis occidentaux ».

Le siècle de l'avènement républicain

sous la direction de

FRANÇOIS FURET

et

MONA OZOUF

1789
REVOLUTION
FRANÇAISE
1989
MICROFILMS

BIBLIOTHÈQUE
HISTOIRES

GALLIMARD

EUROPE

Selon le nouvel ambassadeur américain auprès de l'ONU

La crise dans les Balkans est une priorité pour M. Clinton

La crise dans les Balkans figurera en tête des priorités de l'administration Clinton en matière de politique étrangère, a assuré, jeudi 21 janvier, devant la commission sénatoriale des relations extérieures, M. Madeleine Albright, qui sera le nouvel ambassadeur des États-Unis auprès de l'ONU.

M. Albright a déclaré avoir assisté avec « certain étonnement » aux tergiversations de l'Europe face à la crise en Bosnie, et a souhaité que le gouvernement américain fasse davantage pression sur les Européens pour qu'ils s'attaquent à un problème qui les concerne au premier chef.

Au département d'État, le porte-parole, Richard Boucher, a confirmé que la nouvelle administration étudie les moyens de mettre fin à la crise en Bosnie, sans donner plus de précisions. Il a aussi émis quelques doutes sur le progrès que représente l'adoption du projet constitutionnel pour la Bosnie par le Parlement des Serbes bosniaques mercredi.

Soulignant qu'il ne s'agissait que du premier volet d'un plan de paix qui en compte trois, M. Richard Boucher a en outre reconnu que le nouveau chef de la diplomatie américaine, M. Warren Christopher, avait « exprimé des doutes sur la possibilité de le mettre en application de manière réaliste ».

Carence européenne

Se déclarant « troublés » par l'impuissance de l'Europe à contenir la crise, le chef du gouvernement néerlandais, M. Ruud Lubbers, a souhaité pour sa part que « la nouvelle administration des États-Unis prenne l'initiative », nous rapporte notre correspondant à La Haye, Christian Chartier. Dans un entretien, publié jeudi 21 janvier par l'hebdomadaire *Vrij Nederland*, M. Lubbers dressa, en des termes amers, un « sévère constat de carence européenne. « Personne ne prend l'initiative, personne ne fait rien », déclare-t-il, et celui qui le tente se heurte aux divisions internes des Douze ou à leurs sarcasmes : à chaque fois que les Pays-Bas ont plaidé pour l'envoi d'une force composée d'interposition, « les autres pays européens nous ont toujours regardés comme

des gens bizarres ». De son côté le ministre belge des affaires étrangères, M. Willy Claes, s'est prononcé, jeudi, en faveur de l'envoi de troupes à l'extérieur de l'ex-Yougoslavie pour assurer le respect de l'embargo contre Belgrade. « L'application de cette résolution est une comédie. Certains villages en Bulgarie sont surnommés Koweït » en raison du pétrole qui y coule à flots vers Belgrade, a-t-il dit.

Le chef de la diplomatie italienne, M. Emilio Colombo, a été, jeudi, le premier ministre des affaires étrangères européen à se rendre à Belgrade depuis l'adoption de sanctions par l'ONU contre la Serbie. Il s'est entretenu pendant une heure avec le président Slobodan Milosevic. M. Milosevic a annoncé à cette occasion qu'il se rendrait samedi à Genève pour la poursuite des négociations sur le conflit bosniaque. « Il n'est pas un pas que je ne ferais pour la paix », a-t-il déclaré.

Les combats se sont poursuivis, jeudi, en Bosnie. Dans l'est de la Bosnie, les forces bosniaques, dominées par les musulmans, ont fait état d'avancées face aux Serbes. Les journaux serbes et bosniaques ont signalé d'autre part des combats dans le Nord, autour du couloir défendu par les Serbes.

Dans le centre, Croates et musulmans ont continué à s'affronter, selon Radio Sarajevo. Un soldat du Conseil croate de défense (HVO) a été tué et un autre blessé par des francs-tirailleurs musulmans, jeudi, à Gornji-Vakuf, a dit un porte-parole du HVO.

« La nouvelle du cessez-le-feu n'est pas encore arrivée auprès de tout le monde à tous les niveaux », a souligné le commandant Juan Villalon, de la Force de protection de l'ONU. Les médiateurs internationaux Cyrus Vance et David Owen avaient obtenu, mercredi à Sarajevo, la signature d'un cessez-le-feu entre Croates et musulmans.

« Un casque bleu » russe tué en Croatie. - Un soldat russe de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) a été tué, jeudi 21 janvier, par l'explosion d'une mine en Croatie, a annoncé la radio de Moscou. - (AFP.)

Amnesty International dénonce les viols qui se poursuivent en Bosnie

Dans un rapport intitulé *Une blessure de l'âme* et publié, jeudi 21 janvier, à Genève, Amnesty International dénonce les viols commis en Bosnie-Herzégovine et dont les « musulmans sont les principales victimes ». Les auteurs des viols sont le plus souvent des Serbes, « mais les soldats croates et musulmans se livrent eux aussi à de telles pratiques », a déclaré, jeudi, M. Anna Stutterd, porte-parole de l'organisation. Amnesty ne veut cependant pas se prononcer sur le nombre de ces viols et refuse en particulier de confirmer le chiffre de 20 000 victimes avancé par une commission d'enquête de la Commission européenne à laquelle a participé l'ancien ministre français, Simone Veil : « Toutes les estimations concernant le nombre de femmes victimes d'attaques sexuelles et de viols doivent être traitées avec prudence ».

Les responsables militaires locaux connaissent et approuvent souvent les abus commis par leurs soldats, indique le rapport. Mais Amnesty refuse de se prononcer sur la question de savoir si le viol a été explicitement préconisé comme « une arme de guerre » par les responsables militaires et politiques des belligérants.

Amnesty cite plusieurs témoignages de jeunes musulmanes qui affirment avoir été violées à plusieurs reprises par des soldats serbes. M. Stutterd a déclaré que l'une d'entre elles a été violée dans une chambre d'hôtel par plusieurs soldats. Pendant le viol, elle a entendu des cris provenant d'une chambre voisine et elle a reconnu la voix de sa sœur.

Une autre jeune musulmane de dix-sept ans a déclaré avoir été gardée prisonnière dans une forêt par des soldats serbes. Elle a été violée de manière répétée pendant trois mois avec douze autres femmes, publiquement. Ses compagnes étaient bâillonnées quand elles tentaient de prendre sa défense.

M. Stutterd a lu également un extrait du journal d'un musulman de Bosanski-Petrovac, qui détaille les quotidiens des différentes atrocités commises entre avril et novembre. « Le monde réagit à la rumeur d'un escargot, étudiant lentement la situa-

tion, jugeant lentement ce qui se passe en Bosnie-Herzégovine », note encore à la date du 21 septembre l'auteur de ce journal. Le 25 septembre, il écrit : « Des milliers de musulmans quittent leurs maisons, abandonnant le foyer de leurs ancêtres, chassés par la terreur. Une rivière d'hommes, de femmes, d'enfants, de personnes âgées, les yeux pleins de larmes, paralysés par la peur, se lancent dans l'inconnu. » - (AFP, Reuters.)

Sur le Danube

Les autorités roumaines laissent un convoi serbe forcer l'embargo

Les autorités roumaines ont laissé, jeudi 21 janvier, un convoi roumain serbe transporter 6 000 tonnes de pétrole forcer l'embargo institué par l'ONU contre la Serbie et le Monténégro, après lui avoir demandé sans succès à trois reprises de s'arrêter. L'équipage du *Bihac*, qui pousse six barges, aurait menacé, selon Bucarest, de mettre le feu à sa cargaison. Retenu depuis le 20 décembre dernier dans le port de Braila (est de la Roumanie), ce convoi avait été autorisé à appareiller mardi, après avoir fait connaître son intention de repartir vers l'Ukraine, on aval. Mais il aurait ensuite rebrousse chemin, reprenant sa route vers l'amont du Danube.

Quatre autres bateaux serbes violent l'embargo institué par l'ONU sont actuellement immobilisés dans des ports roumains, d'après le ministère des transports de Bucarest. Par mesure de rétorsion, les autorités yougoslaves ont bloqué début janvier quatre bateaux roumains sur le Danube. Le gouvernement roumain a qualifié cette dernière décision « d'illegale et abusive », et demandé la semaine dernière l'aide du Conseil de sécurité des Nations unies pour « résoudre d'urgence » ce problème. - (AFP.)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : un revers pour le nouveau président

M^{me} Zoe Baird, accusée d'avoir violé la loi, renonce à être ministre de la justice

La Maison Blanche a fait savoir, tard dans la nuit du jeudi 21 au vendredi 22 janvier (heure de Washington), que M^{me} Zoe Baird, choisie par M. Bill Clinton pour être la première femme attorney general (équivalent du ministre de la justice) de l'histoire des États-Unis, renonçait à ce poste. Il s'agit du premier revers subi par le nouveau président américain.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

« J'ai accepté avec regret, et sa demande de revenir sur sa nomination », M. Clinton, qui avait obstinément refusé, tout au long de la journée, de répondre aux questions concernant le sort de M^{me} Baird, en difficulté devant la commission judiciaire du Sénat, chargé de confirmer sa nomination, a soûlement commenté le départ de celle-ci, qui constitue son premier revers.

M^{me} Baird avait reconnu avoir employé, il y a quelques années, en tant que domestique, un couple d'immigrés clandestins péruviens. L'homme servait de chauffeur et la femme de garde d'enfants. M^{me} Baird ne les avait pas déclarés à la sécurité sociale et ne versait pas les cotisations dues par tout employeur. Elle avait reconnu sa faute, payé une amende, et s'était efforcée sans succès, pendant deux jours, de convaincre les sénateurs que cette erreur passée ne l'empêcherait pas d'être une excellente ministre de la justice.

Plusieurs sénateurs démocrates avaient l'adéquation à l'avance qu'ils n'ont pu accepter sa nomination. Ils estimaient qu'on ne pouvait pas mettre à la tête d'un tel ministère quelqu'un qui avait sciemment violé la loi. La confirmation de M^{me} Baird par le Sénat paraissait de plus en plus douteuse. L'intéressée a préféré prendre les devants et éviter un vote négatif, qui aurait été plus humiliant encore. Elle n'avait apparemment pas mis au courant M. Clinton de cette ancienne affaire, et ce dernier ne semble pas avoir insisté outre-mesure pour l'inciter à se maintenir.

Cet épisode pénible intervient à la fin d'une première journée à la Maison Blanche quelque peu chaotique



pour M. Clinton. Le nouveau président s'était engagé à ouvrir les portes de sa demeure aux simples citoyens qui le souhaiteraient. Il a, au total, passé près de six heures à serrer des mains, écouter conseils, encouragements et mises en garde, tandis que ses conseillers s'égarèrent dans le labyrinthe de bureaux et que son porte-parole, un jeune homme de trente et quelques ans, subissait un baptême du feu plutôt mouvementé. Ce dernier, M. George Stephanopoulos, se voyait quasiment traité de blanc-bec par les vétérans de la presse nationale.

Une curieuse réponse

Quelque 90 000 candidats à la visite avaient envoyé une carte postale. Seulement 1 500 d'entre eux avaient été retenus, mais, pour une raison inexplicable, les gardes ont laissé entrer tous ceux qui se présentaient, porteurs ou non d'une invitation, d'où une belle cohue. Les premiers arrivés ont eu droit à une visite des lieux et à quelques mois avec le président et son épouse.

Mais le flot ne cessant de gonfler, M. Clinton a préféré, pour ne pas gêner personne, transférer les opérations à l'extérieur et accélérer un peu le rythme. Il a mis les riens de son côté en s'exclamant : « On

voulait donner une réception, et la moitié du pays est venue. » Les uns avaient une cause à défendre. D'autres voulaient simplement féliciter le nouveau président ou lui montrer une photo de leurs enfants. Il y eut quelques scènes surréalistes, comme lorsque deux jeunes homosexuels se présentèrent comme un couple.

marlé, sans d'ailleurs décontenancer leur hôte le moins du monde.

Interrogé sur l'attaque d'une batterie de missiles irakiens par deux appareils américains, quelques heures auparavant, au nord du 36^e parallèle, M. Clinton eut une réponse curieuse. Il a expliqué qu'il « approuvait » cette action. L'expression, un peu étonnante dans la bouche de celui qui est, selon la Constitution, le commandant en chef des armées, n'était pourtant pas inexacte. Le Pentagone a fait savoir, en effet, que les pilotes avaient agi conformément aux instructions qu'ils avaient reçues de l'administration sortante.

Les deux appareils escortaient un Mirage français lors d'une mission de reconnaissance au-dessus de la zone d'exclusion aérienne destinée à protéger les populations kurdes lorsqu'ils ont été « accrochés » par le radar de la batterie irakienne. Ils ont ordonné, dans ce cas, d'attaquer. Ce qu'ils ont fait. On déclarait vendredi au Pentagone ignorer le résultat de ce tir.

A la fin de cette - longue - première journée à la Maison Blanche, le nouveau président a eu, au moins, la consolation de voir la quasi-totalité de ses nominations, celle de M^{me} Baird faisant exception, confirmées par le Sénat.

DOMINIQUE DHOMBRES

Selon M. François Mitterrand

Les rapports franco-américains devraient demeurer « extrêmement étroits »

Répondant aux questions de journalistes français et allemands à Bonn, aux côtés du chancelier Kohl, le président François Mitterrand a évoqué, jeudi 21 janvier, le deuxième entretien téléphonique qu'il avait eu, mardi, avec le nouveau président américain en ces termes : « Le premier soir du président Clinton a été de me dire (...) qu'il tenait à garder des liens extrêmement étroits avec la France par rapport aux problèmes de politique extérieure qui se posaient, celui de l'Irak, celui de la Yougoslavie et

celui des débats entre l'Europe et l'Amérique », M. Clinton, a ajouté M. Mitterrand, « et il est dans des dispositions, indiscutablement, de construction en commun. Maintenant, les impératifs de la vie quotidienne pourront amener des contradictions, des débats, on verra bien. Faisons confiance ». Le président Mitterrand avait, dans un message de félicitations adressé plus tôt dans la journée au successeur de M. Bush, exprimé le souhait de rencontrer « très prochainement » M. Clinton.

« Pékino souhaite coopérer avec le nouveau président mais ne veut pas d'ingérence sur la question des droits de l'homme. - Le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a « félicité » jeudi 21 janvier, le nouveau président américain, ajoutant que Pékin « attache une grande importance aux relations sino-américaines, souhaite les améliorer sur la base des trois principes fondamentaux et travailler pour le développement de ces liens ». Moins la Chine est « fermement opposée à toute ingérence dans ses affaires intérieures sous le prétexte des droits de l'homme ». Le porte-parole a notamment estimé que le « précédent rapport sur les droits de l'homme » du département d'État, diffusé mardi (le Monde du 21 janvier), est « une attaque injustifiable contre la Chine ». - (AFP.)

« M. Nelson Mandela, première personnalité étrangère reçue par le nouveau secrétaire d'État américain. - M. Warren Christopher, le nouveau secrétaire d'État américain, a rencontré, jeudi 21 janvier, M. Nelson Mandela, première personnalité étrangère qu'il ait reçue dans ses nouvelles fonctions. Rencontrer « un tel symbole d'espoir durant des années et des années est une bonne façon de commencer pour moi », a dit M. Christopher. Le président du Congrès national africain (ANC) avait eu une « brève conversation » avec M. Bill Clinton, ou soir de son investiture. - (AFP, Reuters.)

« Rectificatif. - Contrairement à ce que nous avons écrit, sur la foi de dépêches d'agence, dans un article de Washington publié dans le Monde daté du 24 décembre 1992, M^{me} Madeleine Albright, nouvelle représentante des États-Unis aux Nations unies, n'est pas le premier ambassadeur américain à ce poste depuis l'administration Eisenhower à être membre à part entière du cabinet. Ce fut le cas de tous les titulaires de cette fonction, à l'exception de deux d'entre eux, M^{me} Thomas Pickering et Edward Perkins. »

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
RADIO
Le Monde TÉLÉVISION

GUATEMALA : après dix ans d'exil et de longues tractations

Un premier groupe d'indigènes réfugiés au Mexique a été rapatrié

Bloqués pendant une semaine à une centaine de kilomètres de la frontière, 2 500 indigènes guatémaltèques, qui avaient trouvé refuge au Mexique au début des années 80, ont pu finalement rentrer dans leur pays, mercredi 20 janvier.

Le rapatriement d'un deuxième groupe d'environ mille personnes, prévu pour le 25 janvier, a été reporté d'un mois et sera suivi du retour progressif, sur deux ans, des 40 000 autres réfugiés.

SAN-JOSÉ (Costa Rica)

de notre correspondant en Amérique centrale

Plusieurs milliers d'indigènes vêtus de leur costume traditionnel (plus de 50 % des neuf millions de Guatémaltèques descendent des Mayas) s'étaient massés le long de la route « panaméricaine » - l'ancienne « voie royale » des Mayas - pour fêter le retour de leurs compatriotes voyageant à bord de soixante-dix autobus. La plus célèbre des Guatémaltèques, M^{me} Rigoberta Menchú, prix Nobel de la paix 1992, les a accueillis au poste-frontière de La Mesilla pour les accompagner ensuite jusqu'à un camp de toile installé à 8 kilomètres de la ville de Huehuetenango.

Les rapatriés séjourneront trois jours dans ce camp pour recevoir de nouveaux papiers d'identité et un coupon contre lequel ils obtiendront des outils agricoles, des semences et des matériaux pour construire leur maison. Malgré la présence de nombreux observateurs étrangers, les relations restent tendues entre la commission gouvernementale chargée des rapatriés, la CEAR, et les commissions permanentes formées par les réfugiés. Ces derniers, malgré les démarches de M^{me} Menchú, n'ont pas eu l'autori-

sation de participer, jeudi, à une manifestation qui devait les conduire à Huehuetenango.

Une autre manifestation est prévue dans la capitale, Guatemala, où les rapatriés arriveront au cours du week-end, avant d'entreprendre le retour vers leur région d'origine, dans le nord du Quiché. Des terres leur seront distribuées dans cette zone tropicale qui s'étale entre les montagnes du Quiché et la frontière mexicaine.

Le conflit qui les avait chassés, il y a une dizaine d'années, n'est pas terminé, mais les combats sont beaucoup moins fréquents dans la zone où ils vont se réinstaller sous la protection du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). La joie de quitter les camps, où, malgré l'aide internationale, ils vivaient dans des conditions pénibles, est donc tempérée par la peur de rentrer dans un pays où l'armée les considère comme des alliés de la guérilla. Les accords passés avec le gouvernement les dispensent cependant, pour trois ans, de faire leur service militaire et de participer aux milices civiles, les PAC.

Le plan de M. Serrano

Dans un premier temps, les autorités guatémaltèques s'étaient opposées au projet des réfugiés de passer par la capitale, estimant qu'il s'agissait d'un « acte politique » organisé par la guérilla. Un compromis a finalement été trouvé : deux groupes ont été créés, le deuxième ne passant pas par la capitale pour se rendre dans la zone de Norton, située au nord-ouest de Huehuetenango.

La souplesse du président guatémaltèque Jorge Serrano s'explique sans doute par le changement de gouvernement à Washington. Du fait des violations systématiques des droits de l'homme au Guatemala, les relations entre les deux

alliés sont mauvaises depuis plusieurs années. Pour amadouer le nouveau président des États-Unis, M. Serrano a pris la peine de se déplacer au siège de l'ONU pour présenter, mardi, de nouvelles propositions visant à relancer les négociations avec la guérilla (bloquées depuis le mois d'août) et à signer « un accord de paix totale dans les quatre-vingt-dix jours ».

Ces propositions prévoient notamment une « vérification internationale » de la situation des droits de l'homme et la concentration des guérilleros dans des camps sous supervision de l'ONU, selon le modèle appliqué récemment avec succès au Salvador. Le plan de M. Serrano a été bien accueilli par l'Église et les milieux d'affaires. De son côté, la guérilla a fait savoir qu'elle serait disposée à accepter un cessez-le-feu et la reprise des négociations, à plusieurs conditions, dont la participation aux discussions d'un « groupe de soutien » comprenant des représentants de six gouvernements occidentaux et la dissolution « immédiate » des patrouilles paramilitaires.

Les efforts de M. Serrano pourraient cependant être gâchés par une banale histoire de... strip-tease. Une caméra indiscrette l'a, en effet, surpris à la sortie d'un bar touloupé de New-York. L'affaire serait sans conséquences si le président n'avait pas coostruct sa carrière politique sur son engagement religieux au sein d'une Église protestante fondamentaliste. Les chaînes de télévision locales, qui s'étaient empressées de diffuser les images du « pèche », ont été rappelées à l'ordre, et M. Serrano, accompagné de son épouse, a dénoncé « cette machination montée par la guérilla pour annuler le succès international » de son plan de paix.

BERTRAND DE LA GRANGE

مكتبة الأجيال

QUES

voir violé la loi, renou
de la justice

• Le Monde • Samedi 23 janvier 1993 5

Maintenant les affaires peuvent devenir un plaisir.



A la JAL, nous cherchons constamment de nouvelles idées pour rendre vos voyages d'affaires avec nous encore plus agréables.

C'est pourquoi nous annonçons avec plaisir le lancement du "JAL Mileage Bank Europe".

Tous les billets plein tarif en Première Classe et en Classe Affaires sur nos vols internationaux donnent droit à des crédits en miles** sur le "JAL Mileage Bank Europe", et vous permettent ainsi d'obtenir des billets gratuits.

Plus vous parcourez de miles sur JAL, plus il y a à gagner : des billets gratuits pour Hawaï, des séjours gratuits en Europe, des voyages gratuits aller-retour à destination de l'Asie du Sud-Est, des nuits d'hôtel gratuites et des surclassements. Lors de votre adhésion au "JAL Mileage Bank Europe", 5 000 miles vous seront crédités gracieusement*.

Pour en savoir plus sur tous les avantages de votre adhésion au "JAL Mileage Bank Europe", il vous suffit de nous contacter au (1) 44.35.55.85.

JAL
Japan Airlines

LE CONFORT JUSQU'AU BOUT DU MONDE

*offre valable jusqu'au 30 juin 1993.
**un mile = 1,609 km.
3615 code Japan Airlines.

30 ANS DE COOPERATION
FRANCO-ALLEMANDE

ESPACE EUROPEEN

Un instrument de l'ancrage dans la Communauté

Pour les Allemands, les problèmes auxquels sont confrontées les deux sociétés
ont accéléré le rapprochement, malgré la persistance d'arrière-pensées

BERLIN

de notre correspondant

C'EST le moment de *«notre maturité»*, avait souligné le président Richard von Weizsäcker en dressant à l'université de Lyon, en septembre dernier, après le référendum français sur Maastricht, le bilan de la relation franco-allemande. Après le flottement de la réunification, le chancelier Kohl, soutenu par les principales formations de la majorité comme de l'opposition, a choisi d'utiliser le levier de la coopération franco-allemande pour ancrer l'Allemagne dans l'Europe. Malgré toutes les hésitations que le processus de Maastricht provoque en Allemagne comme en France, il ne viendrait pour le moment à aucun responsable politique outre-Rhin l'idée de se passer de ce enchevêtrement essentiel pour conjurer les incertitudes auxquelles le colosse allemand est aujourd'hui confronté.

L'anniversaire du traité de l'Elysée est célébré dans une atmosphère très différente de celle qui avait présidé, il y a trente ans, à sa signature. La tournée du général de Gaulle en Allemagne, en 1962, ses appels à un grand projet commun pour l'Europe, avaient eu un grand impact émotionnel en RFA. Ils traduisaient une rupture décisive dans l'histoire des deux pays, qui a marqué toute une génération de responsables allemands, mais l'Allemagne de l'époque dépendait trop alors des États-Unis. Et l'aura d'un Kennedy valait bien le prestige d'un de Gaulle. Tout était à faire. Et finalement l'impor-

tant aura été, malgré les appréhensions du début, les préjugés bien enracinés des deux côtés, que cette coopération maintenant donnée en exemple se construise, et s'écoule. Qu'elle soit précisément en mesure, au moment important, de prouver sa maturité.

Le traité de l'Elysée a permis de construire «un modèle exemplaire pour des relations d'amitié et de confiance entre deux États, deux peuples voisins... Il a scellé la réconciliation entre les peuples allemand et français», souligne l'office de presse du gouvernement fédéral dans la documentation distribuée avant les festivités. Il a eu fait surtout un instrument permettant aux dirigeants des deux pays de se connaître, de prendre l'habitude de travailler ensemble, et d'être prêts pour les échéances importantes.

La seule voie
raisonnable

A travers les échanges de jeunes, d'étudiants, les contacts quotidiens des administrations, les inévitables rencontres aux plus hauts niveaux, les deux États ont fini par se constituer une pratique de l'oté-gation qui n'a guère d'équivalent, même si elle n'est pas toujours très bien perçue du grand public. Le coordinateur allemand pour les relations franco-allemandes, M. Gerhard Stoltenberg, ancien ministre de l'économie et de la défense des premiers gouvernements Kohl, réunit à intervalles réguliers des représentants de tous les ministères pour faire le point de cette coopération bilatérale et préparer, si besoin est, des recommandations. La relation

franco-allemande est naturellement d'avantage. Son importance actuelle doit beaucoup à une reconnaissance progressive d'intérêts convergents. Depuis la réunification, l'Allemagne n'a cessé de réaffirmer son engagement en faveur de la Communauté européenne, perçue plus que jamais par les élites politiques du pays comme la seule voie raisonnable pour assurer la stabilité de la nouvelle grande Allemagne. L'intérêt pour le couple franco-allemand, qui apparaît aux yeux de tous comme le moteur essentiel de cette évolution, s'est vu naturellement renforcé. M. Stoltenberg insiste également sur l'importance que revêt à ses yeux l'axe franco-allemand pour mobiliser les consciences, non seulement en Europe, mais dans tous les pays industrialisés, en faveur de l'aide aux pays de l'Est.

Le rapprochement des politiques économique et monétaire des deux pays a aidé cette évolution, renforçant la confiance dans le partenaire français. La politique des taux d'intérêt de la Bundesbank fait l'objet en Allemagne de critiques de plus en plus nombreuses; on lui reproche précisément de mettre les partenaires de l'Allemagne, et notamment la France, dans une situation difficile. Depuis les difficultés rencontrées par le traité de Maastricht, de nombreuses voix, aussi bien dans la coalition gouvernementale que dans les milieux sociaux-démocrates, préchent ouvertement pour la constitution autour de l'axe franco-allemand d'un nouveau dur européen qui accélérerait son intégration. De Gaulle n'avait-il déjà lui-même imaginé, au début de ses rencontres avec le chancelier

Konrad Adenauer, la possibilité d'un lien organique entre les deux pays?

La légitimation populaire de ce couple reste difficile à mesurer. Les vieilles méfiances antiallemandes qui sont réapparues lors de la campagne pour le référendum français sur Maastricht, puis lors de la crise du système monétaire européen, ont ramené les plus optimistes à une certaine réalité. Le sociologue d'origine allemande Ralf Dahrendorf, professeur à Oxford, affirme dans l'hebdomadaire *Der Spiegel*: «Il y a en France une véritable germanophobie. La politique française ne peut se comprendre que par son effort continu pour contrôler l'Allemagne.»

Une âme
européenne

M. Stoltenberg avoue avoir été «surpris» par les critiques françaises lors du référendum. Il souligne le danger de laisser la politique intérieure prendre le pas sur la politique extérieure, marquant ainsi d'ailleurs les limites actuelles de l'intégration franco-allemande. Les institutions, commente le professeur Christian Fennel, ne font pas grand-chose dans les pays européens pour permettre de dépasser une identité européenne. Les partis politiques, qui commencent seulement à être actifs au niveau européen, sont trop occupés par la défense des intérêts nationaux. Français et Allemands n'échappent pas à la règle; les partis «frères» ont peu de contacts en dehors des réunions européennes à l'efficacité douteuse.

Ce pessimisme doit cependant être tempéré. Les sondages d'opi-

nion en France et en Allemagne font apparaître dans le public une image souvent plus positive du voisin que ne le suggèrent les Cassandres. Les 1 600 jumelages entre villes françaises et allemandes sont là pour témoigner du succès des pratiques d'échanges. Etudiant en sciences politiques à Berlin, Sören Haar, qui effectuait une année universitaire à Aix-en-Provence au moment de la chute du mur, constate que les gens réagissent avec une sympathie beaucoup plus spontanée que la presse et les milieux politiques à l'unification allemande. Il fait remarquer que si, pour sa génération, l'Europe était quelque chose de naturel, le développement d'une identité européenne restait difficile par manque, pour beaucoup, de miroir susceptible de renvoyer cette identité. «Il est plus facile de se sentir allemand, ou italien, ou saït ce que c'est.»

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les difficultés de la réunification allemande ont souvent contribué à renforcer cette identité européenne à l'ouest de l'Allemagne. Il est encore souvent plus facile à un Allemand de l'Ouest de comprendre un autre Européen de l'Ouest qu'un Allemand de l'Est, dont la culture politique est radicalement différente. La politique américaine des années 70-80, avec la fin de la guerre du Vietnam, puis la présidence Ronald Reagan, a joué aussi un rôle important dans la prise de conscience des intérêts particuliers des Européens de l'Ouest et la prise en compte de la revendication française d'un plus grand partage du pouvoir dans la communauté atlantique. «Beaucoup de mes amis se

sont reconnus européens après un séjour aux États-Unis», note Sören Haar.

Cette évolution est assez remarquable lorsqu'on observe l'attachement actuel de la Bundeswehr à la coopération franco-allemande. Une attitude qui aurait été impensable il y a dix ans. L'engagement de M. Stoltenberg, politicien du nord de l'Allemagne, qui passait dans les débuts de l'ère Kohl pour un atlantiste convaincu, ne s'explique sans doute pas uniquement, comme il tente de s'en convaincre, par ses souvenirs de jeune militant démocrate-chrétien d'après-guerre.

Auteur d'un livre paru en 1991, *Les Voisins du Rhin*, le professeur Hartmut Kaelble, de l'université de Berlin, donne une des clés de ce rapprochement franco-allemand: «Les différences [entre les deux sociétés française et allemande], écrit-il, se réduisent toujours plus depuis 1945. Elles ont aujourd'hui fait place à des rapprochements surprenants sous beaucoup d'aspects, qui même dans le cadre européen sont souvent inhabituels. Beaucoup de problèmes de fond des deux sociétés sont devenus semblables, voire parfois identiques.» «Les deux pays restent différents», souligne cet historien. (...) Mais ils se sont déjà tellement rapprochés qu'ils ont cessé de manière générale de s'ignorer pour devenir curieux, apprendre l'un de l'autre.»

HENRI DE BRESSON

«Être toujours mêlé à ce que l'Allemagne va devenir»

Pour les Français, en dépit d'intérêts parfois antagonistes et des incertitudes actuelles,
remettre en question les relations privilégiées relèverait d'un «contresens»

MAIS avec les Allemands «on n'est d'accord sur rien», diront les esprits chagrins, au moment où l'on célèbre trente ans de coopération avec Bonn. On n'est d'accord effectivement ni sur la Yougoslavie, ni sur le TGV-Est, ni sur la politique des taux d'intérêt, ni sur le GATT, ni sur tel ou tel projet européen de coopération industrielle, ni sur le rôle du Parlement de Strasbourg, et la liste pourrait être allongée à l'envi de ce qui, entre Paris et Bonn, ne va pas.

L'entente avec l'Allemagne doit-elle donc continuer d'être présentée comme un intangible fondement de la politique française, quelle que soit l'alternance des gouvernements à Paris? Bien peu, parmi ceux qui, dans l'actuelle opposition, ambitionnent de prendre bientôt la relève, osent cette remise en cause sacrilège. Ce sont les mêmes qui, au moment du référendum sur le traité de Maastricht, disaient «Non à l'Europe allemande», autour de MM. Pasqua et Séguin, rejoignant aujourd'hui par Alain Madelin. Ils

tirent désormais surtout argument de l'espèce de brutalité avec laquelle la Bundesbank impose sa politique de taux d'intérêt, et en général du fait que l'Allemagne est en train d'exporter, vers la France notamment, les difficultés de sa réunification.

C'est là un vrai problème, et l'on pourrait même s'étonner qu'au moment où tous les aspects de la politique française sont livrés aux polémiques préélectorales, il ne donne pas lieu pour l'instant à de plus nombreuses rébellions contre le dogme franco-allemand. La classe politique a en fait largement conscience que cette relation particulière avec Bonn — par-delà les épreuves que lui font subir le GATT ou la Bundesbank — est essentielle pour la France et que le véritable problème serait qu'un jour elle ne le soit plus pour l'Allemagne. Remettre en question les relations privilégiées avec l'Allemagne relèverait en effet à la fois d'un contresens sur la nature de ces relations et d'une mauvaise appréciation des incertitudes du moment.

L'épreuve
de la réunification

Le fait que, sur un très grand nombre de sujets, la France et l'Allemagne aient au départ des intérêts antagonistes ou des positions divergentes n'est pas nouveau. C'est même là que réside l'intérêt des incertitudes de coopération instaurées depuis le traité de l'Elysée, parmi lesquels ces conseils des ministres franco-allemands qui réunissent deux fois par an, sous la présidence du chef de l'État français et du chancelier allemand, l'essentiel des deux gouvernements. Il pèse sur Paris et sur Bonn une obligation de faire fructifier les zones d'accord et de résorber les désaccords qui est la définition même de leur relation particulière.

Cette relation, fait remarquer un diplomate français, «vaut pour elle-même, elle est en soi un puissant facteur structurant des relations internationales». «Le but, ajoute-t-il, n'est pas d'établir une domination franco-allemande sur le reste de l'Europe, mais ce que feront les Allemands, ils ne le font pas sans nous. Notre objectif est d'être toujours mêlés à ce que l'Allemagne va devenir.»

Cette préoccupation est évidemment redoublée plus aiguë à Paris depuis que l'Allemagne, pour cause d'effondrement du communisme et de réunification, est entrée dans une période de transition. On se souvient des proportions qu'elle avait prises dans l'esprit de M. Mit-

terrand à l'hiver 1989-1990, quand se fit ce passage à l'après-guerre froide, de la méfiance et du pessimisme qui avaient alors saisi l'Elysée et mis à rude épreuve l'«amitié» avec Bonn, avant que de part et d'autre on ne se ressaisisse dans un commun élan insufflé à la Communauté. M. Gorbatchev offrait à l'Allemagne la réunification sur un plateau; Washington lui proposait de devenir son «partenaire dans le leadership».

Cette inquiétude n'est totalement apaisée ni en France ni en Allemagne même, et ne le sera pas tant que la mutation ne sera pas achevée, la réunification digérée et clairement redéfinis les intérêts de la nouvelle Allemagne et son rôle sur la scène internationale.

On fait remarquer dans les milieux diplomatiques que ce moment d'expectative est extrêmement propice à la relation franco-allemande. Face à l'abîme d'incertitudes désormais ouvert à l'est du continent, face aux nouveaux désordres du monde, cette relation et sa déclinaison communautaire sont la seule rampe solide,

le seul élément stable sur lequel les Allemands peuvent pour l'instant s'appuyer.

En 1994, les derniers soldats ex-soviétiques auront quitté le sol allemand (ils sont encore 200 000). Qui peut dire aujourd'hui avec certitude comment seront alors perçues l'Alliance atlantique et la présence américaine en Allemagne? Vo sous cet angle, le corps d'armée franco-allemand qui doit être constitué dans les deux ans qui viennent est le meilleur exemple de l'utilité de l'entente entre les deux pays. Il aide l'Allemagne, dans ce domaine précis du moins, à se redéfinir en tant que puissance responsable à l'extérieur de ses frontières, comme un témoin de la révolution culturelle que l'on constate chez les militaires allemands jusque-là entièrement tournés vers l'Otan.

Sur le plan économique, alors que le pays entre en récession et que son endettement s'accroît dangereusement, l'excédent de ses échanges commerciaux réalisés à 60 % avec les partenaires de la Communauté est aussi l'élément auquel naturellement l'Allemagne se raccroche. Il y

a quelques temps, M. Mitterrand appelait les Français à abandonner leurs craintes et leurs complexes par rapport au voisin. Peut-être ces derniers ne le savent-ils pas encore, mais ils ont, grâce à la politique suivie ces dernières années, énormément gagné en crédibilité outre-Rhin parce qu'ils sont parvenus à devenir — comme plus fiables, plus productifs, plus compétitifs. Les relations industrielles commencent également à s'en ressentir sérieusement. Reste une divergence à propos des négociations du GATT qui n'est pas résorbée, mais qui n'est pas de nature à remettre en cause tout l'édifice communautaire, et un débat de fond sur les politiques monétaires qui n'est pas franco-allemand mais ouvert désormais aussi en Allemagne même.

Un vieux fond
de méfiance

Reste aussi que de ce moment d'incertitude qui la sert la France ne profite sans doute pas assez. Le corps franco-allemand n'est qu'un petit début de réponse au remodelage stratégique général auquel on

devra procéder dans les années qui viennent et qui concerne autant le devenir de l'Otan que celui de la dissuasion française. Il n'y a pas pour l'instant sur ces sujets de véritable réflexion franco-allemande. Les pays de l'Europe de l'Est attendent de l'entente entre Paris et Bonn qu'elle se tourne vers eux et leur propose coopération et concertation politique. Plus gravement, cette entente s'est reniée elle-même au début de la crise dans l'ex-Yugoslavie, sans bieu mesurer sans doute l'ampleur des dommages qui allaient en résulter.

Côté français, un vieux fond de méfiance envers les Allemands a sur toutes ces questions empêché que soit vraiment mise en œuvre une politique étrangère commune. «Notre problème, dit un spécialiste français des relations franco-allemandes, n'est pas que l'Allemagne brigue un siège au Conseil de sécurité de l'ONU. L'Allemagne est partie pour dix ans de crise. Notre problème, c'est qu'elle soit notre vrai partenaire.»

CLAIRE TRÉAN

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappat, directeur de la rédaction Jacques Guin, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean Marie Colombani, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Fenech, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Carrel Vernet, directeur des relations internationales

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1959), Jacques Fauvet (1959-1982), André Laurent (1982-1988), André Fontaine (1988-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 49-60-30-10

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile «Les rédacteurs du Monde», Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-23-33 Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0595-2017

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du «Monde» 12, rue M-Guinebourg 94852 IVRY CEDEX

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Tél. : 206.808 F

Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Nicolas Urs
Membres du comité de direction : Jacques Guin, Philippe Dupuis, Isabelle Taubert

15-17, rue de Colonne-Pierre-Arle 75002 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 46-62-72-72 Télécopieur : 46-62-72-72

de la SARL Le Monde et de Madelon et Régine Europe SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-16 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINTEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

Le Monde

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-26 Télécopieur : (1) 40-60-30-10 Tél. : 261.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	SUISSE-BELG-LUXEM-PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	536 F	572 F	798 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 590 F
1 an	1 899 F	2 086 F	2 980 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour nous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie. 301 MCH 01 PP/Paris PP

هكذا من الأمل

Communauté

ESPACE EUROPEEN

30 ANS DE COOPERATION FRANCO-ALLEMANDE

TRIBUNE

Vu de Londres : des rapports jugés à la fois avec suspicion... et un soupçon d'envie

par David Marsh

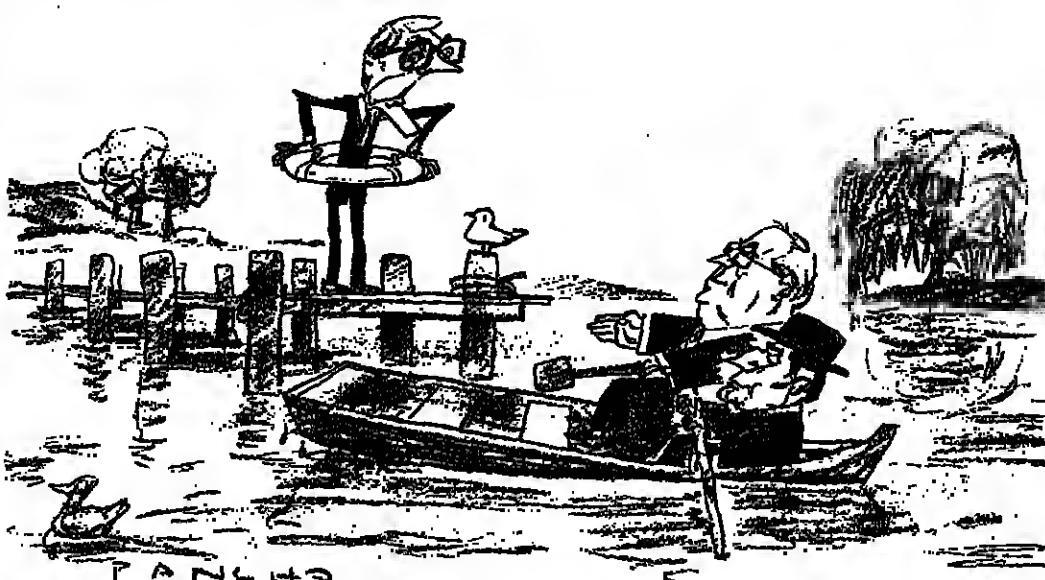
La Grande-Bretagne regarde la coopération franco-allemande de l'après-guerre avec des sentiments ambigus et étrangement mêlés. La plupart des Britanniques admirent la force des liens noués entre Bonn et Paris et apprécient le fait que l'entente et l'amitié entre les deux ennemis héréditaires soient devenues le principal moteur de l'intégration européenne.

C'est aussi le point de vue officiel du gouvernement de Londres. Mais ce sentiment est parfois teinté de condescendance. Le Foreign Office a eu tendance à se gausser, par exemple, du célèbre geste de réconciliation entre François Mitterrand et Helmut Kohl, il y a quelques années à Verdun. « Se tenir ainsi par le main est si typiquement continental ». Les fonctionnaires britanniques ne sont pas avares de sarcasmes sur les livres de champagne bus à l'occasion des sommets franco-allemands. « On peut très bien s'entendre avec les Allemands sans cérémonies et bon flon. Nous avons une alliance tacite », avaient-ils l'habitude de dire avant que l'alliance ne devienne un peu moins casino suite à certaines remarques de Margaret Thatcher et de Nicolas Ridley.

Pourquoi l'ambiguïté ? Les vicissitudes périodiques des relations germano-britanniques expliquent que les liens franco-allemands soient considérés aussi avec suspicion et jalousie. La Grande-Bretagne est vexée d'être en permanence « l'intruse » pendant onze ans « l'intruse » dans la relation triangulaire entre les trois membres politiques les plus importants de la Communauté européenne.

Le Royaume-Uni a rarement voulu, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, donner à ses rapports avec la France ou l'Allemagne la même intensité qui présida aux relations entre Bonn et Paris. Malgré les succès des efforts de John Major depuis 1990 pour améliorer ses relations avec l'Allemagne, la ligne Bonn-Paris reste la plus peinte du triangle.

Le dilemme de John Major est fondamentalement terrible. Bien



qu'il approuve le traité de Maastricht, ni lui, ni son parti, ni son pays, n'aiment l'idée d'une Europe unifiée politiquement et économiquement. Mais la Grande-Bretagne serait encore moins enthousiaste si elle était laissée à l'écart d'une Europe unie, pour le cas où, Bonn et Paris, par malchance, décidaient de créer une « mini-Europe » autour du noyau franco-allemand. Pour éviter les déconvenues, John Major sait qu'il ne peut avoir une influence sur l'axe Paris-Bonn que si la Grande-Bretagne reste sur la voie de l'Europe.

L'irritation britannique à propos du pouvoir liant du cimetière de Bonn a une longue histoire. La réussite de la Gauche, d'abord, a courtoisement refusé d'admettre que la courtoisie d'Adenauer et d'Anselme repoussé les avances de Harold Macmillan, n'a pas été oubliée. C'est un des facteurs fondamentaux expliquant la crainte de John Major d'une « Europe à deux vitesses ».

Aux Britanniques qui connaissent leur histoire, il n'est pas nécessaire de rappeler que le traité de l'Elysée a été signé à Paris une semaine après que de Gaulle ait publique-

ment annoncé son opposition à l'entrée de l'Angleterre dans le CEE. Dans une certaine mesure, la Grande-Bretagne est elle-même responsable de son exclusion du noyau dur de l'Europe. Winston Churchill avait montré le voie en septembre 1946, quand, dans son célèbre discours de Zurich (souvent cité par Helmut Kohl, bien que l'on puisse imaginer que le chancelier allemand ne l'eût pas vraiment lu dans son intégralité), il appelle de ses vœux des « Etats-unis d'Europe » - sans, bien entendu, la Grande-Bretagne. « La France et l'Allemagne doivent en assurer la direction ensemble », proclamait Churchill. « La Grande-Bretagne et le Commonwealth britannique, la puissance américaine et, je pense, la Russie soviétique, doivent être les amis et supporters de la nouvelle Europe et doivent soutenir son droit à la vie ».

Même après l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté en 1973, le ménage à deux s'est refusé obstinément à devenir un ménage à trois. Le domaine monétaire en est un bon exemple. Quand Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing ont créé le système monétaire européen en 1978, Helmut Schmidt - qui avait de très bonnes relations avec le premier ministre britannique James Callaghan - aurait été heureux que les Britanniques y participent. Qu'en est-il de l'avenir ? La France a mené intelligemment une politique qui est également approuvée par le gouvernement de Bonn : « Contenir la nouvelle Allemagne dans le cadre de l'Europe unie, ainsi que le prévoit le traité de Maastricht ». John Major, pour sa part, a dit à Helmut Kohl qu'il avait confiance dans l'Allemagne et que donc il ne croyait pas nécessaire de contenir cette Allemagne, tout en plaçant pour une ratification du traité de Maastricht.

Mais, alors que les difficultés de l'Allemagne après la réunification s'écroulent, l'électorat allemand est devenu de plus en plus hostile au processus de Maastricht et perdue tout à l'idée d'abandonner le deutschemark. Maastricht n'est plus la solution au problème créé par le poids d'une grande Allemagne en Europe, il est plutôt devenu une partie de ce problème. Treiter avec l'Allemagne continuera donc à être une importante préoccupation, à la fois pour la Grande-Bretagne et pour la France. Toutes les deux essaieront de s'en sortir par des méthodes différentes, selon leur histoire, leur géographie et leur culture. Cependant, pour la Grande-Bretagne et pour la France, la nature du défi allemand pourrait être simplement différente de ce que l'on prévoyait en 1989-1990.

Willy Brandt fit une fois la remarque suivante : « Ce n'est pas une Allemagne économiquement forte, mais une Allemagne économiquement faible qui risque de présenter les plus grands dangers ». Si la récession allemande se prolonge, les voisins de l'Allemagne devront avant longtemps reconnaître le caractère de cette déclaration, qui n'est banale qu'en apparence.

David Marsh, responsable du département Europe au Financial Times, est l'auteur d'un livre sur le Bundesbank qui sera publié en mars prochain par les éditions Belfin, 8, rue Férou, Paris.

Les organes officiels

► L'Office franco-allemand pour la jeunesse est le plus vieux des institutions issues du traité de 1963. Depuis la chute du mur de Berlin, le contexte de la coopération a radicalement changé, explique-t-on à Bad Honnef, siège allemand de l'OFAJ. Il a d'abord fallu répondre aux nouveaux besoins de la partie orientale de l'Allemagne où, dès 1989, l'OFAJ a joué un rôle considérable. La promotion de l'intégration européenne, l'une des principales missions de l'OFAJ, a demandé des actions de plus en plus ciblées à un moment où la jeunesse, notamment en France, est de moins en moins organisée.

Enfin, il y a eu l'intégration des pays de l'Europe centrale et orientale dans des programmes trinationaux dont la limite est fixée pour l'instant à 5 % de tous les programmes subventionnés. Mais de l'aveu même des dirigeants de l'OFAJ, ces nouveaux défis ont permis à la plus vieille des institutions de la coopération franco-allemande de se refaire une véritable jeunesse.

En matière d'éducation, de culture et de jeunesse, le rôle de l'OFAJ est considéré comme exemplaire. Grâce aux subventions débloquées par cet organisme, lui-même financé à part égale par les deux gouvernements à hauteur de 42 millions de DM (142,5 millions de francs en 1993), 5 millions de jeunes Français et Allemands ont participé depuis 1963 à plus de 160 000 rencontres ou séjours linguistiques.

Ces échanges organisés selon le principe de la subsidiarité s'exercent par le biais des écoles, des universités, des associations, des corps de métier, des organismes sportifs ou des jumelages. C'est dire que la « maillage » de la société est global. L'OFAJ favorise les échanges de masse. Le nombre des jumelages de villes organisés sous ses auspices s'élevait à 1 300 en 1992, celui des « jumelages » scolaires à 3 000, contre à peine quelques dizaines il y a trente ans.

Mais l'OFAJ n'est pas qu'un bailleur de fonds. C'est aussi un organisme d'information et de formation. Début février, un congrès sur l'apprentissage des langues étrangères dans l'Europe du marché unique sera organisé à Berlin. Un autre, à l'automne, à Paris, portera sur le thème : « Quelle formation pour les citoyens de l'an 2000 ? ».

Quant au troisième Forum Médias Jeunesse, il sera consacré cette année à la lutte contre les expressions de la xénophobie dans la vie quotidienne et au rôle possible des médias contre ce danger. En mai 1992, le conseil d'administration de l'OFAJ a déjà fixé comme nouvelle orientation pédagogique de mettre l'apprentissage interculturel des jeunes Français et Allemands au profit d'une plus grande tolérance envers les autres minorités ethniques et culturelles. Dans le contexte actuel de violence xénophobe et de montée de l'euroscépticisme, il s'agit plus de l'expression d'une volonté que d'une décision concrète, reconnaît-on à Bad Honnef. Le reflet en quelque sorte des lignes de l'action de cette institution mobile, voulue par de Gaulle et Adenauer pour sceller définitivement la réconciliation franco-allemande en invitant les jeunes à bâtir un avenir commun. Ainsi que l'explique un porte-parole de l'OFAJ, « les échanges franco-allemands de jeunes ne peuvent pas résoudre les problèmes nationaux. Ils peuvent en revanche être un moyen

parmi d'autres d'agir en faveur d'une tolérance pluriculturelle qui, elle, est une condition sine qua non d'une Europe unie ».

► ARTE, Haut Conseil culturel franco-allemand, Collège franco-allemand universitaire : les organismes créés à la suite du traité sur la coopération franco-allemande ont fleuri depuis dix ans dans le domaine culturel. Bien qu'expressément prévues à l'origine, l'information et la culture étaient passées au second plan au début de la mise en œuvre du traité.

Les différences de structures entre les deux pays et certaines divergences de conception ont été surmontées à l'issue du sommet franco-allemand des 27 et 28 octobre 1986, qui, dans la déclaration commune de Francfort, a défini toute une série de mesures opérationnelles. Il en est résulté un profond renouvellement et une grande vitalité : institutionnalisation, avec la mise en place en octobre 1986 du Haut Conseil culturel franco-allemand, destiné aux échanges d'artistes ; renforcement remarquable de la présence culturelle française en Allemagne ; création en 1987 du Collège franco-allemand de l'enseignement supérieur, dont le mission est de promouvoir des cursus universitaires intégrés, avec à ce jour plus de quarante réalisations.

Enfin, création de la chaîne culturelle à vocation européenne, ARTE, qui témoigne de l'un des aspects les plus spécifiques de la coopération franco-allemande et de la dynamique engendrée par la trans de l'Elysée, à savoir la capacité d'innovation, par la création d'institutions ou le lancement de projets dont le concept est en soi totalement inédit pour chacun des deux pays. C'était le cas de l'OFAJ en 1963. C'est la cas d'ARTE aujourd'hui.

Au-delà des rencontres au sommet entre les chefs d'Etat et de gouvernement, les résultats de la coopération franco-allemande, aujourd'hui, c'est donc l'existence d'un tissu très serré d'activités communes et de relations permanentes, que nombre de pays de l'Est, notamment la Pologne, voudraient voir étendu.

► Pour la défense et les affaires économiques et monétaires, la création de deux nouveaux conseils franco-allemands, en 1988, a permis de relancer la coopération dans des secteurs expressément prévus par le traité. Avec succès ? Il est peut-être encore trop tôt pour le dire. En matière économique et monétaire, le nouvel organisme est un instrument privilégié de la politique monétaire européenne.

En matière de défense et de sécurité, la coopération franco-allemande dispose d'une commission permanente coiffant trois groupes spécifiques (stratégie et désarmement, coopération interarmées, et coopération militaire) ; les relations entretenues intègrent tous les processus de décision : instruction des projets, impulsion politique et mise en œuvre.

Les résultats les plus spectaculaires sont la mise sur pied d'unités mixtes, soit temporaires, soit permanentes (brigade franco-allemande qui deviendra en 1995 l'Eurocorps), qui selon le vœu du gouvernement français et allemand devraient être la préfiguration d'un pilier européen de défense, ainsi que les prémices d'une future politique étrangère et de sécurité commune.

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

BIBLIOGRAPHIE

L'itinéraire rectiligne de Pierre Werner

Un des passages obligés de l'analyse des désirs de connaître l'histoire du Luxembourg moderne est l'essai modeste de Pierre Werner, aujourd'hui âgé de quatre-vingts ans, à pris sa retraite après avoir siégé un quart de siècle au gouvernement, dont vingt ans comme premier ministre. Du 23 décembre 1953, où il se voit confier la portefeuille des finances, au 20 juillet 1984, où le grand-duc accepte sa démission, le leader chrétien-social ne connaît qu'une traversée du désert dans l'opposition, entre 1974 et 1979. Cette expérience, qui se confond avec la construction de la CEE, était sans doute de nature à intéresser un grand éditeur étranger. Mais, fidèle à son personnage, Pierre Werner a confié ses mémoires aux presses luxembourgeoises de l'évêché.

Nulle trace de prétention dans ce récit destiné avant tout aux compatriotes de l'auteur. Si l'on cherchait à tout prix une concession à l'égo, on la trouverait peut-être dans la série de photos prises en compagnie des grands de ce monde qui illustrent le livre. Kennedy, de Gaulle, Bourguiba, Jean Monnet : ces clichés, pourtant pas sépia, ont déjà tout le charme du passé. Pour s'en tenir aux interlocuteurs français, quel défilé ! Maurice Couve de Murville, l'ancien interrogateur de l'étudiant Werner à Science Po, « evara de paroles et impénétrable » ; Michel Debré, adversaire respecté lors de difficiles discussions sur l'harmonisation européenne de la fiscalité affectant les mouvements de capitaux dans un grand-duché d'avant l'export en euro-dollars et « niches » pour euro-dollars. Plus tard, en 1984, et dans un genre bien différent, ce sera Georges

Filloid, qui considérera comme un « satellite Coca-Cola », faisant la part trop belle aux Américains, un projet du Luxembourg reconstruit dans les télécommunications et l'audiovisuel de pointe.

« Je souffrais de cette incompréhension à cause de mon grand attachement à la France et à ses valeurs », note Pierre Werner. Par conviction démocratique chrétienne, et parce qu'il avait compris que l'Europe des Six, puis des Douze était la seule façon pour son pays de jouer un rôle international, le chef du gouvernement luxembourgeois a consacré une grande partie de ses talents à l'entreprise de Jean Monnet. Difficile de lui donner tort, de son point de vue, même si l'on est moins pressé que lui d'enterrer ce qu'il appelle de façon expéditive l'Etat du XIXe siècle.

La politique intérieure n'est pas négligée, avec des convictions intimes parfois à contre-courant, par exemple quand il s'agit de faire obstacle à une loi facilitant le divorce, cette forme de « république » dans certains cas. « Je crois au rattachement final de la spiritualité et de la sagesse de vie élaborée pendant des siècles, comme je crois à la grandeur du métier politique. » Cela passa, parce que c'est sous la plume d'un honnête homme qui - tout en étant beaucoup d'argent au grand-duché, par sa politique et par ses relations personnelles - est resté un homme honnête.

► *Itinéraires luxembourgeois et européens* de Pierre Werner. Editions Saint-Paul à Luxembourg. Deux tomes de 310 et 360 pages, 2950 francs luxembourgeois (environ 500 francs français).

Pour de mauvaises raisons à un mauvais moment

Le Royaume-Uni a hésité pendant douze ans, jusqu'à ce que le temps soit finalement « mûr ». Il a rejoint le mécanisme de changes en octobre 1990. C'était la dernière fois du gouvernement Thatcher. Et, comme on le voit, la Grande-Bretagne a rejoint le SME pour de mauvaises raisons, un mauvais taux de change et un mauvais moment. Le mardi 15 septembre 1992, la veille du « mercredi noir », Helmut Schlesinger, président de la Bundesbank, a invité implicitement les opérateurs sur le marché des changes du monde entier à vendre des livres sterling et à acheter des deutschemarks, en donnant une interview imprudente d'un journal qui laissait entendre qu'un réajustement des taux de change était nécessaire au sein du SME.

Quand cette interview est apparue sur les écrans électroniques des agences de presse, la faiblesse de la Grande-Bretagne fut évidente. Le gouverneur de la Banque d'Angleterre téléphone trois fois à Schlesinger dans sa maison des environs de Francfort pour lui demander une explication. Schlesinger répondit simplement que les remarques dévastatrices qui lui étaient attribuées n'avaient pas été « autorisées ».

Il suffit de comparer l'absence de concertation germano-britannique avec la réponse musclée que les Allemands et les Français ont donnée au cours des derniers mois à la spéculation contre le franc français. Intervention massive de la Bundesbank, communication commune, déclarations de soutien des gouvernements à même une (petite) réduction des taux d'intérêt par la Bundesbank ont été jetés dans la mêlée pour protéger le monnaie française.

Cela a rendu jaloux le gouverne-

(Publicité)
TOUT CE QUE VOUS
VOULEZ SAVOIR SUR
L'ALLEMAGNE, LES HOMMES,
LES EVENEMENTS
est dans
DOCUMENTS
Revue des questions allemandes
50, rue de Laborde, 75008 PARIS.
Tél. : 42-87-25-50
Parution 5 numéros par an
Prix de l'abonnement : 230 F
étudiants : 150 F
(envoi de spécimen)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde RADIO TELEVISION

TALOTAT
LIVRE OFFICIEL DES LOTES A TIRER
(MONTAGNE DU 21 JANVIER 1993)
Le n° 875 241 gagne 400 000 F
TOUS LES BILLETS DE TERMINANT PAR
75 241 40 000 F
5 241 4 000 F
241 400 F
41 40 F
1 10 F
DATE LIMITE DU PAIEMENT DES LOTS :
MERCREDI 21 AVRIL 1993
3e TRANCHE
TIRAGE DU 21 JANVIER 1993
LE PRINCEPS DES LOTS

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

Le climat se détériore entre le RPR et le CDS

La commission d'investiture du RPR devait se réunir, vendredi matin 22 janvier, pour examiner des points de friction qui opposent ce parti aux centristes du CDS pour la désignation des candidats de l'opposition aux élections législatives de mars prochain.

Jusqu'où les choses vont-elles aller trop loin entre le RPR et le CDS ? La journée de vendredi va peut-être marquer un pas supplémentaire dans l'escalade de l'affrontement entre ces deux formations de l'opposition. Déjà aigres-douces depuis plusieurs semaines (le Monde des 9 et 20 janvier), les relations entre M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, et M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, pourraient se tendre encore un peu plus. C'est évidemment le dossier des investitures pour les législatives qui est au centre de la querelle.

Les centristes sont très en colère contre les chiraquiens en raison du maintien, dans la première circonscription des Hautes-Alpes, détenue par le PS, de M^{me} Henriette Marti-

nez face à M. Jean-Claude Chappa. Retirée dans un premier temps, M^{me} Martine, secrétaire départementale du parti chiraquien, conseiller régional, conseiller général et maire de Lanne, a été «rétablie» par la commission d'investiture du RPR. L'argument invoqué dans l'entourage de M. Juppé est le non-respect par M. Méhaignerie d'un accord qui avait été passé avec M. Jacques Chirac sur le département de l'Ille-et-Vilaine, dont le maire de Vitre est le président du conseil général.

Les deux formations s'étaient accordées pour se partager équitablement les deux premières circonscriptions - la première pour le CDS, la seconde pour le RPR - détenues par les socialistes dans ce département dominé par les centristes. Ces derniers avaient, cependant, quelques prétentions sur la désignation du meilleur candidat dans la deuxième circonscription. Un sondage avait été commandé, mais le RPR avait prévenu son partenaire qu'il fallait un accord formel avant la réunion de son conseil national convoqué, le 18 janvier, aux investitures. Il n'y pas eu d'accord, mais des altermo-

ments et une menace de «primaire». Par précaution, le RPR a remis en selle M^{me} Martine, à l'heure bout de la France, pour répondre à cet affront. Cette décision a été accueillie avec enthousiasme par le conseil national.

La «primaire sauvage» de M. Monory

Le paradoxe est que M. Méhaignerie a finalement respecté l'engagement de départ, sous la pression efficace, dit-on, de M. Alain Madelin, et qu'il se retrouve maintenant avec une primaire que le CDS juge choquante dans les Hautes-Alpes.

Pour faire élire M. Chappa, un avocat d'une quarantaine d'années, handicapé à la suite d'un accident de cheval, le CDS affirme qu'il a fait des sacrifices ailleurs. On estime que c'est un point de blocage important. Sans qu'il soit possible d'affirmer que les deux affaires sont liées, il n'est pas sans intérêt de remarquer qu'une mesure de rétorsion a été prise dans le département de la Vienne. Elle n'est pas revendiquée ouvertement par le CDS, mais M. René Monory, président (UDF-

CDS) du Sénat, soutient officiellement M. Alain Fouché, maire de Chauvigny et vice-président du conseil général, contre M. Arnaud Lepere, député (RPR) sortant de la troisième circonscription de la Vienne. M. Fouché n'aurait pas l'étiquette UDF, mais cette primaire «sauvage» a toutes les apparences d'une primaire «contrôlée».

Le RPR y voit une agression caractérisée s'agissant d'un député sortant. Le CDS fait la même remarque à propos de la primaire imposée à M. Edmond Gerrer dans la première circonscription du Bas-Rhin. Il est vrai que le RPR reproche à ce dernier d'avoir voté la loi sur l'administration territoriale de la République (ATR), qui n'était pas une «bonne loi». Quoi qu'il en soit, M. Alain Juppé a décidé de réunir d'urgence, vendredi matin, sa commission électorale, au siège du RPR, pour examiner la situation ainsi créée. Il n'est pas exclu qu'une nouvelle mesure de rétorsion soit prise.

O. B.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. BÉRÉGOVOY

«Halte à la démagogie !»

M. Bérégovoy, qui était, jeudi 21 janvier, à La Rochelle, où il a conclu les rencontres des conseils communaux de prévention de la délinquance puis signé, avec le maire, M. Crépeau, un «plan local de sécurité», a rendu un hommage appuyé à l'action du MM. Tapia et Loncle visant à remédier aux phénomènes d'exclusion dans les agglomérations. Le premier ministre a insisté sur le travail de prévention de la délinquance entreprise par le gouvernement : «Quand j'entends des membres éminents de l'opposition dire que l'argent des privatisations servira à aider les banquiers, je dis : halte à la démagogie ! Je préfère les recettes durables à l'éphémère. Les Français ne savent pas assez que la politique de la ville dans notre pays est considérée comme un bel exemple dans le monde.»

M. CHIRAC

«Bombes à retardement»

M. Chirac a dénoncé, jeudi 21 janvier, à Toulouse, devant plus de deux mille personnes, «les nombreuses bombes à retardement que le gouvernement va laisser derrière lui» et qui ne permettent pas d'avoir «une exacte connaissance des difficultés» que l'opposition devra affronter. En présence de M. Baudis (CDS), il a accusé le gouvernement de pratiquer une politique «de terre brûlée», en «multipliant les promesses sans prévoir les financements nécessaires». Il a cité la dette publique, «qui représente par Français, nous sommes à 400 000 F», et les compensations financières promises aux paysans après la réforme de la politique agricole commune. «Fidèle à ses habitudes», le gouvernement «s'est bien gardé d'an chiffrer la dette», a-t-il dit.

M. LE PEN

«En tête»

M. Jean-Marie Le Pen a affirmé, jeudi 21 janvier, à Strasbourg, où il présentait les candidats du Front national aux élections législatives dans les huit circonscriptions du Bas-Rhin, que sa formation sera «en tête dans plusieurs dizaines de circonscriptions» à l'issue du premier tour de scrutin en mars. Le président du parti d'extrême droite estima qu'il devrait, lui-même, arriver en tête dans la troisième circonscription des Alpes-Maritimes. Il a critiqué le mode de scrutin, qui pénalise «également les écologistes», précisant que ces derniers sont des «suppléants», soit des socialistes, soit de l'UDF. (Corresp.)

M. FABIUS

«Deux scénarios»

M. Fabius a expliqué, jeudi 21 janvier, à Aunflac (Cantal), au cours d'une réunion publique, que les électeurs ont le choix «entre deux scénarios». Le premier, a-t-il dit, «grave au noir, donne 80 % des sièges à la droite, ce qui serait sans précédent dans l'histoire de la République et mettrait en danger les acquis sociaux» ; la seconde, «scénario de l'équilibre», est celui d'une gauche plus forte rassemblée autour des socialistes. «Si n'y a pas à l'Assemblée nationale une force suffisante pour s'opposer à la droite, les victoires sociales seront balayées», averti le premier secrétaire du PS, dont c'était le premier déplacement en province pour la campagne des élections législatives.

EN BREF

□ M. Juppé et la politique étrangère sous la cohabitation. — M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a déclaré, jeudi 21 janvier, à Mâcon, que «le futur gouvernement ne devra pas laisser la diplomatie et la politique étrangère sous la responsabilité unique du président de la République» en cas de nouvelle cohabitation. «C'est un domaine où l'action du gouvernement devra s'affirmer avec résolution et clarté», a souligné M. Juppé, qui a déploré «l'abaissement de la France sur la scène internationale».

□ Précision. — Dans la liste des candidats investis par le RPR et l'UDF (le Monde du 22 janvier),

nous avons omis la quatrième circonscription du Vaucluse, dans laquelle M. Thierry Mariani, RPR, sera candidat unique.

□ Le RPR et l'UDF obtiendraient plus de 40 % des voix. — Selon une enquête de l'institut BVA, dont les résultats sont publiés dans Paris-Match (daté 28 janvier), si les élections législatives avaient lieu en janvier, le RPR et l'UDF obtiendraient 43,5 % des voix, le PS recueillerait 20 %, les écologistes 15 %, le Front national 11,5 % et le PC 8,5 % des voix. Cette enquête a été effectuée du 4 au 7 janvier auprès de deux mille dix-huit personnes en âge de voter. Un sondage d'IPSOS, rendu public

dans le Point (daté 23-29 janvier), donne des résultats presque identiques : 42 % pour le RPR et l'UDF, 21 % pour le PS, 15 % pour les écologistes, 12 % pour le FN et 9 % pour le PC. La traduction en sièges selon IPSOS donnerait 425 à 450 sièges pour la droite, 85 à 105 sièges pour le PS, et 12 à 18 sièges pour le PC. Les écologistes obtiendraient de 3 à 10 sièges, et le Front national un ou deux sièges. Cette enquête a été faite en deux vagues, fin décembre, puis début janvier, auprès de quatre mille personnes.

□ La campagne officielle à la télévision. — Les présidents de groupe

de l'Assemblée nationale ont fixé, mercredi 20 janvier, conformément à l'article L167-1 du code électoral, les temps de campagne officielle sur les antennes du service public de radio et de télévision. Sur les trois heures prévues au premier tour, le PS aura droit à 75 minutes, le RPR à 45 minutes, l'UDF à 31 minutes, le PC à 15 minutes, et l'UDC à 14 minutes. Au second tour (une heure et demie), le PS disposera de 37 minutes 30, le RPR de 22 minutes, l'UDF de 16 minutes, le PC de 7 minutes 30 et l'UDC de 7 minutes.

Saisi par les sénateurs de l'opposition

Le Conseil constitutionnel revient sur le contrat d'union civile

En validant l'essentiel du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, le Conseil constitutionnel, jeudi 21 janvier, a annulé, pour des raisons de procédure, un des deux articles constituant un début de contrat d'union civile.

La tentation est toujours la même : lorsqu'en fin de session parlementaire le gouvernement dépose un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, les députés et les sénateurs profitent de l'occasion pour s'efforcer de faire adopter les modifications législatives auxquelles ils tiennent et dont ils n'ont pu obtenir la discussion jusqu'alors. En fin de législature, au moment de peaufiner le bilan à présenter aux électeurs, la pression redouble. Le texte social adopté cet automne a, ainsi, trop de volume au cours de ses diverses lectures.

Cette manière de légiférer n'est pas bonne, chacun en convient. Le Conseil constitutionnel s'efforce donc d'éviter les abus les plus graves, mais il ne le fait que bien modérément. Certes, il applique une jurisprudence bâtie en 1987, qui limite le droit d'amendement des ministres et des parlementaires, en interdisant les ajouts «sans lien» avec le texte initial ; mais, soucieux de ne pas trop empiéter sur les responsabilités du Parlement, il n'applique cette règle de procédure qu'aux dispositions qui lui sont soumises par les députés et les sénateurs.

Le contrat d'union civile, auquel tenaient les élus socialistes, n'a été o Ille-de-France : le conseil général de l'Essonne rejette le projet de schéma directeur. — Après les conseils généraux du Val-d'Oise, des Yvelines et du Val-de-Marne, celui de l'Essonne a émis à son tour, jeudi 21 janvier, un avis défavorable sur le projet de schéma directeur de l'Ille-de-France, présenté par le préfet de région. Le vote a été acquis par 39 voix sur 42, grâce aux suffrages du RPR, de l'UDF, du PC et des conseillers non inscrits. Les trois représentants du PS ont refusé de participer au vote. La décision du conseil est assortie de propositions à prendre en compte dans le futur projet.

annulé qu'à moitié. Les sénateurs de l'opposition avaient signalé que l'article autorisant le transfert de bail, en cas de décès du locataire, à toute personne qui vivait avec lui depuis au moins un an, n'avait aucun rapport avec le projet initial du gouvernement. Le Conseil a fait droit à cet argument de procédure. En revanche, la disposition sur la couverture sociale de ces cohabitants, qui ne lui avait pas été soumise, n'est pas concernée par cette décision.

M. Charasse sanctionné

Pour la même raison de procédure, a été annulé un ajout voulu par M. Michel Charasse, usant de sa qualité de sénateur du Puy-de-Dôme, qui intégrait dans le corps préfectoral des fonctionnaires simplement détachés pour occuper des fonctions de sous-préfet. Les conditions particulièrement exorbitantes du droit commun, dont ils allaient bénéficier, avaient soulevé l'émotion des associations professionnelles, qui avaient obtenu une saisine du Conseil constitutionnel par les sénateurs de droite. Elles ont obtenu satisfaction, sans même que soient utilisés d'autres précédents jurisprudentiels qui permettaient de contester l'amendement de M. Charasse.

Toujours par refus du «cavalier» législatif, ont été déclarées non conformes à la Constitution des dispositions que M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléguée au logement, avait fait rajouter, faute de pouvoir les faire voter autrement, sur la législation des logements sociaux et sur celle des bâtiments menaçant ruine. (Lire page 18, l'article de François Joyeux.)

En revanche, le Conseil a validé l'article supprimant toute incrimination pénale à l'encontre de la femme s'étant autoavortée, car le projet initial comportait des dispositions renforçant la répression des actes d'enlèvement à l'interruption volontaire de grossesse. Aux sénateurs de l'opposition, qui s'étaient plaints que les députés de gauche fussent ainsi revenus sur un accord obtenu lors du vote du nouveau code pénal, le Conseil répond qu'une loi peut toujours modifier une loi antérieure, quelles que soient les conditions de son adoption.

THIERRY BRÉHIER

Selon les carnets de route de Marcel Déat

M. Roland Gaucher a rejoint Sigmaringen en octobre 1944

Conservés aux Archives nationales, les carnets de Marcel Déat, fondateur du Rassemblement national populaire (RNP) en février 1941, révèlent que M. Roland Gaucher, élu du Front national au conseil régional de Franche-Comté et ancien dirigeant des jeunes du RNP, a rejoint, à la fin de l'année 1944, à Sigmaringen, en Allemagne, les chefs de la collaboration qui s'étaient enfuis devant la progression, en France, des armées alliées.

M. Serge Boudot n'est plus au Front national. Il vient d'en être exclu par M. Jean-Marie Le Pen. Il lui est reproché d'avoir participé à «l'odieuse campagne électorale» du RNP, selon l'expression de *National Hebdo*, dont avait fait l'objet M. Roland Gaucher, directeur de cet hebdomadaire, membre du bureau politique du parti d'extrême droite et ancien dirigeant d'un parti de la collaboration sous l'occupation nazie. Officier en retraite, M. Boudot dément, cependant, avoir prêté la main à la moindre opération publique de déstabilisation. Il ne doute pas que son exclusion a été demandée, et obtenue, par M. Gaucher, derrière lequel il s'était présenté aux élections régionales sur la liste du Front national dans le Doubs, sans être élu. Il «refuse de polémiquer» et il ne renie pas ses «idéas nationalistes». Il n'en estime pas moins que l'ancien responsable du Rassemblement national populaire (RNP) de Marcel Déat, dont il ignorait le passé, est «un danger public pour le Front national».

Ce passé, selon l'exclu, est moralement «réductible pour occuper un mandat électif». «S'il était scandaleux par son passé», écrivait M. Gaucher, il n'avait qu'à donner sa démission. De ce passé, précisément, M. Gaucher a brièvement parlé, en 1982, dans une publication au tirage confidentiel, *Lecture et tradition*, et, dix ans plus tard, dans le *Crapouillot*, une revue dont il est le directeur. Il disait avoir adhérent aux Jeunesses nationales

populaires de Déat en «février ou mars 1942» et avoir été chargé, à la Libération, de «liquider le fichier des déshonorés du National populaire, organe du RNP», dans lequel il avait écrit des articles révélateurs de son engagement extrême (le Monde du 7 mars 1992). Il indiquait avoir reçu, en août 1944, «un cours sur les techniques de la clandestinité, l'affrontement avec la police, etc.», au moment où Marcel Déat était en partance pour Nancy. Il confiait, enfin, s'être fait «coaxer», en novembre 1945, «à la suite d'une imprudence personnelle». Il s'agissait, selon ses précisions orales, d'un rendez-vous pris, sans précautions, dans un hôtel parisien avec un homme qui était probablement filé par la police.

La cavale d'un groupe de faillis

Prolonge sur la période qui précède août 1944 et sur celle qui succède à novembre 1945, M. Gaucher est toujours resté discret sur celle qui est comprise entre ces deux dates. «De Gaulle est arrivé. C'était une période de clandestinité faite d'opérations clandestines dans un contexte d'arrestations, de jugements et d'exécutions», se contente-t-il de répondre, en refusant d'être plus explicite sur son activité. A l'évocation, pour combler une mémoire défaillante, des carnets de route de Marcel Déat, M. Gaucher laisse entendre, contre toute évidence (1), qu'il est interdit d'en divulguer le contenu. Et il ajoute, un brin sibyllin, que figurent là «les noms d'un certain nombre de gens qui ne tiendraient probablement pas à ce qu'on les rende publics».

La trace de M. Gaucher se trouve, en effet, dans les fameux carnets écrit par Déat, dont la fuite s'acheva, en Allemagne, chez ses protecteurs nazis, dans le château des ducs de Hohenzollern à Sigmaringen (Baden-Wurtemberg), où séjourna Philippe Pétain et où séjourna Philippe Pétain et où séjourna une «commission gouvernementale» française qui prétendait prolonger le régime de Vichy. Déposés aux Archives nationales, non par des héritiers, mais par le

ministère de l'intérieur, à la suite d'une saisie, ces carnets racontent notamment, jour après jour, en style télégraphique, la cavale plutôt lamentable d'un groupe de faillis. C'est une étrange «famille» de «collabos» dans laquelle on s'espionne, on se menace et on se reconçoit. Déat y fait figure de parrain distribuant aux uns et autres les reichmarks dont ils ont besoin. Sur des feuillets à trous pour cahiers dits à feuillets mobiles, le chef du RNP a dactylographié, en novembre 1944, ses déplacements, ses rencontres, ses conversations, ses décisions et ses promenades depuis 1939.

Dans le neuvième cahier, qui couvre la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 1944, le vrai nom de M. Gaucher - Gogouillot - apparaît à la date du mardi 29 août, en page 288. Installé dans un château proche de Baden, Déat écrit sous la dictée de son épouse, car il était absent (2) au moment où son jeune lieutenant a tenté de prendre contact avec lui : «Gogouillot téléphone que parti seul de Paris avec ses parents et qu'il a formé un convoi à Châlons, et arrivé ici...»

Les embusqués du château

A la date du lundi 11 septembre, page 299, Déat raconte la fuite de son équipe vers son but ultime : Sigmaringen. «Réveil général, préparatifs ultimes, descente des bagages, déjeuner, Cérémonie de l'essence : incidents divers. Le chauffeur de Grosse n'avait donné que 20 litres au lieu de 40 et on ne s'y retrouvait plus. (...) On dévale sur Forbach, mais la route reste montagneuse jusqu'à Freudenberg. A partir de là, le chemin, toujours en lacets, est plus acceptable. Nous apercevons de loin le château fantastique des Hohenzollern, en haut de son piton. (...) Nous sommes à midi trois quarts à Sigmaringen. Le château est immense et bizarre, la ville est petite.»

Arrivé de son plein gré à l'endroit où réside Pétain, Déat poursuit son journal. A la fin octobre, il pousse «un sérieux coup de gueule contre les embusqués du château», qui ne s'acquittent d'aucune tâche, et il menace de «n'envoyer personne au travail si les moins de vingt-huit ans n'y vont pas». A la page 35 de son dixième carnet, il écrit, en date du mardi 31 octobre 1944 : «Arrivée de Gogouillot, qui a moins de vingt-huit ans, et dont on va voir ce qu'on fera.» Le lendemain, mercredi 1^{er} novembre, Déat précise que la Toussaint est ensoleillée. «Visite de Gogouillot, indigne-t-il, arrivé de son camp hier. Il va probablement se casser dans la direction de Vailand (3). Il voudrait casser son oncle André Gaucher à l'information.»

Aujourd'hui, M. Gogouillot est connu sous le nom de M. Gaucher, l'extrême droite sous le pseudonyme de Gaucher. Ce «patriote» qui avait cru à l'Europe hitlérienne, ancien député européen proche de M. Le Pen, est conseiller régional du Front national en Franche-Comté.

OLIVIER BIFFAUD

(1) La loi 79-18 sur les archives du 3 janvier 1979 précise que les archives peuvent être, en général, librement consultées à l'expiration d'un délai de trente ans. Dans le cas d'espèce, le délai court à partir de la date des faits rapportés. Aucune interdiction n'est faite à leur divulgation.

(2) Du 25 août au début septembre 1944, Déat se rend, notamment avec de Brion et Marton, à Berlin (27 août), Sigmaringen (28 août) et au bureau de Hitler (1^{er} septembre). Ses carnets détaillent la visite au Führer, lequel éroti à une contre-offensive allemande et à une reconquête du sol français (pages 282 et suivantes).

(3) Professeur d'histoire et député socialiste avant guerre, Vailand n'est plus dans la collaboration au RNP. Le tribunal de Paris devait rendre, vendredi 22 janvier, son jugement dans une affaire qui oppose M. Gaucher au Monde. Nous avons décidé de publier l'article ci-dessus le jour du jugement, qui est déjà cité selon l'usage, mais dont nous ne connaissions pas encore la teneur.

هكذا من الأمل

POLITIQUE

Bilan d'une législature

X. - Les chemins de l'égalité sociale



Après avoir souligné le rôle retrouvé du Parlement et rappelé les débats consacrés par les députés à l'immigration, à l'environnement, aux affaires, à la santé, à la justice, à la décentralisation et à la crise au quotidien (le Monde des 12, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 21 et 22 janvier), nous achevons la présentation du bilan de la législature 1988-1993 en mettant l'accent sur les principales mesures prises en faveur de l'égalité sociale.

par Valérie Devillechabrolle et Jean-Michel Normand

L'instauration d'un revenu minimum d'insertion (RMI) constitue de toute évidence la principale avancée sociale d'une législature qui, malgré les défis posés par la montée du chômage, ne sera que partiellement parvenue à moderniser le système français de protection sociale. Proposé par M. François Mitterrand lors de la campagne présidentielle de 1988 et voté quelques mois après sa réélection, ce droit à un minimum vital a été finalement pérennisé par le Parlement en 1992 après avoir fait l'objet d'une évaluation officielle. Cette dernière constituait déjà en soi une innovation puisque c'était la première fois que l'Etat prévoyait d'être évalué.

En l'espace de quatre ans, les enjeux du débat parlementaire ont changé de nature à l'épreuve des faits. En 1988, députés et sénateurs s'attendaient à voir bénéficier de ce nouveau dispositif les « clients » traditionnels de l'aide sociale. Cette conviction incitait d'ailleurs le gouvernement à proposer que le financement du RMI soit symboliquement prélevé sur le produit de l'impôt sur les grandes fortunes, rétabli et rebaptisé pour l'occasion « l'impôt de solidarité sur la fortune ».

En 1988, les parlementaires se sont essentiellement affrontés sur le point de savoir s'il fallait ou non exiger des futurs bénéficiaires une contrepartie à la distribution de cette manne financière. Tandis que le gouvernement et la majorité des élus de l'opposition entendaient subordonner le versement de cette allocation différentielle à un engagement précis des bénéficiaires en faveur d'une insertion sociale, les parlementaires socialistes insistaient au contraire sur le fait que le RMI devait avant tout constituer un droit. L'insertion n'en étant qu'une conséquence souhaitable.

Ultime

filet de sécurité

Le dispositif, adopté à l'unanimité moins trois voix à l'Assemblée nationale, consacre la notion de contrat d'insertion : en contrepartie d'un effort réalisé par les allocataires, les pouvoirs publics s'engagent à apporter la meilleure réponse à leurs difficultés. Conséquence du compromis passé avec les élus socialistes, l'allocation continue toutefois d'être versée, même en l'absence de contrat, à condition que ce retard ne soit pas imputable à l'allocataire.

Lorsque les parlementaires se sont retrouvés au printemps 1992, le rapport de la Commission nationale d'évaluation du RMI avait démontré que 40 % des allocataires étaient d'abord des victimes de la crise économique, moins demandeurs d'une aide sociale que d'une insertion professionnelle jusqu'à la refusée. Or, seul un tiers des allocataires avaient pu en 1991 sortir du dispositif en bénéficiant d'un accès à l'emploi ou à une formation.

Au vu de ces résultats, le RMI remplissait-il encore son rôle original d'ultime filet de sécurité destiné à aider temporairement les plus démunis avant de les sortir rapidement de leur mauvaise passe ? Les législateurs de 1992 ont répondu par l'affirmative en préservant l'esprit de la loi du 1^{er} décembre 1988. C'est pourquoi, contrairement aux souhaits exprimés par plusieurs parlementaires socialistes, la revalorisation de l'allocation n'a guère fait que suivre la progression des

prix. En outre, la loi du 29 juillet 1992 pérennise le rôle de l'Etat dans ce dispositif, contre l'avis de la majorité sénatoriale, soupçonnée d'être, au nom de la décentralisation, la marge de manœuvre des conseils généraux.

Une réforme

d'essence rocardienne

Le 15 novembre 1990, lorsque Michel Rocard monta à la tribune de l'Assemblée nationale pour défendre son projet de loi sur la contribution sociale généralisée (CSG), il sait qu'il prononce peut-être son dernier discours de premier ministre. L'UDF et le RPR ont, en effet, déposé une motion de censure, que contraires et communistes sont décidés à voter. Hélas, cette coalition n'a menacé pas moins de renverser son gouvernement dont le projet de loi, s'il vise à élargir et rendre plus juste le financement de la Sécurité sociale, est tout de même contesté par le plaplat des partenaires sociaux. Finalement, Michel Rocard parviendra d'extrême justesse à repousser le monstre : grâce à des

défections diverses, notamment des députés des DOM-TOM, 284 voix se porteront sur la motion de censure alors que 289 auraient été nécessaires.

Avant de subir l'épreuve du feu parlementaire, la CSG avait dû franchir d'autres obstacles. Si la création du RMI avait été soutenue par la totalité du PS, la CSG est une réforme d'essence très rocardienne qu'il eût fallu imposer à l'Elysée mais aussi à Pierre Bérégovoy, qui, du ministère des finances, a mené une longue guérilla contre ce projet. L'édification d'un instrument de justice sociale mais trop complexe pour être clairement lisible, la CSG reste un outil controversé que les deux successeurs de Michel Rocard ont mis au point d'honneur à ne pas utiliser. Ce qui d'empêche pas les candidats socialistes aux élections législatives d'inscrire la contribution sociale généralisée au chapitre des grandes mesures sociales de la législature.

Sa création portait d'un constat simple. En France, la Sécurité sociale est presque exclusivement financée par des cotisations sala-

riales et patronales. Prélevées sur la masse salariale, celles-ci épargnent les revenus du capital ou du patrimoine, pèsent davantage sur les bas salaires (car la cotisation d'assurance-vieillesse n'est calculée que sur la partie des revenus inférieure à 12 000 francs par mois) et pénalisent l'emploi en renchérissant le coût du travail. D'où l'idée, que Jacques Delors avait proposée en vain en 1983-1984, d'instaurer une contribution sur tous les revenus.

Afin de mieux faire accepter cette réforme - et pour tenir compte du souhait présidentiel d'agir contre les inégalités - l'entrée en vigueur de la CSG au taux de 1,1 % mais avec un abattement de 5 % sur le revenu considéré s'accompagne d'une baisse correspondante de la cotisation d'assurance-vieillesse, ce qui d'un point de vue financier est une opération blanche pour les comptes de la « Sécurité ». Gros-modo, les ménages dont le salaire est inférieur à 15 000 francs par mois en sont sortis légèrement gagnants. Malgré ses aspects technocratiques et sa présentation peu engageante - il s'agit en effet d'un impôt prélevé sur le salaire brut, c'est-à-dire sur des cotisations déjà payées... - il faudra encore attendre pour que les mérites de la CSG, que la droite se propose de rendre déductible du revenu imposable, soient pleinement reconnus.

Le gouffre

de l'assurance-maladie

Dans une large mesure, la loi sur la maîtrise des dépenses de santé constitue une des suites logiques de la contribution sociale généralisée. Après avoir entamé la modernisation du financement de la Sécurité sociale, les socialistes se devaient de se pencher sur le gouffre de l'assurance-maladie.

En octobre 1991, Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales du gouvernement Croisson, avait, malgré la fronde des professionnels de santé, conclu avec la Caisse nationale d'assurance-maladie un accord de principe en faveur d'une régulation de l'activité de la médecine libérale. L'objectif

était d'établir des critères chiffrés définissant la progression des « dépenses médicalement utiles », en liaison avec les syndicats de médecins, puis de définir les moyens d'y parvenir, autrement dit des sanctions financières. Une véritable révolution pour la « Sécurité » - qui abandonnait sa fonction de simple « caisse enregistreuse » - mais aussi pour la médecine libérale, contrainte de se préoccuper des conséquences économiques de ses pratiques.

Ancien dirigeant mutualiste, René Teulade prend le relais en avril 1992. Un projet de loi modéré dans ses objectifs (il prévoit une croissance de 7 % des dépenses en 1993) mais encadrant strictement l'activité libérale. Après le rejet d'une première motion de censure, le gouvernement abandonne soudainement la partie fin juin, de crainte qu'une seconde tentative ne vienne troubler la préparation du référendum européen de septembre. Le projet de loi sera finalement adopté en décembre, après avoir été fortement atténué à la demande des groupes UDF, RPR et UDC, qui se sont finalement abstenus.

Enfin, la législature n'aura pas légué au gouvernement le temps de mener à leur terme les projets de loi relatifs à la création d'un fonds de solidarité assurant certaines dépenses de retraite (bonifications pour les périodes liées à l'éducation des enfants), à la maladie ou au service national, minimum vieillesse, notamment) ou à la mise au point d'une prestation prenant en charge les personnes âgées dépendantes, réclamées depuis deux ans par les députés. Les deux projets ne seront adoptés qu'en première lecture. Quant au fonds de garantie des retraites, alimenté par la privatisation - ou la cession des actions - des entreprises nationales, il n'a pu être traduit en loi faute d'une session parlementaire extraordinaire. Le gouvernement de Pierre Bérégovoy a réalisé, mais un peu tard, qu'il manquait de temps pour légiférer dans le domaine social.

FIN



Le défi de l'outre-mer

En avril 1988, dans sa Lettre à tous les Français, M. François Mitterrand se posait la question : « Comment ne penserai-je pas aux populations de ceux de nos départements lointains qui attendent encore l'égalité sociale ? ».

Moins de deux ans plus tard, en janvier 1990, la Commission sur l'égalité sociale et le développement économique des départements d'outre-mer, constituée à l'initiative du ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, et placée sous la présidence de l'en-cien secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires économiques et sociales, M. Jean Ripert, avait le mérite d'appeler un chat un chat : elle soulignait combien il serait illusoire, si l'on souhaitait lutter efficacement, outre-mer, contre les disparités sociales, de se borner à des décisions ponctuelles alors que tout appelait un projet d'ensemble structuré, dans une perspective à long terme, la place des DOM dans l'ensemble national.

Malgré le problème relevait de la quadrature du cercle puisqu'il s'agissait tout à la fois de réduire de scandaleux écarts de revenus, d'effacer des inégalités sociales indigees de la France contemporaine et de mettre la fragile économie de chacun des DOM en état de supporter les conséquences de l'avènement de l'Union européenne.

Bref, si l'on ne voulait plus tourner autour du pot, il fallait aligner progressivement les SMIC locaux sur le SMIC métropolitain, harmoniser aussi les prestations familiales, trancher la question des sur-salaires des fonctionnaires, réduire certains avantages fiscaux injustifiés et, si l'on voulait remédier aux causes profondes du mal-développement des anciennes colonies, il fallait surtout faire preuve d'imagination pour essayer d'y concilier croissance économique et réduction des inégalités.

Le mérite de M. Le Pen sera d'avoir été de ns pas baisser les bras devant l'ampleur de la tâche.

Le processus d'alignement du SMIC « domien » sur le SMIC métropolitain s'est déroulé au rythme de réajustements semestriels, et si cette volonté politique

continue de prévaloir au lendemain des élections législatives ce rattrapage connaîtra son terme à la date du 1^{er} janvier 1995. Le nouveau rattrapage du SMIC horaire intervenu le 1^{er} janvier 1993 (+ 3 %, soit 30,45F) a ramené la différence moyenne avec la métropole à 10,81 % alors que celui-ci s'établissait encore à 14,08 % au 1^{er} janvier 1992.

L'alignement progressif des allocations familiales a suivi un rythme plus soutenu : il sera « total », selon le calendrier gouvernemental, dès le 1^{er} juillet 1993, dix-huit mois avant la date initialement prévue.

Le ministre des DOM-TOM s'est montré plus circonspect dans son approche du régime de rémunération des fonctionnaires de l'Etat. Pas plus que ses prédécesseurs il n'a osé braver les organisations syndicales, très attachées à cet héritage de l'époque coloniale, mais il a, le premier, ouvert une perspective différente en se prononçant pour le maintien des avantages acquis (index de correction, prime de « vie chère », prime d'éloignement, qui majoraient les salaires de base métropolitains dans des proportions considérables) pour les fonctionnaires en poste tout en modifiant ce système pour les nouveaux venus.

En revanche, aucune des dispositions prises pour favoriser le développement de l'emploi n'a permis d'enrayer l'aggravation du chômage, dont le taux a atteint, parfois, le double ou le triple de celui de la métropole. Bien au contraire, l'application à l'outre-mer de la loi instituant le revenu minimum d'insertion a cruellement confirmé la persistance des dysfonctionnements de la départementalisation aux Antilles, en Guyane et à la Réunion. Elle a révélé l'existence, dans ces terres lointaines, d'une population de pauvres quinze ou vingt fois plus nombreuse qu'en métropole, et ce constat donne la mesure du défi majeur auquel le pouvoir central restera confronté, outre-mer, au cours de la prochaine législature.

ALAIN ROLLAT

Priorité à l'éducation

Ponctuées par d'impressionnantes mouvements de foule, en 1984, pour défendre l'enseignement privé et, en 1986, pour rejeter le projet Devaquet sur l'université, les deux précédentes législatures avaient été le théâtre d'engagements vigoureux sur l'évolution du système scolaire français. Celle qui vient de s'achever aura été marquée par une étonnante discrétion des parlementaires sur ce chapitre.

Il est vrai, des circonstances extérieures. Celles de la préparation et du vote des lois de finances, l'éducation nationale et retrouvée sa place de premier budget de l'Etat. Ce formidable effort financier a étouffé bien des controverses.

D'autre part, instruits par l'expérience, MM. Jospin et Lang, les deux ministres de l'éducation de ces cinq dernières années, se sont employés, chacun à sa manière, à désamorcer les passions et à enrayer les angles, laissant au Parlement le soin d'entériner des accords déjà

soigneusement bouclés. Le dernier exemple en date a été le règlement du contentieux avec l'enseignement privé. Dans le cadre d'une loi portant diverses mesures relatives à l'éducation nationale, les parlementaires n'auront adopté, le 7 juillet 1992, que des dispositions déjà négociées, un mois plus tôt, entre le ministère de l'éducation nationale et le secrétariat de l'enseignement catholique, et qui avaient fait l'objet d'un accord signé publiquement par les deux parties le 13 juin.

Le droit à la formation pour tous

La même démarche avait été adoptée par M. Jospin pour faire aboutir son projet de loi d'orientation sur l'éducation. Précédé par une délicate négociation sur le revalorisation salariale des enseignants (qui privait le gouvernement du seul moyen de pression dont il disposait sur les syndicats d'enseignants), préparé minutieusement, entre janvier et mai 1989, par une série de tables rondes réunissant tous les partenaires concernés, c'est un texte très consensuel, roboré de bien des aspirations novatrices, qui fut soumis au Parlement.

Du coup, députés et sénateurs se livrèrent à un débat sans passion ni tollé. A peine entendit-on M. François Bayrou (UDF) regretter le manque de « souffle » de cette loi et ses « silences révélateurs », à propos, notamment, de

la décentralisation, ou encore M. Bruno Bourg-Broc (RPR) accuser M. Jospin de ramener ses propositions « au niveau du plus petit dénominateur commun des différents groupes de pression syndicaux de l'éducation nationale ».

Il resta que, adoptée le 10 juillet 1989, dans l'indifférence générale et grâce à l'abstention du groupe communiste, la loi d'orientation eut dans le bronze plusieurs évolutions majeures pour le système éducatif français. « Le nation se fixe comme objectif de conduire d'ici dix ans l'ensemble d'une classe d'âge au minimum au niveau du certificat d'aptitude professionnelle ou du brevet d'études professionnelles et 80 % au niveau du baccalauréat. Tout élève qui, à l'issue de la scolarité obligatoire, n'a pas atteint un niveau de formation reconnu doit pouvoir poursuivre des études afin d'atteindre un tel niveau ».

En quelques lignes de l'article 3, tout est dit : le slogan lancé dès 1985 par M. Jean-Pierre Chevènement a pris force de loi ; l'enseignement de masse et le droit à la formation pour tous sont devenus une obligation nationale. Avec l'ambition de réduire - enfin - les inégalités sociales et géographiques devant l'école.

Pour y parvenir, l'école primaire devait être réorganisée en cycles pour mieux tenir compte du rythme de chaque élève. Le

poids des familles dans les décisions d'orientation était renforcé et les droits des lycéens davantage reconnus dans l'institution scolaire. Chaque école, collège ou lycée devait se doter d'un « projet d'établissement ». Les contenus d'enseignement devaient être renouvelés en profondeur pour assurer une meilleure insertion professionnelle des jeunes.

Enfin, dans chaque académie, l'Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) sonnait le glas des anciennes écoles normales d'instituteurs et réorganisait la formation des enseignants, instituteurs et professeurs dans un lieu unique, au sein de l'université.

Au-delà d'orientations peu ou prou à l'œuvre depuis quatre ans, et qui remodelaient, en passage, les fondements mêmes de l'éducation nationale, son organisation et ses méthodes. Il revenait à la prochaine législature de confirmer ou d'infirmer la direction prise. Mais il se pourrait bien que ce droit à l'éducation pour tous apparaisse rapidement comme l'un des « acquis sociaux » que le président de la République s'est dit décidé à défendre.

GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

joint Sigmaringen
1944

Le Monde de l'éducation
Janvier 1993
CAHIER SPÉCIAL :
Les résultats du bac
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

CADEAU :
Un pack lors de l'achat d'un **MACINTOSH** (Boîte POSSO + un disquette + un tapis souris)
Mac Le 4/40
+ Ecran Apple 12" coul. + Claris Works:
Même configuration avec 14" couleur: **7495F** ht
8423F ht
1500m²
EXPOSITION
13, R. AMBROISE CRONZAT
94800 VILLIERS
PARKING CLIENTS & VISITEURS
4000 PRODUITS MAC

LA QUINZAINE DU DIESEL PEUGEOT

VOUS AVEZ 8 JOURS POUR PROFITER DE NOS OFFRES, MAIS TRES BIENTOT, VOUS N'EN AUREZ PLUS QUE 7, C'EST NETTEMENT MOINS.



**LA QUINZAINE DU DIESEL PEUGEOT,
DU 15 AU 30 JANVIER. SI VOUS LA RATEZ, VOUS LE REGRETTEREZ.**

ON ENTEND SOUVENT DIRE QUE LE TEMPS PASSE VITE. EH BIEN C'EST VRAI. IL PASSE MEME TROP VITE QUAND IL S'AGIT DE PROFITER DE LA QUINZAINE DU DIESEL PEUGEOT, PENDANT LAQUELLE ON PEUT ÉQUIPER SA VOITURE DIESEL D'OPTIONS CONSTRUCTEUR POUR 100 F ttc⁽¹⁾ DE PLUS SEULEMENT, OU BÉNÉFICIER DE REPRISES JUSQU'À 7 000 F ttc⁽²⁾ OU DE BEAUCOUP D'AUTRES OFFRES À DÉCOUVRIR CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE OU AGENT PEUGEOT. BREF, AUTANT DE BONNES RAISONS POUR PRENDRE LE TEMPS D'ALLER CHEZ PEUGEOT CETTE SEMAINE.

(1) Offre valable sur les équipements en option figurant sur le tarif constructeur à l'exclusion des autoradios, radioscassettes et/ou laser à concurrence de 3 000 F ttc d'achat d'options pour les Peugeot 106 et 205 diesel, à concurrence de 4 000 F ttc d'achat d'options pour les Peugeot 509 et 405 diesel et à concurrence de 5 000 F ttc d'achat d'options pour les 605 diesel, pour toute commande d'une Peugeot diesel neuve identifiée "Votre option pour 100 F ttc".
(2) Offres de reprise valables pour toute commande d'une Peugeot diesel neuve identifiée "Reprise" et limitées aux véhicules d'une cylindrée inférieure ou égale à celle du véhicule acheté. Carte grise à votre nom depuis 3 mois au moins.
(3) Offres valables du 15 au 30 janvier 1993 inclus dans le réseau Peugeot affichant l'opération, réservées aux personnes physiques, non cumulables entre elles et avec d'autres offres commerciales du réseau Peugeot proposées pendant la même période.

RÉSEAU PEUGEOT.



هكذا من الأمل

PEUGEOT
ER DE
N'EN AUREZ
OINS.

GRETTEREZ.

PEUGOT

هكذا ان الامر

SOCIÉTÉ

Le Monde • Samedi 23 janvier 1993 13

MÉDECINE

Utilisé dans le traitement de maladies infectieuses graves

Le Centoxin est retiré du marché

Les firmes pharmaceutiques Centocor et Eli Lilly ont annoncé, jeudi 21 janvier, leur décision de retirer tous les lots de Centoxin, un médicament utilisé dans le traitement de certaines septicémies graves. Cette annonce, qui concerne l'ensemble des pays où était utilisé ce produit, fait suite à l'examen des résultats d'une étude faisant apparaître un taux de mortalité anormalement élevé chez les patients traités par ce produit.

L'annonce du retrait du Centoxin a surpris tous les spécialistes. Personne, en effet, ne s'attendait à ce que les firmes Centocor, qui fabrique cet anticorps monoclonal destiné au traitement des septicémies à hémophilie, et Eli Lilly, qui le distribue et le commercialise, décident d'en stopper la commercialisation au vu des résultats intermédiaires d'une étude menée actuellement aux États-Unis sous l'égide de la FDA (Food and Drug Administration).

Les spécialistes sont d'autant plus surpris que les termes mêmes du communiqué des deux firmes sont pour le moins laconiques, indiquant simplement qu'il ressort des résultats partiels de cette étude que « chez les patients ne présentant pas de bactériémie (septicémie) à bacille Gram négatif, le taux de mortalité est plus élevé dans le groupe traité par ce produit que dans le groupe recevant un placebo ». « Bien que ces données ne soient pas définitives », poursuit le communiqué, les firmes « ont également pris la décision d'arrêter tous les essais cliniques et l'utilisation du produit en attendant une analyse plus complète des résultats ».

Un cas d'école

Ce nouvel épisode contribue à faire de l'histoire du développement du Centoxin un cas d'école. Tout avait commencé en 1983, lorsque des chercheurs américains mirent au point un anticorps monoclonal capable de s'opposer sélectivement à l'action des BGN, bactéries responsables de septicémies (environ treize mille cas chaque année en France). Grâce aux techniques de génie génétique, cet anticorps monoclonal fut produit industriellement par la firme Centocor et fit l'objet, en février 1991, d'un essai dont les résultats furent publiés dans la revue américaine *The New England Journal of Medicine*.

Au vu de cet essai, il apparaissait que ce médicament était capable de réduire la mortalité de patients atteints d'infections graves à BGN. Le 2 juillet 1991, tout en reconnaissant qu'il n'existait qu'une simple « présomption d'efficacité », le Centoxin reçut, en France, une autorisation de mise sur le marché (AMM) à condition d'être prescrit uniquement à l'hôpital et en cas de présomption de septicémie à BGN.

Dès la publication de l'étude du *New England Journal of Medicine*, de nombreux médecins avaient pourtant prévenu que ses résultats étaient difficiles à interpréter et qu'en tout cas la démonstration de l'efficacité du produit n'avait pu être faite. L'enjeu était de taille vu le prix très élevé du Centoxin (21 500 francs la dose). Certaines estimations faisaient état d'un coût annuel pour l'Assistance publique de Paris de l'ordre de 100 millions de francs (1).

Cette incertitude conduisit une quinzaine de réanimateurs français à réclamer, malgré l'autorisation de mise sur le marché, la possibilité de réaliser un nouvel essai complémentaire pour avoir le cœur et l'esprit serein. Cette affaire ayant été révélée par le *Monde* du 4 février 1992, M. Bruno Durieux, à l'époque, ministre délégué à la santé, décida de saisir le Comité national d'éthique pour savoir « dans quelles conditions pourrait se dérouler un tel essai, compte tenu des aspects éthiques que soulève une telle évaluation ». En d'autres termes, était-il éthique de réaliser un essai contre placebo avec un produit autorisé dans le cadre d'une affection mettant en jeu le pronostic vital?

La réponse du Comité d'éthique fut rendue publique le 17 juillet. Estimant que l'efficacité du Centoxin était « plausible, mais non

provenue », le Comité d'éthique jugea cependant que l'essai que soumettaient les réanimateurs français semblait « difficilement réalisable » pour des raisons essentiellement d'ordre éthique (« la présomption d'efficacité rend délicate la constitution d'un groupe placebo »). Du fait de l'AMM et de la disponibilité du produit, ajoutait le Comité d'éthique, « il ne paraît pas acceptable d'en priver la moitié des patients ».

En conséquence, le Comité d'éthique décida d'attendre les résultats de l'essai mis en œuvre aux États-Unis, précisant : « Ou les conclusions de l'essai seront positives, et le Centoxin sera considéré comme efficace ; ou elles seront négatives, et l'AMM devra logiquement être supprimée ».

Essais interrompus dans le monde

La situation actuelle ne correspond à aucune des deux situations envisagées il y a quelques mois par le Comité d'éthique dans la mesure où l'essai n'a pas été mené jusqu'à son terme. « La décision d'un arrêt définitif ne sera prise, en accord avec la FDA, que lorsque les résultats intermédiaires auront été analysés en détail », précise-on simplement chez Eli Lilly. Jusqu'à présent, les données ayant conduit les deux firmes à interrompre la

commercialisation du Centoxin sont entre les mains de la seule société Bio-Pharm Clinical Services Inc., responsable de la mise en œuvre pratique de l'essai. Elles seront transmises dans les prochains jours aux experts de la FDA, qui décideront alors de poursuivre ou non l'essai.

En attendant, tous les autres essais réalisés dans le monde avec le Centoxin ont été interrompus. Cette décision concerne en particulier l'essai européen (en France, à l'hôpital Robert-Debré de Paris) effectué dans le traitement de la méningococcémie.

Cette affaire confirme parfaitement ce que disait le Comité d'éthique en juillet, à savoir que « pour éviter que ne se reproduisent à l'avenir de pareilles difficultés », une autorisation de mise sur le marché « devrait être justifiée par au moins deux essais, chacun de taille suffisante ». Une recommandation d'autant plus importante que de nouveaux médicaments semblaient, aussi innovants que coûteux, vont faire prochainement l'objet d'une demande d'autorisation de mise sur le marché.

FRANCK NOUCHI

(1) Selon Eli Lilly, au 1^{er} novembre 1992, 551 personnes avaient été, en France, traitées par du Centoxin.

La réorganisation du système de transfusion sanguine

M. Etienne Eisenmann est nommé directeur général du Laboratoire français de fractionnement

M. Etienne Eisenmann a été nommé, jeudi 21 janvier, directeur général du Laboratoire français de fractionnement (LFF) et des biotechnologies par M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire. Attendu depuis plusieurs semaines, cette nomination devait permettre de clarifier la situation qui prévaut actuellement en France dans le domaine du fractionnement du plasma.

Au terme de la loi du 4 janvier 1993 relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicament, le Laboratoire de fractionnement est le seul organisme habilité à fractionner le plasma collecté par les établissements de transfusion sanguine en France de manière à fabriquer les produits stables dérivés du sang (albumine, facteurs de la coagulation, immunoglobulines).

Ces produits étant désormais soumis aux mêmes règles que les médicaments, le LFF est un établissement pharmaceutique, constitué sous la forme d'un groupement d'intérêt public et associé à l'Agence française du sang (AFS), les établissements de transfusion sanguine autorisés à fractionner le

plasma et, le cas échéant, des entreprises pharmaceutiques.

La mission confiée à M. Eisenmann, un spécialiste du génie génétique, ne sera pas facile. Outre la remise en ordre du système français du fractionnement plasmatisé, encore sous le coup de l'affaire du sang contaminé, il aura pour tâche essentielle de promouvoir le développement des biotechnologies pour la fabrication de médicaments de substitution aux produits d'origine humaine. En particulier, ainsi que le précise M. Kouchner dans sa lettre de mission, il lui reviendra d'évaluer l'intérêt de fabriquer en France certains produits de nouvelle génération tels que le facteur VIII immunopurifié.

Enfin, et ce ne sera pas la mission la plus facile qu'aura à accomplir M. Eisenmann, il devra participer à la « liquidation » de l'activité de fractionnement de l'ancienne Fédération nationale de transfusion sanguine (FNTS). A ce titre, il aura, en accord avec l'Agence du sang et le gouvernement, à déterminer l'avenir du site des Ulis (Essonne). Dans le rapport qu'elle avait remis fin décembre, la commission de liquidation de la FNTS avait proposé « de transférer les activités de fractionnement soit à une association gestionnaire, à

charge pour cette dernière de les apporter au LFF, soit directement au LFF ».

Afin d'entamer le processus de liquidation de la FNTS, il reste au gouvernement à nommer un liquidateur. Une fois cette nomination intervenue - dans les prochains jours, espère-t-on au ministère de la santé - M. Kouchner devra annoncer ce qu'il compte faire d'une part du secteur « collecte et service transfusionnels » de la FNTS (le directeur général de l'Assistance publique de Paris a officiellement proposé de reprendre sous la houlette de la seule AP l'ensemble des activités de transfusion dans Paris intra-muros), d'autre part des activités de l'institut national de transfusion sanguine.

F. N.

(Né le 19 décembre 1934 à Paris, M. Etienne Eisenmann est ancien élève de l'école polytechnique. Après avoir travaillé aux Ciments Lafarge, aux Etablissements Gaillet et chez Prével, il fut, de 1981 à 1990, directeur général de Transpharm. Depuis 1992, M. Eisenmann est chargé de mission auprès du directeur général du CNRS. Il est, en outre, membre de la commission du génie biomoléculaire auprès du ministère de l'Agriculture et membre du conseil d'administration de l'Association nationale pour la recherche technique (ANRT).)

REPÈRES

ÉDUCATION

Création de l'université de La Rochelle

Le décret annonçant la création de l'université de La Rochelle est paru au *Journal officiel* du 21 janvier. Cet établissement fait partie des sept nouvelles universités (avec quatre en Ile-de-France et deux dans le Nord-Pas-de-Calais) annoncées, le 7 mai 1991, par le ministre de l'Éducation nationale dans le cadre du schéma « Université 2000 ». L'établissement d'enseignement supérieur de La Rochelle comprendra des pôles scientifique et juridique, un pôle de lettres et sciences humaines, ainsi que l'institut universitaire de technologie déjà implanté dans la ville. M. Bernard Bobe, professeur à l'École centrale, en est l'administrateur provisoire, en attendant la

PARIS

L'opération Seine-Rive gauche, un nouveau « trou des Halles » selon le PS

Dans une lettre ouverte, adressée mercredi 20 janvier, à M. Jacques Chirac, maire de la capitale, M. Jean-Marie Le Guen, conseiller (PS) de Paris, demande « des expertises contradictoires et un débat public » sur le grand projet d'urbanisme Seine-Rive gauche. Celui-ci prévoit, dans le 13^e arrondissement, la couverture des voies de la gare d'Austerlitz par une

dalle de 35 hectares pour permettre la construction d'un nouveau quartier. M. Le Guen estime que ce projet conduirait à une triple impasse technique, urbaine et financière. Il rappelle que la coût de construction de la dalle (4 milliards de francs) est gagé sur la vente, aujourd'hui compromise, de 900 000 mètres carrés de bureaux, et redoute qu'on ne fasse appel aux contribuables parisiens pour combler ce qu'il appelle « un nouveau trou des Halles ».

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

La commission Roché propose un retrait de six points pour les « très grands excès de vitesse »

Le rapport définitif de la commission de suivi de l'application de la loi sur le permis à points, prési-

dée par M. Jacques Roché, demande une peine plus lourde pour les « très grands excès de vitesse ». Il propose d'appliquer un retrait de six points (contre quatre actuellement), soit le moitié du capital, pour les vitesses supérieures de 50 km/h aux limites autorisées. Une modification de la loi serait nécessaire pour qualifier ces infractions de délits passibles des tribunaux, ou pour que les excès de vitesse soient des infractions pouvant entraîner le retrait de la moitié des points. Ramis, mercredi 20 janvier, à MM. Jean-Louis Bianco et Georges Sarre au ministère de l'Équipement, du logement et des transports, le rapport Roché est, par ailleurs, favorable à la définition d'une carte professionnelle pour les chauffeurs routiers. Il propose une harmonisation européenne des codes de la route et des permis de conduire.

DÉFENSE

Un missile de croisière à la française

Suite de la première page

Les Américains considèrent que le Tomahawk classique est une arme de saturation, destinée à surprendre et à submerger toute défense adverse par le nombre des missiles lancés en salve.

A l'heure actuelle, l'armée de l'air et l'armée de terre, en France, ont dans leur panoplie, un missile aéroporté, l'ASMP (air-sol à moyenne portée), à bord des Mirage-IV, Mirage-2000 N et autres Super-Bombardier, qui s'apparentent à un Tomahawk, à ceci près, toutefois, que l'ASMP est uniquement nucléaire, que sa portée n'est que de 100 à 300 kilomètres (selon l'altitude de son largage) et qu'il vole à deux fois la vitesse du son (à la différence du missile américain qui n'est que subsonique).

En 1997, des Mirage-2000 D de la force aérienne tactique (FATAC), puis les Rafale commenceront de recevoir le missile air-sol Apache que les groupes Matra et Aérospatiale mettent au point pour un coût de développement de 2,2 milliards de francs. L'Apache, dont la furtivité (sa discrétion face à un radar) est l'atout majeur, emporte, à vitesse subsonique, des charges qui dispersent des sous-munitions. Par sa navigation inertielle, ce missile, qui a une portée de 130 kilomètres, épouse le relief, pour mieux se dissimuler, à basse altitude.

Sous la pression des industriels, qui proposent des modèles d'armes capotées, les États-majors français réfléchissent à la doctrine

d'emploi d'un missile de croisière de conception originale. De ce point de vue, deux options sont ouvertes.

La première consiste à disposer d'un missile du type dit Super-Apache, qui serait, lui aussi, une arme de saturation et, donc, d'une utilisation massive tant dans la

profondeur du territoire adverse que sur les lignes de contacts. Dans ce cas, l'emploi de cette munition donnerait lieu à des frappes sur une grande échelle, avec l'ambition de désorganiser le dispositif de bataille adverse (neutralisation de bases, de concentrations de forces, d'abris et d'infrastructures). L'avantage du Super-Apache résiderait dans le fait que ce missile est une arme anti-forces pouvant être produite en plus larges quantités et servir à renouveler des attaques contre un même objectif mal ou insuffisamment « traité » du premier coup.

En 1993

Aérospatiale escompte une reprise des ventes d'engins tactiques

Le directeur de la division Aérospatiale-Missiles, M. Jean-Louis Fache, a estimé, mercredi 20 janvier, devant la presse à Paris, que « 1993 doit être l'année de la reprise de la commercialisation » des missiles dans le monde, après une année 1992 où le marché a été en pleine stagnation et où le groupe français a réussi néanmoins à maintenir ses positions.

Le chiffre d'affaires d'Aérospatiale-Missiles en 1992 a atteint 5,6 milliards de francs (au lieu de 4,5 milliards de francs au lieu de 4,8 en 1991). Le carnet de commandes atteint 9,5 milliards de francs, soit vingt et un mois d'activités. C'est la gamme de missiles anti-navires Exocet qui a assuré, avec plus d'un quart du montant global des

contrats, le fonds de commerce en 1992, notamment grâce à des marchés conclus avec les Philippines, la Malaisie, Oman et deux autres clients à l'exportation, dont M. Fache n'a pas révélé la nationalité.

Aérospatiale-Missiles, qui employait en 1992 quelques 5 300 personnes, va réduire ses effectifs, pour les amener à 4 700 à la fin de 1993. M. Fache constate que la division dont il est le directeur est, aujourd'hui, « en plein renouvellement » de ses programmes, avec notamment - dans le secteur des missiles anti-aériens ou antimissiles, qui voient représenter jusqu'à 40 % des marchés mondiaux - la modernisation du missile Roland et la famille de missiles Aster en coopération franco-italienne.

Une autre solution ferait appel à un Super-ASMP, dont la tête explosive serait classique et la portée supérieure à 400 kilomètres. Elle reviendrait à produire, sur le terrain, ce que les États-majors ont d'ores et déjà appelé « un coup de semonce inhibiteur ». Par là, il faut entendre la capacité à obtenir un effet plus stratégique, face à un pays qui devrait consentir des investissements importants pour se mettre hors d'atteinte. Des Super-ASMP n'auraient pas besoin, dans ces conditions, d'être conçus en grande série, puisque l'effet attendu de leur emploi serait atteint par un petit nombre de missiles lancés.

« Une arme de ce type, estime l'amiral Lanza, pourrait, à elle seule, en détruisant un centre de décision ou un objectif stratégique, biter toute volonté d'agression à un adversaire menaçant, en lui révélant sa vulnérabilité. Elle délivrerait un message significatif, à moindre coût humain, et elle constituerait un moyen de pression efficace pour infléchir une politique. »

Quelle que soit l'option arrêtée, l'efficacité des missiles de croisière - surtout dans le cas de l'Apache - dépend de la qualité du renseignement recueilli. Pour être la plus précise possible, la frappe par une telle arme requiert une série de préalables : la constitution des dossiers d'objectifs, la navigation du missile et son guidage en fin de course relèvent de moyens spatiaux dont la France est dépourvue totalement à ce jour, sauf à ne compter que sur le satellite civil SPOT.

C'est pour cette raison que les États-majors français, en la matière, ont émis l'idée que de tels missiles puissent être l'objet d'une coopération au sein de la Communauté européenne.

JACQUES ISNARD

SPORTS

TENNIS : les Internationaux d'Australie

Trois Françaises en huitièmes de finale

Pour la première fois dans un tournoi de Grand Chelem, trois Françaises disputent les huitièmes de finale des Internationaux de tennis d'Australie. Jeudi 21 janvier, Mary Pierce (n° 10) et Nathalie Tauziat (n° 13) ont confirmé leur rang de têtes de série, en éliminant respectivement l'Américaine Lindsay Davenport (6-3, 6-0) et la Finlandaise Nanne Dahlman (6-2, 6-1). La performance du jour a été réussie par Julie Halard-Victor, victorieuse de l'Américaine Zina Garrison-Jackson (6-4, 7-5). En revanche, Isabelle Demongot a été battue par l'Australienne Nicole Provis (6-1, 6-2).

Dans le tournoi masculin, où aucune surprise n'a été enregistrée, Guy Forget a disposé de l'Australien Jamie Morgan (6-3, 6-2, 6-2) et Guillaume Raoux a été battu par l'Américain Jim Courier (6-4, 6-3, 6-4).

AUTOMOBILISME : le championnat 1993 de formule 1

Williams-Renault en liste d'attente

Les deux Williams-Renault d'Alain Prost et de Damon Hill ne figurent pas sur la liste des voitures engagées dans le championnat du monde 1993 de formule 1 automobile publiée jeudi 21 janvier. Malgré une présence ininterrompue en formule 1 depuis 1975, Frank Williams avait fait parvenir sa demande d'engagement à la Formula One Constructors' Association (FOCA) et non à la Fédération internationale du sport automobile (FISA), comme le prévoit le règlement. La demande d'engagement n'est parvenue à la FISA que le lundi 16 novembre, au lendemain de l'expiration des délais.

Pour être « repêchée », l'équipe Williams-Renault, championne du monde en titre, doit désormais obtenir l'accord de toutes les autres équipes. Or, selon Frank Williams, deux équipes refusent d'admettre cet engagement, pour le contraindre à « faire des concessions concernant la limitation des technologies avancées, ainsi que l'utilisation de la roue de neutralisation pour des raisons autres que sécuritaires ». Ces mesures avaient été réclamées par Bernie Ecclestone, directeur de la FOCA, pour réduire les écarts entre les équipes et rendre les grands prix plus ouverts.

Partenaire de Williams, Renault refuse toutefois de dramatiser la situation et fait référence à l'article 5 de la convention européenne sur la « computation des délais », qui prévoit que lorsqu'un délai expire un dimanche il est prolongé afin d'englober le premier jour ouvrable suivant.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Infraction au code de l'urbanisme au cap d'Antibes

Les dépassements de surface de la « villa Pellerin »

M. Alain Aubert, fondé de pouvoir du promoteur parisien Christian Pellerin, a été récemment inculpé par M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction à Grasse, d'infraction au code de l'urbanisme. En tant que gérant d'une SCI, M. Aubert est accusé d'avoir construit, sans permis, un « palais » semi-enterré de 1 650 mètres carrés lors du réaménagement d'une villa au cap d'Antibes, surnommée par les riverains « villa Pellerin ». Une affaire qui défraie le chroniqueur sur la Côte d'Azur et qui pourrait s'ajouter aux autres mésaventures récentes de M. Pellerin, toujours inculpé dans le dossier de la Tour BP de la Défense et dans celui des délits d'initiés de la Société générale.

NICE

de notre correspondant régional

Le 29 avril 1987, la SCI Chemin du cap, officiellement gérée par M. Alain Aubert, mais derrière laquelle se profile M. Christian Pellerin, achète à une vieille dame, Mme Germaine Saffian, une propriété de 17 498 mètres carrés, située en bord de mer, dans l'anse de l'Argent-Faux, à l'extrémité du prestigieux cap d'Antibes. Sur cette propriété est bâtie une maison en mauvais état d'environ 250 mètres carrés, surplombée par le phare de l'Îlette. Pour la petite histoire, Mme Saffian a traité avec un intermédiaire sans scrupule, M. Antoine Lozano, qui détournait, à son profit, une bonne partie du montant de la vente (7,7 millions de francs) et sera condamné, plus tard, pour ces faits, à trois ans de prison.

A cette date, et depuis 1976, tout le secteur du cap d'Antibes est, alors, inconstructible. Mais les acheteurs n'ignorent pas que le POS (plan d'occupation des sols) d'Antibes n'est mis en révision et qu'il prévoit une extension du bâti de 30 %. En mars 1988, à l'issue de l'enquête publique, le nouveau POS sera, en effet, approuvé par le conseil municipal d'Antibes. Le 3 octobre suivant, la SCI dépose une demande de permis de construire pour le réaménagement complet de la villa. Après instruction par les services de l'équipement, le permis sera accordé, dans des délais plutôt brefs, le 18 janvier 1989. Il permet à la SCI de reconstruire l'existant avec un boni de 72 mètres carrés. De plus, l'ombre portée de la construction étant susceptible de gêner le fonctionnement du phare de l'Îlette, le ministre de la mer a donné son accord pour le rabaissment de l'ouvrage d'une hauteur de 4 mètres.

Au détour de l'affaire Claude Muller

Assez vite, cependant, les riverains constatent que les travaux prennent une ampleur suspecte. Dans le courant de 1990, ils saisissent le préfet des Alpes-Maritimes de l'époque, M. Yvan Olivier, qui, en décembre, ordonne une enquête des services de l'équipement. Ceux-ci constatent alors les mêmes dépassements, modestes, de 73 mètres carrés de surface hors œuvre nette (SHON) pour le bâtiment principal. Ils relèvent, également, diverses autres irrégularités, dont la création d'un logement de gardien de 77 mètres carrés en lieu et place d'un parking et la construction illégale d'un garage de 130 mètres carrés de surface brute. L'affaire sera réglée par un permis modificatif délivré le 9 juillet 1991 avec l'avis favorable des divers services concernés.

Personne ne se doute encore de la monumentale supercherie commise par la SCI. Elle sera découverte après l'ouverture, fin 1992, d'une information judiciaire concernant l'affaire Claude Muller. Ce promoteur cannaise, beau-père de M. Pellerin, est écroué le 8 décembre 1992, sous l'inculpation d'escroquerie, pour avoir surfacturé le prix d'une villa destinée au chef du gouvernement du Qatar (le Monde du 11 décembre 1992). Le juge d'instruction, M. Murelano, magistrat connu pour sa pugnacité, apprendra incidemment qu'un très important dépassement des droits à construire a été commis lors de la reconstruction de la villa de l'Îlette, surnommée « villa Pellerin », et revendue, en octobre 1992, pour 35 millions de francs, à la Société fondatrice du basket méditerranéen, gérée par M. Muller.

Le jeudi 7 janvier, les agents de la direction départementale de l'équipement (DDE), accompagnés par des enquêteurs du SRP de Nice, se rendent sur place. Ils ont beau inspecter les lieux, ils ne décèlent rien d'anormal. Le lendemain, le juge Murelano, flanqué d'un représentant du parquet, des mêmes agents de la DDE et des policiers, décide de se transporter lui-même au cap d'Antibes. Cette fois, un riverain bien informé sert de guide. Sur ses indications, la petite troupe découvre une trappe de 1 mètre de hauteur et de 70 centimètres de largeur, dissimulée par des cyprès en bacs dans l'espace gazonné entourant la villa.

2 300 mètres carrés au lieu de 403

En dessous, s'étend une vaste construction à demi enterrée de 1 650 mètres carrés de superficie, fermée, sur la mer, par un mur en parpaings qui, de l'extérieur, paraît servir de soutènement. Pour créer

davantage l'illusion, ce mur, fraîchement peint, est agrémenté, sur sa partie visible, de plusieurs niches encastrées où ont été installées des statues et des vasques. De toute évidence, ce mur aurait dû, ultérieurement, être abattu, pour permettre à la lumière d'entrer par sept larges baies vitrées, provisoirement aveuglées, pratiquées sur la façade ouest. A l'intérieur, certaines pièces sont encore « brutes de décoffrage ». Mais d'autres sont déjà carrelées et en cours d'aménagement. D'après les plans d'exécution trouvés sur place, il a été prévu une galerie d'art, divers salons, un sauna, un jacuzzi en mosaïque, une salle de cinéma, une salle de billard, etc. L'ensemble de ces locaux devait être relié par un ascenseur à l'étage supérieur — le rez-de chaussée « émergé ».

Dans la foulée, les agents de l'équipement ont également relevé d'autres anomalies par rapport au permis modificatif du 9 juillet 1991. Le logement du gardien, par exemple, a encore été agrandi de 44 mètres carrés, une loggia a été fermée (133 mètres carrés supplémentaires) et 185 mètres carrés ont, à nouveau, été gagnés sur le garage. Au total, la villa, qui devait représenter une superficie de 403 mètres carrés, avoisine maintenant les 2 300 mètres carrés. Sans compter le parking souterrain de 315 mètres carrés sans autorisation. Une tricherie énorme, comme on en voit peu sur la Côte d'Azur, où on se poutant habillé aux entours de la construction.

Le juge Murciano devait entendre, prochainement, d'autres protagonistes, dont l'architecte cannaise. Et déterminer quel a été le véritable commanditaire des travaux.

GUY PORTE

La mise en liberté sous caution de l'ex-PDG de RMO

Les « naïvetés » de Marc Braillon

Après son inculpation pour abus de biens sociaux, détournement de fonds, exercice illégal de l'activité de travail temporaire et son incarcération à la prison de Varces (Isère) pendant quarante-sept jours, M. Marc Braillon, ancien PDG de la société RMO, a retrouvé la liberté mercredi 20 janvier (le Monde du 22 janvier). L'enquête menée par la brigade financière de la police judiciaire de Grenoble et le juge d'instruction, M. Elisabeth Servoin, a mis en évidence les curieuses pratiques de ce « patron » peu ordinaire.

GRENOBLE

de notre correspondant

L'ex-PDG grenoblois, ancien « champion » du sponsoring sportif, a accumulé d'étonnantes « performances » depuis la liquidation de son groupe, RMO SA (1), le 6 août 1992. Le juge d'instruction a exigé le versement d'une caution de 4 millions de francs pour prononcer la remise en liberté de M. Braillon. Un montant record pour le tribunal de Grenoble. M. Braillon, qui, selon les enquêteurs, « avait misère derrière les barreaux de sa prison », ne devrait pas cependant remonter de siennes difficultés pour réunir le reste de la somme. Avant de mettre en chômage forcé plusieurs milliers de salariés, il aurait en effet organisé sa reconversion dans le monde des affaires en faisant racheter, par l'intermédiaire de membres de sa famille ou de proches collaborateurs, les filiales les plus prospères de son empire aujourd'hui disparu.

Pendant la courte période où RMO SA fut en règlement judiciaire — le dépôt de bilan de la société est intervenu le 30 juillet 1992 et la liquidation huit jours plus tard — le tribunal de commerce de Grenoble autorisa la vente d'un certain nombre de sociétés filiales dont Rapid secrétariat, Qualitra et la Société européenne de sélection, implantées à Paris. Ces opérations auraient été réalisées en accord avec M. Braillon, qui s'appropriait, juste avant son incarcération, le 3 décembre 1992, à être remboursé par certaines d'entre elles. Le liquidateur de la société RMO a fait récemment appel des ordonnances de cession des filiales étrangères au Maroc, au Brésil et au Luxembourg prononcées par les juges. Il souhaite savoir de quelle manière M. Braillon a pu reprendre

possessions indirectement de certaines de ces entreprises.

Ses avocats rejettent en bloc l'ensemble de ces accusations. Ils affirment que la remise en liberté de leur client prouve que l'enquête n'appuie pas la preuve de faits délictueux. « M. Braillon n'a pas organisé systématiquement son insolvabilité », reconnaît en effet un magistrat. Ce patron était tellement sûr de lui qu'il n'a pas vu venir la catastrophe qui se profilait. Les investigations policières révèlent cependant qu'au cours des premiers mois de l'année 1992 il a tenté, dans la précipitation, de sauver une partie de l'empire qu'il créa il y a vingt-huit ans et qu'il ne voulait à aucun prix partager, malgré les offres alléchantes qui lui furent faites au cours de l'année 1991.

Finalement, au mois d'avril 1992, il répondra favorablement aux propositions de deux escrocs agissant pour le compte d'investisseurs du Moyen-Orient, un « faux prince arabe », M. Eham Zantba, et M. Mohamed Resa Hanaoui, qui, selon les services de police français, aurait eu des liens avec des cadres terroristes iraniens. Il leur confie une somme de 5 millions de francs destinée à débiter un prêt bancaire personnel de 100 millions et une participation à hauteur de 50 millions de francs dans le capital de RMO SA.

Le cheminement compliqué de l'argent

Marc Braillon ne vit rien venir en retour et l'argent qu'il versa devait disparaître. « Avec sa complicité », affirment les milieux de l'enquête, « Absolument pas », répondent ses avocats puisque 75 000 francs ont été restitués à l'ex-PDG, qui les a remis aussitôt entre les mains du liquidateur. « Le jour où l'on rencontre des problèmes on peut se montrer naïf et faire tout ce qu'on peut pour sauver son entreprise », plaide l'un de ses conseils.

L'analyse des trente-cinq sociétés du groupe RMO a également permis de mettre au jour l'existence d'un compte bancaire dans un établissement de Marseille qui aurait été alimenté à partir du siège de la société situé à Meylan (Isère). Les 5,5 millions de francs qui s'y trouvaient auraient pu servir de « caisse noire » aux agences RMO de la Côte d'Azur. Elle aurait pu ainsi financer certaines activités illégales du groupe, comme le versement de rémunérations à des travailleurs clandestins.

Enfin les investigations des magistrats et des policiers portent sur les investissements réalisés par l'ex-PDG de RMO dans le sponsoring sportif. L'automobile, le football, la voile, la boxe, le cyclisme, et bien d'autres sports encore, servent de support à la société de travail temporaire pour promouvoir son image et celle de son foudroyant PDG. Le cheminement de l'argent dépensé — 20 millions de francs en 1989, le double l'année suivante et autant en 1991 — est souvent compliqué, parfois même très obscur. A partir de 1990, cette politique dépensière a probablement contribué à la chute du groupe RMO.

CLAUDE FRANÇILLON

(1) Le chiffre d'affaires du groupe, qui selon les experts accusés un passif de 1,1 milliard de francs doit de 2 milliards de francs en 1991: 600 salariés permanents et près de 15 000 infirmières travaillant dans l'entreprise au mois de juillet 1992.

o M. Paul Legatte remplace Jean Pined au CSM. — M. Paul Legatte, conseiller d'Etat honoraire, est nommé membre du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), en remplacement de Jean Pined, décédé, indique un décret du président de la République publié mercredi 20 janvier au Journal officiel. M. Legatte, âgé de soixante-seize ans, a été le médiateur de la République de 1986 à 1992. Nommé maître des requêtes au Conseil d'Etat en 1954, il a été un proche collaborateur de Pierre Mendès France entre 1954 et 1967.

o L'extradition d'un chef présumé de la Mafia examinée à Aix-en-Provence. — La demande d'extradition de M. Domenico Libri, l'un des chefs présumés de la N'Drangheta, la Mafia calabraise, a été examinée, jeudi 21 janvier, par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence qui rendra son avis le 27 janvier. A la suite de son arrestation, en septembre 1992, sur l'aéroport de Marseille, M. Libri, cinquante-neuf ans, avait été placé sous écrou extraditionnel à la demande des autorités italiennes. A deux reprises, en 1990 et en 1991, cet ancien entrepreneur avait été condamné par contumace à dix ans de prison par la cour d'assises de Reggio-Calabre, en Italie, pour « association criminelle de type mafieux ».

Un officier condamné à huit mois de prison avec sursis après la mort d'un appelé

Le commandant Gérard Haury a été condamné à huit mois de prison avec sursis et trois sous-officiers, Jean-Marc Deu, Philippe Cerne et François Burguin, à quatre mois avec sursis par le tribunal de Landau (Allemagne) pour « homicide involontaire » après la mort accidentelle, en 1988 d'un appelé, Alexis Valtan, au cours d'un exercice au 51^e régiment d'artillerie de Wittlich. Un médecin militaire et un autre appelé ont été relaxés. Le procureur avait reproché aux cadres du régiment d'avoir transformé en marche forcée un exercice d'évaluation individuelle, alors que Alexis Valtan, souffrant, n'aurait pas eu de symptômes d'un grave malaise. — (AFP)

o Inculpation de Jean-Claude Romand, meurtrier présumé de sa famille. — M. Jean-Claude Romand, meurtrier présumé de cinq membres de sa famille à Prévestin-Moens (Ain) et Clairvaux-Lacs (Jura), s'est vu notifier jeudi 21 janvier son inculpation sur son lit d'hôpital. Une information avait été ouverte lundi dernier par le parquet de Bourg-en-Bresse, concernant les meurtres de Florent Romand, de ses deux enfants, Antoine et Caroline, et d'Aimé et Anne-Marie Romand, les parents de Jean-Claude Romand, époux de Florence (le Monde du 13 janvier). Trouvé inanimé dans sa maison en feu dans la nuit du 10 au 11 janvier, Jean-Claude Romand est soupçonné d'être l'auteur des meurtres. Les enquêteurs ont découvert qu'il avait trompé pendant douze ans les siens, qui le croyaient médecin et chercheur à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), alors qu'il n'était ni l'un ni l'autre. Par maintes emprunts d'importantes sommes d'argent et mené des activités qui n'ont pas été éclaircies.

DÉFINI NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION

QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

Cela peut paraître idiot, mais pour moi, un petit juge, c'est une grosse affaire. Une dame autoritaire, symp, genre Simone Signoret, trônant, souveraine, dans un bureau encombré, plutôt crade, sorti d'une page de Balzac illustrée par Daumier, ou d'une série télévisée. Enfin, c'était...

Hier, je sors du métro à Bobigny-Pablo-Picasso... Pardon, monsieur, le tribunal de grande instance, c'est où ? C'est là ! Je lève les yeux et je vois un énorme palais de verre aux arêtes bleues, lucifère, ultra-moderne. Disneyland à La Celle-Saint-Denis. L'enquête sur l'affaire magistrats instructeurs contre chancellerie, je m'en charge. Et je m'installe dans un superbe cabinet design, entièrement vitré, devant une adorable jeune femme, elle tient à garder l'anonymat, visage rond, cheveux courts, voix douce et main ferme. Pas furieuse, pas du tout. Pee heureuse. La réforme du code de procédure pénale l'a incitée à demander, avec ses treize collègues, à être déchargée de ses fonctions. Alors, prête à répondre à mes questions ?

— Oui, oui. Allez-y, instrui-

poursuivis, au risque de les voir s'éparpiller dans la nature, vous en pensez quoi, exactement ? — Ben... Même si ça ne s'applique pas au terrorisme et au trafic de stupéfiants, là, aussi, le texte de la loi n'est pas clair, on n'est pas à l'abri d'une erreur d'appréciation. Ou d'une tricherie : la police sera tentée de dire qu'il n'y a pas assez de charges précises et concordantes pour poursuivre. Sinon, bonsoir les armes, les preuves et les indices !

Vous ne seriez pas un peu jalouse de vos prérogatives ? Vous n'avez plus l'initiative de la mise en détention.

— On s'en passe ! Libre à un magistrat et à deux échevins, traduisez deux jurés, d'envoyer les gens en prison pendant l'instruction. Reste à savoir s'ils sont les meilleurs juges de la situation. Mais qu'on ne nous oblige pas, c'est aberrant, à décerner le mandat de dépôt ! On nous enlève la responsabilité et on nous laisse le contentieux. Avec tout le travail qu'on a ! Vous savez combien de dossiers j'ai traités l'an dernier ? Cent quatre-vingts.

— Passons à votre emploi du temps. Qui est-ce que vous faisiez mercredi après-midi ?

Mme le juge



PANCHO

seul ! A charge et à décharge, attention ! Simplement une précision : je n'appartiens à aucun syndicat, à aucune association.

— Bon, OK. Dites voir, ce gros malaise, dans un cadre pareil, on eût dû mal à y croire.

— Pourquoi ? Au contraire ! On est là, enfermés dans un espace d'ascenseur-bunker, au milieu de crânes défavorisés, à très forte délinquance, Drancy, Monfermeil, La Courneuve, sans parler de Roissy, plaques tournantes du trafic de drogue pratiqué par des étrangers le plus souvent sans papiers. Et on est continuellement confronté à des cas sociaux qu'il s'agit de trancher, comme un chirurgien appelé trop tard, une jambe gangrénée. On dit que la justice fonctionne mal, mais est-ce que c'est au pénéral de contrôler le flux migratoire ?

— Vous n'êtes quand même pas opposée à une loi destinée à élargir, à garantir les droits de l'inculpé... non, de l'examiné... On s'y perd...

— Je suis pour ! Mille fois pour ! Pour la présence d'un avocat pendant la garde à vue, encore qu'un simple coup de fil à la famille puisse torpiller une perquisition. Pour l'accès permanent de la défense aux dossiers. Pour le travail en équipe quand il s'agit d'affaires difficiles, compliquées. C'est déjà le cas, d'ailleurs, on en discute entre nous, on n'arrête pas. Le problème n'est pas là.

Son greffier, elle est charmante, le portrait de Nicole Garcia, confirme. Sa plainte du manque d'effectifs, de moyens et du surcroît de paperasseries tatillonnes, inutiles, entraîné par la réforme. Et s'en va une pile de procès-verbaux sous le bras. Je poursuis mon interrogatoire :

— Et les lettres recommandées envoyées aux suspects pour leur dire qu'ils vont être

— Une confrontation. J'ai convoqué un inculpé dans une affaire de drogue, son conseil, cinq témoins et un policier qui s'est infiltré dans le réseau. Ça a duré des heures !

— Il arrive qu'ils s'engoulettent entre eux ?

— Et comment ! Ils sont même carrément violents. Faut les laisser se défouler. La vérité peut jaillir de ces affrontements.

— Vous sortez souvent d'ici ?

— Encore assez, oui... Reconstructions. Auditions d'inculpés hospitalisés, vérifications. Je pense à une femme qui a tué son mari parce qu'il la battait à mort. Elle prétendait qu'il y avait encore du linge plein de sang dans sa machine à laver. On y est allé voir.

Exact. Elle était en détention préventive. J'ai estimé, seule, en mon âme et conscience, qu'on pouvait la libérer. On ne me fait plus confiance ? On m'oblige à appliquer une loi bâclée, inapplicable ? Je préfère passer aux affaires matrimoniales.

Je suis allée poursuivre mes investigations à la cour d'assises. D'une box, deux grands gaillards accusés, eux à la clé, d'un braquage. Au cours de l'instruction, le juge a constaté qu'ils étaient couverts d'ecchymoses. L'expert médical a confirmé. Le commissaire, appelé à la barre des témoins, ne voit pas de quoi il peut s'agir.

A mon avis, ils ont dû tomber dans l'escalier ! Au fond, vous avez peut-être raison, Mme le juge. Un magistrat-enquêteur inamovible, intouchable, totalement indépendant face aux pouvoirs politique et policier, un petit artisan dans l'énorme complexe judiciaire, ça eût été bon !

CULTURE

CINÉMA

La honte

Comment un mauvais cinéaste atteint l'indignité

VENT D'EST
de Robert Enrico

Elle doit pourtant être intéressante, cette histoire d'une armée russe engagée aux côtés de la Wehrmacht sur le front de l'Est, et qui se réfugie au Liechtenstein lors de la chute du Reich. Elle devrait même être spectaculaire, l'irruption de ces vaincus, volontaires anticomunistes et mercenaires, accueillis à contrecoeur par la petite principauté neutre, hors du temps comme un décor de théâtre. Ses notables, ses hobereaux et ses paysans se retrouvent soudain au centre des manœuvres des grandes puissances, entre l'ingénierie soviétique de récupérer ses « citoyens » (pour le funeste destin qu'on imagine) et les tentatives des Occidentaux de récupérer ces soldats aguerris, et bien informés, sans méconnaître leur allié Staline.

Quelques séquences de *Vent d'Est* suffisent pour comprendre qu'on n'apprendra rien, qu'on ne verra rien. Dans un salmigondis de scènes « significatives » et surjouées, filmées avec une lourdeur et une platitude imperturbables, assaisonnées d'une musique illustrative jusqu'à la caricature, un improbable caravansérail de comédiens aux nationalités sans rapport avec les personnages qu'ils sont censés interpréter exécutent les prévisibles pantomimes du face-à-face entre le politicien libéral et le conservateur, de l'idylle entre le soldat

étranger et l'accorte paysanne locale, de « la guerre gross malheure », etc. Tout cela ne ferait qu'un « film », ou plutôt un médiocre condensé d'une médiocre série télé, oubliable aussitôt vu. Mais Enrico, pris dans son mécanisme dramatique simpliste, est amené à faire de ses soldats vaincus de braves gars en face des méchants Russes. Jusqu'à la « grande scène », celle-ci malheureusement mémorable, de l'affrontement entre le général de l'armée vaincue et le dignitaire soviétique.

On se contenterait de rire du concours de grimaces entre Malcolm McDowell et Wojtek Pszoniak, grands spécialistes du genre, si cette scène ne présentait comme un héros, et un héros sympathique, un officier en grand uniforme nazi, qui déclenche quelques bobines plus tôt avoir nettoyé le ghetto de Varsovie. « Mais dans l'honneur », ajoutait-il, avant d'admettre que d'ailleurs il n'y restait plus grand monde. On ne sera guère surpris, à la dernière séquence, de voir Robert Enrico filmer un massacre dans un talent de publiciste pour cosmétique.

L'unique mérite de *Vent d'Est* est de confirmer que la coïncidence entre la nullité de la mise en scène et l'indignité du propos n'est pas fortuite, et que, plus visiblement sur pareil sujet, un mauvais cinéaste en arrive « naturellement » à l'ignoble.

JEAN-MICHEL FRODON

Un Chinois à Tokyo

ABOUT LOVE, TOKYO
de Mitsuo Yanagimachi

Pourquoi le titre de ce film japonais, consacré au (mauvais) sort des étudiants chinois dans la capitale nipponne, est-il en anglais ? C'est le mystère du mystère de l'étrange entreprise d'un des jeunes réalisateurs les plus remarquables du Japon actuel, découvert en Occident avec l'impressionnant *Les Feux de Himatsuri*, mais également auteur des mémorables *Plan de ses dix-neuf ans* et *Adieu à la terre natale*.

Cinéaste attentif aux traumatismes sociaux de son pays, Yanagimachi s'intéresse au sort des immigrés asiatiques, de plus en plus nombreux au pays du yen, et de plus en plus maltraités. Avant de déclencher sa caméra, il a étudié de près la communauté chinoise de Tokyo, travaillé avec certains de ses membres. Point de départ d'un film à la fois précis et inventif, émouvant, où un étudiant

de Pékin obligé de travailler aux abattoirs sert de guide dans un monde à part, croqué avec force et sensibilité. Quand le jeune homme tombe amoureux d'une compatriote « japonisée », se mettent en place les rapports complexes de baines anciennes et modernes, mais de connivence aussi, qui règnent entre les deux grands peuples asiatiques.

Ce film-là, le début de *About Love, Tokyo*, est excellent, évidente confirmation du talent de son metteur en scène. Pourquoi faut-il que le cinéaste choisisse d'y mêler une conventionnelle histoire de gangster ? Yanagimachi semble avoir craint d'être trop simple. En mélangeant les genres, il tente un exercice de virtuosité du récit, aussi nombreux dans son principe que décevant dans sa réalisation. L'émotion se perd, et la vérité des personnages et des situations, parasitées par ce coup de force « autiste », qui est en fait un coup de faiblesse.

J.-M. F.

Le gouffre des interdits

CANDYMAN
de Bernard Rose

Candyman est un fantôme. Fils d'esclave, il fut, de son vivant, très beau, intelligent, peintre de talent. Et puis il y a eu cette folie avec une jeune blanche de la haute bourgeoisie. On ne sait pas ce qu'est devenue la fille. Lui, la main tranchée, le corps enduit de sucre, a été livré aux abeilles. Aujourd'hui encore, il hante la ville et tue. C'est du moins ce que l'on raconte, quand on trouve un cadavre ouvert sur toute la longueur du torse, en une seule blessure.

Virginia Madsen prépare une thèse et s'intéresse aux « légendes urbaines ». De même son mari (Keanu Reeves), professeur d'université légèrement cavalet, il a une liaison avec une élève, Virginia Madsen s'en doute mais préfère penser à autre chose. A Candyman (Tony Todd) qui la poursuit, et qu'elle poursuit à seule fin de nier son existence. Cette

chasse à la mènère dans des mondes insolites et meurtriers.

Le scénario de Candyman, tiré d'une nouvelle de Clive Barker, est classique, les histoires de revenants vengeurs ne se comptent plus. Soignée et sans danger, la mise en scène de Bernard Rose manifeste une certaine discrétion, et même une certaine séduction, dans les effets d'épouvante. Presque jusqu'à la fin, qui trahit et passe à côté du lyrisme trop visiblement recherché, le film tient en haleine grâce, surtout, à ses personnages, et aux interprètes qui les incarnent.

Plus dangereux que Freddy, le griffu de Wes Craven, surgi dans les cauchemars des adolescents, Candyman, l'homme au crochet saignant, vit dans les rêves de femmes insatisfaites, qui ne reconnaissent plus les frontières du bien et du mal. Souhaitons-lui de garder son mystère, espérons que son aventure demeurera sans suite.

COLETTE GODARD

Etre juif en Suède

FREUD QUITTE LA MAISON
de Susanne Bier

On l'appelle Freud parce qu'elle suit des études psy. Elle est jeune, pas jolice, et juive, avec un sens du sacrifice très développé. Elle a tout compris, mais ça ne l'empêche pas de souffrir. Sa mère, qui a fui l'Allemagne, fuit à présent ses souvenirs dans une attitude puérile. Son père même à la faillite le magasin de brocante familial, porte sur la vie son doux regard délibérément myope, et raconte à tout propos des histoires drôles déjà usées au temps où Moïse traversait la mer Rouge. Il y a aussi un frère bonhomme qui habite la Floride, une sœur qui est épousée en Israël un juif orthodoxe.

Famille typique – avec tout ce qu'il faut de rapports exaspérants – attendrissants – même pour l'anniversaire de la mère, laquelle se

meurt d'un cancer. Famille en voie de désintégration, et qui déjà se trouvait en position instable. *Freud quitte la maison*, premier long métrage de Susanne Bier est suédois et se passe en Suède. Pour être juif dans ce pays, il faut pouvoir assumer une façon de vivre opposée à la tradition – d'ailleurs mal acceptée.

Susanne Bier montre des personnages empêtrés dans leurs contradictions, et qui se débattent. Elle met en lumière le côté artificiel de leurs relations pour mieux faire ressentir leurs sincérités. Elle le fait avec tendresse et ironie, avec un charme certain. Dommage qu'elle ne sache pas encore raconter une histoire, qu'elle s'embrouille entre symbole et onirisme. Mais c'est tout juste un manque d'habitude.

C. G.

THÉÂTRE

La farce du cœur



Marcel Maréchal et Françoise Fabian dans « Filumena Marturano »

FILUMENA MARTURANO
du Théâtre national de Chaillot

Les bonbons acidulés napolitains, les dragées napolitaines, sont les plus colorés du monde. Toutes les couleurs du spectre y passent. Ça qui n'a pas égayé le caractère du fabricant confiseur Domenico (Marcel Maréchal), qui a toujours refusé d'épouser sa tendre amie, Filumena, une ancienne respectueuse (Françoise Fabian). A court d'argumentaire, après une sauterie, « J'allais t'épouser », s'écrie-t-il, désespéré. Ça qui la ramène à la vie.

Mariage immédiat, et c'est là que l'honneur commence. Le miracle du théâtre d'Eduardo de Filippo, c'est que ses farces populaires, qui mettent tous les publics au comble de la joie, ont du même coup une dimension d'intelligence et de cœur et une chaleur d'émotion, qui sont peut-être – pourquoi pas ? – une spécialité de Naples, comme la polychromie des paatillas à la menthe. Créée à Marseille (le Monde du 6 juin 1992), Filumena s'installe à Chaillot.

M. C.

► Sallâ Gémier, du mardi au samedi à 20 h 30, Dimanche à 15 heures, Relâche le 23 janvier. Samedi 6 février à 14 h 30. Jusqu'au 13 mars. Tél. : 47-27-81-15.

ARTS

Morellet, de la géométrie au baroque

Le peintre fait une entorse à ses principes pour mieux y revenir

FRANÇOIS MORELLET
à la galerie Durand-Dessert

En 1958, François Morellet ouvrit un annuaire de téléphone. Les chiffres pairs et impairs qu'il y trouva lui permirent de déterminer la disposition sur trois panneaux de bois d'une série de triangles. L'œuvre est aujourd'hui conservée au musée de Grenoble. Le 30 novembre 1992, François Morellet reçoit un huissier. L'officier ministériel offre, on va le voir, un incontestable avantage par rapport aux critiques ou à l'historien d'art : il a conservé un art de la description qui nous fait défaut depuis Denis Diderot.

Le constat dressé par M. Nicolas ouvre le catalogue de l'exposition chez Durand-Dessert, consacrée à deux séries, *Relâches* et *Free-Vol*. On y découvre « que le concept à partir duquel cette série (il s'agit de *Relâches*) a été réalisée consiste à disposer des « angles droits » sur une

surface plane (le tableau) d'après le principe du jeu de bataille navale, les coordonnées étant fournies rigoureusement par les chiffres aléatoires d'un annuaire de téléphone ».

Ainsi, trente-quatre ans après, Morellet récidive devant témoins, et l'on mesure, avec ses œuvres récentes, le chemin parcouru. A dire vrai, elles sont une rétrospective à elles seules. La série *Relâches* est surprenante pour ceux qui avaient connu le travail abstrait, géométrique de Morellet. Le peintre, qui passe pour un minimaliste rigoureux, propose huit grands tableaux, mêlant les couleurs les plus vives aux tons les plus discrets, composés de lignes filaires dans toutes les directions et d'harmonies d'une franchise gaie mais pas toujours exemptes d'une très contemporaine vulgarité. François Morellet est devenu baroque.

Mais l'œuvre – position, inclinaison et couleur – obéit strictement aux chiffres extraits de la page 313 de l'annuaire du Maine-et-Loire, où figurent les coordonnées de l'artiste. Tout le paradoxe de l'exposition est là, qui rend l'artiste si attachant : une démarche systématique conduite avec un sérieux extrême à laquelle la règle du hasard donne le coup de pouce qui lui fait rejoindre l'ironie, l'humour « bénaurme ».

L'autre série, moins démonstrative, s'intitule *Free-Vol*. Si *Relâches* est une triple allusion à Picabia, à l'interruption momentanée d'une suite de représentations théâtrales et à un état général du corps et de l'esprit, *Free-Vol* est un jeu de mots bilingue réservé aux Français. Les œuvres, construites selon la même règle que *Relâches*, ne sont composées que de deux éléments : un tableau toujours blanc et un seul angle droit coloré ou pas, dont une partie est sortie dans l'épaisseur du panneau. Plus simple que *Relâches*, *Free-Vol* n'en crée pas moins un puissant effet plastique. Suivez un des angles droits : dès qu'il s'échappe du plan du panneau, sa couleur pulse et sa section paraît se

dilater. Mais Morellet n'est pas exempt d'une certaine coquetterie : lorsqu'il se relâche et déclare devenir frivole, c'est pour mieux faire un retour sur son œuvre passée. Les tableaux-reliefs actuellement présentés sont un avertissement et un résumé (le terme « digest » serait plus approprié) de recherches précédentes.

Une remarque, pour terminer : la dernière œuvre de *Relâches* est constituée de deux bandes de toile peinte qui recouvrent en partie des éléments en saillie. De face, l'effet est réussi et forme un angle droit impeccable. Mais, de côté, les bandes sont déformées par les reliefs. Le minimaliste Morellet a réinventé, en toute bonne foi, l'une des plus grandes contraintes imposées par la perspective illusionniste de la Renaissance.

Il assigne au spectateur une position fixe par rapport à l'œuvre. Du respect de cette obligation, et de lui seul, naît la géométrie. Transgressez-la et vous découvrirez un Morellet débridé, lyrique et baroque. Dans les deux cas, le plaisir est complet.

HARRY BELLET

► Galerie Durand-Dessert. Tél. : 48-06-82-23, jusqu'au 6 mars.

Mort de Pierre-André Benoit

L'imprimeur d'art Pierre-André Benoit est décédé, le 20 janvier, à l'hôpital de Montpelliér, où il avait été admis pour des problèmes cardiaques. Il était âgé de soixante et onze ans.

Né à Alès en 1922, Pierre-André Benoit s'essaye, dans sa jeunesse, à la poésie et au roman. Echecc cuisant mais déterminant qui le décide à devenir éditeur. Très vite, il s'affirme comme un véritable artisan-artiste, amoureux de son métier et à l'écart de toutes les modes. Fréquentant de nombreux poètes, il finit par renouer avec l'écriture. « Je suis l'auteur le moins connu de France et le plus illustré par Picasso et Braque », déclarait-il avec humour. En effet, ami des écrivains et peintres les plus célèbres, il publia des textes rares de Paul Claudel, René Char, Marcel Jouhadreau notamment, illustrés par Braque, Miro, Picasso, Picabia. Ernest et plus récemment Pierre Alechinsky, Jean Cortot et James Guittet.

Au total, plus de cent signatures du monde des arts et des lettres auront collaboré à cette œuvre qui compte près de huit cents ouvrages précieux, tirés le plus souvent à quelques dizaines d'exemplaires seulement.

DANSE
THEATRE DE LA VILLE DE PARIS
ANNE TERESA DE KEERSMAEKER
26, 27, 29 ET 30 JAN. 20H30
Rosas danst Rosas
DU 2 AU 6 FEV. 20H30
Erits
création pour 10 danseurs
2 PL DU CHATELET 42 74 22 77

1873 - 1963 - 1993 **MEDRANO**
de retour au **CASINO DE PARIS**
avec **Le CIRQUE de St.PETERSBOURG**
"La Russie des Légendes"
Du 9 avril au 2 mai LOCATION VIRGIN-MEGASTORE - 3 FNAC
Toutes annonces et Casino de Paris - Tél. : 49 65 89 55
Ville de Valence Région Nord-Pas de Calais

ANGERS
DU 22 AU 31 JANVIER 1993
CINQUIEME EDITION
PREMIERS PLANS
DU 22 AU 31 JANVIER 1993
CINQUIEME EDITION
SELECTION OFFICIELLE
51 FILMS INEDITS
14 PREMIERS LONGS METRAGES EUROPEENS
7 PREMIERS COURTS METRAGES EUROPEENS
30 FILMS D'ECOLES EUROPEENNES DE CINEMA
RETROSPECTIVE
LOOK BACK IN ANGERS : 10 ANS - 33 FILMS DU CINEMA BRITANNIQUE
PREMIERS SCRIPTS POUR PREMIERS PLANS
LECTURES PUBLIQUES DE CINQ SCENARIOS DE PREMIERS LONGS METRAGES
COLLOQUE PUBLIC
1993 LE GRAND MARCHE
QUELQUES OUVERTURES POUR LA DIFFUSION D'UN FILM EUROPEEN
Boulevard de la République 49100 Angers

Le lyrisme, aujourd'hui

2004. 4

[illegible]

En 1991 et 1992
de 20 000 passagers

En 1991 et 1992
de 20 000 par an

1 Days per River Shipping Fee

Nous publions le **vendredi** (daté **samedi**) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du **mercredi** (daté **jedi**).

EUVRÉ (48-74-42-52). Roméo et Jeanette : mar., mer., jeu. 20 h 45.

LYMPIA (47-42-25-49). Patrick Sébastien, avec ses 20 h 30. (dernière) 17 h.

OPERA-BASTILLE (44-73-13-00). L'opéra, ven. (dernière) 20 h 30. Un concert, 19 h 30.

OPERA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-88-88-89). Les Indes Galantes : ven., 20 h 30. Samedi, 19 h 30.

OPERA-COMIQUE - GRANDE SALLE (42-02-27-17). C'est vous qui voyez : 12 h 30. Rel. dim., lun.

OPERA-ROYAL - DES GLACES (PETIT SALON) (42-02-27-17). C'est vous qui voyez : 12 h 30. Rel. dim., lun.

OPERA-ROYAL - DES GLACES (GRAND SALON) (42-02-27-17). C'est vous qui voyez : 12 h 30. Rel. dim., lun.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Le 16 mai, 20 h 30. Rel. dim., lun.

PASSAGE OU NORD-OUEST (42-01-28-88). The Bust of Jango : 22 h.

PICCHE-MONT-PARNASSE (45-82-92-97). Salla I. Montaigne ou Dieu, 20 h.

DOMAINE VENTRE. Théâtre national de la Colline (43-66-43-60) (dim. soir, lun., 20 h 30 ; dim. 15 h 30) (dim. soir, lun., 20 h 30 ; dim. 15 h 30) (dim. soir, lun., 20 h 30 ; dim. 15 h 30).

LES HEUPTS NOIRS. Tourtour (48-87-48) (dim. soir, lun., 18 h 20).

LES MILLE ET UNE NUITS D'ALATIÉL. Ranelagh (42-88-64-64) (dim. soir, lun., 21 h ; dim. 19 h 20).

CLOWNIERS. Théâtre de la Mairie (42-08-83-33) (jeu., ven., sam., lun., 22 h et dim. 20 h 30 (21)).

ENIENSIONS. Au bec fin (42-68-28-33) (jeu., ven., sam., lun., 22 h 30).

OEUX BISES (L'AMOUR). Batach-théâtre Duragan (40-51-84-53) (ven., sam., mer., jeu., 21 h et dim. 17 h 21).

FILUMENA MARTURANO. Théâtre régional de Chieti (47-27-81-15) (dim. soir, lun., 20 h 30 ; dim. 15 h 12).

JE NE SUIS PAS UN HOMME FACILE. Maripya (42-56-04-41) (dim. soir, lun., 21 h ; sam. 17 h 30 et dim. 15 h 12).

MARIAGE. Berry-Zabre (43-57-51-58) (dim. lun., 19 h 45 (21)).

CONTE-JOUR. Studio des Champéennes (40-08-08-24) (dim. soir, lun., 20 h 30 ; sam. 17 h 30 et dim. 15 h 22).

KRINSKY. La Kramlin-Bien (ECAM 2) (43-31-87-00) (ven., sam., mer., et jour, 21 h (22)).

LE PARC. Crtail (Maison des arts) (49-90-18-98) (ven., sam., mer., 20 h 30 et dim. 15 h 30 (22)).

LA DOUBLE INCONSTANCE. Mafokot (Théâtre 71) (46-65-43-45) (dim. soir, lun., 20 h 30 ; jeu. 18 h 30 et dim. 17 h (23)).

LES CARABINIERS. Cité internationale (46-68-36-88) (sam., lun., mer., 20 h 30 et dim. 15 h 30 (22)).

LES CONTES D'HIVER VI. Centre Mandapa (45-89-01-60) (dim. 17 h. lun., mer., jeu. 20 h 30 (24)).

L'AUGMENTATION. Huchetto (43-26-38-89) (dim.), 21 h 30 (25).

L'AVARE. Neuilly-sur-Seine (Théâtre) (47-45-75-80) (lun., mer., et jour, 15 h 34 (25)).

RIEN NE SERT O DORMIR. IL FAUT S'ÉVEILLER L'AMATINO 1 Théâtre du XIX^e (46-06-10-17) (dim. 17 h 20).

LA VEUVE CONVUITE. Monroull (Salle Barthelot) (48-59-92-09) (lun., mer., mer. et jeu. 21 h (25)).

L'ACCUSATEUR. Théâtre Lucien-Peyot (45-56-68-41) (dim. soir, lun., 21 h ; dim. 17 h 25).

CALDERON. Saint-Denis (Théâtre Gérard-Philips) (42-43-17-17) (dim. soir, lun., mer.), 20 h 45 ; dim. 17 h (26).

FANTAISIES KAFKA. Bobigny (Maison de la culture) (43-31-11-45) (dim. soir, lun., 21 h ; dim. 16 h (23)).

HAUTE SURVEILLANCE. Bouffons-Théâtre du XIX^e (42-38-35-53) (dim. lun.), 21 h 25).

KAFKA. AUSCHWITZ. Esselon de Paris (42-73-46-42) (dim. soir, lun., 20 h 30 ; dim. 19 h (28)).

LETTRES D'AMOUR ET AUTRES TENDRESSES. Aktoon-Théâtre (43-38-74-62) (dim. lun., 22 h (26)).

LE MALADE IMAGINAIRE. Fondation Deutsch-de-la-Meurthe (50-10-56-24) (mar., mer., et jour, 20 h 30 (26)).

MASTER CLASS. Aubervilliers (Théâtre de la Commune) (48-34-67-87) (dim. soir, lun., 20 h 30 ; dim. 19 h (28)).

PASCAL ESMAN. Bouffons-Théâtre du XIX^e (42-38-35-53) (dim. lun.), 19 h (28).

ROMÉO ET JEANNETTE. Œuvre (48-74-42-52) (dim. soir, lun.), 20 h ; sam. 17 h et dim. 15 h (28).

SAVANA. Théâtre du XIX^e (42-38-35-53) (Théâtre du Nickeladon) (30-4-82-77) (mar., mer., et jeu. 21 h (26)).

SCANNARELLO ou LE COCU IMAGINAIRE. LE MARIAGE FORCÉ. Sarrouville (Théâtre) (33-42-23-77), 20 h 30 (27).

TEMPS CONTRE TEMPS. Le Bruyère (45-74-76-99) (dim. soir, lun., 20 h 30 ; dim. 15 h (26)).

sam. 19 h ; dim. 17 h. L'Assaut des sangsues : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir. 19 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIRIAT
(42-08-83-33). Clowneries : jeu, ven. 20 h 30 ; jeu, ven. 20 h 30.

THÉÂTRE DE NESLE (48-34-61-41). Les épreuves : ven. 20 h, mar. 20 h 15 ; dim. 19 h 30.

THÉÂTRE DE NISNAY (48-34-61-41). (dimanche) 19 h. Le Baïster du veuve veuf : sam., lun., mar., mer., jeu., 20 h 15 ; ven., 20 h 30 ; dim. 19 h 30.

THÉÂTRE DE NIVERNY (48-34-61-41). Le premier, jeu. (dimanche) 20 h 30. Fantasmagorie, lun. (dimanche) 19 h.

THÉÂTRE DÉLAZAT (48-87-52-65). Les épreuves : ven. 20 h 30 ; dim. 19 h. Rel. dim. soir. 19 h 30.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (48-87-52-65). Le Coq d'or : mar. 20 h 30 ; dim. 19 h 30. Le Prince : sam. 18 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-87-52-65). Les épreuves : mar. 20 h 15 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir. 19 h 30.

THÉÂTRE GREVIN (42-48-84-47). Chantrelades : 20 h 30. Rel. dim., 19 h 30.

THÉÂTRE LUCIEN-PAYE (45-89-36-95). Les épreuves : mar. 20 h 30 ; dim. 19 h 30.

SERVILIERS (THÉÂTRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-67). Mœster
Musique : lun., mar., jeu, 20 h 30.
LES ÉQUESTRES (SOCIÉTÉ GINGARO) (44-59-79-99). Opéra
Musique : jeu, ven., sam, 20 h 30 ; dim.
16 h 30.
LES BARBACANES (LA BARBACANE)
Musique : 55-99. Ch. les beaux jours : ven.
16 h 30.
BOULEVARD (MAISON DE LA CULTURE)
48-31-71-43. Grande salle. Agosion de
musique : 48-30-10 ; châtelet : 48-30-10 ;
musique : lun. Pyrite sale. Cabaret : lun.
Ferdinand : ven., sam, 21 h ; dim. 16 h. Far-
ciates Kaffia : mar., mer., jeu, 21 h.
CHATELAIN-MALABY (THÉÂTRE LA
MALABY) (48-30-10-30). Les artistes de
l'entrevue : ven., sam, 20 h 30 ; dim. (der-
rière) 16 h.
CHATELON (THÉÂTRE) (48-57-22-11).
HOTEL-LE-ROD (THÉÂTRE PAUL-
AUGUSTE) (48-90-89-79). Tempêtes : ven.,
m. 20 h 30 ; dim. (dernière) 15 h.
JEAN-POL (CENTRE CULTUREL JEAN-
POL) (48-30-10-30). Opéra : 48-30-10-30.
Musique : lun., mar, 20 h 30. Popsack : sam,
19 h 30.
DURBOVEIT (CENTRE CULTUREL DU

SAMEDI 23 JANVIER

« Les Puces » à Saint-Germain, le plus important marché mondial d'antiquités. Conférence déposée, 10 h 30, au Métro Porte-de-Clignancourt, sur l'Hôtel de Broglie, ministre de la communication, 11 heures, 35, rue de Valenciennes (Paris-Reformateur).

Trois heures et cinquième du miniparnasse, 14 heures, métro Raspail (V. de Langlade).

Les salons du ministère de la Culture, 14 h 15, 15, rue Royale (Paris et ses lieux).

Le Quartier chinois et son flux de touristes, dans le Parc des Têt : projections, 14 h 30, 14, rue de la Chapelle, etc., 14 h 30, métro Porte-Mahomet.

Chinois (P.-Y. Jaouen), « Le Conservatoire », 15 h 30, 15, rue de Valenciennes.

La révolution française, avec le cachet Marie-Antoinette reconstitué, 16 h 30, 1, quai de l'Horloge, à l'Institut (Visite pour les jeunes. Monuments historiques).

L'Égypte des pharaons au Louvre, 17 h 30, 2, place du Palais-Royal (C. Marquet).

Les salons de l'Hôtel de Rohan, le ministère du tourisme, 18 h, 1, rue de Grenelle (M.-G. Lebland).

Appareils optiques rochers du Louvre, 19 h 30, 1, quai de l'Horloge, à l'Institut, voir également la page 4.

13 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des antiquaires (L. Lemaître).

La montagne Sainte-Geneviève aux temps de François Villon, 14 h 30, 1, rue Clémentine (J. Bouchard).

Citny-le Sorbonne, côté arts (Europe expoi).

Les pages du développement économique, lors d'un débat de développement. Une promenade hors du temps (marques), 14 h 40, 1, rue de Valenciennes (Paris-Reformateur).

Le Louvre (Paris antique).

Le musée de la Ville de Paris, de l'abbaye des généraux, 15 heures, Musée du Pentéon, rue Clotilde (Monuments historiques).

(43-33-63-52). Deux femmes pour un fantôme ; les Femmes et les mots : ven. 20 h 45. Paul Probois : sam. 20 h 45.

ERAGNY (THÉÂTRE DE L'USINE) (30-37-84-57). Les Chaises : ven., sam., mar., jeu., dim. 19 h.

ERMONT (THÉÂTRE PIERRE-FRESNAY) (15-53-63-48). Oh, les beaux jours ! : sam. 21 h.

FRANCOUVILLE (CENTRE CULTUREL SAINT-EUPHÈRE) (34-13-54-98). Coups de cœur : ven., sam., mar., jeu., dim. 17 h.

GESNEVILLIERS (THÉÂTRE) (47-32-25-30). Marie : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

LIVIGNY (THÉÂTRE) (16-70-71-18). Le mariage de Figaro : ven., sam., mar., jeu., dim. 18 h.

LE KREMILIN-BICÊTE (ECAM 2) (44-31-87-90). Krinsky : ven., sam., mar., jeu., dim. 19 h.

LE LÉZARD (THÉÂTRE LE PETIT THÉÂTRE) (127-147-48-17). L'épreuve du feu : 20 h 30. Rel. dim., lun.

LONGUEVAUX (THÉÂTRE ADOLPHE-AIMOND) (68-09-40-37). Monsieur André : dim. 15 h. Patrick Tercel : ven. 21 h.

MALAKOFF (THÉÂTRE 71) (48-33-43-45). La Double Inconscience : ven., sam., mar., jeu., dim. 20 h 30 ; rel. dim. 17 h.

MASSY (CENTRE CULTUREL PAUL-BAILLIART) (68-20-57-04). Maman Samoussu : ven. 20 h 30.

MOISEVILLE-CRAYMAYE (LA ROTONDE) (68-50-50-50). Madame Pomili et son valet : ven., sam., mar., jeu., dim. 20 h 45.

MONTREUIL (SALLE BERTHOLOT) (49-58-92-09). Le Yeuve convoitée : lun., mar., jeu., dim. 19 h.

NANTY (C.S.J.) (53-65-63-33). Prudent-champ : ven., sam. 20 h 30 ; ven. 14 h 30 ; dim. (dimanche) 17 h.

NEAUMUR-SUR-SEINE (L'ATHLETIC) (46-24-03-83). La Vierge avant la nuit : ven., sam., mar., jeu., dim. 20 h 30.

NEAUMUR-SUR-SEINE (THÉÂTRE) (47-45-75-80). L'Araucana : lun., mar., jeu., dim. (dimanche) 14 h. Les Fourberies de Scapin : ven. 8 h 30, 14 h 30.

NOISY-LE-SEC (LES FOLIES DE LA FERME DU SUISSON) (64-62-77-72). Le Cariatide : ven., sam. 21 h.

ORLY (SALLE ARAGON-TROLET) (48-82-39-23). Vendredi, jour de liberté : mar., jeu., dim. 20 h.

PAVILLON-SOUS-SOIS (SALLE OES ARTISTES) (43-48-10-30). Tartuffe : ven. 20 h.

PÉNICHE-OPERA (46-58-08-18). Bernard et Jeanne : ven. 21 h.

SAINTE-MOTTE (SALLE DU NICKELODÉON) (30-21-82-77). Grand-père et le maître du Ne Reich : sam. 21 h. Savannah : jeu., mar., jeu., ven. 21 h.

SAINTE-ORANGES (CENTRE ROBERT-OESTERLINCK) (43-48-10-30). Hôpital souterrain : ven. 14 h 30 ; sam. 20 h 45.

SAINT-MALMOISON (THÉÂTRE ANRUEL-MALRAUX) (47-32-24-42). Cul-de-lampe et Dépendances : lun., mar. 20 h 45.

SAINTE-MARIE (THÉÂTRE GÉRARD-PHILIPIPS) (43-48-10-30). Le grand frère, fin fi si le pèze : 20 h 45 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun. Salle La Terrier. Colodron : ven., mar., jeu., 20 h 45.

SAINTE-MARIE (SALLE DES OSSÉS (SALLE D'ARSONVAL) (48-59-39-10). C'était l'enfant : ven. 20 h 45. Cherier et Cherier : ven. 20 h 45.

SAINT-MAUR (THÉÂTRE RONCHARD) (30-21-82-77). Les deux amoureux : ven. 20 h 45. Couscous le Grand : mar., jeu., dim. 20 h.

SAINT-QUEN-L'AUMONE (SALLE OES ARTISTES) (34-21-25-00). Anne Roumannoff : ven. 20 h 45.

SAINTE-VICTOIRE (ESPACE GÉRARD-PHILIPO) (39-14-23-77). Le Yaste d'Alphonse : sam. (dimanche) 21 h.

SAINTE-VICTOIRE (THÉÂTRE) (39-14-23-77). Les deux amoureux : jeu. mar., jeu., dim. 20 h.

THIRY-SUR-MARNE (CENTRE CULTUREL) (64-30-50-75). Les Chans de la nuit : ven., sam., mar., jeu., dim. 15 h 30.

TREMELAY-EN-FRANCE (CENTRE CULTUREL ARAGON) (48-93-70-30). Le mariage : ven., sam. 21 h.

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

VENDREDI

Cycle Otto Preminger : l'éventail de lady Windermere (1952, v.o. s.t.f.), d'Ernst Lubitsch, 19 h : Femme ou maîtresse (1947, v.o. s.t.f.), d'Otto Preminger, 21 h.

PALAI8 DE TOKYD
(47-04-24-24)

VENDREDI

Entre le scène et la rue : Programme 5, imprévu de la nuit : le Roman d'une pauvre fille (1911), de Gérard Bourgeois, le Roman d'un caissier (1914), d'Émile Chautard, 18 h ; Programme 5 : réalisme et monde du travail : Travail (1919), de Henri Pouctal, 21 h.

GEORGES-POMPIDOU
SALLE GARANCE (42-78-37-29)
VENOREI
Le Cinéma mexicain : El Vampiro (1957, v.o. s.t.), de Fernando Mendez, 14 h 30 : Los Confines (1987, v.o. s.t.), de Mirl Valdes, 17 h 30 : Tiempo de morir (1956, v.o. s.t.), d'Arturo Ripstein, 20 h 30.

2, Grande-Galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-25-34-30)

VENDREDI

1 love Paris, *Paris vu par les Américains*: Vengeance : la Femme parvenue (1931), de Frank Grandstone, 14 h 30 ; Amours platoniques : Bye Bye Baby (1989) d'Enrico Oldoini, Pierre Luberson (1935, v.o.) de Henry Hathaway, 14 h 30 ; Battlements de cœur : Désir (1936, v.o.) de Frank Borzage et Ernst Lubitsch, 18 h 30 ; Boîtes de nuit : Universal Newsreels (1936-1937), décembre 1965, Brûno rencontre à Paris, v.J.J de Robert Wise, 20 h 30.

[illegible]

« L'église Saint-Eustache »,
5 heures, devant la porche, rue du
Cœur (A. Hervé).
« La cathédrale orthodoxe russe »,
5 h 45, 12, rue Oerli (Tourisme
culturel).

SAMEDI 23 JANVIER

Maison de La Vilette, angle du qual
le Charentais et de l'avenue Cor-
nudet-Carlier. 10 heures : « L'architec-
ture du dix-neuvième arrondissement », par A. Drendini (Maison de
Villette).

Palais de la Découverte, avenue
Antoine-Rosewvitz. 15 heures : « La
"prospectivité scientifique" (Enregistre-
ment de l'émission "Divergences",
France Culture).

Maison des mines, 270, rue Saint-
quercus, 14 heures : « Japon. Com-
ment survivre ? Des Tokugawa à
nos jours », Economique du monde, E.
C. Marquet. 16 heures : « Verser
de Delft ou le vie silencieuse »,
P. Baudouy (Clio).

82, rue Saint-Antoine, 19 heures :
« Œuvre d'un grand peintre français »,
rue Saint-Antoine, 19 heures : « Grand
dortoir » (Monuments historiques).

Palais de la Découverte, avenue
Antoine-Rosewvitz, 18 h 15 : « Une
entreprise : Citroën » (Ciné-club du
méditerranéen).

DIMANCHE 24 JANVIER

Maison des mines, 270, rue Saint-
quercus, 14 heures : « L'anthropo-
logie », ville des dieux, et par J.-C. Huët ;
15 heures : « L'hindouisme », par
Dumarcat (Clio).

82, rue Saint-Antoine, 19 heures :
« Les religions de la foi : Martin Luther,
même contre Rome » (Monuments
historiques).

62, rue Saint-Antoine, 19 heures :
Les rebelles de la foi : Martin Luther,
moine contre Rome (Monuments
historiques).

هكزان الامل

ÉCONOMIE

Etats-Unis : les hésitations du président Clinton

Suite de la première page

Dans le même temps, l'allusion aux « sacrifices » demandés par le nouveau président pour revitaliser le pays, sacrifices mentionnés pour la première fois lors de la prestation de serment, les conduit à s'interroger sur un dispositif dont le contenu exact ne devrait pas être connu, au mieux, avant la mi-février, lorsque seront arrêtées les grandes lignes du prochain budget.

« Notre stratégie n'a rien de mystérieux », se défend M. Clinton dans un entretien à l'économiste *Newsweek*. « Je veux faire adopter un programme économique, un budget, un système de santé et une réforme politique, et je veux le faire aussi vite que possible », déclare-t-il. Dans les faits, le président ne semble pas s'être fait encore une religion. Depuis le « sommet économique » qui s'était tenu dans son fief électoral de Little Rock, à la mi-décembre, et qui avait mobilisé six cents journalistes ainsi que les principaux inspirateurs de la « nouvelle politique économique » que M. Clinton veut appliquer à l'Amérique, nul ne sait comment l'ancien gouverneur de l'Arkansas entend s'y prendre pour faire converger des orientations apparemment contradictoires : un coup de pouce donné à l'activité grâce à un programme d'investissements publics et de grands travaux inscrits au budget ; une réduction de moitié

du déficit budgétaire en quatre ans, la durée de son mandat.

La désignation des membres de son cabinet chargés de l'économie et leur audition devant les commissions parlementaires chargées d'enregistrer leur nomination n'éclaireront pas davantage l'opinion et les milieux d'affaires. Certes la composition de l'équipe Clinton (où d'importantes fonctions n'ont pas encore été attribuées) a été généralement bien accueillie. Mais, en plongeant au fond-à-coude des dossiers de la Maison Blanche et des bureaux d'affaires partisans d'une stricte orthodoxie budgétaire d'une part, et, de l'autre, des universitaires connus pour leur engagement en faveur d'un rôle accru de l'Etat et d'un élargissement à court terme des dépenses publiques pour faire redémarrer l'emploi, M. Clinton, toujours fidèle à sa thèse du consensus, est en fait à l'origine des divergences de fond qui agitent déjà la nouvelle administration. Le dernier exemple du conflit entre les différentes équipes gouvernementales est la cacophonie née du projet de taxe sur l'essence, transformée ultérieurement en taxe sur l'énergie jusqu'à ce que le nouveau responsable du département de l'énergie, M. Hazel O'Leary, se prononce finalement en faveur d'un abandon pur et simple de cette idée. Certains calculs montrent

que le relèvement de

Révision du plan de relance

Peu soucieux d'arbitrer pour l'instant ce type de conflit, M. Clinton s'est retranché derrière les dernières statistiques sur l'aggravation du déficit budgétaire fournies par l'administration sortante et sur la situation nouvelle ainsi créée pour justifier ses atermoiements et le renoncement à certaines promesses électorales (*le Monde* du 13 janvier).

Mais il lui faudra bientôt trancher. Soucieux de ne pas trop mécontenter les milieux d'affaires, l'hôte de la Maison Blanche va sans doute revoir à la baisse son plan de relance pour le ramener la première année aux alentours de 15 à 20 milliards de dollars au lieu des 50 milliards prévus par certains de ses conseillers. M. Clinton va devoir également faire l'impasse sur les réductions d'impôts promises aux ménages à revenus moyens et instaurer des plafonds sur les dépenses obligatoires (retraites, couverture sociale des personnes âgées et privées de ressources, allocations-chômage) qui constituent le poste le plus important du budget avec environ 45 % des dépenses. Parallèlement, le président va croiser les doigts en espérant que se poursuive et s'accroisse

la reprise de l'économie, confirmée le 21 janvier par la publication du « Livre beige » de la Réserve fédérale et admise à présent par tous les spécialistes, lesquels soulignent cependant son manque de vigueur.

La croissance se poursuit à un rythme annuel de 2 % à 2,5 %, les dépenses de consommation ont nettement repris depuis décembre, les entreprises sont devenues plus compétitives et affichent des bénéfices en hausse en même temps qu'elles disposent d'un important volet de liquidités, estime M. Gail D. Foster, vice-présidente du *Conference Board*, principal organisme privé de conjoncture. « Le problème est maintenant de consolider la demande et de développer une croissance plus forte, susceptible de créer des emplois, sans épuiser les marchés financiers », explique-t-elle.

Depuis la fin officielle de la récession, en mars 1991, l'économie américaine est restée longtemps atone avant d'amorcer un redressement plus marqué au troisième trimestre 1992, avec un taux de croissance annuel de 3,4 %. Pour 1993, l'administration sortante prévoyait un taux de croissance de 2,9 %, avec une hausse des prix de 2,8 % (celle-ci a été de 2,9 % l'année dernière, son taux le plus bas depuis six ans). La baisse des taux d'intérêt, ramené aujourd'hui à leur plus bas niveau depuis vingt ans, est pour beaucoup dans la reprise. Comme la Réserve fédérale avait commencé à baisser son taux d'escompte en décembre 1991 et qu'il faut traditionnellement un délai de douze à dix-huit mois pour que ce type de mesure se répercute sur l'économie, le délai est bien respecté. Fin 1992, le poids de la dette des entreprises et des particuliers avait déjà été allégé

d'une centaine de milliards de dollars. Des secteurs comme la construction, particulièrement touchés par la crise et le poids des frais financiers, commencent à redresser la tête ; de plus, l'indice sectoriel établi par *Duo & Bradstreet* reflète une nette remontée des commandes en décembre 1992. De son côté, l'industrie manufacturière continue à enregistrer une lente amélioration de sa situation, et le dépeçage du commerce prévoit une hausse de plus de 7 % des investissements en usines et biens d'équipement des firmes américaines en 1993. Il reste que près de 100 000 entreprises ont fermé leurs portes en 1992, soit 9 % de plus que l'année précédente.

Le point noir du chômage

Le principal point noir reste le chômage. Certes, son taux a été ramené de 7,8 % de la population active en juillet 1992 à 7,3 % en décembre dernier. Mais il apparaît que, sur un solde de 318 000 emplois créés au cours des onze premiers mois de 1992 dans le secteur privé, 222 000 d'entre eux l'avaient été sous forme temporaire. Dans le même temps, les quelque 13,5 millions de cadres que compte le pays restent les plus touchés par la crise, et aucune amélioration n'est à espérer de ce côté-là compte tenu des licenciements auxquels continuent de procéder les grands groupes, l'exemple le plus significatif étant celui d'IBM, qui prévoit plus de 20 000 suppressions d'emplois supplémentaires cette année.

Le commerce extérieur est d'un piètre secours. Selon l'*Institute for International Economics*, un organisme d'étude dont le siège est à

Washington, le ralentissement de l'économie mondiale devrait priver les Etats-Unis de 20 milliards de recettes d'exportation en 1993 et de 400 000 emplois, qui auraient dû être créés grâce à l'export.

L'Amérique ne peut donc compter que sur elle-même. M. Foster, du *Conference Board*, escompte une croissance de 2,5 ou 2,7 % en rythme annuel au cours du premier semestre 1993, un taux qui reste insuffisant, mais qui n'est pas catastrophique. « Le principal défi qui s'offre à la nouvelle administration est de promouvoir la croissance sans épuiser les marchés financiers. Avec un plan crédible de réduction du déficit budgétaire, le président peut permettre à l'économie américaine de se redresser », estime cette économiste d'obédience républicaine. Dans ses prévisions, elle a déjà intégré les retombées des mesures que devrait prendre le président Clinton. Dans un premier temps, l'impact devrait être limité à un demi-point supplémentaire de croissance pour l'ensemble de l'année 1993. Le plan aurait en outre un effet sur les prix et donc sur les taux : l'inflation remonterait autour de 4 % l'an, et les taux longs passeraient de 7,3 % - où ils se trouvent actuellement - à 8 % en fin d'année.

Ces anticipations en matière d'inflation et de taux d'intérêt ne sont pas alarmantes. M. Clinton devra tout de même s'adapter aux nouvelles réalités économiques en jouant la crédibilité de son mandat sur des décisions qui seront annoncées au cours des prochains jours. Sans savoir très bien jusqu'où peuvent aller les sacrifices demandés par le nouveau président à la nation américaine...

SERGE MARTI

INDICATEURS

- CANADA**
 - Inflation : + 1,5 % en 1992. - Le taux d'inflation a atteint au Canada 1,5 % pour l'ensemble de l'année 1992, soit le chiffre annuel le plus bas jamais enregistré depuis 1962 (1,3 %), a indiqué, mercredi 20 janvier, l'office gouvernemental statistique. Ce bon résultat a été obtenu malgré une forte hausse de 2,1 % de l'indice des prix à la consommation en décembre par rapport à décembre 1991, ce qui représentait la plus forte augmentation mensuelle enregistrée pendant l'année 1992. En 1991, l'inflation s'était élevée à 5,6 %, le chiffre le plus fort depuis 1983 (5,7 %), à la suite de l'introduction d'une taxe fédérale sur les produits et services (TPS) comparable à la TVA européenne.
- GRANDE-BRETAGNE**
 - Chômage : près de trois millions de chômeurs. - Le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté de 60 800 en Grande-Bretagne au cours du mois de décembre, portant le nombre total de chômeurs à 2,97 millions en données provisoires corrigées des variations saisonnières, soit le plus haut niveau enregistré depuis six ans, a annoncé, jeudi 21 janvier, le ministère de l'emploi. Le taux de chômage est ainsi passé à 10,5 % de la population active au mois de décembre contre 10,3 % en novembre. Il s'agit de la trente-deuxième hausse mensuelle consécutive et de la plus forte augmentation mensuelle depuis juillet 1991.
- JAPON**
 - Production industrielle : - 2,2 % en novembre. - La production industrielle japonaise a diminué de 2,2 % au mois de novembre 1992 par rapport au mois précédent, soit une baisse plus forte que celle de 1,9 % prévue par les chiffres provisoires publiés à la mi-décembre, a annoncé, mardi 19 janvier, le ministère japonais du commerce extérieur et de l'industrie (MITI). Selon ces chiffres définitifs, la production industrielle connaît au Japon son quinzième mois consécutif de baisse, atteignant au mois de novembre un niveau inférieur de 8,3 % à celui enregistré en novembre 1991.

ÉNERGIE

En raison de la baisse des prix du brut

L'exploration pétrolière en France marque le pas

En 1992, la France a dépensé en moyenne 712 francs par tonne de pétrole importé. Dix ans auparavant, au lendemain de la révolution iranienne et du deuxième choc pétrolier, le coût d'importation frisait 2 600 francs. Les compagnies pétrolières ont fait leurs comptes : la faiblesse actuelle des prix décourage l'exploration pétrolière dans les pays marginaux, ceux qui, comme la France, ne peuvent récolter que de maigres bénéfices. Résultat, l'an dernier, une douzaine de permis d'exploration ont été déposés dans l'Hexagone : trois fois moins qu'en 1991 (et cinq fois moins qu'en 1989). Et le domaine minier s'effiloche. Il a diminué de 13 % en 1992 alors que l'instruction des dossiers par l'administration n'a jamais été aussi rapide.

D'autres facteurs témoignent de ce désintérêt. Région Aquitaine mise à part, l'activité de géophysique accuse une chute sensible. De trente-trois en 1991, le nombre de forages d'exploration a été ramené à neuf en 1992, selon le bilan publié, vendredi 15 janvier, par la direction des hydrocarbures (DHYC), du ministère de l'industrie et du commerce extérieur. Evolution identique pour les forages de développement : leur nombre a pratiquement été divisé par deux d'une année sur l'autre.

Amorcée en 1989, dans la foulée du contre-choc pétrolier, la chute des travaux d'exploration se répercute sur la production nationale. A 2,9 millions de tonnes, partagées entre l'Aquitaine (35 %) et la région parisienne (65 %), la production pétrolière est en retrait de 2,4 %, celle de gaz de 3,4 % par rapport à l'année précédente. Et le déclin « va se poursuivre », pronostique-t-on à la DHYC. De fait, après avoir investi 1,5 milliard de francs en 1992 dans l'Hexagone, les compagnies prévoient de ne pas dépenser plus de 1,3 milliard cette année.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV OBLIGATAIRES

Saisir les opportunités c'est agir avant que les choses n'offrent plus d'intérêt

Les perspectives de baisse des taux longs en 1993 sont aujourd'hui une opportunité intéressante de placement à moyen et long terme. Le CIC Paris vous offre de la saisir grâce à ses sicav obligataires. Des sicav qui vous permettent de choisir un objectif d'épargne approprié à vos besoins, en privilégiant soit la régularité du revenu soit la croissance de votre capital.

RENTACIC	Rendement élevé	Distribution d'acomptes trimestriels
MENSUELOC	Régularité	Distribution d'acomptes mensuels
OBULIC RÉGIONS	Performance	Distribution annuelle
CAPITACIC	Performance	Capitalisation
OBULIC MONDIAL	Diversification	Capitalisation

Pour découvrir dès aujourd'hui les bons placements de demain, venez en parler avec votre Conseiller au CIC Paris.

CIC Paris
on vous en donne plus pour votre argent

Pour tous renseignements, adressez-vous à l'agence du CIC Paris la plus proche ou à Maryse Bellande BP 207 75452 Paris Cedex 09 - Tél. 45 96 98 10

Prime Aubry revivra les avancées du plan social de Peugeot

Le plan social de Peugeot, revivra les avancées de la prime Aubry.

Le plan social de Peugeot, revivra les avancées de la prime Aubry.

Le plan social de Peugeot, revivra les avancées de la prime Aubry.

Le plan social de Peugeot, revivra les avancées de la prime Aubry.

Le plan social de Peugeot, revivra les avancées de la prime Aubry.

Le plan social de Peugeot, revivra les avancées de la prime Aubry.

Le plan social de Peugeot, revivra les avancées de la prime Aubry.

VIE DES ENTREPRISES

Alors que la chimie est en crise

BASF et ICI procèdent à des échanges d'activités

Dans l'industrie chimique, l'allemand BASF et le britannique ICI ont annoncé, jeudi 21 janvier, la conclusion d'un échange d'activités en Europe de l'Ouest. ICI reprend le verre acrylique, qui sert dans le bâtiment, le sanitaire, l'automobile et la signalisation. BASF acquiert le polypropylène, qui est utilisé pour la production de films plastiques très fins, d'emballages rigides comme les pare-chocs de voitures. Le groupe allemand versera en plus au britannique une somme, dont le montant n'a pas encore été arrêté. Alors que la chimie mondiale est en crise et, que, outre-Rhin, 20 000 suppressions d'emplois sont prévues cette année, cette redistribution s'effectue dans deux secteurs particulièrement affectés.

En reprenant les unités de production de polypropylène d'ICI situées aux Pays-Bas et au Royaume-Uni (1,1 milliard de francs de chiffre d'affaires), BASF doublera sa capacité de production, qui passera à 600 000 tonnes

réparties sur quatre sites européens. Par cette absorption, le groupe allemand se hissera au septième rang mondial aux tout premiers derrière le leader, l'italien Himont.

Dans ce secteur en surcapacité et où la guerre des prix fait rage s'affrontent encore une dizaine de producteurs. D'où l'annonce actuelle de fusions ou de regroupements. Le plus spectaculaire sera sans nul doute l'association d'Himont (groupe Ferruzzi) avec le numéro deux, l'anglo-néerlandais Shell. Si ce projet, annoncé à la fin de l'été 1992, se concrétise, le nouvel ensemble sera doté d'une capacité totale de 3 milliards de tonnes, ce qui représentera 20 % du marché mondial (le Monde du 19 septembre).

Du côté du PPMA (polyméthacrylate de méthyle), ou verre acrylique, ICI acquiert deux filiales, Résart GmbH et Critica, implantées en Allemagne et en Espagne (500 millions de francs d'affaires)

et qui produisent annuellement 21 000 tonnes de granulés et 13 000 tonnes de produits finis. Au printemps 1992, ICI a déjà renforcé son activité plastique acrylique en procédant à un échange du même type avec l'américain Du Pont, auquel il a cédé son nylon. Cet accord croisé, et accepté sous conditions par la Communauté européenne, doit encore obtenir l'assentiment des autorités américaines. ICI se hisserait ainsi au deuxième rang mondial devant l'allemand Rohm GmbH associé à l'américain American Cyanamid. Sur ce marché difficile, le leader est depuis un an Atochem, une filiale commune constituée par le deuxième chimiste français, Elf Atochem, et le firme américaine Rohm and Haas, qui détiennent près de 28 % du marché avec une production annuelle de 220 000 tonnes.

DOMINIQUE GALLOIS

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

o IBM France va enregistrer en 1992 les premières pertes de son histoire. — Pour la première fois, en 1992, les comptes d'IBM France, longtemps le plus gros contribuable du pays, sont passés dans le rouge. « Les pertes seront importantes », a indiqué, jeudi 21 janvier, M. Claude Andreuzza, président du directoire d'IBM France, sans donner leur ampleur exacte, qui dépendra du montant des provisions pour restructurations affectées à la filiale française. La maison-mère avait annoncé, mardi 19 janvier, un déficit de près de 5 milliards de dollars (27 milliards de francs), soit les plus mauvais résultats de son histoire. Au niveau mondial, les provisions ont été fixées à 11,6 milliards de dollars (63 milliards de francs). Pour M. Andreuzza, ces résultats 1992 sont néanmoins « honorables ». L'ampleur des provisions que prévoit IBM France traduit, selon lui, l'accélération de la transformation en cours chez IBM, plutôt qu'une aggravation de la situation. Le patron d'IBM France s'est engagé à ce qu'il n'y ait pas d'autres suppressions d'emplois en 1993 que celles déjà annoncées — 1 500 sur 18 000 employés au total fin 1992.

o Record de trafic pour P et O sur les lignes de la Manche. — Pour la troisième année consécutive, P et O European Ferries, qui dessert les lignes maritimes de la Manche, a battu un record de trafic. 13,2 millions de passagers et 2,5 millions de véhicules de tourisme ont été transportés l'an dernier au lieu de 12,4 et 2,2 en 1991, par les ferries du groupe britannique. L'augmentation la plus significative a été enregistrée sur la ligne Calais-Douvres. Par ailleurs, à partir de la fin avril, P et O ouvrira une ligne entre Portsmouth et Bilbao.

o La Générale des eaux perd 400 millions de francs dans le

câble. — La Compagnie générale de télécommunications (CGT), filiale de la Générale des eaux qui exploite des réseaux câblés de télévision, a réalisé un peu plus de 400 millions de francs de recettes, et un déficit du même ordre, en 1992. La CGT compte 257 500 abonnés sur les 1,65 million de prises raccordables de ses réseaux. Elle va en 1993 porter leur capacité de 25 à 30 canaux, les doter d'ici à septembre du format 16/9, généraliser l'option cinéma, envoyer à tous les abonnés un magazine gratuit, et investir 150 millions dans les programmes. Le directeur général de la CGT, M. Alain Bravo, souhaite un fonds national de développement du câble, une adaptation des décrets régissant les chaînes câblées, pour affronter une « économie précaire » du câble, même si « le marché est plus sain » après les réformes de 1992.

o Unisys annonce un bénéfice net de 1,9 milliard de francs en 1992. Le constructeur informatique américain Unisys a enregistré un bénéfice net de 361,2 millions de dollars (1,9 milliard de francs) en 1992, contre une perte de 1,4 milliard de dollars (7,7 milliards de francs) en 1991, imputable en grande partie à une provision pour charge exceptionnelle de 1,2 milliard de dollars. A 8,42 milliards de francs (46,3 milliards de francs), le chiffre d'affaires s'inscrit toutefois en légère baisse (-3,2 %).

COOPÉRATION

o Accord de partenariat entre Air France et Euro Disney. — Un accord commercial a été conclu, jeudi 21 janvier, entre le groupe Air France et Euro Disney au terme duquel la compagnie nationale devient « le transporteur aérien privilégié » d'Euro Disney. Les deux groupes ont décidé d'engager des opérations de promotion conjointes en Europe. Pour l'organisation de voyages à forfait, Air

France et Euro Disney s'accorderont réciproquement les conditions tarifaires les plus avantageuses. L'accord sera mis en application de manière progressive mais concernera dès à présent la France, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suisse, l'Autriche, l'Espagne et le Portugal.

ALLIANCE

o British Airways prend près de 20 % de capital de USAir. — British Airways a conclu, jeudi 21 janvier, une nouvelle alliance avec USAir, en achetant pour 300 millions de dollars (1,65 milliard de francs) d'actions convertibles de la société américaine aérienne. Un mois après le retrait de sa première offre, qui déplaçait aux autorités américaines. L'accord donne à BA une participation et des droits de vote de 19,9 % dans le capital d'USAir ainsi que trois sièges sur seize au conseil d'administration. La compagnie britannique dispose en outre d'une option pour prendre une participation supplémentaire de 450 millions de dollars d'ici cinq ans. — (AFP)

o Les deux grands céréaliers gersois fusionnent. — Les deux géants de la meunerie gersoise, la Compagnie agricole Mathieu de Sainte-Christie (CAM) et la Coopérative de meunerie agricole de Condom (CMA) viennent de fusionner, non sans difficultés, sur fond de crise agricole et de mise en place de la nouvelle politique agricole commune (PAC). La nouvelle entité céréalière, Terres de Gascogne, compte 6 000 adhérents et « pèse » 900 millions de francs de chiffre d'affaires pour une collecte se situant entre 3,5 et 4 millions de quintaux, la plus importante de Midi-Pyrénées. M. Gérard Barrière, qui est le président aux pouvoirs étendus de proposer un plan social qui comportera des licenciements. — (Corresp.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OBOLIC MONDIAL

La Sicav Obligataire Internationale

Actif net au 31.12.1992 : F 152.763.679

Valeur liquidative au 31.12.1992 : F 2.683,03

Performance 1992 : + 7,48 %

Sicav de capitalisation.

La Présidente Christiane GONIN a déclaré : « Durant l'exercice 1991-1992 de notre Sicav, l'économie mondiale a été marquée par une absence de reprise franche de l'activité : l'Allemagne et le Japon étant même entrés en phase de ralentissement marqué. Le niveau des taux d'intérêt est resté élevé en Europe et pèse sur la croissance ; une baisse éventuelle des taux demeure liée à

la politique monétaire allemande. Pour 1993, la croissance des pays de l'OCDE devrait se poursuivre à un rythme très modéré. Dans ce contexte, OBOLIC MONDIAL continuera à privilégier les marchés où le potentiel de baisse des taux peut sembler le plus important (France, Japon) et à investir sur les devises ayant les meilleures perspectives d'appréciation tout en diversifiant le portefeuille au niveau des risques de change. L'année à venir, pourrait se révéler favorable à un placement en obligations internationales, dont OBOLIC MONDIAL est le principal vecteur de notre gamme.

A.G.O du 07.01.1993

CIC Paris

on vous en donne plus pour votre argent

Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Minitel 3614 code CIC

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 21 janvier

Dégradation

La tendance continuait à se dégrader jeudi à la Bourse de Paris dans un marché affecté par l'annonce de mauvais résultats par des groupes industriels de premier plan et où, une fois de plus, pas la décision de la Bundesbank, annoncée en début d'après-midi, de laisser ses taux inchangés. En recul de 0,35 % à l'ouverture, le CAC 40 affichait en clôture une baisse de 0,37 %.

Ce tassement se manifestait dans un marché actif, en raison notamment d'importantes échanges au titre Lyonnais des Eaux-Dumex dont la cotation avait dû être suspendue mercredi, trois jours d'absence avec le début du rachat de l'annonce par le groupe d'une division des résultats par trois pour 1992, suite à d'importantes provisions pour l'immobilier. A la reprise des cotations, jeudi matin, le cours de Lyonnais-Dumex plongeait de 10 % avant de se stabiliser à -5,88 %.

Un malaise diffus s'installait sur le marché depuis quelques jours, notant les gestionnaires, en raison notamment des craintes d'autres « mauvaises surprises » après celles de l'IMM la semaine dernière et de la Lyonnais des Eaux-Dumex.

Une défiance se manifestait donc envers les valeurs du CAC 40 qui font depuis des mois l'objet de toutes les sollicitudes des investisseurs nationaux et internationaux. Après le mauvais humeur manifestée la veille autour de Sanofi qui va absorber Yves Saint Laurent, le marché se régularisait, le groupe pharmaceutique perdant 0,72 % et VSL demeurant quasi stable (+0,26 %). Les analystes estiment que, à moyen terme, le groupe pharmaceutique a réalisé plutôt une bonne opération. Quelques spécialistes estiment cependant que MM. Pierre Bergé et Yves Saint Laurent, qui vont détenir 5 % de Sanofi, vendent cette participation.

NEW-YORK, 21 janvier

Reprise

Wall Street a inversé sa tendance des derniers jours pour terminer en hausse jeudi 21 janvier, soutenue par les espoirs d'une croissance économique et de résultats de sociétés meilleures que prévu. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a clôturé à 3 253,02, en hausse de 11,07 points (+0,34 %). L'atmosphère a été saine avec quelque 258 millions de titres échangés. Les valeurs en hausse ont été supérieures à celles en baisse : 1 013 contre 794 et 610 actions sont restées inchangées.

La publication du livre beige (Beige Book) sur la situation économique aux Etats-Unis par la Réserve fédérale a contribué à remonter le moral des investisseurs, puisqu'il a fait état d'une amélioration continue de l'économie américaine dans tous les Etats, à l'exception de la Californie.

Parallèlement, plusieurs démontres de capitaux attendus des indications tendent sur le programme économique du président Bill Clinton.

VALEURS	Cours de 21 jan.	Cours de 22 jan.
Alcoa	32 3/4	32 1/2
AT&T	32 3/4	32 1/2
Bell	32 3/4	32 1/2
Boeing	32 3/4	32 1/2
Chemical Bank	32 3/4	32 1/2
De Post de New York	32 3/4	32 1/2
Eastman Kodak	32 3/4	32 1/2
Exxon	32 3/4	32 1/2
Ford	32 3/4	32 1/2
General Electric	32 3/4	32 1/2
General Motors	32 3/4	32 1/2
IBM	32 3/4	32 1/2
Johnson & Johnson	32 3/4	32 1/2
Merck	32 3/4	32 1/2
Microsoft	32 3/4	32 1/2
Modell	32 3/4	32 1/2
Philips	32 3/4	32 1/2
Rockwell	32 3/4	32 1/2
Spac	32 3/4	32 1/2
Tempo	32 3/4	32 1/2
United Tech	32 3/4	32 1/2
Verizon	32 3/4	32 1/2
Wendover	32 3/4	32 1/2
Worldwide	32 3/4	32 1/2
Yates Corp.	32 3/4	32 1/2

LONDRES, 21 janvier

Nette hausse

Les valeurs ont clôturé en nette hausse jeudi 21 janvier au Stock Exchange, l'annonce d'une hausse plus forte que prévu du chômage en décembre ayant accentué les espoirs d'une baisse des taux d'intérêt. Au terme des transactions, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 24,6 points soit 0,9 % à 2 773,3 points. Le volume des échanges s'est élevé à 892,3 millions de titres contre 597,1 millions la veille.

Le nombre des demandes d'emploi a augmenté de 50 500 au mois de décembre en Grande-Bretagne pour atteindre les 2 570 000, alors que les analystes prévoient une augmentation de 35 000. Par ailleurs, la production industrielle a baissé de 0,8 % en novembre par rapport à octobre de 0,5 % si l'on exclut le secteur de l'énergie, chiffres bien plus mauvais que prévu.

TOKYO, 22 janvier

Nouveau recul

La Bourse de Tokyo a fini en baisse vendredi, sous l'effet notamment de liquidations de positions d'arbitrage. L'indice Nikkei a cédé 201,87 points, soit 1,22 % à 16 336,81 points, après des échanges agités. C'est la première fois cette année que l'indice des 225 principales valeurs passe sous la barre de résistance de 16 500 points.

Les boursiers ne sont guère optimistes pour les séances à venir et estiment que le principal indicateur négatif contre une nouvelle baisse le semaine prochaine.

VALEURS	Cours de 21 jan.	Cours de 22 jan.
Affirmato	1 190	1 180
Alcatel	1 190	1 180
Alcatel	1 190	1 180
Alcatel	1 190	1 180
Alcatel	1 190	1 180
Alcatel	1 190	1 180
Alcatel	1 190	1 180
Alcatel	1 190	1 180
Alcatel	1 190	1 180
Alcatel	1 190	1 180

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	457 90	455	Immo. Comput.	135 60	
BAC	23 70		TPBM	34	
Banq. Par.	485	488	Locam.	37 10	40 30 d
Banq. Par.	237		Mar. Com.	305	
CAL-de-Fr. CCI	725	723	Mar. Com.	135 60	
Calsonic	238		N.S.C. Schindler	780	760
Carif.	501	500	Publi-Paris	510	485
CEGEF	185		Reco-Alp. Eau (S)	317	
CEPI	220		Saint Louis (S)	94 40	
CHIM	980	980	Serbis	140	
Colson	280		Sopra	314 30	
Confinet	95		TFI	420	418
Dalmeida	205		Thomson H. & J.	301	
Dalmeida	970	965	Unilog	219	
Danahy Worms Co.	438		Vel de C.	118	
Danahy	1175	1130	V. St-Laurent Group	785	785
Danahy	70				
Danahy	120				
Danahy	158				
Danahy	168	170			
Danahy	130				
Danahy	48				
Danahy	430				
Danahy	130				
Danahy	845	940			
Danahy	130				
Danahy	14 10				
Danahy	990	1000			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 21 janvier 1993

Nombre de contrats estimés : 129 177

COURS	Mars 93	Jun 93	Sept. 93
Dernier	113,38	114,46	114,52
Précédent	113,58	114,44	114,42

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Fév. 93	Mars 93	Fév. 93	Mars 93
114	0,08	0,29	-	0,99

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Jan. 93	Fév. 93	Mars 93
Dernier	1 837	1 857,50	1 876,50
Précédent	1 840	1 863	1 881

CHANGES

Dollar : 5,4475 F

Le dollar se replait, vendredi 22 janvier, sur le marché des changes à Paris, s'échangeant à 5,4475 francs, la clôture des échanges interbancaires de jeudi, alors que le deutsche-mark se redressait nettement face au franc. A Francfort, la devise américaine ouvrait à la baisse à 1,6085 D.M., contre 1,6140 D.M. la veille.

FRANCFORT 21 jan. 22 jan.
Dollar (en D.M.) 1,6140 1,6085
YEN 21 jan. 22 jan.
Dollar (en yen) 124,68 125,15

MARCHE MONÉTAIRE
Paris (22 jan.) 12 1/16-12 3/16 %
New-York (21 jan.) 2 1/16 %

BOURSES

PARIS (SBF, base 100 : 31-12-91)

Indice général CAC 40 : 477,52

Indice CAC 40 : 1 818,82

NEW-YORK (Index Dow Jones)

Industrielles : 3 241,95

LONDRES (Index Financial Times)

100 valeurs : 2 748,70

30 valeurs : 2 133,50

Mines d'or : 60

Fonds d'Etat : 93,48

FRANCFORT

Dax : 1 574,88

TOKYO

Nikkei Dow Jones : 16 336,81

Indice général : 1 254,66

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVIS

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,4378	5,4400	5,5445	5,5505
Yen (100)	124,68	124,70	124,68	124,70
Ecu	6,6349	6,6341	6,6488	6,6528
Deutsche-mark	3,3800	3,3805	3,4035	3,4065
Franc suisse	3,6855	3,6932	3,7293	3,7448
Lire italienne (1000)	3,6855	3,6853	3,6855	3,6798
Livre sterling	8,2653	8,2736	8,3562	8,3703
Peseta (100)	4,7720	4,7789	4,7387	4,7490

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 1/4	3 1/8
Yen (100)	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 1/4	3 1/8
Deutsche-mark	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 1/4	3 1/8
Franc suisse	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 1/4	3 1/8
Lire italienne (1000)	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 1/4	3 1/8
Livre sterling	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 1/4	3 1/8
Peseta (100)	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 1/4	3 1/8
Franc français	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 1/4	3 1/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

o La COB ouvre une enquête sur le titre Lyonnais des Eaux-Dumex. — La Commission des opérations de Bourse (COB) a confirmé, jeudi 21 janvier, avoir ouvert une enquête sur le marché du titre Lyonnais des Eaux-Dumex. Cette enquête qualifiée d'« habituelle » par le « grand public » de la Bourse a pour objet d'observer le marché du titre du groupe de STP lors de la séance du mercredi 20 janvier. L'action avait dès le début de l'après-midi — alors que le conseil d'administration prenait connaissance d'une nette révision à la baisse des résultats — fortement chuté et on avait

déjà procédé à une suspension de la cotation cinquante minutes avant la clôture. Le titre avait abandonné 5,5 % dans un marché plus actif qu'à l'accoutumée (190 000 titres). Jeudi, la reprise des cotations, le titre a encore perdu jusqu'à 9,9 % avant de céder en clôture 5,9 % pour 781 000 titres. La division par trois des résultats pour 1992 (le Monde du 22 janvier) a choqué les analystes : il y a un peu plus d'un mois, son président, M. Jérôme Monod, espérait le résultat net (par du groupe) serait proche de celui de l'exercice 1991 (1,68 milliard de francs).

BOURSE DU 22 JANVIER

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

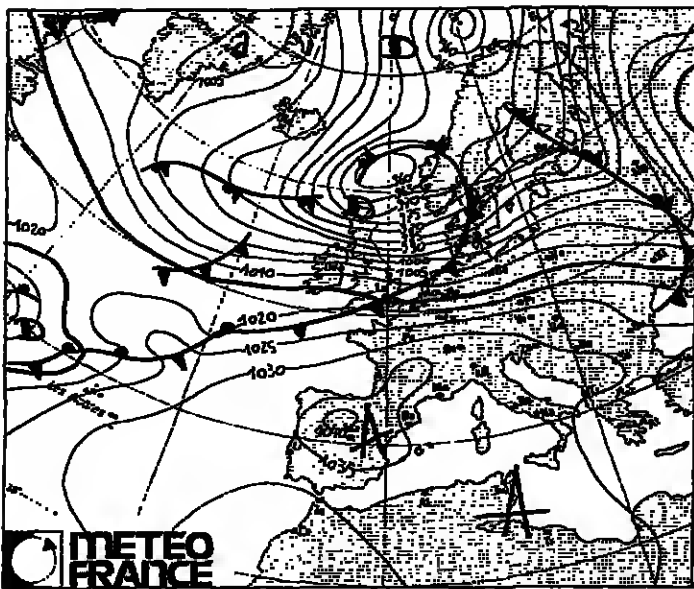
21/1

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Franchise Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission	Franchise Inc.	Rachet net	VALEURS	Emission	Franchise Inc.	Rachet net
Obligations			CITIAAM (R)	2629	....	Protonde (R)	370	....	Etrangers			Action	200 24	194 28	Francis-Regions	1090 14	1058 39	Pw Assoc.	31290 98	31290 98			
Empr. Etat 5,75 %	100 80	6 20	Comptex	655	605	Publicis	814	805	Accoréon C.	30257 38	30257 38	Accoréon C.	30257 38	30257 38	Front-Associations	37 38	37 38	Prof.	1000 98	976 57			
10,00 % 75/84	100 80	6 20	De Industrielle	3300	....	Rochefort	117	....	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Quint.	133 98	130 71			
10,25 % 82/83	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 84/85	100 80	6 20	Comptex	655	605	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 86/87	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 88/89	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 90/91	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 92/93	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 94/95	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 96/97	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 98/99	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 00/01	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 02/03	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 04/05	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 06/07	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 08/09	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 10/11	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 12/13	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 14/15	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 16/17	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 18/19	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 20/21	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 22/23	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 24/25	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 26/27	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 28/29	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 30/31	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 32/33	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 34/35	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 36/37	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 38/39	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 40/41	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 42/43	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 44/45	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 46/47	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 48/49	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 50/51	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 52/53	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 54/55	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 56/57	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 58/59	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 60/61	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 62/63	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 64/65	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 66/67	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 68/69	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 70/71	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 72/73	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 74/75	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 76/77	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 78/79	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 80/81	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 82/83	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 84/85	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 86/87	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 88/89	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.	741 32	726 78			
10,25 % 90/91	100 80	6 20	Op. Lys Alcan	280	290	Reunis	136 80	140	Alcan	515	....	Alcan	515	....	Front-Associations	37 38	37 38	Rhône-P.					

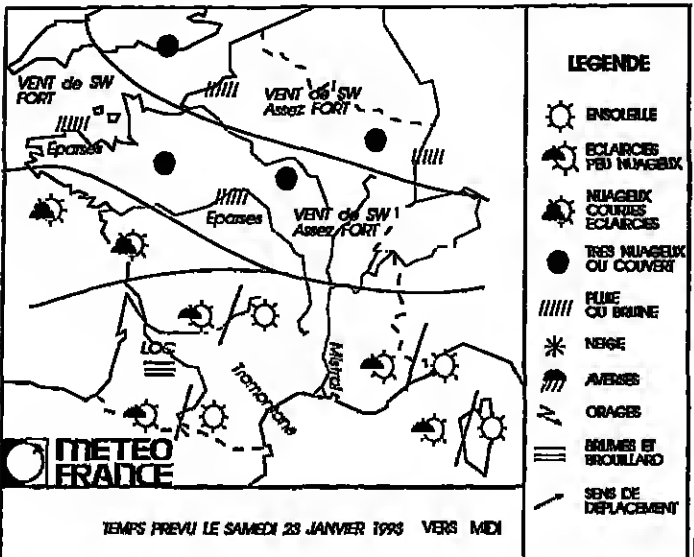
E : coupon étranger - d : offert - - : droit étranger - d : demande - a : prix précédent - s : marché continu

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22 JANVIER 1993 À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 23 JANVIER 1993



Samedi : très nuageux et humide au Nord, soleil au Sud. Sur la moitié nord du pays, le temps sera nuageux, très doux et souvent couvert. La journée sera pluvieuse au Nord-Picardie à la région Champagne-Ardenne et à l'Alsace. Ces pluies deviendront très intermittentes de la Bretagne à la Basse-Normandie, à l'Île-de-France, au Centre, à la Bourgogne et à la Franche-Comté. De la Vendée et des Charentes aux Pyrénées, on verra quelques éclaircies l'après-midi. Le vent de sud-ouest soufflera assez fort ; les rafales atteindront 60 à 100 km/h près de la Manche, 60-70 km/h dans l'intérieur.

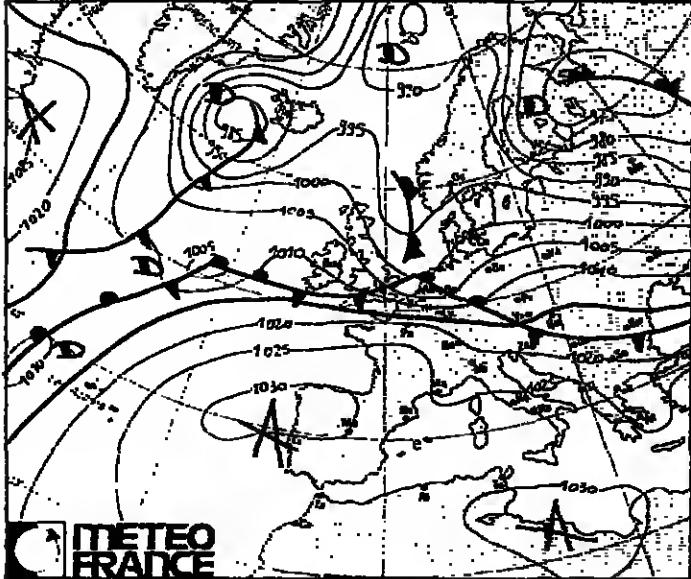
Sur une petite moitié sud du pays, le

soleil reste bien présent dans l'ensemble. Il faudra toujours se méfier des brouillards matinaux dans les vallées ; ils seront très localement gênants, mais ils se leveront à la mi-journée.

Les températures ne changent pas beaucoup par rapport aux derniers jours : minima de 10-11 degrés sur le nord-ouest du pays, 7 à 10 degrés sur le Nord-Est et le Centre ; 5 à 8 degrés près de la Méditerranée, et entre +1 et -3 degrés sur le reste de la moitié sud du pays.

L'après-midi, le thermomètre marque 10 à 14 degrés dans l'ensemble, localement 14 à 18 degrés en Aquitaine et près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 24 JANVIER 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 11-1-1993 à 6 heures TUC et le 22-1-1993 à 6 heures TUC

FRANCE	STRASBOURG	MADRID	14	3	N
ALGER	12	10	C		
AMSTERDAM	12	10	C		
ATHÈNES	12	10	C		
BAGDADE	12	10	C		
BANGKOK	12	10	C		
BELGRADE	12	10	C		
BERLIN	12	10	C		
BRUXELLES	12	10	C		
COPENHAGUE	12	10	C		
DALLAS	12	10	C		
GENÈVE	12	10	C		
HONGKONG	12	10	C		
ISTANBUL	12	10	C		
JERUSALEM	12	10	C		
LAHORE	12	10	C		
LIÈGE	12	10	C		
LONDRES	12	10	C		
LOS ANGELES	12	10	C		
LYON	12	10	C		
MADRID	12	10	C		
MARSEILLE	12	10	C		
MILAN	12	10	C		
MOSCOU	12	10	C		
MUMBAÏ	12	10	C		
NEW DELHI	12	10	C		
NEW YORK	12	10	C		
OSLO	12	10	C		
PARIS	12	10	C		
PRAGUE	12	10	C		
REIMS	12	10	C		
ROME	12	10	C		
SARAJEVO	12	10	C		
SEVILLE	12	10	C		
SINGAPOUR	12	10	C		
STOCKHOLM	12	10	C		
TOKYO	12	10	C		
TUNIS	12	10	C		
VIENNE	12	10	C		
ZAGREB	12	10	C		

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET DU Monde

Anniversaire de naissance

Les amis du vol JFT 45 souhaitent un joyeux anniversaire à Florence.

Décès

Tunis. Paris. New-York.

M^{me} Jéjila Bahri, son épouse, née Ben Othman, ses fils, Abdellah, Stoud, Annès, Sa belle-fille, Diana, son frère, Hamza Bahri, son beau-frère, Mohamed Ben Othman, Les familles Bahri, Ben Othman, Ben Abdellah, Annabi, Nanziane, ont l'extrême douleur de faire part du décès de leur cher et regretté

Mohamed El Hédi BAHRI, professeur,

survenu le 20 janvier 1993, à Tunis.

Le Musée de l'histoire du fer, Le Laboratoire d'archéologie des métaux,

Le Centre de culture scientifique, technique et industrielle du fer et de la métallurgie (CCSTIFM), Leurs responsables, Et leurs personnels, ont la tristesse de faire part du décès de leur fondateur et président d'honneur,

M. Albert FRANCE-LANORD,

survenu le mardi 19 janvier 1993, à Nancy.

Les obsèques ont eu lieu en la cathédrale de Nancy.

(Né le 8 février 1915 à Pontarlier (Doubs), Albert France-Lanord était ingénieur de l'École centrale de Lyon, de 1935 à 1960, il fut directeur général adjoint, puis PDG de l'entreprise familiale de bâtiment et travaux publics. Et, dans le même temps, il fut directeur du laboratoire du Centre de recherches pour l'histoire de la sidérurgie de 1965 à 1990, conservateur du Musée lanord de Nancy de 1961 à 1980 et conservateur du Musée du fer à Jarville-Mancy (depuis 1980). On lui doit de nombreuses publications sur l'histoire du fer, les particularités de l'époque mérovingienne et les techniques de conservation des objets anciens en fer.)

M^{me} Renée Kaufmann, son épouse,

Paul et Nadine Desmoulin, ses enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Michel KAUFMANN,

survenu à Paris, le 20 janvier 1993, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

12, rue La Bruyère, 75009 Paris.

M^{me} Louis Lisbonis, ses enfants, Ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Louis LISBONIS,

survenu le 21 janvier 1993, à Marseille.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu à Ceyreste, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le retour à Dieu de

M^{me} Pierre MICHON, née Jeanne Gay-Lussac,

survenu le 20 janvier 1993.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 23 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7.

De la part de M^{me} Charles Michon, M^{me} Roger Loison, Le docteur et M^{me} Philippe Delaviers,

Marie-Bénédicte et Christophe Touche, Christophe Michon, David Loison, ses petits-enfants,

Ni fleurs ni couronnes.

Vos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

STERN

GRAVEYK depuis 1840

Réalisations de prestige Cartes de luxe

le prestige de la gravure

47, Passage des Panoramas, 75002 PARIS

Tel. : 42.36.94.49 - 45.00.26.45

Mont-de-Marsan.

Le docteur Raymond Narboni, M^{me} et M^{me} Jacques Ouzillon, ses frères et sœurs, Jacqueline et Elie Barnavi et leurs enfants, M^{me} Danièle Narboni, Le docteur Brigitte Narboni, ses sœurs, Les familles Narboni, Ouzillon, Shema et Turakowski, ont la douleur de faire part du décès de

Eliane NARBONI, professeur de lettres,

survenu le 7 janvier 1993.

Les obsèques ont eu lieu à Mont-de-Marsan, dans l'intimité.

M^{me} Vronne Richard, ses enfants, Petits-enfants, Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jacques RICHARD, chevalier dans l'ordre national du Mérite,

survenu le 20 janvier 1993, à l'Hajj-les-Roses.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Léonard de l'Hajj-les-Roses, le lundi 25 janvier 1993, à 10 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

42, rue du Colonel-Candole, 92340 Bourg-la-Reine.

Paris. Porto-Vecchio.

M^{me} et M^{me} Roger Venturini, M^{me} veuve Louis Turetta, M^{me} et M^{me} Denis Patout et leur fille,

M^{me} Roger David, M^{me} et M^{me} Joseph Venturini, M^{me} Carline Venturini, M^{me} Odette Bouet, M^{me} Véronique Turetta, M^{me} Jean-François Venturini et son fils,

M^{me} et M^{me} Stéphane Himpens-David et leurs enfants,

M^{me} et M^{me} Jean-Paul Venturini, M^{me} Florence Venturini, M^{me} veuve Vincent Cattini, M^{me} et M^{me} Carmelo Santino, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} veuve Benedetto Cusimano, M^{me} et M^{me} Philippe Santino, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} et M^{me} Louis Damato, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} veuve Spataco Ciuciarrelli, ses enfants et petits-enfants, M^{me} et M^{me} Ange Santino, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} et M^{me} Jean-Louis de Rocca-Serra et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Jean-Louis de Rocca-Serra et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Marcel Martinetti, M^{me} Oscar Peretti, ses enfants et petits-enfants, M^{me} veuve Béatrice Stefani, ses enfants et petits-enfants, M^{me} et M^{me} Louis Patout et leurs enfants, ses parents, Les familles Venturini, Turetta, de Rocca-Serra, de Peretti della Rocca, ses amis, Les familles Amzalac, Allavoine, Bassin, Beaupré, Colonna-Cesari, Cordouan, Di Lucante, Filippi, Frailoni, Franceschi, Manetti, Marchi, Milanini, Milleville, Nobbia, Olivieri, Pacini, Panzani, Peretti, Piazza, Poli, Prouillac, Quereau, Rocco, Sauti, Seboun, Serra, Simoni, Sinescu, Vertebrook, ont l'immeuble douleur de faire part du décès de leur fille chérie, nièce, cousine ou amie,

Carlène-Alexandra VENTURINI,

survenue tragiquement à Paris, le 18 janvier 1993.

Elle avait vingt ans.

Une messe sera dite à Paris, en l'église Saint-Philippe du Roule, le 25 janvier, à 10 h 30.

Les obsèques auront lieu à Porto-Vecchio, en Corse, le dimanche 24 janvier, à 15 heures et seront suivies de l'inhumation dans le caveau familial.

59, rue de Courcelles, 75008 Paris.

THÈSES

Tarif Étudiants 60 F la ligne H.T.

Le Monde ÉDITIONS

LA RÉPUBLIQUE MENACÉE

Dix ans d'effet Le Pen

Edwy Plenel, Alain Rollat

EN VENTE EN LIBRAIRIE

La baronne de Wangen de Geroldseck.

Le baron et le baronne Marc Chavon de Wangen de Geroldseck, son fils, Ses frères, Ses sœurs, Ses neveux et sa nièce, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jehan, baron de WANGEN de GEROLDSECK,

survenu à Nîmes, le 20 janvier 1993.

Le service religieux se tiendra en l'église de Saint-Germain-des-Près, le lundi 25 janvier, à 13 h 45, suivi de l'inhumation au cimetière de Montparnasse.

Remerciements

Dans l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

Bernard FOURNET,

Son épouse, Ses enfants, Et toute la famille, remercient très sincèrement toutes les personnes qui, par leur présence, leurs avis de fleurs ou de condoléances, leur ont apporté amitié et réconfort.

Ils les prient de trouver ici l'expression de leur vive gratitude.

21, rue du Moulin-d'Asco, 59650 Villeneuve-d'Asco.

Tremblay-en-France. Saint-Dizier.

Agnes, Francis et Vincent, M^{me} Françoise Mignon, Et toute la famille, très sensibles aux marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

M. Gérard MIGNON,

vous prient de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

Le 23 janvier 1943, à Marseille.

Bentz BENOUMOFF et

Jeanne POLSKI, son épouse,

étaient radés à leur domicile par des gendarmes français et livrés aux Allemands.

Ils périrent en déportation.

Leurs petits-enfants, Lionel et Claude Heinrich, Annie, Marcel et Michèle Tamarkin, Leurs arrière-petits-enfants, Axel et Nathalie Heinrich, Patricia Scheuer, Marc Salama, Lia Salama, Annette Tamarkin, Sophie Tamarkin, n'oublient pas.

Communications diverses

Anciens de Chaptal.

Le 5 février 1993, à Chaptal, 45, boulevard des Balgoolles, Paris-9, à 18 heures, assemblée générale de l'amicale ; à 20 heures, dîner au lycée.

S'inscrire avant le 25 janvier, avec un chèque de 190 F à l'ordre des AEC, chez E. Galmard, 91, rue Caulaincourt, Paris-18.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 22 janvier 1993 :

DES DÉCRETS

N° 93-82 du 15 janvier 1993 portant application de l'article 1^{er} ter de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 et relatif aux notaires salariés ;

N° 93-83 du 15 janvier 1993 relatif à la commercialisation des vins à appellation d'origine contrôlée ;

N° 93-85 du 20 janvier 1993 portant modification du décret

n° 92-727 du 29 juillet 1992 portant application de l'article L.321-13 du code du travail et relatif à la cotisation versée par les employeurs au régime d'assurance chômage.

UNE DÉCISION DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

N° 92-316 DC du 20 janvier 1993 à propos de la loi relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques.

WEEK-END D'UN CHINEUR

PARIS

Samedi 23 janvier

Dronet-Richelieu, 14 heures : affiches, estampes, photographies, livres, tableaux, sculptures ; 15 heures : bandes dessinées ; Espace Champertret, 17 h 30 : bijoux.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 23 janvier

Compiègne, 14 heures : livres, gravures ; Corbeil, 14 heures : arts d'Asie ; La Varenne-Saint-Hilaire, 14 heures : fourrures ; 16 heures : mobilier, objets d'art.

Dimanche 24 janvier

Chartres, 14 heures : mobilier, argenterie, tableaux ; Versailles (Rameau), 14 heures : tableaux et sculptures modernes.

PLUS LOIN

Samedi 23 janvier

Louviers, 14 h 15 : arts populaires, autosiles ; Orléans, 14 heures : cartes postales, livres, timbres ; Toulouse, 14 h 30 : livres illustrés. Vendôme, 14 h 30 : livres, photographes, photographies.

Dimanche 24 janvier

Alençon, 14 h 30 : gravures ; Donlens, 14 h 30 : mobilier, tableaux ; Linoges, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Roissy, 14 h 30 : mobilier, tableaux, orfèvrerie ; Saint-Germain (70), 9 heures : mobilier, tableaux ; Songe (41), 14 h 30 : mobilier, tableaux, objets d'art.

FOIRES ET SALONS

Paris-Amsterdam (Nimicarta), Nantes, Polders, Marly-le-Roi.

Vendredi 22 Jan

AR

FRANCE 2

FRANCE 3

FRANCE 4

FRANCE 5

FRANCE 6

FRANCE 7

FRANCE 8

FRANCE 9

FRANCE 10

FRANCE 11

FRANCE 12

FRANCE 13

FRANCE 14

FRANCE 15

FRANCE 16

FRANCE 17

FRANCE 18

FRANCE 19

FRANCE 20

FRANCE 21

FRANCE 22

FRANCE 23

FRANCE 24

FRANCE 25

FRANCE 26

FRANCE 27

FRANCE 28

FRANCE 29

هكذا من الأمل

Monde

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 23 janvier

IMAGES DANIEL SCHNEIDERMAN

Rire

L'ny e rien à faire, l'image de François Mitterrand et d'Helmut Kohl, côte à côte, a beau être devenue biennuelle, ordinaire, elle n'en finit pas de susciter un étrange petit pincement, un «pourtant ça dure» qui ne parvient pas à se défaire tout à fait des assauts d'un irréductible fonds de scepticisme. Daniel Cohn-Bendit le rappelle, au journal de Christine Ockrent, l'union franco-allemande reste avant tout une union des présidents, des institutions. Mais en bas ? Les vieilles peurs, les vieux fantasmes, ne restent-ils pas incroyablement vivaces ? Depuis trente ans, connaissons-nous mieux les Allemands ? Savons-nous mieux ce qui les fait vibrer, les indignes, les révolte, les enchanter ?

Cette meilleure connaissance mutuelle était l'objectif principal de l'union franco-allemande, entre autres institutions, à l'Arte. La rempli-t-elle ? La chaîne nous ouvre-t-elle une fenêtre sur l'Allemagne, celle des rues et des écoles, celle qui attaque les foyers d'étrangers, eussent-ils que nous eussions compris, au-delà des clichés ? A quelques exceptions près, comme le magazine «Transit», ou le remarquable feuilleton *Helmut*, qui nous fit revivre avec tact et nuances les années d'avant et d'après-guerre, il faut bien reconnaître que l'Allemagne nous demeure aussi étrangère qu'avant l'Arte.

Il faut dire que la chaîne culturelle semble parfois s'ingénier à laisser passer les occasions. Ainsi proposait-elle une soirée thématique sur le rire. Certes, nul ne se payait d'illusions. «Thématique» a beau rimer avec «zygomatique», on savait bien que le but n'était pas de finir pilés sous le canapé. Mais au moins attendait-on une sorte de leçon d'humour comparé. On s'entendait ainsi savoir, par exemple, ce qui fait rire les Allemands aujourd'hui. Qui sont leurs «Gulgnols de l'info», leurs «Nuls», leur Patrick Sébastien ? De quoi se racontent-ils à l'heure des tabous sont-ils les mêmes que les nôtres ?

Au lieu de quoi, rien. Un inimaginable empiètement de nullités, dont le seul objectif semblait être de tenir jusqu'à minuit. Pour commencer, deux séquences prétendant représenter, côté France, le sketch des croissants de Fernand Raynaud, qui doit bien dater de la signature du traité franco-allemand. Côté allemand, l'histoire d'un monsieur qui, au restaurant, fait sa déclaration à une dame avec un bout de vermicelle collé sur le nez. Et tout le reste à l'avenant, le rire chez Picasso, le rire de l'homme de Néandertal, pas l'ombre d'une trouvaille, d'une enquête. On se dépêche d'en rire, de peur d'avoir à en pleurer.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-matin. Signification des symboles : * signalé dans «Le Monde radio-télévision» ; o Film à voir ; ■ Ne pas manquer ; ■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 22 janvier

- TF 1**
- 20.45 Magazine : Les Marches de la gloire. Présenté par Laurent Cabrol.
 - 22.25 Magazine : Ushuaïa. L'île d'Hawaii, Chasseurs de crocodiles, Le bouge, sur la route des fourrures, Le king des supajaks, Les avions du désert.
 - 23.25 Divertissement : Sexy Dingo.
 - 23.55 Arthur, émission impossible.
- FRANCE 2**
- 20.50 Série : Meigret. Les Caves du Majestic, de Claude Goretti.
 - 22.30 Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot.
 - 23.55 Journal et Météo.
 - 0.15 Cinéma : Shanghai Express. ■■■ Film américain de Josef von Sternberg (1932) (v.o.).
- FRANCE 3**
- 20.45 Magazine : Thalassa. Les Bellot, d'Alain Guellet. Aux Chantiers de l'Atlantique, à Saint-Nazaire.
 - 21.50 Magazine : Faut pas rêver. Thaïlande : des hommes et des singes ; France : les bons et les méchants ; Madagascar : l'extraordinaire aventure de Jean Laborde.
 - 22.45 Journal et Météo.
 - 23.05 Magazine : Le Divan. Invité : Jean-Claude Morchoisne, dessinateur.
 - 23.25 Série : Les Incorruptibles.
 - 0.15 Court métrage : Libre court. Via Vendramin, de José Alcázar.
- CANAL PLUS**
- En clair jusqu'à 19.30
- 19.20 Sport : Football. Caen-PSG. Match de la 22^e journée du championnat de France de D1, en direct. A 19.30, Coup d'envoi du match.
 - 21.20 Téléfilm : Le Retour de Sam McCloud. O'Alan J. Levi.
- ARTE**
- 20.40 Magazine : Transit. Consacré au trentième anniversaire du traité d'amitié franco-allemand.
 - 22.20 Magazine : Macadam. Concert Marvin Gaye.
 - 23.50 Documentaire : Témoins de notre siècle. Carlo Schmid (1956-1979) (30 min).
- M 6**
- 20.45 Téléfilm : Enquête à Chinatown. De Michael Pressman.
 - 22.30 Série : Mission impossible, vingt ans après.
 - 23.30 Magazine : Emotions.
 - 0.00 Magazine : Culture rock.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio archives. Charles Trenet.
 - 21.30 Musique : Black and Blue.
 - 22.40 Les Nuits magnétiques. Le reggae.
 - 0.05 Du jour au lendemain. Que le bilinguisme de... Jean Roudaut.
 - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 25 août 1992 à Drexler) : Die Verklarte Nacht op. 4, de Schoenberg ; Symphonie n° 4 en mi bémol majeur, de Bruckner, par la Saatchi-Saatchi Staatskapelle, dir. : Giuseppe Sinopoli.
 - 23.09 Jazz club Par Claude Carrière et Jean Delmas. En direct du New-Morning à Paris : le saxophoniste Steve Coleman avec Reggie Washington, contrebasse, et Gene Lake, batterie.
 - 1.05 Papillons de nuit.

- TF 1**
- 13.15 Magazine : Reportages. Marion, prison sans issue.
 - 13.55 Jeu : Millionnaire.
 - 14.20 La Une est à vous.
 - 17.25 Magazine : Trente millions d'amis.
 - 17.55 Divertissement : Les Roucasseries.
 - 18.25 Série : Starsky et Hutch.
 - 19.15 Divertissement : Vidéo gag.
 - 19.45 Divertissement : Le Babette Show.
 - 19.50 Tirage du Loto.
 - 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
 - 20.45 Divertissement : Toute la ville en parle. Présenté par Alexandre Cabanis. Avec Denis Fabre, Armande Lenoir, Annie Pujol, Fabienne Egal, Phil Barney, Dany Brillet, Laurent Voulzy, Indira, Brigitte Nielsen.
 - 22.35 Téléfilm : L'Héritage. De Rob Holcomb.
 - 0.15 Magazine : Formule sport. Football : championnat de France ; Surf ; Funboard ; Voile : Vendée Globe et Tour du monde en 90 jours.
- FRANCE 2**
- 13.25 Magazine : Géopolis. Présenté par Claude Sérillon. France : le vide et le trop-plein (aménagement du territoire).
 - 14.15 Magazine : Animalia. En Tunisie.
 - 15.10 Magazine : Sport passion. A 15.15, Tiercé, en direct de Vincennes ; A 15.30, Football : Beuveville-Hed. Ster (2^e division) ; A 17.35, Magazine Terre de foot : football d'Afrique et d'Amérique du Sud ; dossiers Jean-Pierre Papin et Chris Weddle.
 - 18.55 INC.
 - 19.00 Magazine : Frou-frou. Invité : Christian Clavier.
 - 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
 - 20.50 Théâtre : On dinera au fit. Pièce de Marc Camoletti, mise en scène de l'auteur, avec Jacques Balutin, Bernard Monnez, Daniel Prévost.

- TF 1**
- 10.25 Magazine : Auto Moto. Spécial Rallye Monte-Carlo. L'actualité de la formule 1 ; Concours : élection de la plus belle voiture de l'année.
 - 11.05 Météo (à 12.20).
 - 11.10 Magazine : Téléfoot. Championnat de France.
 - 11.55 Jeu : Millionnaire.
 - 12.25 Jeu : Le Juste Prix.
 - 12.50 Magazine : A vrai dire.
 - 12.53 Météo et Journal.
 - 13.20 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
 - 14.15 Un flic dans le Mefia.
 - 15.10 Série : Perry Mason.
 - 15.45 Divertissement : Rire en boîte et boîte à rire.
 - 16.55 Disney Parade. Mark Twain et moi (1^{re} partie).
 - 18.00 Des millions de copains. Alors à l'attaque.
 - 19.00 Magazine : 7 sur 7. Invité : le professeur Luc Mornagier.
 - 20.00 Journal, Tiercé et Météo.
 - 20.40 Ripoux contre ripoux. ■■ Film français de Claude Zidi (1989).
 - 22.35 Magazine : Cinéma dimanche.
 - 22.45 Cinéma : Air Force 21. ■■ Film américain de Peter Markle (1989).
- FRANCE 2**
- 11.00 Messe. Célébrée en la chapelle Sainte-Marie de Neully-sur-Meuse (Seine-Saint-Denis).

DIMANCHE • 12H

Bernard Kouchner

à l'Heure de Vérité.

- 12.00 Magazine : L'Heure de Vérité. Invité : Bernard Kouchner.
- 12.59 Journal et Météo.
- 13.20 Dimanche Martin.
- 14.55 Série : Mission casse-cou. Dimanche Martin (suite).
- 15.45 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.
- 18.20 Magazine : Stade 2. Résultats : Images de la semaine ; Football ; Basketball ; Rugby ; Volley-ball ; Automobile : Rallye Monte-Carlo ; Ski : présentation des championnats du monde ; Athlétisme : Cross de Tour

- 22.50 Magazine : Ardimat. Présenté par Thierry Ardisson.
 - 0.05 Journal et Météo.
 - 0.20 Magazine : La 25^e Heure. Présenté par Jacques Perrin. Tribunal des Régions délinquantes. Avec Jean Carmet, Paul Preboist, Gaggas Conchon, Alain Souchon, Laurent Voulzy, Michel Lagrand.
- FRANCE 3**
- 13.00 Samedi chez vous (à 14.50, 16.45). Télévision régionale.
 - 14.00 Série : La croisière s'amusse.
 - 15.55 Série : Metlock.
 - 17.40 Magazine : Montagne. Bhoutan, derniers territoires himalayens, de Claude Francillon (1^{re} partie).
 - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
 - 18.55 Un livre, un jour. *Ultima Thulé*, de Jean Malaurie.
 - 19.00 La 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le Journal de la région.
 - 20.05 Jeu : Huguodéire (à 20.40).
 - 20.15 Divertissement : Yacapa.
 - 20.45 Téléfilm : Hors piste. D'Alain Baudy.
 - 22.10 Journal et Météo.
 - 22.35 Magazine : Strip-tease. Avec Jean Liban et Marco Lamerich. 1^{re} et 2^e parties, chef : Yanto, torero ; Train de sénateur ; Marba.
 - 23.30 Magazine : Salut Manu. Présenté par Manu Chango et Yanna Katsoulas avec le Soul Makossa Gang.
 - 0.15 Continentales Club. Meilleurs moments de la semaine.
- CANAL PLUS**
- En clair jusqu'à 14.05
- 13.30 Magazine : L'œil du cyclone.
 - 14.00 Le Journal du cinéma. Spécial Avoriaz, les résultats.
 - 14.05 Téléfilm : Pour l'amour d'une vampire. De Daniel Tapitz.
 - 15.35 Documentaire : Les Albatros du cap Taïraoa.

- coings ; Lige ; Coupe du monde à La Planche ; Sud de fond ; le Foule blanche ; Boxe : présentation du match Nicolette-Tate.

Dimanche 24 janvier

- 19.25 Série : Maguy.
 - 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
 - 20.50 Cinéma : La Grande Vedrouille. ■■ Film français de Gérard Oury (1966).
 - 22.55 Variétés : Taretata.
- FRANCE 3**
- 11.00 Magazine : Musicales. Cycle Brahms (1^{re} partie). Brahms au piano. Œuvres interprétées : Balade op. 10 et Intermezzo op. 117, par Michel Dalbert.
 - 12.00 Flash d'informations.
 - 12.05 Télévision régionale.
 - 12.45 Journal.
 - 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
 - 13.30 Jeu : Au pied du mur.
 - 14.00 Série : La croisière s'amusse.
 - 14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. A 14.55, Ski (Coupe du monde de ski alpin à Val d'Isère) ; A 15.15, Tiercé, en direct de Vincennes ; A 15.30, Basket (championnat de France) ; Gravelines-Chalet, en direct de Gravelines ; A 17.05, Zeg zag : Spécial Hawaii.
 - 17.30 Dessin animé : Les Simpson.
 - 17.55 Magazine : Jamais sans mon livre. Présenté par Bernard Rapp.
 - 19.00 La 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le Journal de la région. Grand témoin : Lionel Jospin.
 - 20.05 Film d'animation : Les Fables géométriques.
 - 20.15 Série : Benny Hill.
 - 20.45 Spectacle : La Fête sur glace. Avec des artistes de Moscou sur glace et du Cirque de Moscou.
 - 22.05 Magazine : A vos amours. Présenté par Caroline Tresca, invité : Michel Leeb.
 - 22.55 Journal et Météo.
 - 23.20 Cinéma : La Belle de Moscou. ■■ Film américain de Rouben Mamoulian (1957) (v.o.).
- CANAL PLUS**
- En clair jusqu'à 14.00
- 12.30 Flash d'informations.

- De Beverly Brown.
 - 16.05 Les Superstars du catch. Avec Buddy Guy, Blue Brothers, Randy Crawford.
 - 17.00 Dessin animé : Zoolympics.
 - 17.03 Sport : Football américain. Dessin animé : Zoolympics.
 - 17.55 En clair jusqu'à 20.30
 - 18.00 Dessin animé : Les Razmoket.
 - 18.25 Décade pas Sunny. Batman.
 - 19.20 Animeux superstars. Lasse.
 - 19.30 Flash d'informations.
 - 19.35 La Top.
 - 20.30 Téléfilm : Rêves brisés. De Robert Jacovs.
 - 22.00 Magazine : Jour de foot. Buts et extraits des matches de la 22^e journée de championnat de France de D1.
 - 22.30 Divertissement : Samedi soir avec Les Nouveaux.
 - 23.20 Flash d'informations.
 - 23.25 Cinéma : Le Cercle infernal. ■■ Film britannique-canadien de Richard Lenoir (1977).
 - 1.00 Cinéma : Rage in Harlem. ■■ Film américain de Bill Duke (1990) (v.o.).
- ARTE**
- Sur le câble jusqu'à 19.00
- 17.00 Magazine : Transit. De Daniel Leconte (rediff.).
 - 19.00 Magazine : Via Regio. Les régions européennes.
 - 19.30 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités japonaises et britanniques de la semaine du 23 janvier 1993.
 - 20.20 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. De Wagner, par le Chœur et l'Orchestre du Metropolitan Opera de New-York, dir. James Levine ; sol. : Kiriya Maria, Francisco Araiza, Lars Magnusson, Donald McIntyre, Hermann Frey, Jan Hendrik Rooten.
 - 20.30 8 1/2 Journal.
 - 20.40 Documentaire : En balte. Vie et mort de l'opérateur André Staps, de Klaus Helle et Rainer Komers.
 - 22.05 Téléfilm : Fourscore à Dublin. De Johnny Gogan.
 - 23.05 Moyen métrage : La Couleur. Par Marie-Noëlle Combes. Claudio Abbado.

- coings ; Lige ; Coupe du monde à La Planche ; Sud de fond ; le Foule blanche ; Boxe : présentation du match Nicolette-Tate.

- 23.45 Musique : Montreux Jazz Festival. Avec Buddy Guy, Blue Brothers, Randy Crawford.
 - 0.15 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff. 45 min).
- M 6**
- 13.55 Série : Supercopier.
 - 14.50 Série : Les Champions.
 - 15.40 Variétés : Matchmusic.
 - 16.40 Magazine : Culture rock. Rencard du rock français 1974-1990.
 - 17.10 Série : Amicalement vôtre.
 - 18.15 Série : Les Têtes brûlées.
 - 19.05 Magazine : Turbo. Spécial Rallye-Royce.
 - 19.50 Jeu : Les savez-vous ?
 - 19.54 Six minutes d'informations. Météo.
 - 20.00 Série : Notre belle famille.
 - 20.35 Musique : Flashback.
 - 20.40 Téléfilm : Le Monstre évadé de l'espace. De Richard Colla.
 - 23.50 Série : L'Heure du crime.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Photo-portrait. Jean Le Gac, peintre.
 - 20.45 Dramatique. Maison commune, d'Yves Laplace, précédée d'un entretien avec l'auteur.
 - 22.35 Musique : Opus. Les Westbrooks.
 - 0.05 Rencard au clair de la nuit... Avec Jean-Pierre Bailly, producteur de cinéma.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 18.00 Soirée lyrique (en direct de New-York) : Les Maîtres-Chanteurs de Nuremberg, de Wagner, par le Chœur et l'Orchestre du Metropolitan Opera de New-York, dir. James Levine ; sol. : Kiriya Maria, Francisco Araiza, Lars Magnusson, Donald McIntyre, Hermann Frey, Jan Hendrik Rooten.
 - 23.35 Concert pour la guitare. Cabaret. Par David Jesse. Mouloudji.
 - 1.02 Maestro. Par Marie-Noëlle Combes. Claudio Abbado.

- 11.10 Magazine : Turbo (rediff.).
 - 12.00 Série : Mariés, deux enfants.
 - 12.30 Série : Notre belle famille (rediff.).
 - 13.00 Série : Bookers.
 - 13.55 Série : Cosmos 1999.
 - 14.55 Série : Soko, brigade des stupés.
 - 15.50 Magazine : Fréquentator. Hommage à Daniel Salvoine. Spécial films.
 - 16.50 Musique : Flashback.
 - 17.10 Série : L'Heure du crime.
 - 18.05 Série : Enquêtes à Palm Springs.
 - 19.00 Série : O'Hara.
 - 19.54 Six minutes d'informations. Météo.
 - 20.00 Magazine : Mode 6 (à 20.40).
 - 20.05 Série : Notre belle famille.
 - 20.35 Magazine : Sport 6.
 - 20.45 Téléfilm : Le Peuple crocodile. D'Elmo Dauter.
 - 22.30 Magazine : Culture pub.
 - 23.00 Téléfilm : Virginie. De François Abouit.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Atelier de création radio-phonique. Ladislav Novak de Třebíč.
 - 22.35 Musique : Le Concert (donné le 9 octobre 1992, au Théâtre de la Ville, à Paris). Madredeus, musique traditionnelle du Portugal. Avec : Teresa Salgueiro, chant ; Pedro Ayres Magalhães, guitare ; Rodrigo Lado, claviers ; Francisco Ribeiro, violoncelle ; Gabriel Gomes, accordéon.
 - 0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.35 Concert de jazz (donné le 21 novembre à Munich) : Time, in Zeitluke, de Zoller ; Halene Chroma, de Kassap ; No Doubt, de D. Gola ; Ida Pida, de Sunda ; Gong's Few Minutes in Colour, Short Story in en-moll, When Evening Mellow, de Zoller.
 - 22.33 Autoportrait. Par Myrman Soumagnan. Renaud Gagneux, compositeur.
 - 23.35 L'Oiseau rare. Par Michèle Lejeune et Maguy Lovano. Les Cloches op. 35, Concerto pour piano et orchestre n° 2 en ut mineur op. 19, de Rachmaninov.
 - 1.00 Les Fantaisies du voyageur. Par François Picard. Iren.

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

Le sort du quotidien populaire du groupe Hersant

L'éditeur canadien Québécois intéressé par « France-Soir »

Le groupe de communication canadien Québécois Inc. présidé par M. Pierre Péladeau s'intéresse à France-Soir, l'un des deux quotidiens nationaux d'informations générales, aux côtés du Figaro, du groupe de M. Robert Hersant.

1993 sera l'année des personnes âgées en Europe

La Communauté européenne a dédié l'année 1993 aux personnes âgées et à la solidarité entre générations. Des centaines d'événements, rencontres, fêtes, conférences devraient mettre en valeur, dans les douze pays européens, tout au long de l'année, les contributions des personnes âgées dans la vie associative, économique, familiale, etc.

Pour la France, les projets présentés, jeudi 21 janvier, par M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées, retiennent un thème chaque mois. En février, par exemple, ce sera la fête. Des personnes âgées iront conter des histoires dans les écoles, des villages organiseront des bals et des spectacles, le mouvement La Flamboyance organisera une remise de poèmes aux anciens par des enfants d'écoles maternelles et primaires. Parmi les multiples initiatives, une liaison cycliste Athènes-Agda organisée par la Fédération française de la retraite sportive et un « Trans-Europe Ulisse », train forum qui circulera pendant quinze jours dans les pays européens du continent.

Dans un entretien publié jeudi 21 janvier par le quotidien montréalais Le Devoir, M. Péladeau évoque son intérêt pour le journal, à condition que le ministère des finances l'autorise à l'acquiescer et à y exercer normalement son contrôle. Dans les quotidiens, la loi fixe à 20 % la limite des investissements permis aux entreprises qui n'appartiennent pas à un pays de la CEE. M. Péladeau a toutefois précisé qu'il se rendrait à Paris « dans la première ou deuxième semaine de février » afin d'examiner une entente avec le groupe de M. Hersant, y compris dans le domaine des imprimeries.

Québecor est le premier imprimeur canadien, et le deuxième aux Etats-Unis : c'est dans ce secteur qu'il réalise les deux tiers de son chiffre d'affaires (2,37 milliards de dollars canadiens, soit 10 milliards de francs). Il est aussi présent dans la presse quotidienne — avec notamment le tabloïd populaire Le Journal de Montréal, 275 000 exemplaires, le Winnipeg Sun, etc. — et contrôle une quarantaine d'hebdomadaires gratuits et payants. M. Péladeau, self-made man but en couleur, dont le groupe a bien traversé la crise grâce à une gestion rigoureuse, s'intéresse aussi à l'imprimerie Del Duct, à Blois (Le Monde du 29 septembre 1992), et a toujours indiqué « qu'en France, dans l'édition, nous voudrions surtout concrétiser des associations ».

La presse canadienne se fait aussi l'écho de l'intérêt pour France-Soir du groupe Hollinger de M. Conrad Black (Jerusalem Post, Daily Telegraph de Londres). Mais la direction de France-Soir a réaffirmé que « le titre n'était pas à vendre ».

Y. M. L.

Malgré une nouvelle attaque menée par des avions américains dans le nord de l'Irak

Bagdad maintient son « cessez-le-feu »

Interrogé au sujet de l'attaque menée, jeudi 21 janvier, par deux avions américains contre une batterie de missiles dans le nord de l'Irak, le président Bill Clinton a déclaré : « Je n'ai rien à ajouter, si ce n'est que nous allons continuer notre politique. C'est notre politique et nous allons la conserver. »

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Maintenant sa politique d'apaisement, Bagdad a réagi, jeudi, à l'attaque de deux avions de chasse américains, près de Mossoul, en réaffirmant « que l'Irak était toujours engagé par le cessez-le-feu » décrété, mardi, « en signe de bonne volonté » à l'égard du nouveau président américain. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a qualifié cette attaque de « provocation hostile », indiquant, contrairement à la version américaine (voir l'article de Dominique Dhombrès page 4), qu'aucune batterie de radar n'avait été mise en action depuis le cessez-le-feu.

Le porte-parole a déclaré que ce n'était pas une batterie de défense antiaérienne qui a été bombardée, précisant que c'est un conteneur de bombes à fragmentation à retardement qui a été lancé « sur une zone civile ». « Il n'y a pas eu de victimes », a-t-il ajouté, mais l'explosion a mis le feu à de grandes quantités d'engrais et provoqué des dégâts dans les cultures.

Ce premier incident depuis le « cessez-le-feu » décidé par l'Irak ne devrait pas donner lieu à une riposte. Bagdad voulant donner un peu de temps au nouveau président américain pour réviser le dossier irakien. Cette attitude a été confirmée par le « bon accueil » fait, jeudi, à leur arrivée de Bagdad, aux cinquante-deux membres de

l'ONU chargés de la destruction des armes chimiques. Cette première équipe qui comprend du personnel administratif, vingt-cinq membres d'équipes d'hélicoptères et douze inspecteurs, devait être suivie, ce vendredi, d'une deuxième.

Selon le chef de cette mission, M. Paul Brough, de nationalité américaine, celle-ci n'est pas chargée de rechercher de nouvelles armes chimiques mais de superviser la destruction de celles déjà identifiées. « Nous allons reprendre la destruction des agents et munitions chimiques entreposés sur le site d'Al-Muthana, à 130 kilomètres au nord-ouest de Bagdad », a-t-il indiqué, avant d'ajouter : « Il y a encore beaucoup à faire mais, jusqu'à présent, nous avons été à même de remplir notre mission. » Les experts de l'ONU estiment qu'il leur faudra encore six mois pour achever cette tâche.

FRANÇOISE CHIPAUX

La commémoration de l'exécution de Louis XVI

Emotion place de la Concorde

Une soixantaine de manifestants royalistes qui occupaient la Panthéon ont été interpellés, jeudi 21 janvier en fin d'après-midi, par les forces de police. Ils avaient défilé sur la corniche du monument une banderole proclamant « Vive le roi et à bas la République ». Dans la matinée, près de cinq mille personnes s'étaient rassemblées place de la Concorde à Paris, pour commémorer l'exécution de Louis XVI.

Les fleurs de lys en bouquets, brodées sur les étendards ou déposées sur épinglette, étaient le signe de ralliement. Ces manifestants bien nés n'étaient pas tous venus des beaux quartiers de la capitale, mais aussi de banlieue et de province. L'émotion était perceptible pendant la minute de silence observée à 10 h 22 précises, à l'instar même du, deux cents ans plus tôt, le bourgeois avait fait son office. Quelques larmes gillaient sur les visages graves, malgré le concert d'avertisseurs des « citoyens-automobilistes » bloqués rue Royale.

Au pied des statues symbolisant les villes de Rouen et de Brest, en face de l'hôtel Crillon, le service d'ordre du comité

d'honneur qui avait appelé à cette manifestation déposait des dizaines de gerbes de fleurs blanches pour délimiter le « périmètre carré » où s'était dressé l'échafaud en 1793. Etendards levés, une quinzaine de scouts de Liévin en culottes de peau, qui avaient veillé toute la nuit à la basilique de Saint-Denis, accueillant les invités, parmi lesquels M. Bruno Mégret. Le député général du Front national se félicitait de cette occasion de rétablir la « vérité de l'histoire ».

Après que Jean Raspail eut annoncé la présence de l'ambassadeur des Etats-Unis, venu déposer une gerbe en remerciement de la contribution du monarque à la guerre d'indépendance, le comédien Jean-Pierre Darra a lu le testament spirituel rédigé par Louis XVI dans sa prison, la nuit de Noël 1792. Au moment où le Requiem de Cherubini résonnait à nouveau dans les colonnes de hauts parleurs dressés à l'ouest de la place, tels des bois de justice, une petite centaine de républicains du comité Saint-Just entonnaient, du côté de l'Assemblée nationale, une Marseillaise rigolante en brandissant une tête de veau au bout d'une pique.

C. de C.

En remplacement de M. Francis Balle

M. René Monory nommé M. Ph.-O. Rousseau au CSA

Le mandat de trois des neuf membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel venant à échéance, le président du Sénat, M. René Monory, a annoncé, jeudi 21 janvier, la désignation de M. Philippe-Olivier Rousseau, directeur des activités télévision d'Eutelsat.

Il remplacera M. Francis Balle, nommé par Alain Poirer en 1989, qui reprend ses activités d'enseignement et de recherche sur la communication. Le président du Sénat a justifié son choix en rappelant l'importance qu'il « attache au développement du rôle du CSA dans le domaine des technologies de l'image et du son » et son souhait que « soient renforcées l'indépendance et les compétences du CSA ».

M. Rousseau, jeune — il a trente-six ans — et au profil plutôt « apolitique », a exercé différentes fonctions techniques et de production audiovisuelles, notamment à la Société française de production (SFP).

Il devrait particulièrement s'intéresser aux dossiers des satellites, des techniques de transmission, et d'audiovisuel européen, qu'il pratique depuis 1990 à l'Organisation européenne de télécommunications par satellite (Eutelsat).

Le président de la République et le président de l'Assemblée nationale n'avaient pas encore rendu publics leurs choix, vendredi 22 janvier en fin de matinée, les noms les plus couramment cités étant ceux de M. Georges-François Hirsch (remplaçant M. Roger Burnel), et de M. Monique Dagnand, la seule qui pouvait être renouvelée.

[Né le 16 novembre 1956, M. Philippe-Olivier Rousseau est ingénieur des télécommunications et diplômé de monologie. Il a travaillé à la SFP à partir de 1980, d'abord au département images du bureau de Los Angeles de 1982 à 1984, directeur de la filiale française jusqu'en 1987, avant d'être producteur associé de séries télévisées (dont certaines à M. G. et directeur adjoint pour les affaires internationales en 1989. Il avait rejoint Eutelsat en 1990.)

Le Crédit lyonnais et les assureurs nordiques

Altus Finance s'intéresse au danois Hafnia

Altus Finance, filiale par l'intermédiaire de laquelle le Crédit lyonnais réalise des « coups », s'intéresse de près au deuxième assureur danois, Hafnia, en pleine déconfiture. Hafnia est en cessation de paiement depuis le 19 août 1992 (Le Monde du 21 août).

Altus Finance, chargé de faire tout ce que le Crédit lyonnais « ne veut pas, ne peut pas ou ne sait pas faire », s'est fait une spécialité de l'acquisition d'actifs de compagnies d'assurances en difficulté. Le groupe dirigé par M. Jean-François Hélin avait notamment

L'année du coq après celle du ange

Le réveillon des gérontes chinois

PÉKIN

de notre correspondant

Comme chaque année, mais de manière plus voyante, le Nouvel An chinois, que les Chinois célèbrent cette année samedi 23 janvier, a été l'occasion, pour un certain nombre de vieillards qui tirent encore les ficelles du pouvoir communiste, de réapparaître à la télévision, indiquant qu'il fallait encore compter avec eux.

Ainsi eut-on vu trois grandes figures de la vieille garde conservatrice : M. Wang Zhen (quatre-vingt-cinq ans), vice-président de la République, hospitalisé depuis longtemps, mais qu'on avait présenté, habillé, dans un fauteuil ; M. Chen Yun (quatre-vingt-huit ans), dans le même état, quoique légèrement moins malade ; et M. Peng Zhen, recordman de longévité à quatre-vingt-onze ans, nettement moins en forme, en pyjama dans son lit d'hôpital. On a également revu le chef de l'Etat, M. Jiang Shangkun (quatre-vingt-six ans), qui vient de regagner ses pénates après une récente hospitalisation. Ils recevaient les vœux de leurs proches et collaborateurs immédiats à l'occasion de l'avènement du coq de l'année.

Celui-ci remplace la singe, animal qui aura été à la hauteur de la réputation d'imprévisibilité que lui confèrent les superstitions avec le grand retour politique de M. Deng Xiaoping, lui-même jadis assis au singe cédant de la légende, qui sème la zizanie à travers l'univers. On s'attendait que M. Deng, dont la famille affirme qu'il est pleine forme, se montre lui aussi, à Shanghai, où il se trouverait actuellement.

Ce défilé de gérontes ne contribuait guère à raffermir une direction composée de personnalités ternes qui paraissent exalter surtout dans l'art du non-agir, hormis pour rendre un hommage appuyé, comme durant les Journées ayant précédé le réveillon, à la « vieille garde révolutionnaire ». Cette vaillante cohorte n'avait pas le temps de se donner — pratiquement sans interruption depuis le 1^{er} janvier, pour la première fois très célébrée à Pékin — à leur passion : les pétards, toujours plus gros, plus sonores et plus abondants, hormis dans les quelques villes où ils sont interdits.

C'est notamment le cas à Canton, où les autorités craignent des accidents en raison des sommes importantes que les gens sont désormais en mesure de dépenser pour satisfaire au besoin impérieux de produire un maximum de bruit en vue d'effrayer les mauvais esprits à l'heure d'une nouvelle année. Mais les Cantonais ont trouvé le parade : ils se procurent des bruits d'explosion enregistrés sur cassettes. La police a tiré la sonnette d'alarme, la confusion accrue l'empêchant de distinguer les véritables pétards des imitations sonores. Pas simple, vraiment, de diriger les Chinois.

FRANCIS DERON

SOMMAIRE

AU COURRIER DU MONDE

ÉTRANGER

Pologne : le « coup de gueule » de M. Skubiszewski 3
Ouverture du huitième sommet de la CEI à Minsk 3
Amnesty International dénonce les viols qui se poursuivent en Bosnie 4
Etats-Unis : M. Zoé Bard renonce à devenir ministre de la justice 4
Israël et les Palestiniens expulsés : l'envoyé spécial de l'ONU souligne l'impénitence de la communauté internationale 8

ESPACE EUROPÉEN

« Trente ans de coopération franco-allemande : un mariage de raison plutôt qu'une passion folle » Un instrument de l'ancrage dans la Communauté • Tribune : « Vu de Londres : des rapports jugés à la fois avec euphorie... et un soupçon d'envie », par David Marsh 7 à 9

POLITIQUE

Selon les données de Marcel Déat, M. Roland Gaucher a rejoint Sigmarungen en octobre 1994 10
La préparation des élections législatives : le ton monte entre le RPR et le CDS 10
Bilan d'une législature : X. — Les chemins de l'égalité sociale 11

SOCIÉTÉ

Médecine : le Centocin est retiré du marché 13
La réorganisation du système de transfusion sanguine 13
La mise en liberté sous caution de l'ex-POG de RMO 14
Infraction au code de l'urbanisme au cap d'Antibes 14

CULTURE

Théâtre : Filomena marturano mis en scène par Marcel Maréchal au Théâtre national de Chaillot 15
Arts : le peintre François Morellet à la galerie Durand-Dessert 15
Musiques : la production aixoise des Indes galantes à l'Opéra-Comique 16

ÉCONOMIE

La loi Besson sur le logement des ménages défavorisés entre en application 18
Alore que la chimie est en crise, BASF et ICI procèdent à des échanges d'activités 20
Vie des entreprises 20

SANS VISA

« Nantes et le bois d'œuvre » Skouette • Le Liban par temps de paix • Canal du Midi, les écluses de l'oubli • Montpellier : botanistes en serre 25 à 32

Services

Abonnements 8
Annonces classées 18
Carnet 22
Jeu 30
Tic-tac 9
Marchés financiers 20 et 21
Météorologie 22
Radio-télévision 23
Spectacles 17
Week-end d'un cinéaste 22
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Sans visa » folioté 26 à 32
Le numéro du « Monde » daté 22 janvier 1993 a été tiré à 492 042 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Heures locales » : Bruay vire au vert

L'ancienne cité minière veut s'offrir un nouveau visage, mais il lui faudra du temps et de l'argent pour améliorer l'environnement de ceux qui sont restés « au pays ». Également dans ce supplément : la paix des clochers. L'Église redécouvre la carte de ses paroisses et invente, à sa manière, une nouvelle forme d'« intercommunauté ».

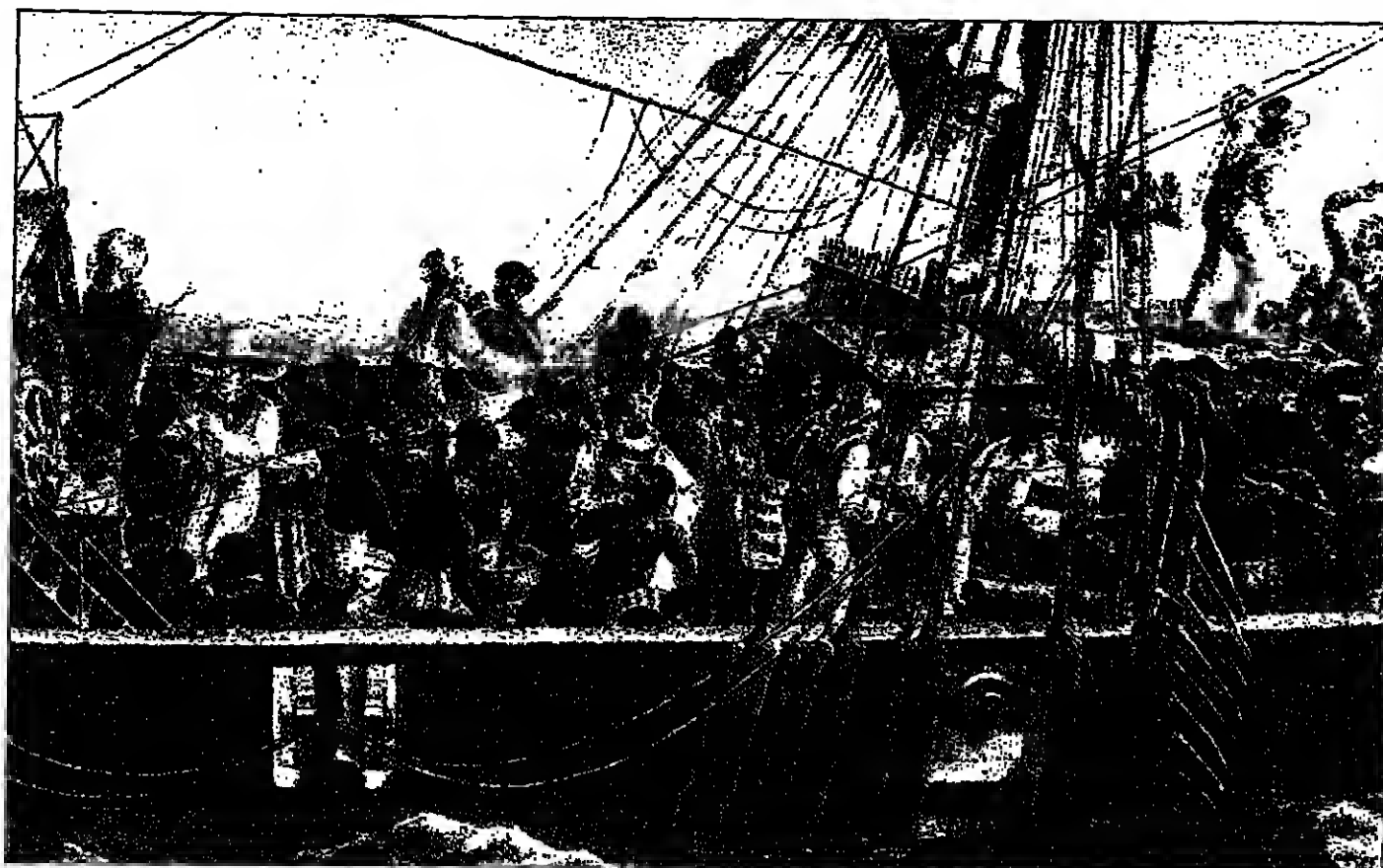
Dates : le traité de l'Ellysée

Il y eut trois ans, le 22 janvier 1963, de Gaulle et Adenauer signèrent le traité de coopération franco-allemand de l'Ellysée.

Le Monde

S A N S • V I S A

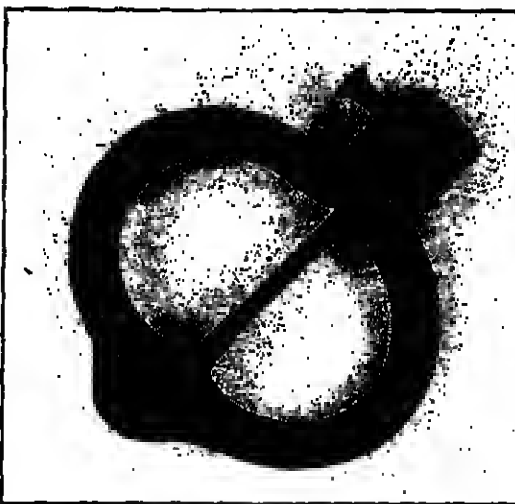
Nantes



« Transports des nègres dans les colonies. » Gravure du dix-neuvième siècle par Oursel (Musée de Saint-Malo).

PHOTO P. JEANNEAU DU CHATEAU - VILLE DE NANTES

et le bois d'ébène



Entraîne pour les poignets

Une ville regarde l'histoire en face : Nantes veut s'ouvrir au monde, renouer des relations avec l'Afrique et l'Amérique sur un « sentier d'égalité », après avoir apuré ses comptes avec son passé de port négrier. L'exposition, intitulée « Les anneaux de la mémoire », au château des ducs de Bretagne, en abordant un sujet tabou, dépasse largement le cadre nantais, si l'on se souvient qu'il a fallu attendre février 1992 pour que le pape Jean-Paul II, en s'agenouillant sur l'île de Gorée, au Sénégal, exprime la dette de l'humanité à l'égard du continent africain.

Les corsaires ont fait, selon Michelet, la fortune de Saint-Malo. Les négriers ont fait celle de Nantes. Du port de Nantes et du pays nantais, dont l'essor et la prospérité au dix-huitième siècle sont fondés sur un fructueux trafic : le commerce triangulaire et la traite des Noirs - le « bois d'ébène » - achetés sur les côtes du Sénégal

et du golfe de Guinée, en Afrique, vendus aux planteurs de Saint-Domingue et des Antilles, d'où l'on rapporte le sucre, le café, le cacao, le rhum, l'indigo qui seront manufacturés dans la région ou redistribués vers l'Europe du Nord et de l'Est. Nantes, première place négrière de France, qui arme à elle seule près de la moitié des expéditions lancées au dix-huitième et au dix-neuvième siècle, loin devant Bordeaux, La Rochelle ou Le Havre. De 1704 à 1837, près de mille huit cents campagnes de traite, plusieurs centaines de milliers de captifs échangés contre des fusils, de la poudre, des tissus et des colliers, et transférés de leurs terres natales vers les îles des Caraïbes où les attendent les exploitants, souvent originaires de Nantes eux aussi. C'étaient vraiment, reconnaît un Nantais d'aujourd'hui, « nos îles »...

« La mémoire est la santé du monde... Je salue Nantes qui ose se souvenir de tout », écrit Erik Orsenna, écrivain qui fut un temps conseiller de M. François Mitterrand à l'Elysée, en ouverture du catalogue de l'exposition intitulée « Les anneaux de la mémoire », qui a déjà reçu en six semaines plus de vingt-cinq mille visiteurs. L'entreprise est rare, sinon unique : Le Havre en 1986, Liège en 1989, bientôt Liverpool, véritable tête de pont des cités négrières. Au dix-neuvième siècle, dans les douze volumes consacrés à Nantes, Camille Mellinet ne réservait qu'une seule page à la traite. En 1967, la revue *Nantes-Réalité* censurait sans le dire les passages déplaisants en reproduisant un reportage de 1837...

Aujourd'hui, la ville regarde « l'histoire en face », une histoire pourtant suffisamment proche pour que des héritiers se sentent encore atteints par la réprobation adressée à leurs ancêtres, pour que les générations actuelles se sentent redevables de ce que leurs noms ont porté d'ombre et de lumière dans l'exercice d'une profession - armateur - et d'un métier - l'aventure maritime, le commerce - qui admettait des pratiques et profitait de trafics que nous jugeons criminels et inhumains, mais que la morale dominante de l'époque acceptait. Sans pitié, sans émotion.

Désarmés, enlevés à leur terre, à leur village, privés de liberté, châtiés, entravés, enfermés, entassés, jaugés, soupesés, emportés au loin, les captifs étaient soumis à une terreur plus redoutable que la mort qui les attendait à destination où ils seraient, croyaient-ils, livrés aux plus effroyables supplices. Savoir que la pratique de l'esclavage était ancestrale sur le continent africain (en direction du nord et de l'est), reconnaître que des rois noirs, sur la côte, et des intermédiaires africains ont profité de la traite pour rançonner leurs ennemis et même livrer leurs sujets afin d'établir leur puissance par les armes, n'efface rien de la cruauté du rapt.

A la violence absolue qui leur était faite par leurs geôliers répondait le désespoir sans bornes des embarqués involontaires, et les premières journées à bord, tant que les côtes africaines étaient encore en vue, étaient réputées les plus dangereuses pour l'équipage. Aux révoltes sanglantes, meurtrières, réprimées sans merci, mais avec le souci de ne pas sacrifier toute la « marchandise », succédaient, interrompant la longue plainte des captifs, les suicides collectifs, des femmes se jetant par-dessus bord, des hommes entravés par deux, celui qui veut mourir entraînant celui qui voulait vivre. On rencontrait parfois des navires errants où les noirs, libérés de leurs chaînes, avaient eu raison de tout l'équi-

page, étaient devenus les prisonniers de l'océan...

Le plus redoutable pour tous était la durée de la traversée transatlantique, de quarante jours à deux mois, et surtout les mers plates, où l'immobilité, la chaleur, l'alimentation l'angoisse. Entreprise à fort profit (l'esclave serait vendu quatre fois son prix, on en chargeait trois cents à quatre cents, il faudrait plusieurs voyages « en droiture » pour ramener des îles les cargaisons de produits tropicaux échangés contre le « bois d'ébène »), le commerce triangulaire comportait aussi d'énormes risques. La durée de la campagne (seize à dix-huit mois au dix-huitième siècle, dix à douze au siècle suivant), les aléas de la « cueillette » au long des côtes africaines, exigeaient un bon bateau, rapide et sûr, un équipage nombreux (soixante marins), des vivres et de l'eau en grande quantité. Le capitaine d'un tel navire devait être à la fois fameux navigateur, habile négociateur et le redoutable patron d'une poudrière humaine.

Les instructions des armateurs - « la routine de la traite », - prises à la lettre, donnent une image plus optimiste de la vie à bord : avec le souci qui est leur de livrer des hommes et des femmes (deux tiers d'hommes en principe) en bonne santé, on ne cessait de recommander qu'on leur donne à boire et l'occasion de se laver, de se brosser les dents avec un

morceau de canne à sucre, qu'on leur distribue (dans la caillière qui est accrochée à leur cou à côté de leur numéro) « huit centilitres d'huile de palme » pour éviter que la peau ne se dessèche.

Enchaînés et entravés la nuit dans l'entrepont où l'on ne peut se tenir que couché, à trois par mètre carré (« il faut savoir que les noirs ignorent l'usage du matelas », explique un armateur, Théophile Conneau), les passagers forcés sont invités à passer le jour sur le pont supérieur, par temps calme, et à prendre de l'exercice. « Rien de mieux pour la conservation des Noirs », note, au dix-huitième siècle, Jacques Savary des Brulons, que l'harmonie de quelques instruments pour les faire danser et les tenir gai le long du chemin. Mais le fouet n'est jamais loin, comme le montrent les graveurs de l'époque, et les fers, les entraves, les menottes, les chaînes (certains fabriqués dans la région), les colliers de force, pointes tournées vers l'intérieur, parlent un autre langage.

« C'est à ce prix que vous mangez du sucre en Europe », fait dire Voltaire à l'esclave rencontré par Candide. Le même Voltaire, qui écrit en 1734, dans son *Traité de Métaphysique*, que les Blancs « sont supérieurs à ces nègres, comme les nègres le sont aux singes, et comme les singes le sont aux huîtres ». Le même Voltaire qui a des actions, en bon bourgeois prévoyant, à Nantes chez Montaudou, le grand armateur-négrier de l'époque. Esprit du temps.

De notre envoyée spéciale
Michèle Champenois
Lire la suite page 28

AU SOMMAIRE



Canal du Midi, monument en péril p. 29
Liban, paix et projets p. 27
Montpellier, côté botanique pp. 28 et 29
Provence, histoire d'une nation p. 32

Escapes (p. 26) • Télex (p. 26)
Jeux (p. 30) • Table (p. 31)

ASSINTER VOYAGES

38, rue Madame - 75006 Paris. Tél. : 45-44-45-87

Destinations lointaines : circuits culturels avec accompagnateurs spécialisés et voyages individuels

TIBET : « SUR LA ROUTE DES CARAVANES TIBÉTAINES »

26 jours à partir de 34 800 F

Départs : 10 mai - 2 août - 6 septembre

« Vous vous laisserez envôler par les paysages grandioses des plateaux tibétains en empruntant la route de Labrang à Katmandou. Vous visiterez les plus beaux monastères du Tibet et les hauts lieux du bouddhisme. »

Divers circuits TIBET et BHOUTAN

Brochure sur simple demande et dans votre agence de voyages

Ski-couette

ZELL-AM-SEE

L'INTENTION était bonne. Il s'agissait de faire découvrir à une poignée de journalistes français que la neige savoyarde n'est pas la seule skiable au monde. A tout le moins qu'il n'est pas plus difficile, et peut-être plus agréable, pour passer un week-end, d'aller en Autriche qu'en Tarentaise.



La démonstration commençait plutôt mal en raison d'un acheminement aérien laborieux. Ainsi, pris de dix heures après avoir quitté son appartement parisien, on s'installait dans une chambre d'hôtel. Elle était spacieuse et confortable pour un prix très

les skieurs s'y calfeutraient dans un grand désordre.

Mettre le nez dehors relevait de l'aventure polaire. Le hizzard tendait inutilisables téléphériques, funiculaires, télésièges et remontées-pentes. On se risqua néanmoins sur l'unique piste neuve. Pour découvrir les sensations que peut éprouver un aveugle sur des planches. L'alternative était soit de persévérer et risquer la pneumonie, soit de renoncer.

Lâchement, on choisit de battre en retraite. La couette et le roman qu'on avait prudemment amené étaient trop tentants. Après quelques pages, on s'endormit hâtivement jusqu'à l'heure du dîner.

Pour la circonstance on nous avait prêté quelque chose de

soir-là, il y avait du chevreuil et du faisán à la carte. Pour patienter, on goûta au fromage de tête chaud au vinaigre. Thérèse se fit une place sur la banquette pour prendre les commandes. Elle proposa des crêpes pour le dessert et elle mélangea avant une énorme salade fraîche. Elle déboucha aussi des bouteilles de vin rouge. On trinqua avec les tables voisines. On chanta. En quittant Thérèse on eut beaucoup de difficultés à rester debout jusqu'au minuit.

Le remède local contre la gueule de bois, c'est un jus de citron dans un café. Cela se révèle assez efficace le lendemain avant de repartir à l'assaut des sommets. Le vent s'était un peu calmé. Il était tombé une vingtaine de centimètres

contend d'être encore entier après le froissement des deux «murs» glacés surplombant l'arrivée.

Ernst Pacalt n'a pas de ces faiblesses. Il est l'un des favoris de la prochaine édition. Il est aussi le patron du Zum Hirschen, un hôtel dans le centre de Zell-am-See. Il nous proposa de nous remettre de nos émotions autour d'un schnaps. L'alcool était fort et parfumé. L'hôtel était une véritable bonbonnière. Il en a hérité de sa mère et l'a entièrement rénové. Aucune chambre ne fait moins de 30 mètres carrés. L'ensemble sauna-piscine-jacuzzi-solarium a été conçu pour recevoir deux équipes de football. Un saint polychrome, exposé dans le hall, protège la maison contre l'incendie. On tomba sous le charme de cette grosse bâtisse toute en recoins précieux. On y imagina des vacances de riches à prix dégriffés.

En prenant congé d'Ernst Pacalt, on fut presque surpris d'être attendu dans la rue par le minibus et non par un traineau. Emmis tout sous une peau de loup, on aurait volontiers sillonné derrière un cheval au local décoré de grutes, les rues de l'ancienne cité médiévale, allongée au bord de son lac. Zell-am-See se prête merveilleusement à ce genre de songe hivernal. On s'était chez les artisans des sports d'hiver.

Après une errance mélancolique entre des murs lourds d'histoire et impeccablement blanchis, on se retrouva devant la porte de l'hôtel Zur Muehle, tout de boiseries blondes, de dégagements compliqués, de fleurs séchées. On y fut accueilli par le rire de Monika. Monika a été une skieuse les plus intrépides de la vallée. Elle fut notamment l'une des premières femmes à braver les pentes sommitales du Kitzsteinhorn. De cette époque, elle a gardé que de grosses raies qui tressaillent sur sa poitrine quand elle rit. Monika est une ogressse. On vient chez elle pour faire l'apnée. Elle tira de la bière, réchauffa des coconnaillies, coupa des parts de tarte. Elle pimenta la conversation d'histoires polissonnes. On rit et on apprécia cette table rustique.

Pour regarder notre couette, on marcha le long de la Salz, la rivière qui doit son nom aux mines de sel qui firent, jadis, la fortune des évêques de la région. Il y avait des stalactites de glace au coïco des toits, des coussins de neige sur les branches des pins, des couronnes de sapins enrubannées aux portes des maisons. On avait les joues rouges. On allait regretter de partir. Le lendemain, l'avion n'a pas eu de retard.

De notre envoyé spécial
Alain Girardo

L'Europe inspirée

«Une autre idée du voyage.» Ainsi Kort/Voyages (86, boulevard des Batignolles, 75017 Paris, tél. : 42-93-28-58) résume-t-il les «programmes de qualité autour de thèmes inédits ou d'événements exceptionnels» et les voyages «dédiés à la musique ou aux arts plastiques» qui, accompagnés de personnalités du monde des arts ou de l'histoire, constituent un éventail de propositions séduisantes pour les adeptes d'une approche culturelle des pays visités. En marge des négociations diplomatiques, des considérations juridiques et des marchandages économiques, Kort présente de l'Europe un autre visage, celui de cultures qui, au-delà de leur diversité, constituent un patrimoine et un héritage communs à chacun des habitants du Vieux Continent.

D'où l'inventaire, le «tour du propriétaire» auxquels convie une brochure qui invite, au fil du calendrier, à explorer «le Madrid de Velasquez et de Goya» avec, notamment, une visite privée des collections du Duc d'Albe ainsi que de celles du baron Thyssen (du 25 au 28 février, 6 500 F par personne en chambre double et demi-pension, avion compris), à percer, sous la conduite de la comtesse Fulvia Filangeri, descendante d'une illustre famille locale, les «secrets napoléoniens» (du 10 au 14 mars, 8 750 F) ou à la redécouverte de la Toscane de Piero Della Francesca (du 1^{er} au 5 avril, 5 500 F, en train), à l'occasion du cinquième centenaire de la mort du peintre des fresques du couvent de San-Francesco d'Arezzo et du diptyque d'Urbino, exposé au Musée des Offices à Florence. Une promenade inspirée qui se poursuivra tout au long de l'année, à travers les cafés viennois et les jardins anglais, à Cracovie et à Saint-Petersbourg, des villas palladiennes aux coupes baroques et aux fleches gothiques de Prague. Une programmation complétée par quelques grands rendez-vous de la saison lyrique en Europe, à Salzbourg, Dresde (pour une approche inédite de Mozart), Savonlinna, en Finlande, et Prague.

Une station au soleil

Normalement, il faut moins d'une heure et demie, pour, depuis Nice, rejoindre, par la route, Isola 2000. Mais il faut ajouter un quart d'heure supplémentaire pour un arrêt à la Bollinette. Niché à flanc de montagne, au bord de la sinieuse D2205, ce hameau abrite, en effet,

une boulangerie-pâtisserie qui, l'avis des connaisseurs, propose les meilleures tartes au pomme du monde. Un art de vivre qui, sa façon, résume assez bien la philosophie prônée par la statique des Alpes du Sud.

Une station toute en courbes, à commencer par celles, droues, «pistes locales, moins sélectives, certes, que celles des stations pi au nord, mais souvent généreusement enneigées. Couri rebondies du Front de neige, ce horizon de la station, dant les immeubles, réennés et recouverts y a quelques années, de placage de bois clair, n'offrent plus le visage triste du béton nu et délavé. Un effort dont, malheureusement, n'a pas profité une signalétique des plus médiocres qui transforme en jeu de pistes le cheminement le long du couloir qui serpente d'un hoi à l'autre du Front de neige. Atou majeur d'ue station située à 90 km de la Méditerranée, aux limites du parc naturel du Mercantour : son ensoleillement, grâce, notamment, à l'effet bénéfique du col de la Lombarde. Les voisins italiens apprécient, q ioverissent massivement les terrasses des chalets d'altitude. Avec 120 km de pistes plus rouge que coïres, Isola 2000 est plus une station à vivre qu'un fief du ski sportif. De plus, en attendant la liaison avec le versant transalpin (elle doublerait le domaine skiable), les mordus de la spatule serot bico avisés d'éviter les périodes de vacances scolaires...

Dans l'immédiat, la station soigne un après-ski où, sur des parcours balisés, promenades en traîneaux à chiens ou en scooters des neiges sont très prisées. Il en va de même de l'école de conduite sur glace qui, dès l'arrêt des remonte-pentes, affiche complet. Quant à la gastronomie, elle se célèbre notamment à la table de l'Hôtel Diva qui conjugue cuisine bourgeoise et service attentionné. Le gîte est à l'égal du couvent avec vingt-huit chambres et suites, de 1 490 F en basse saison, à 2 650 F en haute saison par personne, en chambre double et demi-pension. Moins cosy mais idéalement situé au cœur de la station, le Chastillon, avec cinquante-quatre chambres, de 520 F à 810 F, selon la saison. A noter, pour les plus pressés, la liaison en hélicoptère (20 minutes), depuis Nice : 4 400 F pour cinq passagers.

Renseignements à l'Office du tourisme local (tél. : 93-23-15-15) et, à Paris, à la nouvelle Maison d'Isola 2000, 134, boulevard Haussmann, 75008 Paris, tél. : 45-61-28-27.

G. D.

Réincarnation à Sonada

Deux voyages sont prévus à Sonada, en Inde, à l'occasion des cérémonies d'intronisation de la réincarnation de Kalou Rimpoché (le Monde du 9 janvier). Il y en aura un troisième : celui organisé par l'association Kalou-Rimpoché d'aide à l'enfance, une association fondée par le maître tibétain pour aider à la survie des enfants du monastère de Sonada. Ce voyage ne manque pas d'atouts. Comme nous l'écrit le président de cette association, M. Pascal Flamand, «il offre la possibilité de participer de très près aux cérémonies et à la vie du monastère de Sonada tout en bénéficiant des conditions de confort des meilleurs hôtels de Darjeeling. Il permet d'être guidé par deux accompagnateurs occidentaux connaissant parfaitement la culture tibétaine pour avoir, chacun, effectué la traditionnelle retraite de trois ans dans un monastère tibétain. [L'association] ayant choisi, enfin, de ne pas faire de bénéfice, le prix demandé de 12 000 F est très abordable.»

Du 19 février au 4 mars, quatorze jours avec visites de Delhi, Badgpora (stupa de Salsougar), Darjeeling (excursion à Tiger Hill), Gangtok (monastère de Rountek). Inscriptions auprès de Daniel Boschoer, 5, rue de Palestro, 75002 Paris, tél. : 42-33-97-91.

Guide

• Y aller. En avion, vol quotidien Paris-Salzburg (sauf la samedi) au départ de Roissy, opéré en pcol par Austrian Airlines (tél. : 42-66-35-43) et Air France (47-42-06-92), sur des appareils loués à la compagnie Tyrolian Airways. Prix : 1 610 F A-R en «vois vacances» jusqu'à la fin mars, puis 1 895 F. N'extrapolons pas sur le fait que le vol emprunté par notre journaliste a décollé de Paris avec un retard important. Regrettons néanmoins l'absence d'explication convaincante donnée aux passagers et le fait que les hôtesse ne parlaient pas un mot de français. Kaprun, voisin de Zell-am-See, est à environ 100 km par la route de Salzbourg. En voiture, comptez environ 1 000 km de Paris.

Avec qui? Des séjours de ski à Kaprun ou Zell-am-See

sont proposés dans la brochure Jet Toura-Vacances autrichiennes disponible dans toutes les agences de voyages, les agences Air France et le réseau Jet Tours. Le prix par personne pour une semaine en chambre double et demi-pension avec petit déjeuner buffet oscille de 5 490 à 7 000 F avec le vol Paris-Salzburg A-R et les transferts, et de 2 400 à 4 200 F sans transport aérien. A noter d'importantes réductions pour les enfants.

Y séjourner. A Kaprun, l'hôtel Zur Möhle et à Zell-am-See l'hôtel Zum Hirschen (dont le patron Ernst Pacalt parle français) offrent un confort moderne et douillet dans une ambiance traditionnelle.

Se renseigner. Office du tourisme autrichien, 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57. •

Stoèmes Féeries théâtrales sur neige, à Montgenève, du 13 au 20 février, avec sept troupes de théâtre de rue, en lice pour la «Fée d'Or», trophée décerné par un jury présidé par Jérôme Savary et qui récompensera le meilleur spectacle fantastique interprété dans un impressionnant décor naturel (un espace de 100 m de long sur 80 m de large), sur le thème de la montagne, de la neige et du froid. Renseignements auprès de l'Office du tourisme local, tél. : 92-21-90-22.

Ski, remise en forme et gastro associées dans le cadre du forfait proposé jusqu'à fin mars par le Grand Hôtel d'Unige-les-Bains en association avec l'Institut d'hydrothérapie thermale local et la station olympique de Chamrousse. Prix de ce week-end spécial : 980 F par personne pour deux nuits avec petits déjeuners, deux dîners gastronomiques, quatre soins et deux journées de ski. Egalement proposé sur deux jours en semaine. Renseignements au 76-89-10-80.

Les Etats-Unis en non-fumeurs, une première du voyageur Kuoni

qui, dans sa brochure «Etats-Unis/Canada» (disponible dans les agences de voyages) propose aux voyageurs allergiques au tabac des dates garantissant un vol en zone non-fumeurs et, une fois sur place, des tables de restaurants, des chambres et des autocars sans la moindre volute de fumée.

Trois jours de safari en pleine neige pour découvrir, en Jeep, certains des plus beaux sites de l'Islande : Thingvellir, Geysir, Gullfoss et Langavatn. Une aventure proposée de janvier à mars (départ de Paris tous les samedis, minimum 4 passagers) par les Voyages UTA (3, rue Meyerbeer, 75009 Paris, tél. : 48-24-74-74) avec deux guides à Reykjavik. Prix : 8 990 F par personne avec vol A-R sur la compagnie Icelandair.

Flanets et clavacins vedettes du nouveau festival organisé du 4 février au 11 mars au château du Grand Jardin, à Joinville (Haute-Marne). Au programme, onze concerts dans la grande salle de ce fleuro de la haute Renaissance française, édifié par le duc de Guise en 1546. Parmi les

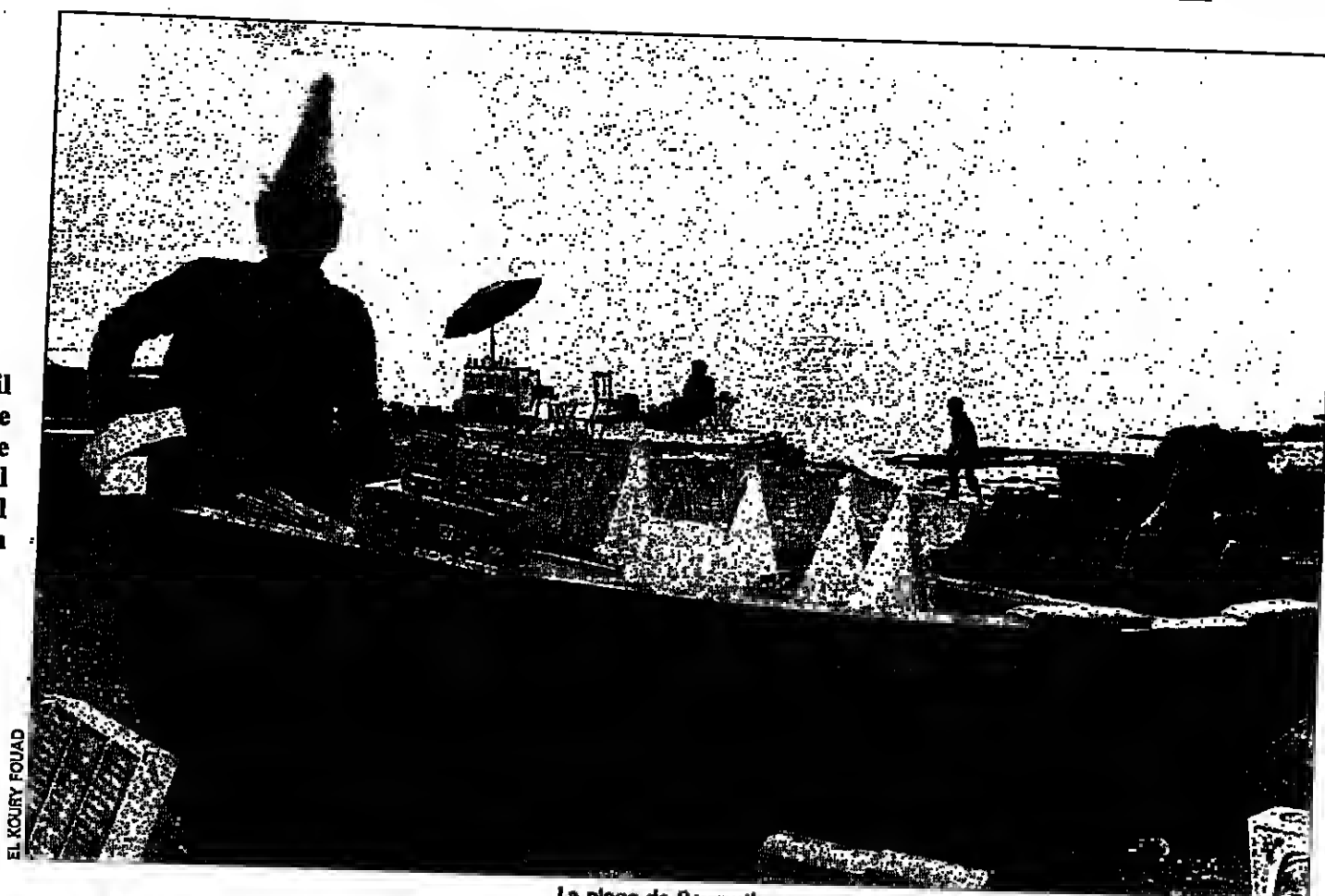
artistes invités : Frank Briley, Jaime de Hagen, Mikhail Rudy, Arianna Goldina, Rémy Loumbrozo, Michaël Lévinas, Catherine Joly, Andréas Staller, Catherine Collard, Nathalie Stutzmann, Pierre Hanzaf et le Concert français. Gable Magnan et le Quatuor Muir. Renseignements au 25-94-17-54.

Les Antilles (Pointe-à-Pitre, Fort-de-France, Saint-Martin) à moins de 3 000 F A-R avec Air France après la baisse du tarif «Super Vacances» (vois désignés et règlement lors de la réservation) en périodes «vertes» (du 15 mars au 8 avril et du 10 mai au 17 juin, 12 mai au 23 juin pour les vols vers la métropole) et à moins de 4 500 F en périodes «orange» (29 janvier au 14 mars, 9 avril au 9 mai et 18 au 23 juin vers les Antilles avec des dates légèrement différentes vers la métropole). Uo tarif applicable sans supplément au départ des régions métropolitaines sur vols Air France.

Sélection établie par Patrick Francès et Danièle Tramard.

Le Liban par temps de paix

Le Liban retrouvera-t-il jamais cet état d'insouciance légère qui en faisait l'une des grandes terres d'accueil du bassin méditerranéen ? Il faut l'espérer. Sur place, on y songe.



La plage de Beyrouth.

DANS le trafic pourtant inextricable de Beyrouth, le vieux car Mercedes se fraye, à grands coups de klaxon, un chemin vers le sud. Il quitte la voie côtière pour, par une route incommode, monter dans les montagnes proches. Des goudrons de pluie suintent du plafond. Mais Rosy est beureuse. Voilà si longtemps, en effet, qu'elle attendait ce moment. Celui où, à côté du chauffeur, elle reprendrait son micro de guide touristique. La reconstruction du Liban, c'est aussi, pour Rosy, celle du tourisme. La guerre, certes, a détruit les aspects les plus artificiels du pays, gommé sa façade luxueuse, mais pas son authenticité.

Rosy est une forte femme, au caractère affirmé. Des cheveux courts aux mèches poivre et sel, et des yeux noirs passionnés. Pour rien au monde, elle n'aurait abandonné son métier. Elle a tenu bon. Dix-sept ans. « Avant la guerre, en 1974, j'étais inscrite comme guide touristique avec le numéro 169. En 1975, nous étions 203. Aujourd'hui, nous ne sommes plus que cinq. » Sur la route de l'aéroport, elle signale la découverte récente d'une nécropole phénicienne. « Entre 1970 et 1974 », précise-t-elle avant d'ajouter : « Je mets entre parenthèses les années de guerre. » Manière de se persuader que l'avenir est à la paix.

Dans les rues de Beyrouth, les blindés ont disparu. Seuls un ou deux chars stationnent à proximité des bâtiments stratégiques comme l'immeuble de la télévision. Les mitrailleuses sont rangées dans leurs housses. Dans ces zones sensibles, des gérants abritent un militaire, libanais ou syrien, qui assure un contrôle client. Les voitures ralentissent et le garde fait signe de passer sans poser la moindre question.

Les accords de Taëf, le désarmement des milices, l'arrivée des Syriens, la constitution du gouvernement en octobre dernier autour d'un homme d'affaires sunnite, Rafie Hariri, autant d'éléments nouveaux dans lesquels tous les Libanais veulent voir une espérance de paix durable. Entre 1970 et 1975, le tourisme représentait 17 % du budget libanais avec, pour objectif, 20 %. La guerre, en ruinant ce secteur, en a décidé autrement. « Nous avions un parc hôtelier de 17 000 chambres », précise Nasser Safiedine, directeur général du Conseil national du tourisme. « En 1992, nous en avons 7 200. » Mais, ajoute-t-il, la guerre a eu un aspect positif : avant, tout était centré sur Beyrouth alors qu'aujourd'hui les capacités d'accueil se décentralisent. Ainsi, dans le nord du pays, j'ai recensé vingt-cinq projets touristiques privés en voie de réalisation.

Signe des temps, le palais Al Bustan revit. Sur la colline de Beit Mery, embrassant la Méditerranée, la ville et les premières montagnes, le site est superbe mais l'édifice, une cible facile à atteindre. A plusieurs reprises, l'hôtel a été visé : dix-huit obus ont pulvérisé la façade. Cette année, trois mois de fermeture ont été nécessaires pour une remise en état complète. Parallèlement, et dans le cadre de la décentralisation touristique, le Conseil national du tourisme encourage la création de plus de mille lits dans les montagnes du Chouf, autour de Beit Eddine, l'ancien palais de l'émir Chehad, restauré par la famille Joumblatt. Ecuries et jardin accueillent les superbes mosaïques des quatrième et septième siècles réoccupées, pendant la guerre, par Walid Joumblatt, sur le site archéologique de l'église de Jiyech. Jusqu'à présent, la région ne comptait qu'une centaine de lits.

« Nous ne sommes pas encore prêts pour le tourisme de masse, et ce n'est pas notre objectif », explique Nasser Safiedine, favorable à « un tourisme en groupe, thématique, culturel, éducatif dans le cadre d'un projet de développement régional, voire les conséquences de la guerre. Un programme à la carte en quelque sorte. »

L'été dernier, des hommes d'affaires jordanais et syriens, accompagnés de leur famille, ont rempli l'Al Bustan. Le long de la route côtière du nord, en direction de Byblos, les studios du « Halat », un complexe balnéaire, étaient tous occupés. Quant aux statistiques de la Middle East Airlines, la compagnie aérienne libanaise, elles montrent une augmentation de la fréquentation du pays. Le nombre de passagers (hommes d'affaires, premiers touristes ou Libanais expatriés) est en hausse de 10 %, et on prévoit une croissance de 15 % à 20 % environ pour 1993. Des perspectives qui expliquent la concurrence à laquelle, à peine remise de la guerre, doit faire face la compagnie libanaise. « Dix-neuf compagnies étrangères desservent aujourd'hui Beyrouth et nous font une concurrence déloyale », estime Abdul Hamid Fakhoury, le président de la compagnie.

Dans les années les plus sombres, les Libanais n'ont jamais cessé ni de faire du commerce ni de reconstruire. Hier, le tourisme ne perdait pas un jour. Aujourd'hui, le tourisme prend la relève. « Quand on parle du tourisme, relève Nicolas Fattouche, ministre du tourisme, on parle de paix. » Avocat, catholique, il est plus enclin à interroger ses visiteurs sur l'image actuelle du Liban à l'étranger qu'à présenter les atouts de son pays. Les questions sur la présence syrienne, manifestement, l'agacent. « Sans la Syrie, il n'y a pas de paix au Liban », affirme-t-il. Les accords de Taëf prévoient un regroupement des forces syriennes dans la plaine de la Bekaa, préalable à leur retrait du Liban. Mais aucune date n'a été fixée. A l'aéroport, les portraits du chef de l'Etat syrien, Hafez El Assad, sont affichés sur les murs. Dans Beyrouth, s'y ajoutent des slogans pleins de gratitude.

Dans son car, Rosy, catholique, militante (elle a passé de longues journées devant le palais de Baabda pour apporter son soutien à Michel Aoun qui s'y était réfugié), parle avec discrétion et pudeur de la présence syrienne. « Pour avoir la paix, il y a un prix à payer », observe-t-elle avant de noter : « Le cèdre, notre emblème, est solide, indestructible, le Liban aussi, mais sa politique est celle du roseau... » Son sujet favori ? La Phénicie, née indépendante, et qui a donné naissance, quinze siècles avant notre ère, à son pays. La Pax Syriana, cette paix imposée par la présence militaire syrienne, lui permet aujourd'hui de dévoiler les trésors antiques libanais.

Peut-on, pour autant, aller partout ? La route de l'aéroport longe, dans la banlieue sud, le quartier chiite et à Baalbek les temples monumentaux de Bacchus et de Jupiter dominant le

quartier général du Hezbollah. Partout, d'imposantes effigies de Khomeiny délimitent les territoires. « On ne rentre pas dans les lieux saints, précise Rosy, mais sinon on va partout. A condition d'être discret et d'éviter d'exhiber des appareils photos et des caméras. » Apparemment, l'exemple de l'Egypte et des attentats antitouristiques perpétrés par des intégristes islamiques n'inquiète pas les Libanais. « Les intégristes, observe Nasser Safiedine, sont sous l'influence extrémiste de l'Iran, mais il n'y a pas de racines profondes dans la population ; leur implantation est donc artificielle, et ils sont trop minoritaires pour entreprendre ce genre d'action. »

Sur la côte, au nord de Beyrouth, Byblos apparaît comme une station balnéaire chic. A ses richesses archéologiques, Pépé Abed, dit le « le Pirate », a ajouté une touche très tropézienne. Dans son restaurant, sur le port, les serviettes rappellent que cet endroit était « Le rendez-vous des célébrités ». En témoignage également la galerie de photos de toutes les stars du monde entier qui défileront ici avant guerre. Au village, le vendeur de souvenirs et de fossiles, patient et résigné, témoigne : « Je n'ai pas vu un client depuis trois jours. Depuis longtemps, tout est calme ici. D'ailleurs, regardez : l'église, la mosquée et, sur la colline, les châteaux. Et pourtant jamais aucun conflit car, ici, personne ne nous a manipulés. »

Rosy, de son côté, décrit le sarcophage sur lequel ont été identifiés, à Byblos, les premiers signes de l'alphabet. Pour la première fois depuis 1975, elle reprend, par cœur, cette longue et passionnante histoire. Rien n'a échangé, si ce n'est le centre de Beyrouth, entièrement détruit, la place des Martyrs, anéantie, Souk el Gharb et Baabda, devenus, plus récemment, de nouveaux lieux historiques. Une parenthèse que Rosy, la Phénicienne, évoque en dissimulant une douleur très intérieure.

De notre envoyé spécial
Jean Verdier

Guide

• La Liban s'étend le long de la Méditerranée, sur 210 kilomètres de long et 40 à 60 kilomètres de large. En hiver, il est possible de faire du ski dans les deux principaux domaines du mont Liban, à une heure environ de voiture de Beyrouth : Faraya (1 310 mètres) et Faqra (1 300 mètres).

Une piequette, réalisée en 1992 par le Conseil national du tourisme libanais, recense une centaine d'hôtels de toutes catégories dans l'ensemble du pays.

La monnaie locale est la livre libanaise, extrêmement dévaluée. Les transactions se font aussi facilement en dollars. Les grands hôtels proposent des menus occidentaux, mais la gastronomie libanaise est excellente, comme les « mézé », une quarantaine de petits plats, ou le couscous libanais avec beaucoup d'épices.

A propos du général Delestraint

Permettez-moi d'apporter deux corrections à votre article sur le Vercors concernant le général Delestraint, (« Le Monde Sans Visa » du 16 janvier).

Ce n'est pas à la station de métro La Muette que le général a été arrêté, mais en sortant de la station Rue-de-la-Pompe.

Il eût été intéressant que vous fassiez connaître à vos lecteurs les conditions dans lesquelles le général a été arrêté, les causes en étant connues : non-habitude de la guerre secrète, manque de précautions, etc.

Vous écrivez que le général a été fusillé. Selon M. Penchenat, député à Dachau aujourd'hui déporté, que j'ai connu en 1946, lequel, en sa qualité de chirurgien, était affecté à l'infirmerie, m'a raconté que le général était « mort dans ses bras » des suites d'une dysenterie et autres mauvais traitements. Je n'ai pas de raison de douter de ses dires.

En conséquence, contrairement à

COURRIER

vos allégations, le général Delestraint n'a pas été fusillé. D'ailleurs, je n'ai jamais entendu dire, sauf exception à l'arrivée des troupes américaines libérant les déportés, que ceux-ci auraient été fusillés. Les nazis avaient d'autres « moyens » de les tuer.

Il ne s'agit pas d'entamer une polémique, mais l'Histoire doit être basée sur des certitudes.

Michel Edinger
carte de combattant au titre de la Résistance
réseau du Musée de l'Homme

Vercors et guérilla

Votre article du 16 janvier sur le Vercors m'a d'autant plus passionné que j'ai récemment fait des recherches sur la mort de mon ami, le capitaine Fressin (Michel Perotin) du 1^{er} Cuir. Je voudrais vous proposer quelques réflexions.

1. - Le Vercors ne pouvait changer le sort de la bataille de Normandie, mais il a changé celui de la bataille de Provence. Informé du fait que les Allemands avaient évacué le Sud-Est, le commandement a donné l'ordre de foncer vers Grenoble dès

la libération de Marseille, au lieu d'avancer en occupant le terrain (témoignage d'un capitaine du 7^e Chasseurs d'Afrique).

2. - L'erreur stratégique de raisonner à la guérilla ne paraît pas pouvoir être imputée à la bêtise des officiers mais à l'absence d'un commandement unique et stable. Après cette guerre, les mêmes officiers ont montré leur capacité d'adaptation : voyez Héli de Saint-Marc à la frontière chinoise. Auparavant, la prise du mont Cassin par les Goums en a fourni l'exemple.

3. - Pourquoi dépenser 25 millions pour commémorer la Résistance alors que le Musée de Champigny est désert, et qu'il serait préférable de renforcer l'unité française et européenne au lieu de flatter les corporatismes chauvins ? Devant une histoire aussi tragique, l'humilité, la pitié, ne sont-elles pas plus indiquées ? Je vous suis reconnaissant d'avoir apporté un témoignage de qualité.

Xavier Fonsale
(Noisy-sur-Ecole.)

CROISIÈRES CHANDRIS

Vacances d'Hiver ? Où partez-vous ?
ANTILLES ? FLORIDE ? JAMAÏQUE ?
MEXIQUE ? VENEZUELA ?

Quel que soit votre choix,
le soleil des Caraïbes vous y attend !
... à des prix très très très compétitifs
(ex : à partir de 11 135 F, au départ de Paris*)
pour des croisières de 8, 11 et 12 jours d'île en île,
de plage en plage, sur la mer bleue et chaude des Caraïbes,
sous le signe de la fête, de la farniente et de la découverte.

Sans aucun engagement de votre part, demandez nos brochures : 93
CROISIÈRES CHANDRIS - Lic. 175521 - 35 rue Etienne Marcel 75001 Paris

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
CP & Ville : _____

Nantes et le bois d'ébène

Suite de la page 25

La Reine-des-anges, le Roi-Guinguin, l'Étoile-de-Nantes, le Saint-Joseph, le Père-de-Famille, la Sainte-Anne, la Gentille, la Marie-Séraphique... On leur donnerait le bon Dieu sans confession à ces navires négriers du dix-huitième siècle. D'ailleurs, on le leur donne : ni le roi, ni le pape, ni l'opinion publique ne trouvent à redire à ce commerce triangulaire qui prélève en Afrique la main-d'œuvre réclamée par les planteurs américains. Ni l'État qui autorise, encourage puis subventionne cette activité, ni l'Eglise qui s'assure qu'à défaut de la liberté sur terre on offre aux Noirs, par le baptême forcé, le salut et la vie éternelle, ni les braves armateurs, capitaines, marins, négociants, industriels, ouvriers, qui en tirent profit. Le Caïra, l'Égalité, battant pavillon aux couleurs de la Révolution, ne sont pas moins déterminés : 1789 et 1790 sont des années championnes pour l'armement nantais.

Il faudra attendre le soulèvement de Saint-Domingue pour que la Convention abolisse l'esclavage, en 1794, et fasse droit à l'esprit des Lumières ; et attendre le consulat de Bonaparte pour qu'en 1802 il soit rétabli, sur un soupir de la belle créole, Joséphine, et surtout pour de hauts motifs de géopolitique : les Anglais, toujours les Anglais... Pas question de faiblir, ni de s'affaiblir. C'est la guerre, donc la traite continue.

Et elle continuera de plus belle dans la première moitié du dix-neuvième siècle, ne cessant vraiment qu'avec la véritable extinction du « marché », par l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises, en 1848 seulement. Les Anglais, maîtres négriers incontestés, l'ont supprimé sur leurs terres dès 1807 et entendent imposer le même régime à leurs concurrents.

Ils font décider l'interdiction de la traite par les pays réunis au congrès de Vienne en 1815 et deviennent - l'abolition précé-

dant de loin la suppression - les gendarmes des mers. Arraisonnements, visites de navires suspects, procès retentissants, ne découragent pas tout le monde : Nantes s'illustre dans cette période de commerce « interlope » (le mot est d'origine anglaise) en armant deux fois plus de navires que Bordeaux et Le Havre réunies - plus de trois cents - et elle s'en cache à peine. Un industriel, l'entrepreneur Petit Pierre, fait ouvertement de la publicité pour fournir le matériel nécessaire, le *Bonne-Mère* est lancée au nez de Louis XVIII qui devra envoyer des missions d'inspection ; les capitaines rusent en sortant de l'estuaire. Les dangers et l'excitation d'une guerre de courses s'ajoutent à l'appât du gain.

Nantes, « obsédée par une époque dont elle récuse la fin, affirme avec plus de vigueur encore son titre de capitale négrière de la France », écrit l'historien Eric Saugera. Continuant « l'infamie trafiquée », elle est montrée du doigt par les autres ports français craignant pour l'honorabilité générale.

C'est aussi l'époque où s'aggrave considérablement les conditions de transport des nègres captifs, et où se multiplient les accrochages, les révoltes, et il n'est pas rare que la mer et les requins soient la destination d'effroi d'une cargaison illégale devenue indésirable. De cette phase encore moins glorieuse de son époque commerciale, Nantes a conservé, selon ses historiens, une sorte de paranoïa, une névrose qui lui fait voir des esclaves enchaînés dans les caves du quai de la Fosse (où il n'y en eut jamais, assure-t-on), et coiffant dans son désarroi les pratiques de certains négriers et les noyades ordonnées par Carrier pendant la Terreur révolutionnaire, rencontrer des âmes errantes - noires, blanches - dans les brumes de l'estuaire.

Pourtant, la réalité du « sombre cauchemar » (Jean-Paul Sartre) que fut la traite négrière suffit à dénoncer le « crime indélébile des



Punition d'un esclave au Brésil (dix-neuvième siècle).

Européens » (Isert, médecin allemand voyageant en 1789 et survivant d'une révolte), ce « modèle insondable mais accompli de ce qu'est l'ignominie » (Serge Daget, historien français, mort en 1992 avant l'ouverture de l'exposition dont il était l'un des initiateurs). Pourtant, les objets usuels, les gravures naïvement descriptives, les livres de comptes ordinaires, les rapports les plus neutres, les traces exemptes de sang et de larmes versées aux archives d'un procès sans fin, en disent aussi long que les récits pleins d'effroi sur plusieurs siècles d'un sinistre commerce : douze à quinze millions d'individus transportés à travers l'Atlantique du milieu du seizième siècle au milieu du dix-neuvième siècle, selon les historiens, y compris les pertes en mer (estimées à 15 % en moyenne, moins élevées en moyenne que parmi l'équipage européen), mais sans compter les morts provoquées en Afrique même par l'existence de la traite, ni le déséquilibre durable qui en a résulté pour la région.

En replaçant ces pratiques dans la mentalité de leur époque, les auteurs des « Anneaux de la mémoire » (un anneau ensanglanté était au centre de l'affiche

dessinée en 1985 par l'artiste Pierre Perron) ont voulu « tenter une psychanalyse sauvage et collective de l'opinion locale, pour la libérer de ses complexes de culpabilité, de ses fantasmes ». Le seul à avoir, apparemment depuis longtemps, choisi d'en rire, par un calembour innocemment lacaïen, est un pauvre bistrot du port à l'enseigne du Nez grillé... Mais qui le remarque ?

Nantes, septième ville de France, apure ses comptes avec l'histoire. Elle fait place nette pour jouer sa partie sur d'autres bases, avec l'Amérique, avec l'Afrique, sur « le sentier de l'égalité », comme l'espère Yves Chotard, avocat, conseiller municipal, président de l'association Anneaux de la mémoire. Ce qui étonne les Nantais, c'est « cette propension à penser qu'en se cachant on efface les problèmes », remarque Jean-Louis Bodinier, l'un des historiens de l'association. Une première tentative pour organiser une telle exposition, en 1985, à l'occasion du tricentenaire du code noir réglementant le statut des esclaves aux colonies, avait échoué après que la municipalité d'alors eut refusé son appui financier. Avec la bonne bourgeoisie nantaise, les

grandes familles descendant d'armateurs qui étaient aussi fortement impliqués dans ce commerce, elle avait craint pour la réputation négative de la ville.

Cette fois, l'obstacle a été levé : le conseil municipal présidé par le socialiste Jean-Marc Ayrault a apporté sa contribution et son patronage. Le conseil général (d'opposition) a participé. L'occasion était offerte par les manifestations liées au cinquième centenaire de la « rencontre des deux mondes ». L'exposition est organisée par l'association qui a suscité des contributions africaines et antillaises, et c'est un réalisateur extérieur à la ville qui a été choisi pour son expérience, le Centre international de la mer, à Rochefort. En fait, le succès auprès du public rassure tout le monde.

« Il ne faut pas exagérer la malaise chez les descendants des armateurs », note Jean-Louis Bodinier, historien nantais. L'Eglise elle-même se remet en cause. « C'est notre rapport Tourvier », constate le Père Letetier, à propos de la thèse d'un prêtre africain sur le rôle de l'Eglise catholique au long des siècles. D'ailleurs, l'évêque de Nantes n'a pas manqué d'annoncer officielle-

ment sa visite. Enfin, le consensus local est illustré par la prise de position d'Elisabeth Hubert, député RPR de Loire-Atlantique, très critique habituellement, qui a exprimé son accord avec cette initiative, même si elle en profite pour redire tout le mal qu'elle pense du reste de l'action culturelle municipale.

« La négritude est une grande région d'Afrique divisée en plusieurs royaumes, dont les peuples sont si nombreux qu'il leur serait difficile de subsister si, par le trafic d'esclaves, ils n'étaient pas déchargés tous les ans d'une partie de ceux qui l'habitent. » Maire de Nantes de 1720 à 1730, Gérard Mellier, considéré par ses contemporains comme un bon maire, avait trouvé cela à répondre au « mémoire concernant les nègres, esclaves ». De son temps, il n'y avait pas plus qu'aujourd'hui d'esclaves enchaînés dans les caves du quai de la Fosse, mais le Noir allait être à la mode ; on ferait venir des domestiques de couleur pour servir dans les belles demeures de l'île Feytaud ; on convertissait son linge à blanchir, deux fois l'an, aux Antilles ; et il y avait, en 1774, quatre-vingt-sept ports de Rambouillet, aux funérailles de Guillaume Grou, armateur-négrier. Notes Noirs.

De notre envoyée spéciale Michèle Champenois

► Nantes et le temps des négriers, d'Armel de Wismos, France-Empire, 232 pages, 120 F. Chronique vivante et bien documentée, per l'auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire de la marine et celle de la région.

► Les Traités négriers en Afrique, de Serge Daget et François Renaud, Karthala, 1989. Ouvrage de référence.

► Voyage en Guinée et dans les îles Caraïbes en Amérique, de Paul Erdman Isert, Karthala, 1989. Rédaction d'un célèbre récit publié en 1789 par un médecin allemand navigant sur un bateau danois.

► Esclaves et négriers, de Jean Meyer, collection encyclopédique de poche « Découvertes », Gallimard, n°11.

► Nantes au 18^e siècle, urbanisme et architecture, de Pierre Laffèvre, Picard, 1988. Tableau du développement de la ville à la grande époque des armateurs.

► Enfin, pour comprendre en quoi Nantes n'est plus vraiment un port, la forme d'une ville, de Julien Graecq, José Corti, 1985.

Chaînes à hommes

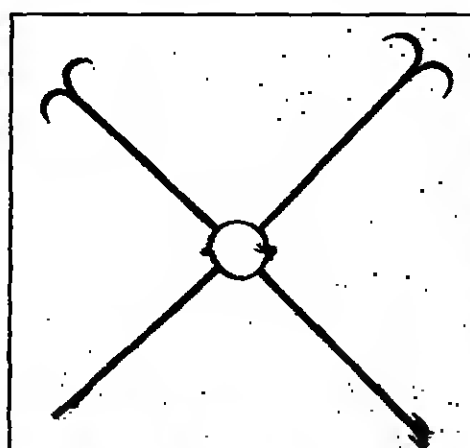
« Je ne sais pas si le café et le sucre sont nécessaires au bonheur de l'Europe mais je sais bien que ces végétaux ont fait le malheur de deux parties du monde », écrivait Bernardin de Saint-Pierre, « dissident » pour son époque. On a depuis l'Amérique afin d'avoir une terre pour les planter. Montesquieu avait ajouté, ironisant dans l'*Esprit des lois* (1748) : « Ceux dont il s'agit sont noirs depuis les pieds jusqu'à la tête ; et ils ont le nez si écrasé qu'il est presque impossible de les plaindre. » Comment Dieu, « qui est un être très sage », aurait-il « mis une âme, surtout une âme bonne, dans un corps tout noir ? »

Bonne conscience et cynisme, avidité mercantile et goût du risque, encouragés par une sorte de fatalité géographique, apparaissent en filigrane des premières salles de l'exposition nantaise qui montre les trois continents, l'Europe, l'Afrique et l'Amérique, les trois côtés du voyage triangulaire, depuis l'époque du Code noir (1685) jusqu'à l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises (1848).

Ouverte jusqu'en février 1994 (anniversaire de l'abolition de l'esclavage par la Convention), l'exposition présentée au château des Ducs de Bretagne, à Nantes, durera quatorze mois.

Assez longtemps pour imaginer que certains de ses éléments puissent demeurer dans le Musée des Salorges qui l'accueille. Réalisée par Pierre Combes et Jean-Pierre Chesné, directeur du Centre international de la mer de Rochefort (Charente-Maritime), elle s'adresse

Entrave destinée aux esclaves susceptibles de partir « en marronnage », de prendre la fuite.



au grand public sur des registres variés : dans la galerie des écrits, des documents qui méritent une lecture attentive ; dans les premières salles, des reconstitutions plus directement évocatrices : bureau d'un armateur au dix-huitième siècle, cabine du capitaine, maquette d'un négrier, et surtout une représentation, dans ses proportions exactes, de l'embarquement des captifs, sombre, étroit, sur un fond sonore de mer et de bruits de chaînes.

On devine alors pourquoi les armateurs recommandaient le « parfumage » à l'essence de vinaigre, pour désinfection, de ces cales surpeuplées, et pourquoi une escadre de « rafraîchissement » où le chirurgien du bord devait « maquiller » tant bien que mal ses patients, momentanément mieux nourris et soignés, serait nécessaire, par exemple à l'île des Princes, avant de les présenter

pour de bon sur le marché. Les chaînes, les entraves, les « fers à esclaves » étaient fabriqués dans les manufactures de la région, ainsi que ces colliers porteurs de quatre longues barres de fer destinées à empêcher le « marronnage », c'est-à-dire la course d'un fugitif vers les bois où il échapperait définitivement - ou pas, mais alors la punition est l'amputation - à son propriétaire. Car le Code noir, s'il

designait les esclaves comme responsables pénalement, les classait parmi les « meubles » et non parmi les « personnes ». Dans la salle consacrée à l'Afrique, on peut entendre l'enregistrement par des voix « noires » d'un des rares récits directs et écrits (par un esclave affranchi qui terminera sa vie à Londres) de l'embarquement et de l'embarquement sur la côte. Ailleurs, des maquettes de plantations et des produits tropicaux (une serre a été construite dans la cour du château) illustrent la vie coloniale et les échanges inattendus qu'elle a permis. Nantes s'est mise à fabriquer des indiennes - nicanias, bajutapeaux, romales, shéls, madras - et des « fusils de traite » (dont la qualité s'amoindrit au fur et à mesure que le client devenait exigeant) ; elle a ouvert des suceries, fait vivre des milliers d'ouvriers. Ainsi, la ville retardait le plus possible le moment de se convertir et d'abandonner ce qui allait être considéré par la seconde loi abolitionniste comme un « crime contre l'humanité ».

M. Ch.

mémorial, capitainerie de l'Erdré, Ile de Versailles, 44000 Nantes. Tél. : 40-14-39-66.

► Une conférence par le Père Quenun, de l'université d'Abidjan, auteur d'une thèse sur le thème « Eglise et esclavage », est annoncée pour le 18 mars prochain. Un colloque international intitulé « L'Afrique des interrogations » est prévu du 9 au 11 avril.

Montpellier : Botanistes

Le premier installé en France, ce Jardin des plantes vit passer tous les grands botanistes du pays. Une restauration s'impose.

Il faut tourner le dos au boulevard Henri-IV, pousser le portail vert à la peinture écaillée et entrer dans le jardin comme on pousse la porte de l'Histoire et de la nostalgie - quand l'écologie n'était pas politique le règne des vivants encore uni, l'humain, l'animal et le végétal coexistant au service les uns des autres et que la botanique s'enseignait comme une branche de la médecine. Ce Jardin des plantes, le premier de France qu'Henri IV créa en 1593 et où officieront tous les grands botanistes français, depuis Richer de Belleval, son fondateur, jusqu'à Léon-Antoine Rioux, l'ancien-directeur, en passant par Pierre Magnol, l'inventeur des familles botaniques, Alyre Raffeneau-Delile, le célèbre explorateur de la flore d'Egypte, Jules-Emile Planchon qui découvrit le phylloxéra... fête son quatrième centenaire.

« Nathanaël », écrivait Gide dans les *Nourritures terrestres*, je te raconterai les plus beaux jardins que j'ai vus : à Florence, à Séville, à Alcazar, à Grenade, à Naples, à Nîmes, à Montpellier, le Jardin botanique. Je me souviens qu'avec Ambroise, un soir, comme aux Jardins d'Acadèmus, nous nous assîmes sur une tombe ancienne, qui est tout entourée de cyprès, et nous causâmes lentement en marchant des pétales de rose. Un soir... C'est Noël 1890.

« Ambroise », c'est Paul-Ambroise Valéry, dont le génie naissant éblouit Pierre Louys. « Celui-là, je le te le recommande », a dit Louis à Gide.

Il faut imaginer « Ambroise » et Gide, cape jetée sur leurs silhouettes lentes, remonter l'allée Granel non sans avoir laissé flotter leur regard sur l'enfilade florissante des lourds cyprès frangés de brume, en ce Noël 1890 comme en ce dimanche de janvier 1993. Sous le toit des microlithes géants, ils gravissent quelques marches et accèdent à la noria où un âne tourne pour élever l'eau nécessaire aux plantes du jardin. En contrebas, est une cave voûtée. Au sol, quelques dalles, et, gravée dans le marbre, une inscription : « Placandis Narcissae Mantibus ». « Pour apaiser les mânes de Narcisse ».

Mais voilà que nous rappelons à la pure science botanique l'odeur fraîchement oansétabode des fruits, or vif, du *Ginkgo Biloba*, une des fiertés du jardin. Planté par le botaniste Antoine Gouan en 1795, il est fertile depuis que Raffeneau-Delile, entre deux expéditions, eut l'idée de greffer sur l'ovidivn mâle un rameau femelle. C'est le doyen de tous nos arbres - peut-être à cause d'une résistance particulière aux actions mutagènes et notamment aux rayons ionisants - le groupe des *gingkoales* remonterait, d'après les spécialistes, à deux cent cinquante millions d'années. Et l'un des plus parfaits, spontanés : il aurait traversé tout ce temps sans juger bon d'évoluer ! Comment faire mieux en effet que cet arbre, le seul spécimen

Canal du Midi, les écluses de l'oubli

Le canal du Midi n'est pas au mieux de sa forme. Usé, négligé, il est devenu un poids pour la région. Des décisions doivent être prises prochainement pour en régler le sort. Reste le monument. Admirable.

Il faut quelque ténacité pour accéder à l'entrée du canal du Midi à Toulouse. Le bas-relief qu'y a sculpté Lucas en 1775 au pied des ponts jumeaux, afin de célébrer à l'antique la jonction des mers Océane et Méditerranée quatre-vingt-quatre ans auparavant, est enfoui en contrebas d'un tourbillon automobile incessant. On descend là comme devant la porte d'un caveau où reposerait une dépouille honteuse ou celle d'un ennemi vaincu. Comme si la volonté de soumettre l'avait emporté sur le dessein de glorifier.

Plus loin, et pour que nul n'y voit de hasard, le port Saint-Étienne, où accostaient autrefois les chalands, a fait place à la route afin de permettre aux conducteurs d'emballer leurs véhicules durant quelques centaines de mètres. Sur la berge voisine, des immeubles de habitation surdimensionnés et des bureaux d'une pompe nouveau-riche achèvent l'enfermement avant l'ancêtrement sous forme autoroutière annoncée puis repoussée. La ville, qui doit tant de richesses au canal, s'est mutilée elle-même d'un peu du temps passé, du temps à prendre, du temps à venir, et le bras paisible a pris la forme d'une prothèse dont les regards se détournent.

Se croyait-on assuré que trois siècles d'une existence pleine garantissent de ne plus tailler dans du vivant, ou voulait-on tester la résistance du patient ? Certes, le transport de marchandises, encore soutenu dans les années 70, avait cessé en 1989 (les Toulousains, jamais tendres avec l'Aquitaine, ne peuvent s'empêcher de sourire en évoquant l'ultime péniche qui emportait du vin de Narbonne à Bordeaux), mais cela n'entraînait ni la disparition du tourisme ni la fin des usages agricoles. Le canal

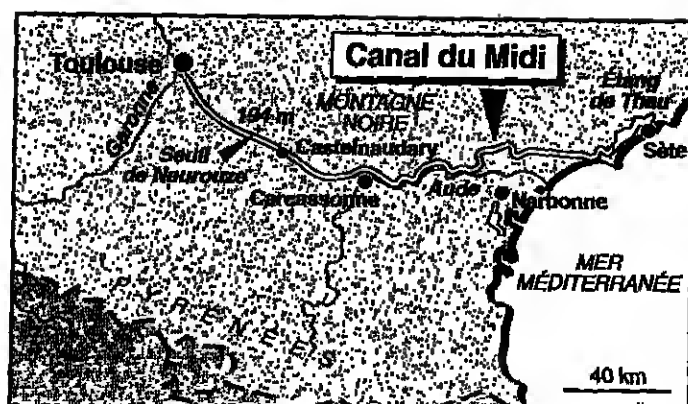


Le pont-canal sur l'Orb, à Béziers.

était en demi-sommeil, pas à l'agonie.

Aujourd'hui, les interrogations qu'il fait lever sont autant de menaces accumulées sur lui. En termes de fonctionnement, l'héritage semble trop imposant, trop coûteux, difficile à faire endosser à une époque qui privilégie l'angle comptable. D'autant que ce n'est ni en le muséifiant, ni en le maintenant artificiellement en vie que le présent se mettra au niveau du passé, mais en lui inventant les perspectives nouvelles qui lui permettraient de poursuivre son histoire.

Nous en sommes loin. Depuis trente ans, l'État aussi a négligé ses engagements envers lui. La dégradation est telle que l'on estime à 300 millions de francs la somme nécessaire pour la remise en état. « La ruine menace ses pierres détachées. Faisant eau de toutes parts, le pont-canal de Cesse s'écroulera un jour. Désert, l'épanchoir de Gailhousy prend déjà l'allure énigmatique d'un temple antique. La grande maison d'Agde ne sera bientôt qu'un porte-



enseigne publicitaire », peut déplorer l'architecte Jean-Loup Marfaing en préface au *Canal royal de Languedoc* (1) dont il est le maître d'œuvre.

Publié à l'initiative du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) de la Haute-Garonne, ce livre qui retrace et commente des cartes au graphisme inventif, des lettres,

des ordonnances, des plans de ponts, d'écluses, de bâtiments, de navires, ou de machines antérieurs à 1838 permet de prendre la dimension patrimoniale - majeure - de la voie d'eau. L'ouvrage pour quelques milliers de lecteurs de cette porte sur les archives du canal s'avère un geste militant, tant la simple exposition de documents semble un argumentaire

d'autodéfense. Textes et iconographie méticuleusement classés et mis en boîte durant trois cents années constituent un patrimoine dans le patrimoine (l'élegant édifice qui les rassemble fait en outre partie du domaine du canal), qui permet de croiser l'épaisseur du temps avec l'ampleur de l'espace, la multiplicité des projets avec leurs réalisations ou leurs traces. Plus que jamais, canal et archives sont inséparables. Une quelconque atteinte portée à l'un trouve son révélateur dans l'autre. Pour être de papier, cette digue discrète n'en offre pas moins une solide ligne de défense.

Chaque feuille de chaque dossier illustre le soin extrême qui a prévalu dans les détails d'une canalisation et d'un sif long de 240 kilomètres et large de 38 mètres. L'histoire et la marche quotidienne d'une entreprise sans équivalent s'y dévoilent. Du logo des boutons des employés aux taxes sur les marchandises, de l'usage des lavoirs au curage annuel, du fonctionnement des écluses aux plantations d'arbres, rien n'est laissé au hasard. Des regards assermentés et des bras vigoureux veillent à la mise en pratique des décisions. Le pouvoir, qui fait appliquer son droit par sa justice, serait totalitaire s'il n'était d'essence fort paternaliste. Qui donc affirme que chacun « doit se croire l'associé du propriétaire » ? Le propriétaire.

« La gestion des hommes fut aussi bien conçue que pouvait l'être celle de l'eau, note l'historien Philippe Delvit. Des traitements fixes, pas trop. Des gratifications, assez, pour qu'elles donnent de l'émulation au travail. Des retraites ou des pensions, toujours à partir d'un nombre donné d'années de services estimés bons et loyaux. » Dispositions révolutionnaires qui vont prendre en compte jusqu'aux accidents du travail, et que la Révolution entérine en en faisant non plus des faveurs mais un droit - plus de deux siècles avant qu'il ne se généralise dans le pays. On se croirait des obligés à moins. Ainsi l'entreprise sera-t-elle servie de père en fils. La fidélité ne sortira pas de la famille, secrétant ses dynasties d'employés, d'éclusiers, d'ingénieurs.

« Grand chantier » du règne de Louis XIV, le canal, alors « royal de jonction des deux mers », constitue un acte d'aménagement du territoire sans précédent en Europe. Si Versailles est chargé de concentrer tout ce qui peut signifier l'éclat et la puissance, le canal se voit confier une mission purement stratégique : permettre à la flotte de passer de l'Atlantique à la Méditerranée et vice versa en évitant Gibraltar. Une commande avec laquelle il prend d'emblée la plus grande liberté, ses dimensions ne lui permettant pas de convoquer les navires de guerre. Tout juste les navires de commerce, et leurs équipages, armes et bagages.

Ce pacifique a mieux à faire. Il stimule le développement des échanges entre Haut et Bas-Languedoc, proposant du blé contre du vin et, au-delà, les productions des pays de Garonne contre celles du Rhône. En commençant à ne que chaque transit enrichit, ce pourvoyeur d'eau se propose de calmer les disettes, et, dans son détour réussi par l'économie, soutient l'effort de guerre. Il tire son prestige non de sa grandeur mais de son efficacité, hissant le Roi-Soleil au midi par son ingéniosité, son savoir-faire, son industrie.

Plus vieux canal d'Europe de cette ampleur (négligeant Briare, antérieur de trente ans, mais qui ne faisait que trente kilomètres), il est le premier à mettre en œuvre une mécanique hydraulique inédite et complexe, toujours en usage, à se frayer chemin sous les collines par un tunnel. Tous ouvrages à demeurer pour l'essentiel en l'état. Son unité architecturale, toute de discrétion, a été mise à mal ces dernières années plus par négligence que par dessein. Le passage au gabarit Freycinet de ses seules extrémités avait près d'un siècle de retard, mais l'aura-t-il encore dans cent ans ?

Son inventeur, comme l'on dit de qui découvre un trésor, Pierre Paul Riquet (1604-1680), dormait

sur l'idée après laquelle couraient depuis longtemps ceux qui cherchaient à réunir la Garonne à l'Aude. Fermier des gabelles et ingénieur, il était en effet installé à Revel, sur la ligne de partage des eaux entre les deux bassins, au pied de la Montagne Noire qui allait lui fournir par la retenue de Saint-Ferréol - devenue depuis le temps du Front populaire plage de Toulouse - l'aliment qu'il précipiterait dans le canal à son point culminant, le seuil de Naurouze (194 mètres).

Il faut se rendre là comme à la source. Les eaux déjà assagies bouillonnent une dernière fois avant de se plier à la discipline qui les rassemble, s'épanchant sur le versant sud-est, celui de la vigne et de l'olivier, ou sur le versant nord-ouest, celui des céréales. Déjà le canal serpente, comme une concession à ses eaux contraintes, à l'équilibre qu'il exige d'elles. Avec, au loin, la perspective de l'écluse comme un retour à l'enfance, une récréation, une prise d'air, avant de replonger pour de longues courbes planes.

Le canal du Midi glorifie l'homme sans violer la nature. Mieux : il l'épouse. En restant au plus près des lignes de cote, il vient discrètement souligner le paysage. Ses méandres proclament qu'il n'a pas totalement renoncé à être un fleuve, et l'on sait de quel irascible caractère sont faits ceux du Midi. Jeu d'apparence, car, s'il a dû partager leurs lits, c'est en refusant leurs excès, demeurant intraitable à honorer sa charge : vitesse, sécurité, ponctualité. Un employé modèle.

L'efficacité du dix-septième siècle est devenue grâce au vingtième. Non d'une quelconque patine, mais de ce qui a fait d'un chemin une digression, de chaque volute un commentaire permettant de renouer en temps réel avec le texte intégral de deux régions. Si le promeneur ou le plaisancier se veut encore trop souvent ignorants de cela, ils ne se reconnaissent pas pour autant dans les alexandrins de syndicat d'initiative de Charles Cros : « Et la mer bleue arrive au milieu des coteaux ; / Son flot soumis onème ici mille bateaux », car ils ont précisément choisi le canal pour échapper à cette mer qui ne sait que ressasser le mot fin.

C'est dans les terres qu'ils s'engagent. Ils croient naviguer dans l'espace qu'il ont plongé dans le temps. Dans chaque village, l'histoire prend aise à les frôler. Le soleil au-dessus de leur tête les aurait brûlés sans l'élan sans nuances des ingénieurs du siècle dernier, qui ont semé d'une même main leurs alignements de platanes sur les routes de goudron et les routes d'eau. Leur obstination à contraindre l'horizontalité par un chemin vertical ne laisse, côté Méditerranée, que place rare au parfum des pins parasites et des cyprès. Mais le vent reste à la porte.

Le canal n'est plus un passage mais est devenu message. C'est le médium que l'on goûte et que l'on décrypte. Ce n'est plus le chaland qui passe que l'on regarde, mais son miroir (ainsi se nomme sa surface). Il porte l'envers du monde brutal des villes contemporaines, suggère son extinction, nous accordant tout le temps voulu pour méditer au milieu d'un bief le message de paix évoqué par Bachelard : « L'eau dormante et silencieuse meci dans les paysages, comme le dit Claudel des lacs de chant ». Près d'elle la gravité poétique s'approfondit. L'eau vit comme un grand silence matérialisé. Il semble que pour bien comprendre le silence noir d'une nuit besoin de voir quelque chose qui se taise ; pour être sûr du repos, elle a besoin de sentir près d'elle un grand être naturel qui dorme. »

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier

(1) Canal royal de Languedoc, le passage des eaux, de Jean-Loup Marfaing, Michel Adgé, Philippe Delvit, Pierre Gérard et Robert Marcomis. Editions Loubatières, 242 p., 498 F.

Montpellier

botanistes en serre

vivant à avoir résisté à la destruction atomique d'Hiroshima ? Dans l'épicentre de l'explosion, il y avait un gingko. Au printemps qui suivit, au même endroit, une seule pousse força le sol : un gingko renaissait !

Mais avançons, marchons sur le tapis des fruits séchés du gingko et pénétrons dans « l'Ecole systématique » ou « Ecole de Candolle » - du nom de ce fameux botaniste, Augustin Pyram de Candolle, qui fut le grand descripteur et classificateur de plantes du dix-neuvième siècle. Un jeune et blond objet de conscience bêche dans l'un des quatre carrés disposés autour d'un bassin gelé et semés de plantes méditerranéennes, médicinales mais aussi de « grande culture » (blé, tomate, pomme de terre). Ici, les plantes sont classées par famille, presque comme au temps du grand Magnol, qui installa ici son « jardin d'essai ». Ce fils d'apothicaire né à Montpellier fut l'inventeur en effet de la « famille botanique ».

Utilisant le codex comme le centre de sa classification, il énonça pour la première fois cette notion en 1689 dans un petit ouvrage intitulé *Prodromus historiae generalis plantarum* : dix familles, soixante-seize tables, ainsi résumait-il toutes les plantes. Charles Linné, entre autres, le bien connu médecin et naturaliste suédois, allait développer et codifier en 1732 la grande systématique des plantes. Mais sait-on que Linné entretint,

durant trente ans, une féconde correspondance professionnelle avec un autre de ces surdoués qui fleurissaient au Jardin des plantes de Montpellier : François Boissier de la Croix de Sauvage, surnommé « médecin de l'amour » parce qu'il avait soutenu en 1726 sa thèse de doctorat sur un joli sujet : « L'amour peut-il être enraciné par les plantes ? »

Comme sont douces, en plein hiver, les luxuriances de la flore tropicale qui s'épanche dans les serres Planchon ! C'est un puceron toutefois - et pas tropical ! - le phylloxéra, qui fit la gloire de ce Planchon, prénommé Jules-Emile. Fils d'apothicaire et natif de Ganges, l'audacieux naturopathe n'hésita pas, après avoir identifié l'insecte, à relever ses manches dans les vignes héraultaises et bordelaises et à s'embarquer pour le Nouveau Monde afin d'examiner les vignes américaines et de trouver des variétés résistantes - dont l'introduction en France devait sauver notre vin. Mais aussi à décrire, avec sagacité, les crus de là-bas. « Couleur de malaga, un peu louche, goût un peu amer, pas de défaut capital, mais pourrait être évidemment meilleur », écrivit-il à propos de tel vin américain...

Avec l'allée Cusson, qui traverse d'est en ouest ce qu'on appelle ici la « Montagne », nous sommes au cœur de l'histoire du Jardin des plantes de Montpellier, revenus à ses origines. La « Montagne », ce fut le domaine de Pierre Richer de Belleval, fondateur de ce jardin. Pas question

alors, encore, de classification et de familles botaniques ! Un livre à la main - l'ouvrage du maître et fondateur, - les étudiants de la faculté de médecine se promenaient ici, jadis, parmi les « banquettes » où Belleval avait installé, à hauteur d'œil, et numéroté à même la pierre, les plantes « remarquables » qu'il allait chercher sur le bord de mer, dans les Cévennes et jusqu'au mont Aigoual.

Reconstituant un versant nord - il y plantait les espèces de l'ombre, - un versant sud - pour la flore de la garrigue, une zone de dunes pour les plantes sablonneuses, - Belleval, en médecin, zoologue et botaniste qu'il était, comme on l'était à l'époque, usait de cette approche systématique des relations de l'homme, l'animal et la plante avec le milieu pour interroger la vie et son mystère. Un vrai écologiste que cet homme ! « Un écologiste », corrige Jean-Antoine Rioux, qui n'aime pas non plus ce mot à la mode d'« environnement » : « Cela voudrait dire que nous perpétuons une vision du monde anthropocentrique et carcéculaire, contre laquelle nous nous élevons : l'homme au centre et le reste - animaux, plantes - autour ».

« Ah, la montagne ! Il n'y en a qu'une en France ! C'est l'Histoire quasiment intacte », s'exclame Pierre Valck, président de l'Association des Jardins botaniques de France et conservateur du jardin botanique de Nancy, qui aimerait tant voir le Jardin

des plantes de Montpellier rendu à sa splendeur de la Renaissance languedocienne. Hélas, depuis un siècle et demi, la « Montagne » de Richer est à l'abandon ! Les maigres 230 000 F que dispense annuellement l'Université-I (droit, médecine et pharmacie), dont le jardin dépend administrativement, ne suffisent qu'à assurer les frais d'entretien minimes. La ville, qui a pourtant fait une devise de cette formule : « Montpellier écologie, c'est pour la vie », et à qui Jean-Antoine Rioux demande « ou minimum, un gardien supplémentaire », répond qu'elle n'a pas de crédits pour cela.

Les conseils régional et général, eux, ont financé, en 1992, la réfection d'une serre chaude. « Quand on pense, soupire le directeur, que le Jardin des plantes d'une ville comme Nancy a disposé en 1992 d'un budget annuel (solaires, fonctionnement et investissements compris) de plus de 6 millions de francs ! » C'est précisément à 6 millions de francs, en tout et pour tout, que Jean-Antoine Rioux estime le coût du lifting qu'il souhaite offrir à son jardin pour son quatre-vingtième anniversaire.

Sylvie Crossman

Le Jardin des plantes de Montpellier est ouvert au public, en hiver du lundi au samedi de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30 ; en été du lundi au samedi de 8 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 h.

Bridge

n° 1520

LE COMBAT DES DEUX CHAMBRES

En Angleterre et aux États-Unis un match oppose chaque année les deux Chambres, et le niveau de jeu est en général assez bon. Mais ce n'est pas le cas quand le contrat de 3 SA a été joué aux deux tables et chuté une fois.

♠ 754	♠ 8
♥ D87	♥ 10 63
♦ V64	♦ A8
♣ 7543	♣ AV10965
♠ D10962	♠ R8
♥ 10 63	♥ V9542
♦ 10 97	♦ R52
♣ 96	♣ 1082
♠ AV3	♠ R8
♥ AR	♥ V9542
♦ A083	♦ R52
♣ ARDV	♣ 1082

Ann. : O. don. Pers. vuln.

Ouest Nord Est Sud

Passé passé passé 3 SA...

Ouest ayant entamé le 10 de Pique pour le Roi d'Est, comment Sud doit-il jouer pour gagner TROIS SANS ATOUT contre toute défense ?

Réponse :

A la première table, le sénateur qui était Sud a espéré que le Roi de Carreau était en Ouest, et il a pris immédiatement le Roi de Pique. Il a ensuite joué Carreau, mais c'est Est qui a et la main, et le retour à Pique a permis à la défense de réaliser quatre Piques pour une chute.

A l'autre table, le déclarant a laissé passer le Roi de Pique, et il a pris au deuxième tour. Ensuite il a joué le 3 de Carreau et a réussi son contrat parce qu'il a eu la chance que ce soit Est qui ait le Roi de Carreau.

Il y a cependant mieux à faire pour gagner 3 SA. Essayez de trouver la ligne de jeu proposée par Truscott et que « peu de joueurs, même expérimentés, trouveront à la table ».

Le déclarant doit laisser passer le Roi de Pique et mettre l'As au deuxième tour, mais il tire l'As et le Roi de Cœur et les Trèfles maîtres. Ensuite il donne la main à Ouest en jouant le Valet de Pique pour l'obliger à jouer Cœur ou Carreau après avoir fait le cinquième Pique.

Au lieu d'une chance sur deux, le déclarant avait donc de grandes chances de faire neuf levées. Mais cela aurait rien changé à la victoire de la Chambre des représentants, dont presque tous les joueurs de l'équipe étaient membres du Parti républicain.

LE TOP DU SIMULTANÉ

L'annonce audacieuse de ce chelem et ensuite sa réussite ont rapporté le top dans cette donne d'un simultané mondial auquel 100 000 joueurs ont participé. La déclarante était membre d'un club de Jérusalem.

♠ 8	♠ RD63
♥ A8	♥ A8
♦ AV10965	♦ AV10965
♠ V9765	♠ RO
♥ 82	♥ A7
♦ 972	♦ RDV6
♣ D2	♣ R8743
♠ A10432	♠ A10432
♥ V10954	♥ V10954
♦ 543	♦ 543
♣ 543	♣ 543

Ann. : E. don. Tous vuln.

Ouest Nord Est Sud

X... Wolters Y... 3 Hadaya

1 ♠ 3 ♠ contre 3 ♠

4 SA contre 5 ♠

6 ♠ contre 6 ♠

Ouest ayant entamé la Dame de Table, la déclarante a pris avec l'As du mort et a joué le Roi de Cœur. Est a mis l'As et a contre-attaqué le Roi de Carreau. Comment Gladys Hadaya a-t-elle gagné ce PETIT CHELEM A CŒUR contre toute défense, les atouts étant 2-2 ?

Note sur les enchères

L'annonce du chelem par Wolters est moins folle qu'elle n'en a l'air car il savait que Sud avait singleton ou chicane à Trèfle, au moins cinq Cœurs et quatre ou cinq Piques, et il pouvait espérer que Ouest entamerait Trèfle (dans la couleur d'ouverture) et oser pas Carreau.

TROIS CONVENTIONS

Trois conventions dites « modernes » viennent d'être publiées (en trois plaquettes de huit pages chacune) par Marc Kentero aux Éditions Le Bridgeur (28, rue de Richelieu, Paris-1^{er}). Il s'agit du Blackwood à cinq As, du Lebenszähl (utilisé quand l'adversaire intervient sur l'ouverture de 1 SA du partenaire) et du Drury (pour vérifier la force de l'ouverture du partenaire). Chaque livre coûte 20 F et contient un résumé des règles à appliquer avec des exemples à l'appui.

Attention, cependant, car ces conventions ne sont guère applicables qu'en tournoi, et leur maniement est délicat.

Philippe Brugnon



Anacroisés

n° 751

Les anagrammes qui sont des mots croisés sont les difficiles pour remplir les lettres de mots à trouver.	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																		
Les chiffres qui sont ces tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais limités par la grille.	3	4/5	6/7	8/9	10	11	12	13/14	15/16	17	18/19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
Comme au Scrabble, on peut employer, Tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	129	130	131	132	133	134	135	136	137	138	139	140	141	142	143	144	145	146	147	148	149	150	151	152	153	154	155	156	157	158	159	160	161	162	163	164	165	166	167	168	169	170	171	172	173	174	175	176	177	178	179	180	181	182	183	184	185	186	187	188	189	190	191	192	193	194	195	196	197	198	199	200	201	202	203	204	205	206	207	208	209	210	211	212	213	214	215	216	217	218	219	220	221	222	223	224	225	226	227	228	229	230	231	232	233	234	235	236	237	238	239	240	241	242	243	244	245	246	247	248	249	250	251	252	253	254	255	256	257	258	259	260	261	262	263	264	265	266	267	268	269	270	271	272	273	274	275	276	277	278	279	280	281	282	283	284	285	286	287	288	289	290	291	292	293	294	295	296	297	298	299	300	301	302	303	304	305	306	307	308	309	310	311	312	313	314	315	316	317	318	319	320	321	322	323	324	325	326	327	328	329	330	331	332	333	334	335	336	337	338	339	340	341	342	343	344	345	346	347	348	349	350	351	352	353	354	355	356	357	358	359	360	361	362	363	364	365	366	367	368	369	370	371	372	373	374	375	376	377	378	379	380	381	382	383	384	385	386	387	388	389	390	391	392	393	394	395	396	397	398	399	400	401	402	403	404	405	406	407	408	409	410	411	412	413	414	415	416	417	418	419	420	421	422	423	424	425	426	427	428	429	430	431	432	433	434	435	436	437	438	439	440	441	442	443	444	445	446	447	448	449	450	451	452	453	454	455	456	457	458	459	460	461	462	463	464	465	466	467	468	469	470	471	472	473	474	475	476	477	478	479	480	481	482	483	484	485	486	487	488	489	490	491	492	493	494	495	496	497	498	499	500	501	502	503	504	505	506	507	508	509	510	511	512	513	514	515	516	517	518	519	520	521	522	523	524	525	526	527	528	529	530	531	532	533	534	535	536	537	538	539	540	541	542	543	544	545	546	547	548	549	550	551	552	553	554	555	556	557	558	559	560	561	562	563	564	565	566	567	568	569	570	571	572	573	574	575	576	577	578	579	580	581	582	583	584	585	586	587	588	589	590	591	592	593	594	595	596	597	598	599	600	601	602	603	604	605	606	607	608	609	610	611	612	613	614	615	616	617	618	619	620	621	622	623	624	625	626	627	628	629	630	631	632	633	634	635	636	637	638	639	640	641	642	643	644	645	646	647	648	649	650	651	652	653	654	655	656	657	658	659	660	661	662	663	664	665	666	667	668	669	670	671	672	673	674	675	676	677	678	679	680	681	682	683	684	685	686	687	688	689	690	691	692	693	694	695	696	697	698	699	700	701	702	703	704	705	706	707	708	709	710	711	712	713	714	715	716	717	718	719	720	721	722	723	724	725	726	727	728	729	730	731	732	733	734	735	736	737	738	739	740	741	742	743	744	745	746	747	748	749	750	751	752	753	754	755	756	757	758	759	760	761	762	763	764	765	766	767	768	769	770	771	772	773	774	775	776	777	778	779	780	781	782	783	784	785	786	787	788	789	790	791	792	793	794	795	796	797	798	799	800	801	802	803	804	805	806	807	808	809	810	811	812	813	814	815	816	817	818	819	820	821	822	823	824	825	826	827	828	829	830	831	832	833	834	835	836	837	838	839	840	841	842	843	844	845	846	847	848	849	850	851	852	853	854	855	856	857	858	859	860	861	862	863	864	865	866	867	868	869	870	871	872	873	874	875	876	877	878	879	880	881	882	883	884	885	886	887	888	889	890	891	892	893	894	895	896	897	898	899	900	901	902	903	904	905	906	907	908	909	910	911	912	913	914	915	916	917	918	919	920	921	922	923	924	925	926	927	928	929	930	931	932	933	934	935	936	937	938	939	940	941	942	943	944	945	946	947	948	949	950	951	952	953	954	955	956	957	958	959	960	961	962	963	964	965	966	967	968	969	970	971	972	973	974	975	976	977	978	979	980	981	982	983	984	985	986	987	988	989	990	991	992	993	994	995	996	997	998	999	1000	1001	1002	1003	1004	1005	1006	1007	1008	1009	1010	1011	1012	1013	1014	1015	1016	1017	1018	1019	1020	1021	1022	1023	1024	1025	1026	1027	1028	1029	1030	1031	1032	1033	1034	1035	1036	1037	1038	1039	1040	1041	1042	1043	1044	1045	1046	1047	1048	1049	1050	1051	1052	1053	1054	1055	1056	1057	1058	1059	1060	1061	1062	1063	1064	1065	1066	1067	1068	1069	1070	1071	1072	1073	1074	1075	1076	1077	1078	1079	1080	1081	1082	1083	1084	1085	1086	1087	1088	1089	1090	1091	1092	1093	1094	1095	1096	1097	1098	1099	1100	1101	1102	1103	1104	1105	1106	1107	1108	1109	1110	1111	1112	1113	1114	1115	1116	1117	1118	1119	1120	1121	1122	1123	1124	1125	1126	1127	1128	1129	1130	1131	1132	1133	1134	1135	1136	1137	1138	1139	1140	1141	1142	1143	1144	1145	1146	1147	1148	1149	1150	1151	1152	1153	1154	1155	1156	1157	1158	1159	1160	1161	1162	1163	1164	1165	1166	1167	1168	1169	1170	1171	1172	1173	1174	1175	1176	1177	1178	1179	1180	1181	1182	1183	1184	1185	1186	1187	1188	1189	1190	1191	1192	1193	1194	1195	1196	1197	1198	1199	1200	1201	1202	1203	1204	1205	1206	1207	1208	1209	1210	1211	1212	1213	1214	1215	1216	1217	1218	1219	1220	1221	1222	1223	1224	1225	1226	1227	1228	1229	1230	1231	1232	1233	1234	1235	1236	1237	1238	1239	1240	1241	1242	1243	1244	1245	1246	1247	1248	1249	1250	1251	1252	1253	1254	1255	1256	1257	1258	1259	1260	1261	1262	1263	1264	1265	1266	1267	1268	1269	1270	1271	1272	1273	1274	1275	1276	1277	1278	1279	1280	1281	1282	1283	1284	1285	1286	1287	1288	1289	1290	1291	1292	1293	1294	1295	1296	1297	1298	1299	1300	1301	1302	1303	1304	1305	1306	1307	1308	1309	1310	1311	1312	1313	1314	1315	1316	1317	1318	1319	1320	1321	1322	1323	1324	1325	1326	1327	1328	1329	1330	1331	1332	1333	1334	1335	1336	1337	1338	1339	1340	1341	1342	1343	1344	1345	1346	1347	1348	1349	1350	1351	1352	1353	1354	1355	1356	1357	1358	1359	1360	1361	1362	1363	1364	1365	1366	1367	1368	1369	1370	1371	1372	1373	1374	1375	1376	1377	1378	1379	1380	1381	1382	1383	1384	1385	1386	1387	1388	1389	1390	1391	1392	1393	1394	1395	1396	1397	1398	1399	1400	1401	1402	1403	1404	1405	1406	1407	1408	1409	1410	1411	1412	1413	1414	1415	1416	1417	1418	1419	1420	1421	1422	1423	1424	1425	1426	1427	1428	1429	1430	1431	1432	1433	1434	1435	1436	1437	1438	1439	1440	1441	1442	1443	1444	1445

Scrabble

Cuisine de bon thon

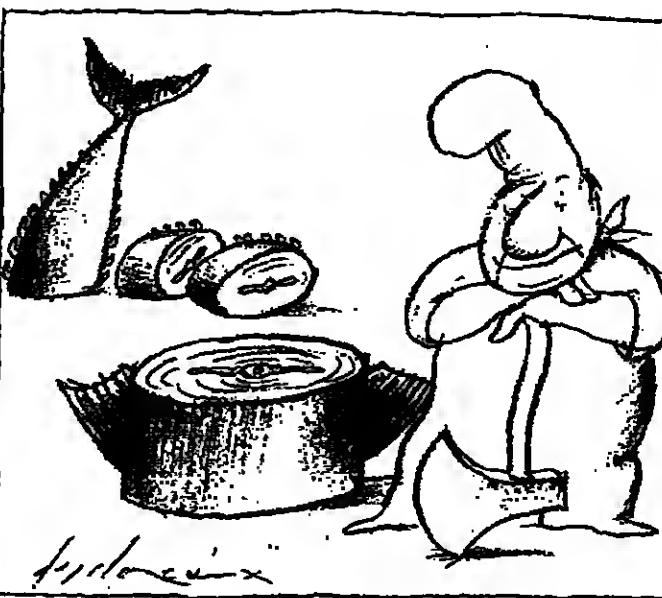
LES thons (*thunnus* en latin) sont principalement de deux espèces : le *thunnus* *gemma*, ou thon blanc, torpille marine atteignant 1 mètre pour une vingtaine de kilos, et se prenant dans l'Atlantique et dans la Manche (de chair compacte et d'odeur forte, il se consomme frais et a ses amateurs) ; l'autre espèce, le *thunnus* *vulgaris*, dit thon rouge, dépasse 2 mètres et peut atteindre jusqu'à 500 kilos. On le pêche dans l'Atlantique, mais surtout en Méditerranée, où il fait le bonheur des conserveurs. La conserve de thon à l'huile (généralment d'olive), en morceaux ou en miettes, c'est point à dédaigner. Si elle est de qualité, bien entendu ! Elle autorise bien des créations culinaires.

C'est sans doute pourquoi les Mères cuisinières, « drôles » par Simone Lemaire (d'autre part présidente d'honneur de l'Association des restauratrices cuisinières - ARC), ont invité leurs amies et

amis do « piscio gourmand » à créer des plats de bon thon.

On les déguste à La Main à la pâte (35, rue Saint-Honoré, tél. : 45-08-85-73), un des bons « italiens » de Paris, et où Annita Bassano, cela allait de soi - ou plutôt d'elle ! - proposa le *vittello tonnato* classique et les penne et tonne (pâtes en forme de gros tuyaux au thon). Mais, en préambule thonique (à comble !), les amuse-bouche d'Elisabeth de Rozières (*La Villa créole*, 19, rue d'Aotia, tél. : 47-42-64-92), véritable voyage de thon aux Antilles, m'enchantèrent.

Sous compter les buffes en gelée au thon de Pierre Ducroux et la salade tiède de thon et poivrons Marco Polo imaginée par Maurice Casanova (le *Fouquet's*). Maurice Casanova, au demeurant, avait avant nous découvert, en Italie, le thon « Rio Marc », qui va lancer en France, cette année, le « Rio Marc Restauration ». On citait également la brandade de thon et les



petits flans de Christel Gauvain (Gauvain, 11, rue J.-Rouquier, à Levallois, tél. : 47-58-51-09), la noix de cépes au thon truffé de Roger Lamazère, qui avait, pour la présenter, demandé à une dame d'ARC son savoir-faire : Marie-Françoise Lachaud, du *Ty Cuz* (35, rue Saint-Georges, tél. : 45-78-43-95). Et, enfin, la magnifique escalope de thon escordée d'une phocéenne de légumes en rouille safranée signée de Guy Legay, chef du *Riz*. Car ces dames ne sont point anti-chef, si trop de chefs sont anti-cuisinières. Passons.

Pour en venir aux plats vivants de Christine Giuliani (*Le Vinard*, 5, rue C.-Expilly, à Aix-les-Bains, tél. : 75-94-65-55), avec les crêpes au thon purée d'ail, les caillettes au thon à l'ardéchoise et la galette de thon à l'embeurrée de chou. C'est aussi une dame d'ARC (mais à la retraite, hélas !), la chère M^{me} Castaing, qui nous proposa une maitote de thon remarquable.

Ce thon sur tous les tons fut la démonstration de cette évidence : en cuisine, sagesse et imagination peuvent faire bon ménage. C'est également ce que Simone Lemaire demande aux cuisinières et apprenties du « piano » avec son trophée, dont ce sera la quatrième année le 20 avril prochain (le concours se déroule à Vichy, ou le suit). Le premier fut le trophée Mère-Blaizer ; le deuxième, le Trophée Marie-Venturino ; l'an dernier, ce fut le trophée Mère-Poulard, dont j'ai parlé ici même. Cette année, ce sera le trophée Mère-Rouat. La grande cuisinière bretonne de Riec-sur-Bellan, que Curnonsky avait découvert après l'autre guerre, et où, assurément, « les ichthyophages vivent des minutes heureuses ».

Revivons ces heures minutes en découvrant, au fil des repas et au hasard de l'imagination, les recettes de cuisine de bon thon !

La Reytière

TRADITION

Pot-au-feu et Vert-Galant

La vulgate culinaire du début de ce siècle stipule que le pot-au-feu est un plat qui se confond avec le bien-manger de la nation, et qu'il a même valeur de symbole. Le pot-au-feu du dimanche est alors un signe de bonne bourgeoisie, et le trait impératif que comporte sa cuisson est qu'elle doit débiter à l'eau froide : « *Chaque dimanche, dit comme hiver, nous venions à pied à la table abondamment garnie chez mes grands-parents... C'était l'époque heureuse où le pot-au-feu dont Alphonses Daudet raffolait était invariablement flonqué d'une poule, et même, vu les jeunes appétits, de deux poules.* » Sans doute, Léon Daudet, qui nous raconte la scène (1), avait-il en tête le trait de Stendhal : « *Le plus beau mot de ce roi patriote, Henri IV : « Je voudrais que le plus pauvre paysan de mon royaume ait du moins avoir le poule-au-pot le dimanche » (Racine et Shakespeare). Rien ne dit qu'Henri IV eût perpétué ce bienfait !*

Le tableau, cependant, est dressé, et les deux concurrents au plat national s'avancent : le bœuf, avec macreux, gîte, plat de côtes et l'os à moelle ; et la poule, sa compagne. L'un et l'autre ont en commun ce pot, qui, selon Furetière, « sert principalement à cuire les viandes bouillies ». On dit alors : « *Il faut mettre le pot au feu dès le matin* » ; et aussi : « *Il o toujous volaille au pot.* »

L'équivoque est conservée par Balzac même : bœuf ou poule, c'est suivant l'humeur : « *Mon-sieur, est-ce que vous ne mettez pas une ou deux fois le pot au feu par semaine ?* - Oui. - *Faut-il que j'aillie à la boucherie ?* - Pas du tout, tu nous feras du bouillon de poule (2). » Grandet, pioce-sans-rire, préconise par ailleurs de tuer les corbeaux, « car ce gibier-là donne le meilleur bouillon de la terre » (3). Et la Cibo, caricature des relations amicales que Balzac entretenait avec sa gouvernante, la redoutable Louise de Brugnol, achète chez le regrattier de la rue Bouchard des restes de bœuf bouilli, qu'elle accommode aux

oignons (3). C'est au *Pot-au-feu* d'Anières que Michel Guérard, au tournant des années 70, sut adapter la recette ancienne : « *Selon que l'on o choisi d'avoir un bon bouillon ou de le vinde gouteuse, il faut, dans le premier cas, commencer la cuisson de la viande à l'eau froide, ou, dans le second, à l'eau bouillante.* »

Le dogme de la cuisson à l'eau froide volait en éclats. Vingt ans plus tard, le dilemme est inchangé. Et ressurgit la question : poule ou bœuf au pot ? On portera plus facilement son choix, aujourd'hui, sur une poularde de Bresse, désignée en première place du palmarès 1992 des produits du patrimoine culinaire européen, le bœuf du Charolais d'arrivant qu'en viogt-deuxième position, Henri IV pas mort ! Le Vert-Galant et sa poule-au-pot font l'unanimité. On trouvera pourtant un excellent charolais et bien d'autres exquis préparations chez Jean-Claude Dray, le maître-cuisinier de *La Renaissance* (58470 Magny-Cours, dans la Nièvre. Tél. : 86-58-10-40), et même un sang de poularde piqué au romarin du jardin, dans un épatant menu à 200 F, fromage, dessert, café et vin compris.

Au quotidien, le ménagère se procure moins aisément du bon bœuf à bouillir que des morceaux plus nobles. Elle pourra toujours adjoindre en fin de cuisson quelques cuisses de caorad confites, comme le faisait Guérard, ou bien s'inspirer du pot-au-feu réalisé le 27 novembre 1954 à La Côte d'Or, à Saulieu. La recette figure dans le charmant petit musée que Bernard Loiseau a consacré à son illustre prédécesseur qui, ce jour-là, recevait le Club des Cent (4). Le jarret et les pieds de veau, la queue et le raigré de bœuf, quelques morceaux gélatineux, de petits paquets de couenne de porc frais et tous les légumes de saison serviront à la confection du bouillon, après trois heures trente de cuisson patiente. Le consommé sera réparti en quatre marmittes de terre : une pour le jambon ; une autre pour les pou-

lards à la vapeur ; une troisième pour le « judru » (saucisso de Chagny) ; la quatrième pour les aiguillettes de bœuf à la ficelle dont la cuisson doit être de cinq minutes pour rien et d'un quart d'heure par livre, en laissant frissonner très lentement les légumes accompagnant les quatre présentations.

Le pot-au-feu d'Olympe (8, rue Nicolas-Charlet, Paris-15^e, Tél. : 47-34-86-08) n'ait pas ces sommets. Il est cependant excellent ; et aux viandes mieux choisies que celui - bonnête, cependant - du *Square Troussard* (1, rue Antoine-Vallon, Paris-12^e, Tél. : 43-43-06-00), un joli bistro au service un peu désolé, à l'Ancre du roi Philène (16, rue Lauriston, Paris-16^e, Tél. : 45-00-25-03), c'est la version chic : un cœur de filet « à la ficelle », poché dans un bouillon de queue de bœuf, avec les légumes d'usage. La poule-au-pot, qui remporte les suffrages, est celle de la bonne auberge *D'chez eux* (2, avenue Lowendal, Paris-7^e, Tél. : 47-05-52-55). Cuisson lente dans un bouillon parfumé de viandes identifiées et de légumes maîtrisés, tel est le secret conjoint du pot-au-feu et de la poule-au-pot. Seront bannis les bouillons gras, le sous-vidé ou le réchauffé, sauf à justifier la curieuse habitude de Marcel Pagnol (5). Il plaçait dans chaque assiette une tranche fendue en deux sur une tranche de pain et saupoudrait de fromage râpé : « *Tu comprends, le bouillon, c'est toujours du bouillon, comme ça, il o l'air moins bête !* »

Jean-Claude Ribaut

- (1) *Souvenirs et politiques*, de Léon Daudet (p. 1159), Robert Laffont, 1992.
- (2) *Enguine Grandet*, de Balzac.
- (3) *Balzac sans masque*, de Pierre Signat, Laffont, 1992.
- (4) C'est l'une des nombreuses variations du « pot-au-feu de Dodin Bouffant », inspirée de l'ouvrage de Marcel Roffit.
- (5) *Ma Provence en cuisine*, de Charles Blavette, France-Empire, 1984.

Semaine gourmande

La Corbeille

Marc Prunier avait quitté, avec son chef Eric Thore, *Le Chai grillé* de la rive gauche. Les revocis embo tous deux ! Sur la rive droite et à La Corbeille, abandonnée par l'iccoostant J.-P. Cario. Bico belle petite maison à deux pas de la Bourse (d'où l'enseigne) et des boulevards, salles joliment décorées au premier, salons et cuisine admirable fleurant boe le terroir.

Et d'abord un excellent meucarte, midi et soir, à 150 francs, permettant de savourer, entre les marennes, la crème d'étrilles et le « bolero » de moules de bouchot et les desserts, un beau choix de poissons et viandes, notamment le pigeonneau au chou et aux châtagnes ou la joue de bœuf braisée au cahors, puis les merveilleux authentiques fromages de Reçamador.

A la carte, notez la « dégustation de foies gras Eric Thore » (135 francs) comportant un foie gras mi-cuit, un foie gras mariné sa sauternes, un foie gras au torchon aux figues et un autre aux pruneaux. Et notez aussi le homard au bouillon escorté d'une petite « mique » de lard fumé (180 francs), l'escalope de foie gras de canard au caramel de banyuls avec petits beignets de pommes-frites (150 francs), la tête de veau au four aux épices douces (120 francs), etc. Nombreux desserts : soufflé au jus de oies vertes, crème brûlée à la réglisse et poire rôtie, mouleux de chocolat amer crème de figues séchées au sauternes.

Complex 300/450 francs. Avec aussi un menu-dégustation « parlé », c'est-à-dire « bavardé » avec le patron commentant ses plats, ses volucres cabécous et sa carte des vins (nombreux bords-deux de boos millésimes à prix plus qu'honnêtes et une quinzaine de cahors, son terroir). Sur réservation : accueil jusqu'à 23 heures.

La Corbeille, 154, rue Montmartre (2^e). Tél. : 40-26-30-87. Fermé samedi midi et dimanche. Salons de douze et vingt couverts. Parking : Bourse. C.B.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE

HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plais centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Côte basque

HÔTEL DE CHIBERTA ET DU GOLF***NN

(3 km de Biarritz)
La « forme » de l'océan et le calme de la forêt de pins
Séjour en chambre ou confort
hôte, jardin (bât. direct, TV Canal +).

HIVER 92/93

EN FORMULE HÔTEL :
Forfait 7 nuits et petits déj.
+ 6 « gôles en liberté » (Chiberta
Biarritz-Hossegor-La Nivelle
Seignosse-Arcangues). Prix par pers.
en ch. double : à partir de 2 775 F.

Supplément 1/2 pension
700 F/personne par semaine.

EN FORMULE RÉSIDENCE-HÔTEL :

Séjour semaine
pour 1 ou 2 personnes : 1 575 F.
Supplément Thalasso :
Aux Thermes Marins de Biarritz
à partir de 1 700 F (sem.).

Service de plateau-repas, le soir.
Navette Thermes Marins.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOISIRS DE FRANCE

Soleil, calme, toutes possibilités de ski.
Tél. : 92-45-83-71.
Fax : 92-45-80-58.

Paris

SORBONNE

HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.,
Tél. direct, TV couleur, De 300 F à 450 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 45-54-92-55.

Provence

ROUSSILLON, 84220 GORDES

MAS DE GARRIGON***

RELAIS DU SILENCE

Voire fugue d'hiver dans le petit hôtel
de charme du LUBERON.
FORFAIT SEMAINE EN 1/2 PENSION
3 300 F par personne en
CHAMBRE DOUBLE

Tél. : 90-05-63-22 - Fax : 90-05-70-01

Autriche

OSTTYROL - LIENZ

Séjour en famille
Jeunes de 7 à 18 ans.
Sports d'hiver, pratique de l'allemand,
vie familiale et scolaire
du 15-02 au 27-02-93.
TOUT COMPRIS 5 200 FF
Association
EUROPE RENCONTRES ECHANGES
Tél. : 43-38-98-51

TOURISME

Traversée des Vosges, du Jura
ou de la Forêt-Noire
à skis de fond ou à raquettes.

VOSGES EVASION

Tél. : 29-63-17-50
10, rue du 152^e R.I.
88400 GÉRARDMER

GUADELOUPE

Location de mini-villas climatisées.
Vue exceptionnelle dans un cadre reposant.
Résidence « Les Hauts de Montmain »
Tél. : 19 (590) 88-23-61.

VAL-THORENS TOURS

RÉSERVATIONS

Tél. : (16) 79-00-01-06
Fax : (16) 79-00-06-49
Bulletin d'annuaire officiel :
A la station de Val-Thorens : 1,10 m
Aux sommets des pistes : 3,16 m.

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

CRUSTACÉS-POISSONS

LA LUNA
69, rue du Rocher
Fidm. 42-93-77-61
Prix Parc Monceau
Poissons et coquillages.

LA TERRASSE DE CRÉTÉIL
39, av. de Verdun, 94000 CRÉTÉIL.
Tél. : 42-07-15-94.
La santé par la mer.
Spéc. de poissons et une suggestion à 150 F.

AL RÉGENT 43-23-33-44 Fidm. et lun.
97, du rue Chate-Midi (6^e). Prix cuisine.

FRANÇAISES TRADITIONNELLES

RELAIS BELLEMAN
37, rue François-I^{er}, 47-23-34-42.
Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant.
Perm. sam., dim.

LA COUR COLBERT, 12, rue Hôtel-Colbert 3, 43-54-61-99. Tél. : 45-25-81-64.
Cocottes et spécialités algéroises.
Menu : 115 F. Tjgine du jour : 70 F.

ALGÉROISES

LE DEY, 109, rue Croix-Nivert, 15-
01-01-01. Tél. : 45-25-81-64.
Cocottes et spécialités algéroises.
Menu : 115 F. Tjgine du jour : 70 F.

BROCHES

L'ARBUCL, 25, rue de Buci, 44-41-14-14.
T.L.J. jusqu'à 3 h. Unique ! Poissons,
viandes, desserts cuisent à la broche, sélection
de petits vins de pays qui chantent.
JAZZ CLUB jusqu'à l'aube.

DANOISES ET SCANDINAVES

COPENHAGUE, FLORA DANICA, 1^{er} étage
sur un jardin
142, av. des Champs-Élysées, 44-13-86-26.

CRUSTACÉS ET COQUILLAGES

CHARLOT, Roi des coquillages, 12, pl.
Clichy, 43-74-49-64, T.L.J. jusqu'à 1 h, tous
les produits de la mer mais surtout la véritable
bouillabaisse Marseillaise.

ETHIOPIENNES

ENTOTTO 45-87-06-51 - F. dim.
143, r. L.-M.-Nordmann, 1^{er}
Dorowott, Beyanetou av. l'Indjerra.

INDIENNES

MAHARAJAH 43-54-26-07
T.L.J. jusqu'à 23 h 30

72, bd St-Germain, M^{me} Maubert.
Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.
SALON : mariages, cocktails, réceptions

ITALIENNES

L'APPENNINO, 61, rue Amiral-
Mouchet, 14, 45-89-08-15.
Fidm., lundi.
ÉMILIE-ROMAGNE.

OUVERT LA NUIT

FAR OUEST, 101, rue de l'Ouest
(14^e) 45-42-38-33 LLJ.

accueil 19 h à 5 h du matin.
Cuis. trad. Os à Moelle.
Confit. Cane menu 85, 115 F.

TRADITIONNEL

LE PROCOPE, 13, rue de l'Antienne-Cor-
médie, 43-26-99-24, cuisine bourgeoise et
inventive et merveilleux banc de coquil-
lages.

VIETNAMIENNES

NEM 101, 101, r. du Ranelagh, 16.
45-27-76-92.
F. sam. soir et dim.

NEM 66, 66, rue Lauriston, 16.
43-37-74-52.
F. sam. soir et dim.
Cuisine légère.
Grand choix de grillades.

La Provence avant son mariage

Souvent réduite — vue de Paris — à quelques comportements culturels ou politiques jugés « pittoresques », la plus ancienne de nos provinces se souvient qu'elle s'unit librement jadis à la France « comme un principal à un autre principal ». En témoigne notamment l'œuvre redécouverte d'un historien provençal dont le nom résume à lui seul les heures contrastées du Midi : Bouyala d'Arnaud.

Au dix-neuvième siècle, la Provence a été coupée, par les touristes anglais, de sa façade méditerranéenne, ni aisement rebaptisée Côte d'Azur. Ce littoral, jadis splendide, est aujourd'hui, de Cassis à Menton, le plus long balcon de béton du monde, recouvert, il est vrai, d'une jungle de géraniums nourris des plus puissants engrais chimiques, lesquels contribuent à empoisonner la mer. La nouvelle chaîne alimentaire...

La départementalisation révolutionnaire avait auparavant privé l'ancienne *provincia romana* de son domaine montagneux. Les Basses-Alpes, rendues ensuite hostiles de leur nom par le lobby du ski, ont obtenu de la V^e République de devenir « Alpes-de-Haute-Provence » — vous noterez le « haute », comme si le mot « Provence » seul ne sonnait pas assez attractif... — sans pour autant mettre fin à leur « dissidence ». La régionalisation contemporaine a donc fabriqué le sigle PACA, quatre lettres au son dur pour raconter deux siècles de sauvegarde : « Provence-Alpes-Côte d'Azur ». On entend désormais couramment que, « en PACA, on entend ceci ou cela » ; que « M. Gaudin, président de PACA... »

La simplicité aurait sans doute continué de revenir au terme unique de « Provence », encore que, d'une part, le Comtat Venaissin et d'Avignon, biens pontificaux rattachés à la France sous Louis XVI, d'autre part, le comté de Nice, amené dans le giron national par Napoléon III, auraient pu exciper de destins historiques distincts de leur sœur provençale et réclamer une mention dans la titulature administrative...

Le Midi provençal au sens large a, de toute façon, eu longtemps une vie véritablement indépendante du Royaume de France, ce qui explique jusqu'à notre époque bien des comportements électoraux ou culturels au genre. Cette « indépendance » s'est manifestée avec éclat plusieurs siècles encore après l'union franco-provençale (1482), quand on songe que le prix Nobel de littérature 1904 fut attribué à Frédéric Mistral pour une œuvre en provençal, langue devenue ultraminoritaire mais longtemps de grande réputation littéraire, langue que pratiqua par exemple un homonyme de l'auteur du *Poème du Rhône*, Frédéric II de Hohenstaufen, empereur germanique, roi de Sicile et de Jérusalem, et modèle des intellectuels européens du treizième siècle.

Une autre idée de l'ancien rang provençal peut être donnée par la destinée unique des « quatre grands-mères de l'Europe », dynastiquement à tout le moins, reconstituée par l'historien André Bouyala d'Arnaud (1894-1967), dont deux volumes ont été récemment publiés.

Raimond-Béranger V., comte souverain de Provence durant la première partie du treizième siècle, éblouit l'Europe et la Méditerranée par son œuvre législative et



Au pied de la montagne Sainte-Victoire, le château de Vauvenargues, construit au seizième siècle par les Séguiran. Immortalisé dans « la Pêcheresse » d'Henri de Régnier, appartenue ensuite à la famille du moraliste Vauvenargues, puis à Picasso.

culturelle — notamment au sein des « cours d'amour » d'Aix-en-Provence, des Baux et de Romans, près de Saint-Rémy, — qui lui valut plus tard d'entrer au *Paradis de Dante*. La nation provençale faisait alors très bonne figure dans le peloton de tête de la Chrétienté. Ce prince des Lumières médiévales eut quatre filles.

L'aînée, Marguerite, épousa Louis IX, le futur saint Louis, qui l'aima au point de l'emmener en croisade. Du troubadour Catelein (ayant suivi la princesse à Paris, ce Méridional fut, par la suite, assassiné dans le bois de Boulogne où un « pré » porte depuis lors son nom) à Mistral, dans ses *Lis Isolo d'or* (les *Iles d'or*, 1876), la reine enflamma les poètes.

Sa sœur Eléonore fut mariée au roi d'Angleterre, Henri III. Elle supporta les maîtres de son mari et lui fut fidèle jusqu'à entrer au couvent après son veuvage. En compensation, l'Eglise en fit une sainte.

Sancie, la troisième, fut, de par son mariage avec Richard de Cornouailles, rien moins qu'impératrice d'Allemagne et reine des Romains, ointe à Aix-la-Chapelle dans le souvenir de Charlemagne.

Béatrix enfin, la *caganis*, ainsi qu'on appelle encore de nos jours en Provence le dernier-né, ne fut pas moins bien lotie. Le roi d'Aragon, parmi beaucoup d'autres, voulait pour son fils ce plus beau parti d'Europe, à telle enseigne qu'il alla jusqu'à « menacer Aix de ses troupes ». En vain. La princesse, déjà héritière du sceptre provençal, préféra épouser un frère du roi de France, Charles d'Anjou, grâce auquel elle devait monter également sur le trône des Deux-Siciles et porter en outre le titre, désormais fictif mais toujours prisé, de reine de Jérusalem.

Ce sont les lointains successeurs de ce couple, René I^{er} le Bon (1434-1480) et Charles III (1480-1482) qui, faute d'héritiers directs et incontestables, devaient « léguer » l'Etat provençal à leur cousin capétien Louis XI. En réalité, ledit legs fut préparé diplomatiquement par une négociation entre deux gouvernements indépendants et juridiquement égaux, et conçu non point à l'image d'un achat, rattachement ou annexion, mais comme l'union « d'un principal à un autre principal et un

d'un nécessaire à son principal ». Bref, un mariage sur un pied d'égalité.

Le dernier membre de la lignée de Hugues Capet à porter — bonorifiquement — le titre de comte de Provence fut, avant qu'il soit roi, Louis XVIII.

A l'heure où un peu partout en Europe, tantôt pour le pire, tantôt pour le meilleur, se ravivent les distinctions identitaires les plus oubliées, les mieux digérées, la Provence intérieure, celle que bureaux et intérêts ont amputée de ses territoires alpestres ou méditerranéens, fait de sa mémoire l'étalon de l'avenir. Cette Provence d'Aix, Rians, Brignoles ou Draguignan, qui ne sait presque plus le provençal, traduit d'une dizaine de titres, n'est en rien idéologique ou polémique. Elle est le fruit sain tant des archives remuées — l'auteur fut de 1920 à 1960 l'un des animateurs puis le conservateur de la Bibliothèque municipale de Marseille — que des séjours sur le terrain de ce fils spirituel d'un grand chef ou tribun civil de Nice : les travaux de Bouyala, avec une pâte littéraire délicate, par sa sœur, du meilleur dix-neuvième siècle, et, par son esprit, du meilleur dix-huitième, déploient une érudition scientifi-

quants ou nouveaux sur le passé régional.

Parmi les textes ressortis dernièrement, deux volumes de Bouyala d'Arnaud, *Histoires de la Provence et Provence des villages*, respectivement de 1965 et 1968. Dans sa préface au second titre, Marcel Pagnol n'a pas d'expressions trop élogieuses pour évoquer le travail de Bouyala : « Historien minutieux, d'une parfaite sûreté d'information, servie par un écrivain de tout premier rang. »

L'œuvre éditée de Bouyala, forte d'une dizaine de titres, n'est en rien idéologique ou polémique. Elle est le fruit sain tant des archives remuées — l'auteur fut de 1920 à 1960 l'un des animateurs puis le conservateur de la Bibliothèque municipale de Marseille — que des séjours sur le terrain de ce fils spirituel d'un grand chef ou tribun civil de Nice : les travaux de Bouyala, avec une pâte littéraire délicate, par sa sœur, du meilleur dix-neuvième siècle, et, par son esprit, du meilleur dix-huitième, déploient une érudition scientifi-

que tout à fait contemporaine mais — miracle ! — sans aucune trace de béton universitaire, drame du style de tant d'ouvrages actuels comparables.

Bouyala devait peut-être cette clarté sans pesanteur à la profonde imprégnation gréco-latine qu'il ramena de chez les lazaristes nicçois avant ses études de lettres à Aix. « Il se déplaçait beaucoup en Provence, en Méditerranée, et jusqu'en Turquie, d'où venaient ces Grecs de Phocée, fondateurs de Marseille. Il voyait les choses et pouvait restituer les événements historiques dans leur environnement. Il retournait aux sources à la fois dans les archives et sur les lieux », se rappelle Georges Bergoin, secrétaire perpétuel de l'Académie de Marseille ; fille de celle de Paris, fondée par Louis XV, cette institution avait élu Bouyala en 1950, à la faveur de la décision du diplomate-essayiste François Charles-Roux de se mettre en « retraite » (le père de la romancière Edmonde Charles-Roux ne devait mourir qu'en 1961).

Guide

fualon CID, 412 p., 240 F.

A mentionner aussi *Marseille vue du ciel*, de Camille Moiré et Bernard Duplessis, EDISUD, Aix-en-Provence, 160 p., autant de photographies couleur, 275 F.

Les *Folies de la Corniche*, Marseille 1800-1990, de Jean-Louis Peris, éd. Jeanne Lafitte. Livre-album de 160 p., Format 21/28, 230 F. Chez la même editrice, le *Dictionnaire historique des rues de Marseille*, d'André Blée, 450 p., 500 F.

Enfin, *Ce s'est passé à Marseille*, savoureux recueil d'anecdotes antiques ou récentes de notre collaborateur Jean Contrucci, Ed. Autres Temps, Marseille, 198 p., 95 F.

Puisque nous sommes en plein terroir, recommandons aussi le *Bleason populaire de France* (dictons, sobriquets et facéties), de notre confrère de

l'Eser républicain Jean Vertier. Maisonneuve et Larose, 450 p., 232 F. Véritable « banque de mots » d'un esprit populaire français resté incorrigiblement gaillard à travers les siècles et où les Provençaux ne sont pas les derniers à se montrer inventifs.

Enfin, au rayon gustatif, on ne peut omettre l'initiative de la Communauté européenne, toujours soupçonnée de condescendance à l'égard des produits méridionaux, de publier un dossier très fourni sur l'huile d'olive sous tous ses aspects. Centre d'information de l'huile d'olive, 59, bd Exelmans, 75016-Paris. Tél. : (1) 40-71-91-62. Relations avec la presse : Jeannine Coureau - Communication. tél. : 46-33-30-76. •

Les Bouyala, qui sont considérés maintenant comme une « vieille famille marseillaise », n'avaient, en réalité, quitté qu'au siècle dernier, pour des alliances provençales, leur berceau languedocien de Lézignan-la-Cèbe, près de Pézenas, dans l'Hérault. Bouyala d'Arnaud, nom de plume propre à notre académie marseillaise, se réfère à sa mère, née Monier d'Arnaud, fameux sang provençal nourri des terroirs d'Apt et de Forcalquier, où le futur auteur devait « sentir ses racines » et contracter le goût de la langue provençale et des investigations dans la chronologie locale.

La consouance typiquement arabe de « Bouyala » (1) indique peut-être des origines plus anciennes, sarrasines ou morisques, mais on ne trouve rien, semble-t-il, à ce sujet dans les publications du chercheur ; il a, en revanche, mis plusieurs fois en lumière l'intensité dramatique ou fructueuse des rapports Islamo-provençaux au Moyen Âge.

Ainsi, *Histoires de la Provence*, au milieu de faits politiques d'importance continentale, ne craint pas de rapporter dans le détail cette « légende populaire » de Forcalquier. En 1020 y courut le bruit que les Maures revenaient, « surgissant comme l'avalanche, se répandant en haute Provence ». Leur avant-garde, menée par un certain Omar Ben Mansour, fut rencontrée à la fontaine de Bédourin par la fille d'un notable du cru, Aleïte Nicoleï. Il y eut coup de foudre entre elle et le cavalier. Forcalquier prise, Omar sauva logiquement les Nicoleï du massacre. Aleïte, peut-être pour des raisons religieuses ou financières — l'épouse chrétienne d'un musulman peut conserver sa confession, mais ses enfants embrassent obligatoirement la foi paternelle et l'éventuel veuvage de la conjointe non convertie à l'Islam n'est assorti d'aucune part d'héritage, — n'en refusa pas moins ou conquérant sa main, tout en jurant qu'« aucune lèvre humaine désormais ne l'effleurerait ».

Et elle tint parole, même lorsque, après le départ de ces Arabes « passés comme l'ouragan », Omar relança sa dulcinée via un colporteur apportant dans sa besace, « de la part d'un émir de la montagne », un paquet. Il contenait « un collier de corail, monté sur or, très beau spécimen de l'art marseillais ». La jeune demoiselle réfléchit un temps puis elle fit don du bijou à la Vierge et finit vieille demoiselle.

Des romances de ce type, il dut y en avoir des centaines à la fin du premier millénaire, durant et après l'occupation arabo-sarabère du Sud français (712-975) (2) entre La Garde-Freinet et Narbonne, têtes de pont musulmanes en terre chrétienne. L'écrivain algérien Salah Guemrich est en train de composer pour les éditions Balland une fresque historique, *Un amour de djihad*, à partir d'une autre idylle arabo-méditerranéenne, celle de Lampézie, fille d'Eudes d'Aquitaine, avec un seigneur de la guerre berbère-mahométan, Mounouza.

En lisant aujourd'hui Bouyala, demain peut-être Guemrich, les beautes marseillaises, hyéroises ou manosquines, souvent confrontées à un rude djihad familial lorsqu'elles veulent fonder un foyer avec un *gaouri* — « l'infidèle » — rencontré au collège, à l'atelier ou au bureau, puiseront sans doute dans ces livres des raisons d'espérer... pour leur descendance. Car au siècle le plus rapide, sur ces questions-là, on ne va pas beaucoup plus vite qu'aux âges où la Provence n'était pas encore française.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(1) Peut se traduire par « le supérieur ». L'un des premiers chefs de mouvement islamiste algérien actuel s'appelait Bouyali.

(2) Invasion des Sarrasins en France, de M. Reinaud, 1836, repris en 1964 par la librairie Orient-éditions, Paris.